



Affaires étrangères, Commerce
et Développement Canada

Foreign Affairs, Trade and
Development Canada

Canada

LE COMMERCE INTERNATIONAL DU CANADA

Le point sur le commerce
et l'investissement

2013



Le Commerce international du Canada

Le point sur le commerce et
l'investissement – 2013

Le commerce international du Canada – 2013 a été produit sous la direction de Mykyta Vesselovsky, du Bureau de l'économiste en chef du ministère des Affaires étrangères, Commerce et Développement Canada (MAECD). Le rapport a été rédigé par Mykyta Vesselovsky avec la collaboration de Crystal Arnburg, David Boileau, Rick Cameron, Shenjie Chen, Terrence Cowl, Mitra Rostami et Motria Savaryn. Crystal Arnburg, Nancy Blanchet, Maureen Francoeur, Raphaëlle Gauvin-Coulombe, Mitra Rostami et Motria Savaryn ont fourni une assistance technique. André Downs, économiste en chef, Bureau de l'économiste en chef, a soumis des commentaires sur les ébauches des textes.

Vos commentaires sur le rapport de cette année seraient appréciés. Veuillez les transmettre à Mykyta Vesselovsky à : << Mykyta.Vesselovsky@international.gc.ca >>.

© Sa Majesté la Reine du chef du Canada, représentée par le Ministre des Affaires étrangères, Commerce et Développement Canada, 2013

Catalogue no. FR2-8/2013

ISSN 1914-9956

Message du ministre	V
Sommaire	VII
I. La performance de l'économie mondiale	1
Vue d'ensemble et perspectives de l'économie mondiale	1
Vue d'ensemble et perspectives pour le commerce mondial	3
Le commerce des marchandises	3
Le commerce des services	6
Prix et taux de change	8
Perspectives d'avenir	10
II. Évolution de l'économie et du commerce – examen des régions et des pays	11
Tour d'horizon des pays	11
Les États-Unis	11
La Chine	14
L'Allemagne	16
Le Japon	18
Le Royaume-Uni	20
Aperçu régional	22
Les pays émergents d'Asie	22
La zone euro	23
Les pays émergents d'Europe	24
L'Amérique latine et les Caraïbes (ALC)	25
Le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord	26
Classement du commerce mondial des marchandises selon la valeur	27
Classement du commerce mondial des services selon la valeur	29
Encadré : <i>La part du commerce des marchandises du Canada détenue par la Chine : stable pour l'instant</i>	31
III. La performance économique du Canada	37
Le produit intérieur brut	37
Contributions à la croissance du PIB réel	38
Le PIB par activité industrielle	40
Le produit intérieur brut par province	42
L'emploi	45
L'inflation	47
Le dollar canadien	49
Encadré : <i>Les répercussions économiques de l'Accord commercial Canada-Chili</i>	51
Encadré : <i>Un aperçu des révisions historiques au Système des comptes économiques nationaux du Canada</i>	54

IV. Aperçu de la performance commerciale du Canada	59
Les biens et services	59
Le commerce des biens	62
Performance sectorielle du commerce des biens	63
Le commerce des services	69
Le compte courant	71
Encadré : <i>Les échanges à valeur ajoutée – leur signification pour le Canada</i>	73
 V. Points saillants de l'évolution du commerce des marchandises du Canada en 2012	77
Le commerce avec les dix principaux partenaires commerciaux	80
Les exportations de marchandises	80
Les importations de marchandises	84
Les principaux déterminants du commerce des marchandises	88
Encadré : <i>L'impact de l'énergie sur les exportations canadiennes et mexicaines aux États-Unis</i>	88
Le commerce des marchandises par grands groupes de produits	96
Produits énergétiques	96
Véhicules et pièces	99
Machines et appareils mécaniques	100
Machines et matériel électriques et électroniques	101
Matériel technique et scientifique	101
Produits agricoles et agroalimentaires	102
Métaux et minéraux	103
Produits chimiques, plastiques et caoutchouc	104
Bois, pâte et papier	104
Textiles, vêtements et cuir	105
Biens de consommation et produits manufacturés divers	106
Autre matériels de transport	106
Le commerce au niveau des provinces et des territoires	107
 VI. Vue d'ensemble de la performance canadienne et mondiale sur le plan de l'investissement	111
Flux mondiaux d'investissement étranger direct	112
La performance du Canada au chapitre de l'investissement direct	116
L'investissement entrant	116
Entrées	116
Stock d'IED entrant	116
L'investissement sortant	119
Sorties	119
Stock d'IED sortant	120
Encadré : <i>Performances des filiales canadiennes à l'étranger</i>	124

Figures

Figure 1-1: Évolution des prix des produits de base	9
Figure 3-1: Croissance du PIB réel canadien	38
Figure 3-2: Contribution à la croissance du PIB réel	39
Figure 3-3: Croissance du PIB réel par province	42
Figure 3-4: Taux de chômage au Canada	46
Figure 3-5: Taux de change quotidien \$CAN-\$É.-U.	50
Figure 4-1: Exportations de biens et services du Canada par grande région	61
Figure 4-2: Importations de biens et services du Canada par grande région	62
Figure 4-3: Croissance des exportations de biens du Canada par secteur	64
Figure 4-4: Croissance des importations de biens du Canada par secteur	66
Figure 4-5: Composition du compte courant du Canada	72
Figure 5-1: Dix principales destinations des exportations canadiennes	81
Figure 5-2: Dix principales sources d'importations au Canada	84
Figure 5-3: Dix principaux produits d'exportations au Canada	89
Figure 5-4: Évolution des exportations canadiennes de marchandises par secteur	97

Tableaux

Tableau 1-1: Croissance du PIB réel dans certaines économies	2
Tableau 1-2: Commerce mondial des marchandises par région et pour certains pays	5
Tableau 1-3: Commerce des services dans le monde par région et pour certains pays	6
Tableau 1-4: Exportations mondiales de services	7
Tableau 2-1: Principaux exportateurs et importateurs dans le commerce mondial des marchandises	28
Tableau 2-2: Principaux exportateurs et importateurs de services dans le monde	29
Tableau 4-1: Commerce des biens et services du Canada par région	60
Tableau 4-2: Commerce des services du Canada par secteur	70
Tableau 5-1 : Commerce des marchandises du Canada par principaux produits	87
Tableau 5-2 : Commerce des marchandises par province et territoire	108
Tableau 6-1 : Flux mondiaux d'IED par région et pour certains pays	113
Tableau 6-2 : Flux d'IED entrant au Canada par région	115
Tableau 6-3 : Stock d'investissement étranger direct au Canada par pays et par région	117
Tableau 6-4 : Stock d'investissement étranger direct au Canada par grand secteur	118
Tableau 6-5 : Sorties d'IED du Canada par région	119
Tableau 6-6 : Stock d'investissement direct du Canada à l'étranger par pays et par région	121
Tableau 6-7 : Stock d'investissement direct du Canada à l'étranger par principaux secteurs	122

Acronymes

ALC	Amérique latine et Caraïbes
ALE	Accord de libre-échange
ALECEU	Accord de libre-échange Canada–États-Unis
ALENA	Accord de libre-échange nord-américain
BDC	Banque du Canada
BDP	Balance des paiements
CEI	Communauté des États indépendants
CNUCED	Conférence des Nations-Unies pour le commerce et le développement
CTCI	Classification type pour le commerce international
É.-U.	États-Unis
E/S	Entrée/Sortie
FMI	Fonds monétaire international
G-7	Groupe des Sept
IDCA	Investissement direct canadien à l'étranger
IED	Investissement
IPC	Indice des prix à la consommation
MAECI	Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international
MIEG	Modèle informatisé d'équilibre général
MOAF	Moyen-Orient et Afrique du Nord
NEI	Nouvelles économies industrielles
OCDE	Organisation de coopération et de développement économique
OMC	Organisation mondiale du commerce
PIB	Produit intérieur brut
RAM	Mémoire vive
RdM	Reste du monde
RU	Royaume-Uni
SH	Système harmonisé
UE	Union européenne

du ministre du Commerce international l'honorable Ed Fast



Je suis heureux de vous présenter le rapport *Le point sur le commerce et l'investissement - 2013*. Ce rapport donne un aperçu des récents résultats enregistrés par le Canada au chapitre du commerce international et passe en revue certaines des grandes tendances et des faits saillants qui ont marqué le commerce et l'investissement dans le monde au cours de la dernière année.

Alors que la reprise s'est poursuivie en 2012 après la crise économique mondiale, le Canada a une fois de plus prouvé qu'il demeurerait l'une des économies les plus stables du monde. Depuis 2009, le Canada se classe en tête des pays du G 7 pour ce qui est de la création d'emplois, de la croissance économique et de la gérance financière. En tant que nation commerçante, le Canada est particulièrement affecté par les difficultés économiques que connaissent les autres régions; néanmoins, les entreprises et les travailleurs du pays ont su faire face à ces obstacles et les surmonter. De juillet 2009 à mai 2013, plus de un million d'emplois ont été créés au sein de notre économie, dont la plupart sont des emplois à temps plein. La croissance de l'emploi et de notre PIB en cette période de reprise est sans égal au sein du G 7. D'ailleurs, le Forum économique mondial classe systématiquement notre système bancaire au premier rang mondial et le magazine *Forbes* estime que notre économie est la plus favorable aux entreprises parmi les pays du G 20.

Pour poursuivre sur cette voie dans le contexte de la reprise mondiale, le Canada doit miser sur ces atouts et appliquer une politique économique rigoureuse et ciblée. C'est pourquoi le commerce et l'investissement à l'étranger demeurent l'une des grandes priorités du gouvernement. À cet effet, le Plan d'action économique 2013 se fonde sur les bases solides jetées au cours des années précédentes pour renforcer l'économie, créer des emplois et promouvoir la croissance, tout en maintenant de faibles taux d'imposition. En outre, nous nous efforçons de faire en sorte que les Canadiens disposent des compétences et de la formation dont ils ont besoin pour occuper des emplois bien rémunérés et de grande qualité sur le marché mondial. Nous aidons aussi les entreprises à réussir au sein de l'économie mondiale en améliorant les conditions qui favorisent leur création et leur expansion. Nous les appuyons afin qu'elles puissent accroître et diversifier leurs exportations et qu'elles puissent exploiter nos ressources naturelles de manière sûre et responsable. De plus, nous

nous efforçons d'améliorer les relations en matière de commerce et d'investissement que le Canada entretient avec des économies cruciales en rapide expansion et de renforcer la situation financière du pays en visant l'équilibre budgétaire d'ici 2015.

Dans le contexte du plus ambitieux plan de stimulation du commerce de l'histoire du Canada, nous nous tournons vers les plus grandes et les plus dynamiques économies du monde, qu'elles soient développées ou émergentes. En effet, le Canada mène des négociations avec des marchés importants en rapide croissance, à savoir l'Union européenne, le Japon, l'Inde et les pays qui forment le Partenariat transpacifique. Nos échanges sur le plan du commerce et de l'investissement avec les États-Unis, notre principal partenaire commercial, profitent du Plan d'action conjoint sur la sécurité du périmètre et de la compétitivité économique ainsi que du Plan d'action conjoint de coopération en matière de réglementation. En moins de six ans, le Canada a conclu des accords de libre échange avec neuf pays : Colombie, Honduras, Jordanie, Panama, Pérou et les États membres de l'Association européenne de libre échange, soit l'Islande, le Liechtenstein, la Norvège et la Suisse. Au cours de cette période, le Canada a conclu ou fait entrer en vigueur des accords sur la promotion et la protection des investissements étrangers avec 17 pays et en négocie actuellement 14 autres.

Vous constaterez à la lecture du rapport *Le point sur le commerce et l'investissement - 2013* qu'un des éléments clés dont il est question est la façon dont le Canada a su redresser son économie, notamment sur le plan du commerce et de l'investissement, à la suite de la crise mondiale. L'un des faits saillants de cette réussite a trait à la rapidité avec laquelle nos échanges commerciaux ont évolué au cours de cette période mouvementée – ainsi qu'à la capacité d'adaptation et à la résilience dont les entreprises et les travailleurs du Canada ont fait preuve en réaction à ces changements. Notre gouvernement est fier de diriger les efforts visant à faire en sorte que le pays continue d'être fort sur le plan économique et concurrentiel à l'échelle internationale et qu'il demeure une destination de choix pour les investisseurs étrangers.

A stylized signature in blue ink, consisting of several loops and a long horizontal stroke extending to the right.

Le ministre du Commerce international
et ministre de la porte d'entrée de l'Asie Pacifique,
l'honorable Ed Fast

Sommaire

La crise économique et financière qui a sévi à travers le monde en 2008-2009 est en voie de passer à l'histoire, mais l'économie mondiale continue à en ressentir les soubresauts. Les années qui se sont écoulées depuis la crise ont donné lieu à une succession de prévisions optimistes et d'attentes subséquentement déçues. Une forte reprise, alimentée par la reconstitution des stocks et les mesures budgétaires et monétaires concertées des gouvernements un peu partout dans le monde, aura duré moins d'une année. Depuis 2010, la croissance mondiale suit une trajectoire à la baisse et celle-ci s'est poursuivie en 2012. Les dommages provoqués par la crise n'ont pas encore été entièrement réparés; un chômage élevé persiste dans la plupart des pays développés, dont l'économie et le commerce affichent une progression léthargique. Les sources publiques et privées de la demande n'ont pas contribué à assurer une reprise solide. Les mesures d'austérité adoptées dans les pays avancés limitent le champ d'action des gouvernements, tandis que le climat d'incertitude contribue à freiner l'investissement privé, deux phénomènes qui nuisent à une relance décisive de l'emploi.

L'incertitude continue héritée de la crise qui marquait encore la conjoncture en 2012 a plusieurs origines. La zone euro a continué à générer des tensions financières et économiques dans le monde, alors que la crise que traverse cette région est loin d'être résolue. Si la situation budgétaire de l'Italie et de l'Espagne a été momentanément stabilisée grâce à une intervention énergique de la Banque centrale européenne (BCE), l'économie allemande, jusqu'ici résiliente, montre des signes d'essoufflement. Par ailleurs, il est devenu de plus en plus difficile de donner suite à la priorité exprimée de s'attaquer aux déficits budgétaires en Europe au moment où la stagnation de la production a tari

les sources de recettes fiscales. La solvabilité à long terme des régions périphériques de la zone euro passe par l'élaboration d'un ensemble de politiques budgétaires et monétaires compatibles avec la stabilité économique, politique et sociale de l'ensemble des pays membres. Une solution qui s'orienterait en ce sens contribuerait pour beaucoup à rétablir la confiance dans les économies développées.

Les États-Unis ont été une autre source d'incertitude en 2012. Alors que l'élection a contribué à stabiliser le climat politique et à assurer que les principales mesures législatives adoptées durant le premier mandat du président Obama ne seront pas abrogées, le bras de fer entre la Chambre des représentants, le Sénat et la présidence se poursuit. On s'attend à ce que la séquestration ralentisse la reprise économique aux États-Unis, et la possibilité d'une nouvelle crise budgétaire semble surgir à chaque tournant. Le Japon, de son côté, a adopté une ambitieuse politique budgétaire et monétaire expansionniste pour tenter de sortir le pays de la crise. Le succès ou l'échec de cette initiative pourrait avoir une importance critique pour l'économie mondiale, mais le principal risque inhérent à cette politique est que le Japon n'a pratiquement aucune marge de manœuvre budgétaire pour essayer autre chose si ces mesures échouent. Enfin, l'instabilité politique dans certaines régions du Moyen-Orient et les risques géopolitiques associés à l'Iran et à la Corée du Nord demeurent présents.

Du côté positif du bilan, on perçoit des signaux indiquant que l'immense potentiel de reprise de l'économie américaine s'est mis en branle, alors que le marché du travail et celui du logement ont commencé à s'extirper de la situation désastreuse dans laquelle la crise les avait plongés. La Chine a évité un atterrissage brutal, et l'on s'attend à ce

qu'elle réussisse à réorienter son économie vers la demande des consommateurs. Le crédit et l'activité économique étaient aussi en expansion dans plusieurs économies en développement, notamment en Asie et en Amérique latine, et les marchés des capitaux et du travail ont montré une grande vitalité.

Le PIB réel mondial a progressé de 3,2 p. 100 en 2012, ce qui est inférieur au taux de 4,0 p. 100 enregistré en 2011. Dans les économies avancées, la croissance a ralenti à 1,2 p. 100 en 2012, alors qu'elle avait été de 1,6 p. 100 en 2011. La croissance a aussi décéléré dans les pays en développement, passant de 6,4 p. 100 en 2011 à 5,1 p. 100 en 2012. Les États-Unis ont dominé le tableau de la croissance parmi les grandes économies développées; dans le monde en développement, certains marchés émergents de « seconde génération » ont affiché une belle performance, notamment l'Indonésie, les Philippines, la Malaisie et la Thaïlande. La croissance de l'économie allemande a ralenti à 0,9 p. 100 en 2012, après une expansion de 3,1 p. 100 en 2011; en France, la production a stagné et, globalement, la zone euro a glissé en récession, enregistrant une croissance négative de 0,6 p. 100 en 2012. Au Japon, après une contraction de 0,6 p. 100 en 2011, le pays a retrouvé le sentier de la croissance, avec un taux de 2,0 p. 100 en 2012; néanmoins, il n'a pu éviter de retomber, en milieu d'année, dans une récession technique pour la troisième fois en cinq ans.

Les économies en développement d'Asie ont progressé de 6,6 p. 100 en 2012, en baisse par rapport au taux de 8,1 p. 100 enregistré en 2011. La Chine a donné le ton au ralentissement, avec une croissance de 7,8 p. 100 en 2012, après une expansion de 9,3 p. 100 en 2011. L'économie indienne a ralenti encore davantage, terminant l'année avec un taux de croissance de 4,0 p. 100, soit un peu plus de la moitié du taux de 7,7 p. 100 enregistré en 2011. Les économies de la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord ont vu leur croissance s'accélérer à 4,8 p. 100 en 2012, à l'instar des économies d'Afrique subsaharienne. La région de l'Amérique latine et des Caraïbes venait ensuite avec une croissance

de 3,0 p. 100; cependant, l'économie du Brésil a vacillé, n'avançant que de 0,9 p. 100 en 2012 après avoir connu un taux de croissance de 2,7 p. 100 en 2011. Les pays émergents d'Europe ont vu leur croissance ralentir de façon abrupte, passant de 5,2 p. 100 en 2011 à 1,6 p. 100 en 2012.

Dans le contexte difficile d'une reprise inégale et incertaine qui a prévalu dans le monde ces dernières années, l'économie canadienne a continué d'afficher une bonne performance. L'activité économique réelle au Canada a crû de 1,8 p. 100 en 2012, après une expansion de 2,6 p. 100 l'année précédente; elle s'est révélée solide, reposant sur la mise en valeur des atouts fondamentaux de l'économie canadienne. L'activité économique a progressé pendant les quatre trimestres; le dynamisme de l'économie intérieure conjugué à la reprise naissante aux États-Unis dans la seconde moitié de l'année ont été les principaux piliers de la croissance. La construction de nouveaux logements a enregistré un taux de croissance dans les deux chiffres, l'investissement des entreprises a poursuivi son expansion robuste, tandis que les prix des ressources stagnaient et que l'inflation demeurait peu élevée. La seule grande préoccupation, l'augmentation du ratio d'endettement des ménages suscitée notamment par la tendance haussière des prix des logements, a atteint le niveau record de 165 p. 100 en fin d'année, un indice de potentielle vulnérabilité dans l'éventualité d'un choc externe majeur qui menerait au désendettement.

Jusqu'à maintenant, le Canada a affiché la meilleure performance parmi les pays du G-7 au chapitre de la croissance de l'emploi et du PIB réel. Il s'est créé plus de 1 million de nouveaux postes depuis que l'emploi a touché un plancher, et en très grande majorité, ce sont des emplois à temps plein. La situation de l'emploi s'est améliorée dans la plupart des régions, et plus de 300 000 nouveaux emplois ont été créés en 2012. Le taux de chômage a reculé de 0,4 point de pourcentage durant l'année, passant de 7,5 p. 100 en décembre 2011 à 7,1 p. 100 en décembre 2012. Le repli du taux de chômage moyen pour l'ensemble de l'année a cependant été moindre, soit de 7,5 p. 100 en 2011 à 7,3 p. 100 en 2012.

Huit des dix provinces et tous les territoires ont affiché une croissance économique réelle en 2012. Les dépenses des entreprises ont largement soutenu la croissance du PIB, suivies de près par les dépenses de consommation. Il y a eu contraction des dépenses des gouvernements en raison notamment de la baisse des investissements publics, ce qui s'est traduit par un apport négatif au PIB pour la première fois depuis 1997; la contribution nette des exportations s'est également avérée négative. L'inflation n'a été que de 1,5 p. 100 en 2012 – près de la moitié du taux de 2,9 p. 100 enregistré en 2011 – imputable principalement à la modération des prix de l'essence et des aliments. Le dollar canadien a été essentiellement à parité avec le dollar américain en 2012, se comportant d'une manière stable tout au long de l'année; la valeur moyenne du dollar canadien en 2012 a été d'environ 1,0 p. 100 inférieure à celle de 2011.

L'expansion du volume des échanges commerciaux dans le monde a ralenti brusquement en 2012, pour se situer à 2,0 p. 100 (en termes réels). Mesuré en valeurs nominales (en dollars É. U.) le commerce n'a progressé que de 0,2 p. 100 sur l'année, comparativement à 20 p. 100 en 2011, les prix des biens échangés ayant chuté. La croissance des exportations réelles a ralenti le plus dans les économies développées, tombant à 1,0 p. 100 en 2012 contre 5,1 p. 100 en 2011, alors que le monde en développement enregistrait une hausse de 3,3 p. 100 en 2012, ce qui est néanmoins plus lent que le taux de croissance de 5,4 p. 100 observé en 2011.

Avec ces données en toile de fond, il est plus facile de comprendre les défis auxquels le Canada est confronté sur les plans économique et commercial. Exprimées en dollars canadiens, les exportations de biens et services du Canada vers le monde ont progressé de 1,1 p. 100 en 2012. La croissance a été dominée par les exportations de biens, en hausse de 1,3 p. 100; par contre, les exportations de services ont ralenti, montrant une augmentation de 0,3 p. 100. Du côté des importations, les importations de biens et services ont crû de 3,6 p. 100, soit

une augmentation des importations de biens de 4,1 p. 100 et une progression des importations de services de 1,7 p. 100.

L'expansion du commerce de marchandises avec les États-Unis a été le point saillant de 2012, alors que la tendance baissière à long terme de la part des importations et des exportations de marchandises du Canada détenue par les États-Unis s'est renversée. L'amélioration des perspectives économiques au sud de la frontière, la reprise du marché du logement et la restructuration réussie du secteur de l'automobile ont été les principaux facteurs à l'origine de cette hausse. Ce fait, s'ajoutant au boom énergétique qui s'est amorcé aux États-Unis grâce aux applications pratiques des avancées dans les domaines du forage horizontal et de la fracturation hydraulique, nous rappelle l'importance des États-Unis comme principal partenaire commercial du Canada.

Au niveau sectoriel, les exportations dans six des principaux secteurs de biens étaient en hausse, tandis qu'elles ont diminué dans les cinq autres. La plus grande partie du ralentissement perçu des exportations de biens est attribuable à un recul des prix à l'exportation. C'est notamment le cas des exportations de produits énergétiques qui ont augmenté de 7,1 p. 100 en termes réels mais qui n'ont progressé que de 1,5 p. 100 en termes nominaux en raison d'une baisse des prix de 5,2 p. 100. Le secteur des véhicules automobiles et des pièces est celui qui a connu la plus forte croissance, avec une augmentation de 14,0 p. 100 des exportations en termes réels. Du côté des importations, les véhicules automobiles et les pièces ont aussi dominé les gains, avec une avancée de 9,8 p. 100 en termes réels, illustrant l'interdépendance des exportations et des importations dans une économie mondiale reposant sur des chaînes de valeur mondiales.

Les exportations de services ont progressé marginalement, tandis que les importations croissaient un peu plus rapidement. En 2012, les exportations et les importations de services de transport ont été stables, alors que les services de

voyages et de tourisme ont continué à dominer le déficit commercial du Canada dans cette catégorie, les Canadiens dépensant beaucoup plus à l'étranger que les étrangers ne dépensent au Canada. Les échanges de services commerciaux ont peu varié, le Canada inscrivant un excédent commercial dans cette catégorie pour une troisième année.

L'année 2012 n'a pas été propice à l'investissement dans le monde et les entrées mondiales ont reculé de 18,2 p. 100; dans les économies développées, elles ont perdu près du tiers de leur valeur et, pour la première fois, elles ont été inférieures aux entrées d'investissement dans les économies en développement. L'investissement mondial dans de nouvelles installations a fondu du tiers pour toucher le niveau le plus bas jamais enregistré. Dans ce contexte, le Canada s'en est tiré assez bien au chapitre de l'investissement. C'est l'un des rares pays où les entrées d'investissement étranger direct (IED) ont augmenté, avec un gain de 9,5 p. 100. Par ailleurs, les sorties d'investissement direct du Canada ont progressé de 7,4 p. 100 en 2012. Les flux financiers étaient en hausse vers toutes les destinations, sauf l'Union européenne; par contre, les entrées d'IED au Canada en provenance de l'UE ont augmenté de façon considérable.

Le stock d'investissement direct du Canada à l'étranger a augmenté de 5,5 p. 100 en 2012.

L'investissement était en expansion dans la plupart des secteurs où des intérêts canadiens ont traditionnellement été présents à l'étranger – les finances et assurances, l'extraction minière, pétrolière et gazière, et la gestion de sociétés et d'entreprises. Le stock d'investissement étranger au Canada a progressé un peu plus rapidement (5,8 p. 100), mais moins du tiers de l'augmentation s'est retrouvée dans le secteur manufacturier, le reste étant assez largement réparti entre les secteurs de l'extraction minière, pétrolière et gazière, le transport et l'entreposage, la gestion de sociétés et d'entreprises, et la construction. Le solde net de l'investissement direct du Canada s'est amélioré légèrement pour atteindre 77,7 milliards de dollars en 2012.

Interprété comme la somme de ses composantes, le déficit du compte courant du Canada s'est creusé de 13,7 milliards de dollars en 2012, par suite d'une détérioration de 12,8 milliards de dollars du solde du commerce des biens et d'une détérioration de 1,6 milliard de dollars du solde du commerce des services. Le déficit du compte des revenus primaires a légèrement diminué, mais le déficit du compte des revenus secondaires a augmenté légèrement. Il en est résulté une aggravation du déficit, qui est passé de 48,5 milliards de dollars en 2011 à 62,2 milliards de dollars en 2012. ■

La performance de l'économie mondiale

Vue d'ensemble et perspectives de l'économie mondiale

La marche longue et sinueuse de la reprise qui a fait suite à la crise financière et économique mondiale de 2008-2009 s'est poursuivie en 2012 avec un succès mitigé. En examinant les dernières années, la reprise initiale qui a contré les effets les plus néfastes de ce choc est survenue durant la seconde moitié de 2009 et la première moitié de 2010, avec une croissance mondiale supérieure à la tendance. Depuis, la croissance mondiale est demeurée faible et instable. Malgré les progrès prometteurs mais temporaires enregistrés au troisième trimestre de 2011 et au premier trimestre de 2012, la croissance s'est évanouie aussi vite qu'elle est apparue et une faiblesse prolongée s'est installée, rayant du même coup les espoirs d'une reprise plus rapide à chaque occasion. Dans l'ensemble, une tendance à la baisse de la croissance mondiale s'est installée et l'on s'attend constamment à ce qu'elle soit renversée à un horizon d'un an ou deux, mais sans succès jusqu'à présent.

Le chômage élevé, un climat d'investissement incertain pour les entreprises et l'austérité budgétaire sont devenus des traits distinctifs des pays développés partout dans le monde. Alors que l'intervention de la Banque centrale européenne (BCE) a stabilisé la situation budgétaire de l'Italie et de l'Espagne, les braises de la crise de la dette souveraine de la zone euro continuent de couver et s'enflamment sporadiquement dans la périphérie européenne, comme en témoigne la crise bancaire chypriote du printemps de 2013. Le dernier trimestre de 2012 a été marqué par un autre repli dans les économies plus avancées, y compris les États-Unis, l'Allemagne et le Japon. Ce dernier est tout juste sortie de sa troisième récession en cinq ans. Pour ce qui est de l'incertitude mondiale, la confiance ne s'est

guère améliorée au cours de l'année – si la situation s'est stabilisée en Libye, la guerre civile en Syrie fait toujours rage, la Corée du Nord accentue les risques en Asie du Sud-Est et l'on s'interroge sérieusement sur la capacité de l'économie chinoise de maintenir son rythme de croissance et de répondre aux attentes de plus en plus grandes à son égard en tant que moteur de la croissance et de la reprise dans le monde.

La croissance du PIB réel mondial a fléchi de 4,0 p. 100 en 2011 à 3,2 p. 100 en 2012; elle devrait rester aux environs de 3,3 p. 100 en 2013 avant de remonter à 4,0 p. 100 en 2014. Le FMI a noté que dans l'ensemble, les économies avancées ont connu un début faible en 2013, mais l'activité devrait s'accroître tout au long de l'année, menée par les États-Unis. Deux grandes menaces ont pesé plus particulièrement sur l'économie mondiale en 2012 – l'éclatement possible de la zone euro et la crise budgétaire aux États-Unis. Bien que la catastrophe ait été évitée, des solutions permanentes n'ont pas encore été trouvées. Si l'on regarde les perspectives pour 2013, la séquestration aux États-Unis a déjà entraîné un ralentissement de la croissance, et la récession en Europe s'étend maintenant aux principaux pays. Du côté positif, l'activité des économies en développement s'accroît, parallèlement à l'essor des marchés boursiers, à une reprise de la confiance et au dynamisme des marchés du travail.

La croissance des grandes économies avancées a fléchi, passant de 1,6 p. 100 en 2011 à 1,2 p. 100 en 2012. Ce ralentissement a été en grande partie causé par la récession qui a sévi dans la zone euro. La crise de la dette souveraine est également réapparue, faisant brièvement bondir au-dessus de 6 p. 100 le coût des emprunts à long terme en Espagne et en Italie et aggravant l'inquiétude au sujet de la zone monétaire

commune. La croissance en France s'est évaporée, tandis qu'elle a diminué en Allemagne et est devenue fortement négative en Italie. Les pays nouvellement industrialisés (NPI) ont aussi perdu de la vigueur, avec des taux de croissance anormalement faibles se situant entre 1 et 2 p. 100. Le Japon est entré en récession puis en est ressorti, montrant quelques signes de reprise; aux États-Unis, la croissance s'est accélérée, mais ce mouvement n'a pas suffi à compenser la

tendance à la baisse. Le ralentissement observé au Canada est imputable aux exportations et il a contribué au recul global de la croissance dans les pays développés.

Alors que les pays de la zone euro ont appliqué une politique d'austérité budgétaire depuis maintenant plusieurs années, les effets de ces mesures sur l'économie de la région ne se sont jamais fait sentir aussi vivement que l'an dernier.

TABLEAU 1-1 Croissance du PIB réel (%) dans certaines économies (2009-2012 et prévisions pour 2013-2014)						
	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Monde	-0,6	5,2	4,0	3,2	3,3	4,0
Économies avancées	-3,5	3,0	1,6	1,2	1,2	2,2
Canada	-2,8	3,2	2,6	1,8	1,5	2,4
États-Unis	-3,1	2,4	1,8	2,2	1,9	3,0
Royaume-Uni	-4,0	1,8	0,9	0,2	0,7	1,5
Japon	-5,5	4,7	-0,6	2,0	1,6	1,4
Zone euro	-4,4	2,0	1,4	-0,6	-0,3	1,1
dont la France	-3,1	1,7	1,7	0,0	-0,1	0,9
dont l'Allemagne	-5,1	4,0	3,1	0,9	0,6	1,5
dont l'Italie	-5,5	1,7	0,4	-2,4	-1,5	0,5
NEI						
Hong Kong	-2,5	6,8	4,9	1,4	3,0	4,4
Corée du Sud	0,3	6,3	3,6	2,0	2,8	3,9
Singapour	-0,8	14,8	5,2	1,3	2,0	5,1
Taiwan	-1,8	10,8	4,1	1,3	3,0	3,9
Économies en développement	2,7	7,6	6,4	5,1	5,3	5,7
Asie en développement	6,9	10,0	8,1	6,6	7,1	7,3
dont la Chine	9,2	10,4	9,3	7,8	8,0	8,2
dont l'Inde	5,0	11,2	7,7	4,0	5,7	6,2
dont l'ANASE-5	1,7	7,0	4,5	6,1	5,9	5,5
CEI	-6,4	4,9	4,8	3,4	3,4	4,0
dont la Russie	-7,8	4,5	4,3	3,4	3,4	3,8
Pays émergents d'Europe	-3,6	4,6	5,2	1,6	2,2	2,8
Amérique latine et Caraïbes	-1,5	6,1	4,6	3,0	3,4	3,9
dont le Brésil	-0,3	7,5	2,7	0,9	3,0	4,0
dont le Mexique	-6,0	5,3	3,9	3,9	3,4	3,4
Moyen-Orient et Afrique du Nord	3,0	5,5	4,0	4,8	3,1	3,7
Afrique subsaharienne	2,7	5,4	5,3	4,8	5,6	6,1

Source : FMI, base de données des Perspectives de l'économie mondiale, avril 2013

Les marchés du crédit et de l'immobilier continuent de stagner et le chômage demeure élevé en Europe, alors que les débats se poursuivent sur la politique gouvernementale la plus appropriée en période de récession économique. Les projections sont également négatives pour l'année qui vient. En revanche, le Japon a rassemblé la volonté politique nécessaire autour d'une politique monétaire et budgétaire expansionniste concertée qui vise à faire progresser son économie chancelante; les premiers résultats de cette politique devraient se manifester en 2013.

La croissance a également beaucoup ralenti dans les économies en développement, passant de 6,4 p. 100 en 2011 à 5,1 p. 100 en 2012. La politique monétaire de plusieurs de ces pays a réagi au ralentissement au début de 2012, et les taux directeurs ont été abaissés durant la seconde moitié de l'année. Le crédit et l'activité économique ont tous deux connu une expansion dans plusieurs pays asiatiques et latino-américains. Les entrées de capitaux dans les pays en développement ont repris, entraînant une diminution des écarts de risque sur les actions et les obligations gouvernementales. Néanmoins, les perspectives générales qui s'offrent aux investisseurs à long terme restent plombées par l'incertitude, et l'investissement est en deçà des niveaux correspondants aux ressources disponibles et à une reprise robuste.

Alors que les chefs de file habituels de la croissance – la Chine, l'Inde, le Brésil – ont hésité en 2012, enregistrant une baisse marquée de leur taux de croissance, certains leaders de « deuxième génération » dans les marchés émergents, dont les pays de l'ANASE-5 sont peut-être les plus connus, ont vu leur croissance s'accélérer. Le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord ont également progressé plus rapidement qu'en 2011, tandis que le Mexique a maintenu le même rythme de croissance.

Les prévisions à court terme indiquent que la croissance se poursuivra à la même cadence dans les pays avancés (1,2 p. 100 en 2013). Le maintien des stimulants monétaires et la relance de la demande des consommateurs devraient

se traduire par une croissance de 2,2 p. 100 en 2014, sans compter la reconnaissance accrue du rôle des multiplicateurs de la politique budgétaire. Dans les pays en développement, l'année 2012 devrait être marquée par un creux avant que ne s'amorce une lente accélération de la croissance qui devrait atteindre 5,3 p. 100 en 2013 et 5,7 p. 100 en 2014. Les pressions inflationnistes devraient demeurer faibles ou inexistantes dans les pays développés, avec quelques exceptions dans le monde en développement. Les déséquilibres mondiaux se sont atténués considérablement durant la récession, mais les perspectives d'une réduction supplémentaire sont incertaines et dépendront de l'évolution future en Chine et en Europe.

Les risques à la baisse pour l'avenir ont diminué, la situation en Europe ayant été maîtrisée et la crise du « précipice budgétaire » aux États-Unis s'étant temporairement dénouée. En outre, les principales économies en développement ont réussi à éviter un atterrissage difficile. Néanmoins, les risques associés à ces facteurs existent encore, auxquels s'ajoutent des risques budgétaires au Japon et de nouveaux facteurs d'incertitude géopolitique (p. ex. la Corée du Nord). Des mouvements brusques dans les prix des produits de base restent aussi une possibilité. La situation mondiale et les perspectives se sont améliorées au cours de la dernière année, mais elles demeurent plus incertaines qu'à l'habitude. Une croissance stable et continue de la production et de l'emploi dans la zone euro continue d'être un facteur clé pour la stabilité de l'économie mondiale, et la relance de l'économie japonaise pourrait contribuer pour beaucoup à alimenter la reprise économique dans le monde. Un autre élément positif serait un regain continu du secteur du logement, de la croissance et de l'emploi aux États-Unis.

Vue d'ensemble et perspectives pour le commerce mondial

Le commerce des marchandises

Le commerce mondial réel (mesuré en volume) a ralenti considérablement en 2012, avec un taux

de croissance de seulement 2,0 p. 100. C'est la deuxième année de ralentissement de la croissance, alors que l'expansion record de 13,9 p. 100 en 2010 avait été suivie d'une hausse modeste de 5,2 p. 100 en 2011. Même si une amélioration est prévue en 2013, la croissance projetée de 3,3 p. 100 pour cette année est historiquement faible. Le principal facteur de la croissance atone du commerce mondial est l'incertitude récurrente qui plane sur l'avenir de l'euro. En outre, les pays développés et les pays en développement sont aux prises avec leurs propres problèmes économiques : chômage élevé et pression budgétaire pour les premiers, ralentissement de la croissance, baisse de la demande mondiale et réformes nécessaires pour les seconds. Quant au commerce mondial nominal (mesuré en dollars américains), la baisse des prix des biens échangés signifie qu'il a augmenté encore plus lentement que le commerce réel : la valeur des échanges n'a progressé que de 0,2 p. 100 en 2012, contre 20 p. 100 en 2011.

La croissance des exportations réelles dans les économies développées a ralenti plus que dans les marchés en développement et émergents, passant de 5,1 p. 100 en 2011 à 1,0 p. 100 en 2012. La croissance des exportations a ralenti partout, bien que l'Union européenne ait été plus touchée, avec une croissance nulle de l'activité économique et du commerce. La croissance des exportations réelles aux États-Unis a encore été le principal déterminant de la performance des nations développées. Le reste du monde – y compris les économies en développement et la Communauté des États indépendants (CEI) – a enregistré une diminution de la croissance de ses exportations, qui est passée de 5,4 p. 100 en 2011 à 3,3 p. 100 en 2012. Après une contraction de 8,5 p. 100 en 2011, le volume des exportations de l'Afrique a connu un rebond important en 2012 avec une progression de 6,1 p. 100, soit la croissance la plus rapide de toutes les régions. Alors que la croissance a ralenti au Japon, en Chine et plus particulièrement en Inde – où la croissance de ses exportations a dégringolé de 15,0 p. 100 en 2011 à une contraction de 0,5 p. 100 en 2012, la croissance du volume des échanges commerciaux en Asie n'a été que

de 2,8 p. 100. La croissance des exportations en Amérique centrale et en Amérique du Sud a aussi ralenti pour s'établir à seulement 1,4 p. 100 en 2012.

Au chapitre de la croissance des importations réelles, l'Afrique venait également en tête, avec une expansion de 11,3 p. 100. Les importations du Moyen-Orient (hausse de 7,9 p. 100) et de la CEI (hausse de 6,8 p. 100) ont aussi considérablement augmenté. Les importations en Asie ont progressé de 3,7 p. 100, principalement en raison d'une hausse des importations réelles de 3,6 p. 100 en Chine. Les importations aux États-Unis ont également crû de 2,8 p. 100, tandis qu'elles progressaient encore plus rapidement dans le reste de l'Amérique du Nord, à un taux de 3,1 p. 100 pour l'ensemble de la région. L'Amérique du Sud et l'Amérique centrale ont inscrit une croissance des importations réelles de 1,8 p. 100, laquelle a été ralentie par la faible croissance des exportations; enfin, les importations en Europe ont diminué de 1,9 p. 100, la crise économique ayant déprimé la demande.

Le commerce nominal a ralenti encore plus fortement que le commerce réel, le prix des ressources ayant stagné ou faibli tout au long de l'année. La valeur globale des exportations mondiales de marchandises était de 18,3 billions de dollars américains, sur la base de la balance des paiements (BDP) et de 17,9 billions de dollars américains sur une base douanière, des niveaux essentiellement inchangés par rapport à l'année précédente (voir le Tableau 1-2). Cela contraste fortement avec les taux de croissance de plus de 20 p. 100 enregistrés en 2010 et 2011. La performance de la Chine au niveau des exportations est demeurée robuste, faisant de ce pays le leader mondial avec un taux de croissance de 8 p. 100. Le Mexique s'est aussi distingué avec un gain de 6 p. 100. L'Afrique a pris la tête de toutes les régions pour ce qui est de la croissance nominale des exportations avec une hausse de 5 p. 100; ce chiffre a été égalé par les États-Unis. Toutefois, des taux plus faibles de croissance des exportations parmi toutes les économies nord-américaines ont réduit la croissance des

exportations de cette région à 4 pour cent. Les baisses des exportations nominales du Japon, de l'Inde et des NEI asiatiques ont fait en sorte que la valeur des exportations asiatiques n'a progressé que de 2 p. 100 en 2012, soit au même rythme que la croissance des exportations de la CEI. Les exportations ont progressé en moyenne de 3 p. 100 au Moyen-Orient, tandis que les exportations nominales de l'Amérique du Sud et de l'Amérique centrale sont restées inchangées.

L'Europe occupait la dernière place du classement des régions après avoir connu une baisse de 4 p. 100 de la valeur de ses exportations.

Une fois de plus, l'Afrique a dominé les autres régions au chapitre de la croissance des importations nominales avec une avancée de 8 p. 100 en 2012. Le Moyen-Orient et la CEI suivaient avec des gains non négligeables de 6 p. 100 et de 5 p. 100, respectivement. La croissance des

TABLEAU 1-2

Commerce mondial de marchandises par région et pour certains pays
(milliards \$É.-U. et %)

	EXPORTATIONS				IMPORTATIONS			
	Valeur	Part	Variation annuelle (%)		Valeur	Part	Variation annuelle (%)	
	Milliards \$É.-U.	2012			Milliards \$É.-U.	2012		
	2012	(%)	2011	2012	2012	(%)	2011	2012
Monde	17 850	100,0	20	0	18 155	100,0	19	0
Amérique du Nord	2 373	13,3	16	4	3 192	17,6	15	3
États-Unis	1 547	8,7	16	5	2 335	12,9	15	3
Canada	455	2,5	17	1	475	2,6	15	2
Mexique	371	2,1	17	6	380	2,1	16	5
Amérique du Sud et Amérique centrale	749	4,2	27	0	753	4,1	25	3
Brésil	243	1,4	27	-5	233	1,3	24	-2
Europe	6 373	35,7	18	-4	6 519	35,9	17	-6
UE-27	5 792	32,4	18	-5	5 927	32,6	17	-6
Allemagne	1 407	7,9	17	-5	1 167	6,4	19	-7
France	569	3,2	14	-5	674	3,7	18	-6
Italie	500	2,8	17	-4	680	3,7	14	1
Royaume-Uni	468	2,6	21	-7	486	2,7	15	-13
CEI	804	4,5	34	2	568	3,1	30	5
Russie	529	3,0	30	1	335	1,8	30	4
Afrique	626	3,5	17	5	604	3,3	18	8
Moyen-Orient	1 287	7,2	37	3	721	4,0	17	6
Asie	5 640	31,6	18	2	5 795	31,9	23	4
Chine	2 049	11,5	20	8	1 818	10,0	25	4
Japon	799	4,5	7	-3	886	4,9	23	4
Inde	293	1,6	34	-3	489	2,7	33	5
NEI	1 280	7,2	16	-1	1 310	7,2	19	0

Source : Secrétariat de l'OMC

importations en Asie a été légèrement inférieure, soit 4 p. 100; la Chine, l'Inde et le Japon ont enregistré un rythme similaire pour les importations, tandis que les NEI étaient les seules à n'enregistrer aucune progression de leurs importations. La valeur des importations nord-américaines a augmenté de 3 p. 100 (les États-Unis affichant un taux identique), comme ce fut le cas de la valeur des importations en Amérique du Sud et en Amérique centrale en dépit de la

contraction de 2 p. 100 des importations du Brésil. La valeur des importations nominales en Europe a chuté considérablement, cédant 6 p. 100; le Royaume-Uni a dominé cette tendance avec un recul de 13 p. 100 de ses importations.

Le commerce des services

La valeur des exportations mondiales de services a augmenté de seulement 2 p. 100 en 2012, pour atteindre 4 345 milliards de dollars américains,

TABLEAU 1-3								
Commerce des services dans le monde par région et pour certains pays (milliards \$É.-U. et %)								
EXPORTATIONS					IMPORTATIONS			
	Valeur	Part	Variation		Valeur	Part	Variation	
	Milliards \$É.-U.	2012			Milliards \$É.-U.	2012		
	2012	(%)	2011	2012	2012	(%)	2011	2012
Monde	4 345	100,0	11	2	4 105	100,0	11	2
Amérique du Nord	709	16,3	9	4	537	13,1	8	2
États-Unis	614	14,1	9	4	406	9,9	7	3
Canada	78	1,8	10	-1	105	2,6	10	1
Mexique	16	0,4	0	5	25	0,6	16	0
Amérique du Sud et Amérique centrale	136	3,1	13	6	178	4,3	18	9
Brésil	38	0,9	20	5	78	1,9	22	7
Europe	2 024	46,6	12	-3	1 680	40,9	10	-3
UE-27	1 819	41,9	12	-3	1 553	37,8	10	-4
Allemagne	255	5,9	9	-2	285	6,9	11	-3
France	208	4,8	17	-7	171	4,2	12	-10
Italie	104	2,4	9	-1	105	2,6	5	-8
Royaume-Uni	278	6,4	10	-4	176	4,3	6	1
CEI	105	2,4	19	10	151	3,7	18	17
Russie	58	1,3	20	10	102	2,5	23	16
Afrique	90	2,1	0	5	162	3,9	12	3
Moyen-Orient	125	2,9	10	9	222	5,4	11	2
Asie	1 159	26,7	12	6	1 175	28,6	14	8
Chine	190	4,4	13	4	281	6,8	23	19
Japon	140	3,2	3	-2	174	4,2	6	5
Inde	148	3,4	11	8	125	3,0	6	1
NEI	417	9,6	12	8	321	7,8	10	4

Sources : Secrétariat de l'OMC et calculs de l'auteur

après deux années d'expansion à un rythme annuel d'environ 10 p. 100 (voir le Tableau 1-3). Depuis 2005, le commerce des services a gagné 8 p. 100 par an en moyenne, le même taux que celui du commerce des marchandises.

Selon l'OMC, la part des services dans le commerce total (biens et services) a atteint environ 19 p. 100 en 2012 sur la base de la balance des paiements. Il est à noter que ce chiffre mesure seulement les flux finals bruts de services échangés et ne tient pas compte des différents services intermédiaires utilisés comme intrants dans la production. En effet, des données recueillies récemment dans le cadre d'un projet conjoint de l'OCDE et de l'OMC (voir l'encadré intitulé *Les échanges à valeur ajoutée*) indiquent que ce chiffre sous-estime considérablement la contribution des services à la valeur totale du commerce mondial final.

Pour la deuxième année consécutive, la région de la CEI est celle qui a connu la plus forte croissance parmi les exportateurs de services en 2012, affichant une augmentation de 10 p. 100. Les exportations en provenance des pays de la CEI ont atteint 105 milliards de dollars; la Russie, dont les exportations de services ont également augmenté de 10 p. 100, représentait plus de la moitié de ce montant. Le Moyen-Orient n'arrive pas loin derrière avec une croissance de 9 p. 100 des exportations de services;

c'est la seule région où ces exportations n'ont accusé presque aucun repli depuis 2011. L'Asie, l'Amérique du Sud et l'Amérique centrale affichent toutes une progression de 6 p. 100, malgré la contraction de 2 p. 100 observée au Japon, laquelle a été compensée par l'Inde et les ENI. L'Afrique s'est sortie de la stagnation de 2011 et a haussé ses exportations de services de 5 p. 100, tandis que l'Amérique du Nord a inscrit un taux de croissance de 4 p. 100, ce qui englobe une contraction de 1 p. 100 des exportations canadiennes. Néanmoins, la croissance mondiale a été en dessous de ces chiffres en raison du fait que l'Europe, qui fournit près de la moitié des services au reste du monde (d'une valeur de plus de 2 billions de dollars), a enregistré une baisse de 3 p. 100; la France, la Suisse et les Pays-Bas ont été les grands perdants à ce poste, enregistrant chacun un recul de 7 p. 100.

Pour ce qui est de la croissance des importations, la CEI vient également au premier rang parmi les régions, avec un taux de 17 p. 100, qui porte ses importations de services à 151 milliards de dollars, dont les deux-tiers étaient destinées à la Russie. Les importations de services en Amérique centrale et en Amérique du Sud ont augmenté de 9 p. 100 en 2012, soit la moitié du taux enregistré en 2011. Les importations de services de l'Asie ont progressé à un taux robuste de 8 p. 100, qui est toutefois moins impressionnant que celui de la Chine, à 19 p. 100; pendant

TABLEAU 1-4

Exportations mondiales de services, 2005-2012
(milliards \$É.-U. et %)

	Exportations en 2012	Part	Croissance en 2012	Croissance en 2011	Croissance 2005-2012
	(milliards \$É.-U.)	(%)	(%)	(%)	(%)
Ensemble des services	4 345	100,0	2	11	8
Transports	885	20,4	2	9	7
Voyages	1 105	25,4	4	12	7
Services commerciaux	2 350	54,1	1	12	10

Source : Secrétariat de l'OMC

ce temps, les importations de services en Inde n'augmentaient que de 1 p. 100. Les importations de services en Afrique ont progressé de 3 p. 100 et, au Moyen-Orient et en Amérique du Nord, de 2 p. 100. Ici également, l'Europe, accuse une perte de 3 p. 100 de ses importations de services, dont un recul de 10 p. 100 en France et de 8 p. 100 en Italie.

L'Europe et l'Amérique du Nord sont demeurées exportatrices nettes de services; leurs parts des importations se sont établies à 40,9 p. 100 et à 13,1 p. 100, respectivement, et leurs parts des exportations de services, à 46,6 p. 100 et à 16,3 p. 100, respectivement.

Au niveau des composantes des services, les services de voyage sont la sous-catégorie ayant connu la plus forte croissance en 2012, en hausse de 4 p. 100. Les services de transport ont progressé très lentement en tandem avec l'ensemble du commerce mondial, gagnant seulement 2 p. 100. Les services commerciaux sont la catégorie dont la croissance a été la plus lente, soit 1 p. 100 – ce qui contraste avec une croissance moyenne de 10 p. 100 entre 2005 et 2012. Plusieurs composantes des services commerciaux ont fléchi en 2012. La plus forte baisse a été observée dans les services financiers, qui ont reculé de 4 p. 100. En particulier, il y a eu une diminution de 4 p. 100 des exportations de services financiers aux États-Unis et de 13 p. 100 au Royaume-Uni; plusieurs pays européens ont enregistré des pertes encore plus sévères, notamment la Grèce (baisse de 29 p. 100), Chypre (baisse de 21 p. 100), l'Espagne (baisse de 11 p. 100) et l'Autriche (baisse de 11 p. 100). Celles-ci ont été compensées en partie par des gains au Japon (hausse de 13 p. 100) et en Chine (hausse de 58 p. 100). Parmi les autres sous-catégories, les ordinateurs et les services d'information ont progressé de 6 p. 100 en 2012, les services de construction, de 3 p. 100, tandis que les services de communication reculaient de 3 p. 100.

Prix et taux de change

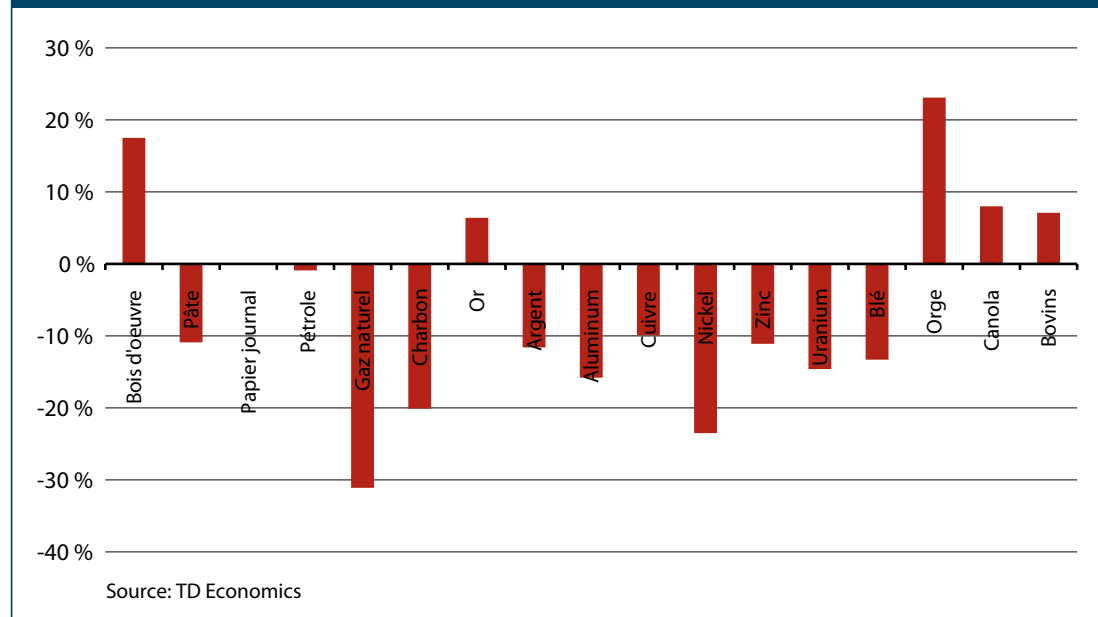
Deux années de fortes hausses des prix des produits de base ont été suivies d'un affaiblissement en 2012. Selon le FMI, l'indice général des prix des produits de base a reculé de 3 p. 100 l'an dernier, après une hausse de 26 p. 100 en 2010 et de 29 p. 100 en 2011. Les boissons, qui englobent le café, le thé et le cacao, sont la catégorie la plus touchée, ayant cédé 19 p. 100 de leur valeur; les prix des métaux ont chuté de 17 p. 100 et ceux des matières premières agricoles, de 13 p. 100. Les prix des produits alimentaires et énergétiques ont moins varié – un recul de 2 p. 100 des prix des aliments et une légère hausse de 1 p. 100 des prix de l'énergie.

Au Canada, les tendances diffèrent quelque peu par rapport au reste du monde, pour l'ensemble des produits de base et certains produits individuels (Figure 1-1). Les prix du bois d'œuvre ont bondi de 18 p. 100, tandis que les prix de la pâte ont diminué de 11 p. 100. Aucune augmentation de prix n'a été observée dans les diverses composantes du secteur énergétique : alors que les prix du pétrole n'ont reculé que de 1 p. 100, les prix du gaz naturel ont chuté de 31 p. 100 et les prix du charbon, de 20 p. 100. Les prix de l'or ont augmenté de 6 p. 100, mais ceux de l'argent ont reculé de 12 p. 100 au cours de l'année. Les prix de la plupart des métaux ont fléchi, les baisses de prix se situant entre 10 p. 100 pour le cuivre et 24 p. 100 pour le nickel. Dans le secteur agricole, les prix ont pour la plupart augmenté, l'orge venant en tête avec un gain de 23 p. 100 et le canola une hausse de 8 p. 100; en revanche, le prix du blé a reculé de 13 p. 100, réduisant ainsi l'excédent commercial du Canada pour ce produit¹.

Selon les indices de prix sectoriels de la Banque du Canada, qui reposent sur la production canadienne et les ventes sur le marché mondial, les produits énergétiques canadiens continuent de connaître des prix défavorables, l'indice des prix affichant une baisse de 9 p. 100 en 2012. Les

1 TD Economics, *Commodity Price Report*, 2013.

FIGURE 1-1
Évolution des prix des produits de base de 2011 à 2012



prix des métaux et des minéraux ont perdu 4 p. 100, mais ceux des produits de la forêt ont progressé de 5 p. 100. Les prix agricoles, en hausse de près d'un tiers en 2011, ont avancé de seulement 2 p. 100 en 2012². En pondérant les prix des produits de base en fonction de la production canadienne, on constate que l'indice s'est déplacé vers le bas de 6 p. 100 l'an dernier, mais serait demeuré constant en excluant les prix de l'énergie. Les prix énergétiques ont entraîné à la baisse la croissance globale des prix des matières premières; les prix relativement bas obtenus pour le pétrole produit au Canada ont été longuement discutés dans le rapport *Le commerce international du Canada* de l'année dernière (voir l'encadré du chapitre 4 sur les prix du pétrole WTI et Brent).

Les prix du pétrole brut West Texas Intermediate (WTI) ont ouvert l'année à 102,96 \$É.-U. le baril. Début mars, ils sont passés à 108,76 \$É.-U. le baril et ils sont demeurés au-dessus de 100

\$É.-U. le baril jusqu'en mai. Un déclin prolongé a fait dégringoler le prix à 80,27 \$É.-U. à la fin de juin. Le prix du pétrole a commencé à se redresser en juillet et il atteignait 98,94 \$É.-U. à la mi-septembre. Cependant, une autre tendance baissière a ramené sa valeur à 90 \$É.-U. le baril à la fin d'octobre, et il n'a franchi à nouveau cette valeur que dans la dernière semaine de l'année, la lecture du 31 décembre 2012 le situant à 91,83 \$É.-U. Le prix moyen du pétrole WTI a diminué de 1 p. 100 en 2012 par rapport à la moyenne de 2011, selon la U.S. Energy Information Administration³.

Les prix de l'or ont atteint en moyenne 1 669,03 \$É.-U. l'once troy en 2012, en hausse de 6 p. 100 par rapport au niveau de 1 571,97 \$É.-U. atteint en 2011. Les prix ont grimpé à 1 781 \$É.-U. l'once en février 2012, avant de reculer vers le milieu de l'année, de remonter à l'automne pour ensuite retomber à une valeur de 1 655,50 \$É.-U. l'once en fin d'année⁴.

2 Banque du Canada, Indice des prix des produits de base, <http://www.bankofcanada.ca/rates/price-indexes/bcpi/>.

3 L'évolution des prix du pétrole WTI reflète les transactions sur le marché au comptant à Cushing, en Oklahoma, tel que publié par la U.S. Energy Information Administration (EIA) sur le site <http://www.eia.gov/dnav/pet/hist/LeafHandler.ashx?n=p&t=s&r=cl1&f=w>.

4 Prix par once troy selon le cours fixé pour l'or à la séance de l'après-midi sur le marché de Londres, tel que publié sur le site <http://www.usagold.com/reference/prices/2011.html>.

Selon la Federal Reserve Bank de St. Louis, le dollar américain s'est apprécié par rapport à la plupart des grandes monnaies entre 2012 et 2013, s'élevant de près de 4 p. 100 en moyenne (bien que le yuan chinois se soit apprécié de 2,4 p. 100 par rapport au dollar et que le yen japonais soit resté inchangé). Cela pourrait contribuer à sous-estimer la valeur de certains flux commerciaux en 2013 et à exagérer l'ampleur de toute baisse par rapport à 2012.

Selon les statistiques mensuelles du taux de change moyen de la Banque du Canada, le dollar canadien a débuté l'année juste sous la parité avec le dollar américain (0,987 \$É.-U. en janvier), puis il a atteint la parité et y est demeuré jusque vers la fin de l'hiver et le début du printemps avant de retomber à 0,973 \$É.-U. en juin 2012. De là, sa valeur a grimpé à 1,022 \$É.-U. en septembre, mais a glissé ensuite vers la parité pour terminer l'année à 1,011 \$É.-U. (moyenne mensuelle de décembre)⁵.

Perspectives d'avenir

Les perspectives du commerce mondial pour 2013 et 2014 comportent quelques incertitudes, principalement liées à la vigueur de l'économie européenne. Le ralentissement économique en Europe s'étend maintenant à l'Allemagne, qui n'avait pas encore été touchée. L'économie de ce pays devrait se révéler plus résistante à la récession que celle de la plupart des autres pays, mais une grande faiblesse est toujours prévue en Europe pour le premier semestre de 2013, avec des améliorations plus tard durant l'année. Aux États-Unis, les dépenses privées continuent de croître et le chômage diminue lentement, mais les coupures automatiques dans les dépenses (séquestration) devraient retrancher 0,4 p. 100 à

la croissance du PIB en 2013. La Réserve fédérale a pris de nouvelles mesures pour soutenir la reprise, et sa politique monétaire accommodante devrait se poursuivre dans l'avenir. De bonnes nouvelles sont également attendues du côté du Japon, où l'imposant train de mesures adoptées dans le cadre de la politique monétaire accommodante et le vaste programme budgétaire de relance pourraient stimuler la croissance économique dans ce pays. Des interrogations persistent quant à son degré d'efficacité, auxquelles s'ajoutent des préoccupations au sujet de la dette publique, qui dépasse maintenant les 200 p. 100 du PIB. Les exportations chinoises vers les États-Unis ont récemment devancé les exportations de ce pays vers l'UE, dont l'économie est chancelante; la croissance de la Chine demeure relativement forte, ce qui laisse place à une augmentation des importations en provenance d'autres pays alors que se développe son marché de la consommation.

Ces tendances laissent entrevoir une certaine accélération de la croissance du volume du commerce mondial, de 2,0 p. 100 en 2012 à 3,3 p. 100 en 2013. Les exportations des économies développées augmenteront de 1,4 p. 100, tandis que celles des pays en développement gagneront 5,3 p. 100. Bien que les chiffres pour 2014 soient beaucoup plus incertains, la croissance du commerce mondial devrait atteindre 5,0 p. 100 cette année-là, avec une hausse des exportations des pays développés et en développement de 2,6 p. 100 et de 7,5 p. 100, respectivement. Cette prévision reste sujette à révision advenant que la crise de l'euro, les tensions géopolitiques ou les prix des matières premières connaissent une plus grande turbulence. ■

5 Banque du Canada, Statistiques sur les taux de change, sur le site <http://www.bankofcanada.ca/rates/exchange/monthly-average-lookup/>.

Évolution de l'économie et du commerce – examen des régions et des pays

Difficultés et climat d'incertitude ont largement dominé l'économie mondiale et la perspective économique en 2012, mais si l'on déplace l'examen vers les pays et les régions, il se dégage un tableau plus varié qui montre une multiplicité de problèmes, de perspectives et d'occasions de croissance économique dans les principales économies et régions du monde. Celles-ci s'alignent avec les perspectives et les occasions qui s'offrent pour les activités commerciales du Canada. Le présent chapitre donne un aperçu des aspects les plus pertinents de l'évolution économique et commerciale dans les pays et les régions qui offrent les meilleures perspectives pour le Canada.

Tour d'horizon des pays

Les États-Unis

Survol économique

Au cours des dernières années, la croissance économique a connu de nombreux épisodes de reprise et de repli aux États-Unis. Au début de 2010, une forte expansion reposant en partie sur la reconstitution des stocks après la récession a suscité des espoirs de reprise rapide – et a même alimenté des craintes inflationnistes. Mais la reprise espérée ne s'est pas produite; la croissance de l'économie américaine s'est presque interrompue au premier trimestre de 2011, puis a retrouvé un certain rythme durant le reste de l'année pour aboutir à un taux annuel de croissance de 1,8 p. 100 – ce qui est nettement inférieur au taux de 2,4 p. 100 atteint en 2010. L'effet combiné du chômage élevé, des problèmes hypothécaires persistants, du climat politique hostile et de la réduction des dépenses gouvernementales à tous les paliers a été de freiner la demande en dépit d'une politique monétaire active.

Le rythme de progression de l'activité à la fin de 2011 s'est avéré insoutenable, parce qu'il reposait principalement sur l'investissement dans les stocks. Au premier trimestre de 2012, la croissance a ralenti de moitié, à 2,0 p. 100, alors que l'investissement dans les stocks et dans les immobilisations non résidentielles a décéléré. Au deuxième trimestre, la croissance s'est affaiblie encore, à 1,3 p. 100, sous l'effet de la décélération des dépenses personnelles de consommation (DPC) et de l'investissement en immobilisations non résidentielles et résidentielles. La croissance la plus robuste a été observée au troisième trimestre, (3,1 p. 100), suscitée par un accroissement des investissements dans les stocks et des dépenses gouvernementales à tous les niveaux et un ralentissement des importations. Les réductions dans les dépenses de défense et les stocks, ainsi que les perturbations causées par l'ouragan Sandy, ont ramené la croissance au quatrième trimestre à un taux modeste de 0,4 p. 100.

Le PIB réel a augmenté de 2,2 p. 100 en 2012 (l'écart entre le niveau annuel de 2011 et le niveau annuel de 2012), ce qui est supérieur à l'augmentation de 1,8 p. 100 enregistrée en 2011. L'augmentation du PIB réel en 2012 était le reflet des contributions positives des DPC, de l'investissement en immobilisations non résidentielles, des exportations, de l'investissement en immobilisations résidentielles et de l'investissement dans les stocks privés, lesquelles ont été partiellement compensées par des contributions négatives provenant des dépenses du gouvernement fédéral, des gouvernements des États et des administrations locales. Les importations, qui sont un poste négatif dans le calcul du PIB, ont par ailleurs augmenté.

L'accélération du PIB réel en 2012 traduisait principalement une décélération des importations, une reprise de l'investissement en immobilisations résidentielles et de l'investissement dans les stocks privés, ainsi qu'une diminution plus limitée des dépenses des administrations locales, des États et du gouvernement fédéral, en partie compensées par une décélération des dépenses personnelles de consommation et des exportations. L'indice des prix du produit intérieur brut a augmenté de 1,7 p. 100 en 2012, ce qui est moins que le taux de 2,1 p. 100 observé en 2011. Le PIB en dollars courants a progressé de 4,0 p. 100 (609,1 milliards de dollars) en 2012, comparativement à un gain de 4,0 p. 100, soit 576,8 milliards de dollars, en 2011.

Les dépenses personnelles de consommation ont ralenti par rapport au taux de 2,5 p. 100 enregistré en 2011, n'augmentant que de 1,9 p. 100 en 2012, pour faire un apport de 1,32 point de pourcentage à la croissance du PIB réel. Cela constitue une baisse substantielle par rapport à 2011, alors que la contribution à ce poste avait été de 1,79 point de pourcentage. En 2012, la plus forte augmentation des dépenses de consommation a été observée dans les biens durables, en hausse de 7,8 p. 100, ce qui a ajouté 0,58 point de pourcentage à la croissance du PIB réel. Les dépenses en services n'ont progressé que de 1,2 p. 100, faisant une contribution de 0,58 point de pourcentage au PIB réel. Les dépenses de consommation en biens non durables ont ralenti encore, à 0,9 p. 100, ce qui n'a ajouté que 0,15 point de pourcentage à la croissance du PIB réel.

La croissance a été robuste dans la plupart des composantes de l'investissement en 2012, notamment l'investissement résidentiel. La croissance dans ce secteur a atteint 12,1 p. 100 sur l'année, un revirement remarquable après la croissance négative enregistrée au cours des années précédentes, ce qui a ajouté 0,27 point de pourcentage à la croissance du PIB. Les mises en chantier ont bondi de 28 p. 100 en 2012, bien qu'à partir d'un niveau modeste de 609 000 unités. L'investissement en immobilisations non résidentielles a aussi pris de la vigueur en 2012, avec une croissance de 8,0 p. 100, qui a fourni

0,78 point de pourcentage à la croissance du PIB. L'investissement en structures a poursuivi sa remontée, mais l'investissement en matériels et en logiciels a ralenti à 6,9 p. 100 en 2012, alors que la progression avait été de 11,0 p. 100 en 2011.

L'investissement dans les stocks a cessé de peser sur le PIB en 2012, comme il l'avait fait en 2011, contribuant un modeste 0,14 point de pourcentage à la croissance – la totalité attribuable aux stocks non agricoles, alors que les stocks agricoles ont poursuivi leur repli. Les exportations nettes n'ont ajouté que 0,04 point de pourcentage à la croissance du PIB en 2012, tant les importations que les exportations ayant vu leur croissance chuter fortement.

Les dépenses de tous les paliers de gouvernement ont diminué pour la seconde année consécutive, soit de 1,7 p. 100 en termes réels. Le repli continu a touché principalement les dépenses fédérales au chapitre de la défense; la diminution des dépenses des États et des administrations locales a ralenti légèrement. L'effet déprimant sur le PIB de la réduction des dépenses publiques a perdu la moitié de son influence, soit 0,34 point de pourcentage en 2012, alors qu'il avait été de 0,67 point de pourcentage en 2011.

La situation du marché du travail aux États-Unis s'est considérablement améliorée en 2012, la croissance de l'emploi ayant été particulièrement forte au quatrième trimestre, lorsque l'économie a créé 201 000 emplois par mois en moyenne. Globalement, le taux de création d'emplois demeure cependant trop faible pour réduire dans l'avenir prévisible le contingent de chômeurs engendré par la récession. Le taux de chômage a débuté l'année à 8,5 p. 100, il est tombé à 8,1 p. 100 en avril, niveau où il est demeuré jusqu'en septembre, puis il a repris une tendance baissière pour atteindre 7,8 p. 100 juste avant l'élection présidentielle. Il est demeuré à ce niveau jusqu'à la fin de l'année; la croissance de l'emploi au début de 2013 a été incertaine, mais le taux de chômage a continué de reculer jusqu'à 7,5 p. 100 en avril 2013. Le taux de participation est resté stable, juste sous la barre des 64 p. 100,

ce qui est environ 2 points de pourcentage en-deçà de la tendance à long terme, un rappel du grand nombre de travailleurs ayant perdu espoir et ne cherchant plus d'emploi. Entre le sommet de l'emploi atteint en janvier 2008 et décembre 2009, 8,7 millions d'emplois sont disparus aux États-Unis; à la fin de 2012, l'économie américaine en avait retrouvé 5,3 millions. Les difficultés postérieures à la récession sont loin d'être disparues parce qu'une bonne partie de la croissance de l'emploi sera absorbée par l'expansion démographique; il faut néanmoins souligner le retour à une croissance importante et stable de l'emploi, qui avait été absente dans les premières années de la reprise.

Malgré les signes de ralentissement observés au quatrième trimestre (les rapports préliminaires indiquent une contraction), les perspectives de l'économie américaine pour 2013 sont encourageantes. La confiance continue à augmenter dans le secteur manufacturier, et les commandes de biens d'équipement ont rebondi au quatrième trimestre de 2012. Les ventes de voitures et le marché résidentiel poursuivent également une trajectoire ascendante. Selon IHS Global Insight, les mises en chantier de maisons devraient augmenter de 24 p. 100 en 2013, pour atteindre 970 000 unités, et gagner encore 30 p. 100 en 2014. La vigueur continue de l'activité dans le secteur du forage pétrolier et gazier et les commandes connexes de biens d'équipement et de structures pourraient injecter un stimulant additionnel dans l'économie. Du côté négatif du bilan, la confiance des consommateurs s'est affaiblie, peut-être à cause du fait que la réduction de l'impôt sur les salaires a pris fin. Les problèmes budgétaires continueront d'avoir un impact sur l'économie; IHS Global Insight projette que le séquestre actuel, qui devrait durer au moins jusqu'en septembre, retranchera 0,4 p. 100 de la croissance du PIB. L'effet combiné d'une croissance plus lente dans le monde et d'une légère appréciation du dollar américain devrait tempérer la demande pour les exportations américaines et limiter ainsi leur expansion. L'inflation ne devrait pas être problématique dans un avenir prévisible et la politique monétaire continuera d'être hautement accommodante jusqu'en 2014.

Le FMI prévoit une croissance de 1,9 p. 100 aux États-Unis en 2013, laquelle devrait s'accélérer pour atteindre 3,0 p. 100 en 2014. Le FMI prévoit une croissance de 1,9 p. 100 aux États-Unis en 2013, laquelle devrait s'accélérer pour atteindre 3,0 p. 100 en 2014.

Les risques à la baisse liés à ce scénario demeurent centrés sur les difficultés politiques internes et le blocage partisan au Congrès américain. Les réductions de dépenses automatiques font déjà une contribution négative à la croissance économique, et une autre impasse provoquée par le plafond de la dette pourrait avoir des conséquences plus graves. Mais la crise de l'endettement souverain en Europe demeure la principale influence étrangère et pourrait potentiellement miner la confiance des entreprises et l'investissement aux États-Unis. Une faiblesse éventuelle de l'économie chinoise et d'autres économies émergentes constitue un autre facteur de risque. Les facteurs haussiers potentiels sont notamment une reprise plus rapide que prévu du secteur du logement.

Aperçu du commerce bilatéral

Le commerce avec les États-Unis a longtemps été la pierre angulaire de l'économie canadienne. Alors que le Canada a fait des efforts considérables ces dernières années pour trouver de nouveaux marchés et diversifier les échanges commerciaux du Canada afin de tirer profit des débouchés qui surgissent partout dans le monde, le Canada n'a jamais cessé de reconnaître le rôle primordial joué par son voisin du Sud. Ce rôle s'est trouvé reconfirmé en 2012 alors que les États-Unis ont simultanément accru leur part des exportations et des importations avec le Canada pour la première fois depuis des décennies. Premier fournisseur d'importations de marchandises du Canada, les États-Unis sont maintenant à l'origine de plus de la moitié des importations canadiennes; la part des États-Unis est encore plus élevée en tant que destination des exportations canadiennes, accaparant près des trois quarts des exportations de marchandises du Canada. Alors que la reprise aux États-Unis s'accélère progressivement, la part du commerce canadien détenue par ce pays a augmenté parce

que les échanges du Canada avec les États-Unis croissent plus rapidement qu'avec le reste du monde. Incidemment, les États-Unis ont dominé le tableau de la croissance parmi les grandes économies avancées en 2012, un signe que la vigueur de l'économie américaine va en se renforçant et que ce pays demeure solidement dans la course. L'association commerciale étroite du Canada avec les États-Unis se poursuit avec la mise en œuvre de plans d'action conjoints et, maintenant, les négociations entourant le Partenariat transpacifique.

L'expansion commerciale aux États-Unis a ralenti en 2012, en tandem avec le commerce mondial, et la croissance des exportations (5,5 p. 100) a dépassé celle des importations (4,1 p. 100). Les importations (2,3 billions de dollars É.-U.) ayant largement dépassé les exportations (1,5 billion de dollars É.-U.), le déficit commercial de 0,7 billion de dollars É.-U. est resté pratiquement inchangé. Le Canada demeure le plus important partenaire commercial des États-Unis, devant la Chine et le Mexique, (16,1 p. 100 du commerce total), ainsi que la première destination des exportations américaines (18,9 p. 100 du total) et la deuxième plus importante source d'importations aux États-Unis (14,3 p. 100 du total).

Dans le commerce bilatéral canado-américain, les combustibles et huiles minéraux (le pétrole brut principalement) demeurent la principale catégorie d'exportation, atteignant 105,8 milliards de dollars sur les 338,7 milliards de dollars d'exportations de marchandises, soit 31,2 p. 100. Les produits de l'automobile, la seconde catégorie d'exportation en importance, a totalisé 58,4 milliards de dollars et enregistré la plus forte croissance en 2012 (gain de 8,1 milliards de dollars). Les machines mécaniques venaient loin derrière au troisième rang, avec des exportations de 23,1 milliards de dollars. Parmi les autres grandes catégories d'exportation, il y a les plastiques, les machines électriques, le papier et le carton, l'aluminium, ainsi que les pierres et métaux précieux. Les exportations dans ces trois dernières catégories ont sensiblement diminué en 2012, principalement en raison d'une baisse

des prix. À l'opposé, les exportations de bois et d'articles en bois, d'aéronefs et de pièces, et d'articles en fer et en acier ont progressé substantiellement. En outre, diverses industries agricoles et alimentaires ont vu leurs exportations augmenter l'an dernier : les exportations de céréales (principalement le blé) ont progressé de 28,9 p. 100, celles d'animaux vivants, de 16,1 p. 100, et celles d'aliments pour animaux, de 39,0 p. 100.

Les produits de l'automobile ont été la plus importante catégorie d'importation du Canada en provenance des États-Unis, représentant près du cinquième des importations totales, à 45,7 milliards de dollars. Les importations de machines mécaniques venaient au second rang, à 35,5 milliards de dollars; dans ces deux catégories, les importations ont augmenté fortement en 2012 (8,7 p. 100 et 9,6 p. 100, respectivement). Les importations de combustibles et huiles minéraux arrivaient au troisième rang, à 17,4 milliards de dollars, tandis que les importations de machines électriques suivaient au quatrième rang avec 14,8 milliards de dollars. Les importations de plastiques venaient en cinquième place, à 11,6 milliards de dollars. Parmi les autres grandes catégories d'importation, il y a les instruments de précision, les articles en fer et en acier, le fer et l'acier, le papier, les produits pharmaceutiques, ainsi que le caoutchouc et les articles en caoutchouc.

La Chine

Survol économique

En dépit des craintes d'une décélération abrupte et d'un atterrissage brutal de la Chine, qui ont dominé le débat sur les marchés émergents en 2012, l'économie chinoise s'est assez bien tirée d'affaire. Si la croissance a ralenti de 10,5 p. 100 en 2010, à 9,3 p. 100 en 2011, puis à 7,8 p. 100 en 2012, la plupart des craintes exprimées ne se sont pas matérialisées. La production industrielle et l'investissement sont demeurés élevés et stables, quoique les exportations aient affiché une volatilité considérable en raison de la baisse de la demande étrangère. Alors que les politiques budgétaires et monétaires accommodantes ont eu un effet bénéfique sur la production, les marchés immobiliers sont demeurés surchauffés,

en particulier le long du littoral, et les politiques mises en place pour tempérer l'augmentation des prix des logements et favoriser l'abordabilité ont ralenti la croissance.

La faiblesse de la demande étrangère est l'une des principales causes du ralentissement de la croissance chinoise en 2012. En particulier, la crise budgétaire et économique en Europe s'est soldée par une diminution des exportations de la Chine vers cette région (recul de 5,1 p. 100). En conséquence, les exportations totales de la Chine n'ont progressé que de 9 p. 100 en 2012; la croissance des importations a été encore plus faible, à 5,4 p. 100, les prix moins élevés des importations expliquant en grande partie le ralentissement. L'excédent commercial de la Chine a augmenté pour la première fois depuis 2008 pour atteindre 233 milliards de dollars – ce chiffre est inférieur à 3 p. 100 du PIB et représente moins de la moitié du niveau enregistré avant la crise, témoignant de la correction partielle des déséquilibres mondiaux. Alors que les termes de l'échange se sont améliorés sensiblement et que les prix des matières brutes importées étaient en baisse, la Chine a réalisé un gain estimé à environ 0,8 point de pourcentage du PIB.

Le gouvernement chinois a, dans une large mesure, réussi à limiter la hausse des prix des logements, mais le processus d'urbanisation se poursuit et a poussé le taux d'urbanisation à 52,6 p. 100 en 2012. L'investissement immobilier a ralenti, mais l'investissement total a progressé fortement (22 p. 100) durant l'année en termes réels, mené par l'investissement en infrastructures. L'inflation est demeurée sous contrôle, avec une hausse de 2,7 p. 100 en 2012, ce qui est bien inférieur au plafond de 4,0 p. 100 établi par le gouvernement.

Les perspectives pour 2013 laissent entrevoir une croissance de 7,8 p. 100, ce qui est modeste dans le cas de la Chine. Le marché résidentiel et les exportations nettes devraient moins freiner la croissance cette année. Cependant, la politique budgétaire, qui a ajouté près de 0,5 point de pourcentage à la croissance du PIB en 2012, devrait apporter un soutien plus modeste en

2013. La politique monétaire devrait demeurer accommodante devant les faibles perspectives d'inflation; s'il y a une amélioration additionnelle des termes de l'échange, elle sera vraisemblablement modeste. Selon les projections de IHS Global Insight, la consommation privée augmentera sensiblement à court terme tandis que l'expansion du commerce s'accélénera, portant la croissance du PIB à 8,5 p. 100 d'ici 2015.

Aperçu du commerce bilatéral

Les échanges commerciaux de la Chine ont poursuivi leur expansion, atteignant 3,9 billions de dollars en 2012, plaçant ce pays tout juste devant les États-Unis pour la première fois depuis que des statistiques sont compilées. La Chine demeure le premier exportateur de marchandises dans le monde (2,0 billions de dollars) et elle est le second plus grand importateur (1,8 billion de dollars). La Chine fournit 11,5 p. 100 des exportations mondiales, tandis que sa part des importations mondiales a atteint 10,0 p. 100.

Le commerce bilatéral du Canada avec la Chine a continué à prendre de l'expansion en 2012, avec un gain de 7,8 p. 100, à 70,1 milliards de dollars. En 2011, la croissance des exportations du Canada vers la Chine (gain de 15,1 p. 100) a été plus rapide que la croissance des importations canadiennes provenant de la Chine (5,3 p. 100); cependant, le volume élevé des importations a fait en sorte que l'augmentation en valeur a été pratiquement équivalente de part et d'autre. Néanmoins, même si les exportations canadiennes vers plusieurs destinations étaient statiques, les exportateurs canadiens ont réussi à hausser leur chiffre d'affaire avec la Chine – une réalisation notable. Au cours des deux dernières années, le déficit commercial du Canada avec la Chine est demeuré stable. En 2012, la Chine est devenue le deuxième marché d'exportation du Canada, avec des exportations évaluées à 19,4 milliards de dollars. Les importations ont progressé pour atteindre 50,7 milliards de dollars, ce qui s'est soldé par un déficit commercial de 31,4 milliards de dollars. De 2006 à 2012, les exportations du Canada en Chine ont augmenté en moyenne de 16 p. 100 par année, tandis que les exportations canadiennes vers le monde

ne progressaient que de 0,5 p. 100 annuellement en moyenne.

Les minerais, scories et cendres sont la principale catégorie d'exportation du Canada vers la Chine, à 2,7 milliards de dollars; elle est constituée principalement de minerai de fer, mais avec une contribution considérable du minerai de cuivre. La Chine, premier marché du Canada pour les minerais, a accueilli 31,4 p. 100 des exportations canadiennes de minerais. La pâte de bois et le papier recyclé arrivaient tout juste derrière au second rang, avec des exportations évaluées à 2,6 milliards de dollars, un niveau essentiellement inchangé par rapport à l'année précédente. Par ailleurs, une forte augmentation des exportations d'oléagineux (principalement des graines de canola) a fait de la Chine la principale destination des exportations de cette catégorie et porté les oléagineux au troisième rang des produits canadiens exportés en Chine : les exportations de ce produit ont augmenté de 1,5 milliard de dollars pour atteindre 2,5 milliards de dollars en 2012. Les combustibles et huiles minérales, une autre catégorie d'exportation importante, arrivaient au quatrième rang, avec des exportations évaluées à 2,1 milliards de dollars, soit une hausse de 59 p. 100. La plus grande partie de l'augmentation est attribuable au charbon, le premier produit d'exportation en importance, mais il faut noter que les exportations de pétrole brut se sont aussi accrues, la Chine étant le seul pays, à part les États-Unis et le Royaume-Uni (en 2012), où le Canada exporte du pétrole brut. Les exportations canadiennes de bois en Chine ont subi les effets du ralentissement soudain de la construction de logements mais, cela dit, le secteur ne s'en est pas trop mal tiré avec une perte de seulement 3,9 p. 100 de sa valeur, à 1,4 milliards de dollars. La forte demande des consommateurs chinois pour les huiles comestibles ont fait de la Chine un important marché pour l'huile de canola canadienne, dont les exportations ont presque doublé en 2012 pour atteindre 1,2 milliard de dollars.

Les dix plus importants produits sur la liste des importations canadiennes provenant de la Chine ont considérablement changé ces dernières

années. Bien que la Chine ait déjà eu la réputation de producteur de biens de consommation, de jouets et de vêtements peu coûteux, la production de ces biens en Chine est en déclin et se retrouve de plus en plus dans d'autres pays asiatiques, alors que l'industrie chinoise continue à gravir la chaîne de valeur. En 2012, les importations canadiennes de jouets, de biens et de matériel de sport en provenance de la Chine ont reculé à nouveau, pour s'établir à 2,6 milliards de dollars, une baisse de 4,9 p. 100; les importations de vêtements tricotés et crochetés ont diminué à 2,0 milliards de dollars, une perte de 7,2 p. 100; enfin, les importations d'autres vêtements sont tombées à 2 milliards de dollars, une baisse de 8,1 p. 100. Parallèlement, d'autres produits à plus grande valeur ajoutée et à contenu technologique élevé ont monté au sommet de la liste. Les importations du premier produit en importance, les machines électriques, (principalement des téléphones cellulaires et des dispositifs de réseaux sans fil) ont progressé de 8,4 p. 100, à 12,8 milliards de dollars; les importations des machines mécaniques (principalement des ordinateurs), occupaient le second rang, avec une croissance de 7,9 p. 100, à 10,2 milliards de dollars. Les consommateurs canadiens montrent également un intérêt accru pour les produits de l'automobile fabriqués en Chine : les importations de produits de l'automobile ont crû de 19,8 p. 100 en 2012, pour atteindre 1,5 milliard de dollars. Les pièces et accessoires d'automobiles représentent les deux tiers de cette catégorie, mais les importations d'automobiles se sont multipliées par six depuis 2011, atteignant une valeur de 133 millions de dollars (et 22 000 unités).

L'Allemagne

Survol économique

L'aggravation du ralentissement de l'économie européenne s'est manifestée par une autre récession qui s'est étendue à l'ensemble de l'Europe et, cette fois-ci, l'Allemagne n'a pas été épargnée. La faiblesse s'est propagée de la périphérie vers le centre, engendrant une croissance anémique du PIB réel de 0,9 p. 100 en 2012 et une réversion à la baisse des perspectives à court terme.

La croissance économique a considérablement ralenti durant la seconde moitié de l'année, bien que ce pays semble avoir évité jusqu'à maintenant de retomber en récession.

Du côté utilisateur du produit intérieur brut, le commerce avec l'étranger s'est avéré très robuste, à la lumière du contexte difficile qui a prévalu. Exprimés en termes de prix rajustés, les exportations de biens et services de l'Allemagne ont augmenté de 4,1 p. 100 en 2012. Simultanément, les importations ne progressaient que de 2,3 p. 100. Cependant, en termes nominaux, les exportations de marchandises ont reculé de 3,4 p. 100 tandis que les importations de marchandises accusaient une baisse de 5,9 p. 100. La balance des exportations et des importations a contribué 1,1 point de pourcentage à la croissance du PIB en 2012; ainsi, elle a été à nouveau le principal élément moteur de la croissance économique en Allemagne.

La demande intérieure a évolué dans des directions divergentes. Les dépenses de consommation finale des ménages ont augmenté (2,4 p. 100), tout comme les dépenses de consommation finale des gouvernements (2,7 p. 100), tandis que la formation brute de capital fixe a fléchi de 0,8 p. 100. En conséquence, la formation de capital n'a pas réussi à faire une contribution positive à la croissance du PIB pour la première fois depuis la crise économique de 2008-2009, retranchant 0,4 point de pourcentage à la croissance du PIB. La formation brute de capital fixe en constructions a reculé de 1,1 p. 100, alors que la formation brute de capital fixe en machines et en matériel était en baisse de 4,4 p. 100. Les dépenses de consommation finale des ménages et les dépenses de consommation finale des gouvernements ont haussé la croissance du PIB dans une proportion de 0,4 point de pourcentage et de 0,2 point de pourcentage, respectivement. Un trait caractéristique du PIB en 2012 est que, dans les industries de services, la valeur ajoutée brute rajustée en fonction des prix a augmenté; cependant, la production brute a diminué tant dans l'industrie (de 0,8 p. 100) que dans la construction (de 1,7 p. 100).

Le nombre de personnes employées a atteint un niveau record pour la sixième année consécutive en 2012 (41,6 millions). La productivité du travail (produit intérieur brut par personne employée, rajusté en fonction des prix) a reculé de 0,3 p. 100 en 2012. Toutefois, mesurée par heure travaillée, la productivité de la main-d'œuvre a progressé de 0,4 p. 100, étant donné que l'augmentation du nombre total d'heures travaillées a été inférieure à l'augmentation du produit intérieur brut.

Les gouvernements ont poursuivi leur consolidation budgétaire en 2012. Selon des calculs préliminaires, l'ensemble des gouvernements – ce qui englobe le gouvernement central, les gouvernements des États, les administrations locales et les fonds de sécurité sociale – ont inscrit un solde prêteur net de 2,2 milliards d'euros en fin d'année. Comparativement à l'année précédente, le gouvernement central a de nouveau réduit son déficit, tandis que les administrations locales et, en particulier, les fonds de sécurité sociale ont réalisé un important excédent, comme en 2011. Pour la première fois depuis 2007, les gouvernements ont globalement montré un budget équilibré pour l'année 2012.

Les perspectives pour 2013 laissent entrevoir une lente croissance de 0,6 p. 100, alors que la faiblesse qui a prévalu en Europe durant la première moitié de l'année se prolongera. Il y a donc lieu de prévoir une faible croissance des exportations car l'Europe demeure le principal marché de l'Allemagne, accaparant 57 p. 100 de ses exportations. Étant donné que l'exportation est le principal moteur de l'économie allemande, un fléchissement des exportations freinera la croissance, à moins que les producteurs ne trouvent de nouveaux marchés parmi les économies émergentes qui bénéficient d'une croissance rapide. On s'attend à ce que la croissance s'accélère légèrement pour atteindre 1,5 p. 100 au cours de l'année 2014 – un objectif somme toute modeste. Les risques à la baisse sont notamment l'aggravation de la crise européenne sur le plan budgétaire, économique ou politique, tandis que les espoirs haussiers se rattachent à la

résilience légendaire et à la robustesse de l'économie allemande, qui pourrait s'ajuster et trouver des moyens de se démarquer de la grisaille européenne d'une façon encore insoupçonnée, parvenant peut-être même à entraîner le reste de l'Europe dans son sillage.

Aperçu du commerce bilatéral

Le commerce extérieur de l'Allemagne se distingue par une dépendance à l'égard des exportations à forte valeur ajoutée dans des domaines spécialisés où des marques de commerce bénéficiant d'une reconnaissance mondiale assurent une demande stable. Les produits allemands dans les secteurs de l'automobile, des machines et des produits pharmaceutiques jouissent d'une réputation de qualité et constituent l'essentiel des importations du Canada en provenance de ce pays. Bien que les données révisées sur le commerce allemand montrent une contraction des échanges exprimés en termes nominaux en 2012, une bonne partie de la contraction est attribuable à des effets de prix et à l'affaiblissement de la demande des voisins européens de l'Allemagne. Les exportateurs allemands ont réagi rapidement en se tournant vers les États-Unis et la Chine; les expéditions vers ces destinations ont augmenté considérablement en 2012, bien que les gains n'aient pas été suffisants pour compenser les faiblesses chez ses voisins immédiats.

De même, les exportations allemandes au Canada ont enregistré une augmentation appréciable en 2012, gagnant 1,5 milliard de dollars pour atteindre 14,3 milliards de dollars (hausse de 11,7 p. 100) – portant les échanges totaux à 17,9 milliards de dollars, ce qui éclipse le niveau record de 17,2 milliards de dollars enregistré avant la crise. Les exportations canadiennes en Allemagne n'ont toutefois pas suivi la cadence et ont régressé de 9,5 p. 100 à cause d'une demande plus faible, cédant 0,4 milliard de dollars pour terminer l'année à 3,6 milliards de dollars. L'année 2012 a été favorable au principal produit d'exportation du Canada en Allemagne, les machines, dont la valeur exportée s'est maintenue à 0,7 milliard de dollars; les exportations de minerais ont aussi fait bonne tenue, à 0,5 milliard

de dollars. Toutefois, les exportations d'aéronefs et de pièces ont diminué fortement, passant de 0,5 milliard de dollars en 2011 à 0,3 milliard de dollars en 2012 – quoique cette industrie se distingue par des contrats de grande valeur liés à des ventes cycliques d'avions. Les exportations de charbon canadien en Allemagne ont perdu près de la moitié de leur valeur, tombant à 0,1 milliard de dollars.

La poussée des importations en provenance de l'Allemagne a été dominée par deux grandes catégories, les produits de l'automobile et les machines. Les expéditions de produits de l'automobile ont augmenté de 14,7 p. 100, soit 0,5 milliard de dollars, pour terminer l'année à 4,2 milliards de dollars. Les importations de machines ont progressé encore plus rapidement, avec un gain de 24,2 p. 100, soit un ajout de 0,6 milliard de dollars, à 3,3 milliards de dollars. Les produits pharmaceutiques ont inscrit le gain le plus modeste, soit 6,3 p. 100, tandis que les importations de machines électriques progressaient plus rapidement, soit à un rythme de 19,3 p. 100, pour s'établir à 1,3 milliard de dollars. Les instruments de précision complétaient la liste des cinq grandes catégories d'importations avec une valeur importée de 0,9 milliard de dollars. Ensemble, ces cinq plus importantes catégories ont représenté plus des trois quarts de la valeur des exportations allemandes au Canada.

Le Japon

Survол économique

2012 est venu écrire un nouveau chapitre dans l'histoire économique singulière du Japon. Après une croissance de 4,7 p. 100 en 2010, qui venait en tête des grandes économies développées, 2011 a été l'année des catastrophes naturelles qui ont replongé le Japon en récession, avec un recul de 0,6 p. 100 de son PIB. La reprise subséquente s'est poursuivie durant le premier trimestre de 2012 avec un taux de croissance de 6,1 p. 100; puis, l'économie nipponne a semblé s'essouffler, retombant à nouveau en récession au cours du second trimestre avec une contraction de 0,9 p. 100 qui a été suivie d'une autre contraction de 3,7 p. 100 au troisième trimestre. Une demande

plus faible a été avancée comme principale raison de cette contraction, alors que le différend territorial opposant le Japon et la Chine à propos de quelques îles a touché de façon particulière la demande du premier partenaire commercial du Japon. La croissance est réapparue au quatrième trimestre, quoiqu'à taux modeste de 0,2 p. 100. Pour l'ensemble de l'année 2012, l'économie japonaise a réalisé un taux de croissance du PIB réel de 2,0 p. 100 – lequel peut être considéré normal compte tenu de la conjoncture économique difficile dans le monde, mais néanmoins inférieur au potentiel du pays.

L'ambitieuse politique d'expansion budgétaire du premier ministre Shinzō Abe vise à mettre en valeur ce potentiel. En janvier 2013, le premier ministre et la Banque du Japon ont exprimé l'engagement conjoint de dépenser 10,3 billions de yens (114,7 milliards \$CAN) pour relancer la croissance économique. Ce nouveau programme de dépenses est principalement axé sur des mesures de prévention des catastrophes, des travaux de reconstruction nécessités par le tremblement de terre (42 milliards \$CAN) et des mesures de stimulation de l'investissement privé (34,5 milliards \$CAN). Globalement, le gouvernement japonais injectera 20,9 billions de yens (232,8 milliards \$CAN) dans l'économie du pays sur une période de 15 mois, ce qui équivaut à 4 p. 100 de son PIB en 2012. Pour mettre ce pourcentage en perspective, l'Organisation internationale du travail a estimé que les mesures de stimulation budgétaire adoptées dans les économies avancées au lendemain de la crise de 2008-2009 représentaient en moyenne 3,4 p. 100 du PIB de ces pays. Les premières indications semblent montrer que l'initiative *Abenomics* a eu des résultats positifs : l'économie japonaise a progressé de 2,4 p. 100 au premier trimestre de 2013 et l'on s'attend à ce que la reprise se poursuive. Le FMI prévoit une croissance de 1,6 p. 100 en 2013 et de 1,4 p. 100 en 2014; les prévisions émanant du Japon sont plus optimistes. Le succès ou l'échec du programme *Abenomics* pourrait avoir une importance capitale pour d'autres économies avancées, dont les dirigeants doivent décider des politiques

qui conviendront le mieux pour remettre leur économie sur la voie de la reprise.

La consommation privée a progressé de 2,3 p. 100 en 2012 et a été le principal contributeur au PIB réel, avec un apport de 1,4 point de pourcentage. La consommation gouvernementale a crû plus rapidement, soit au taux de 2,6 p. 100, ajoutant une autre tranche de 0,5 point de pourcentage à la croissance de la production. L'investissement public a été particulièrement robuste alors que l'effort de reconstruction s'est poursuivi, avec une progression de 12,5 p. 100 qui a fourni 0,6 point de pourcentage à la croissance du PIB réel. L'investissement résidentiel privé et l'investissement non résidentiel ont avancé respectivement de 3,0 p. 100 et de 2,0 p. 100. L'investissement résidentiel privé a apporté 0,1 point de pourcentage à la croissance du PIB réel en 2012, et l'investissement non résidentiel, 0,3 point de pourcentage.

Le commerce demeure un frein pour le PIB japonais. La contraction des exportations de 0,1 p. 100 a annulé la contribution de ce poste à la production du pays, tandis que l'apport négatif des importations au PIB a grimpé à 0,9 point de pourcentage en raison d'une hausse de 5,4 p. 100 des importations en termes réels. La combinaison de ces effets a été une ponction de 0,9 point de pourcentage sur la croissance du PIB imputable au solde net des exportations.

Le taux de chômage a débuté l'année à 4,5 p. 100, un niveau assez élevé au Japon, mais il a diminué au printemps pour terminer 2012 à un taux annuel moyen de 4,3 p. 100. Les catastrophes naturelles sont en partie responsables de la situation difficile de l'emploi. La politique monétaire du Japon s'est assouplie considérablement pour devenir accommodante, ce qui a suscité des attentes inflationnistes, qui s'inscrivent dans la stratégie de relance. Si la politique budgétaire active maintient les dépenses publiques à des niveaux très élevés – l'encours de la dette dépasse largement les 200 p. 100 du PIB – ces créances sont essentiellement détenues au pays même, à des taux très bas, ce qui réduit leur impact actuel.

Les perspectives du Japon sont influencées positivement par sa politique monétaire et budgétaire active, et les prévisions dépendent de son efficacité. Les risques à la baisse sont néanmoins assez importants. Un refroidissement supplémentaire des relations avec la Chine pourrait porter un dur coup aux exportateurs japonais; l'aggravation de la crise de la dette en Europe contribuerait aussi à ralentir les exportations, tandis que la controverse au sujet de la politique intérieure pourrait annuler les avantages éventuels des programmes économiques qui ne sont pas en place depuis assez longtemps pour donner une impulsion durable et susciter la confiance. La performance économique du Japon en 2013 pourrait se comparer à une vaste expérience naturelle : selon qu'elle donnera de bons résultats, l'économie japonaise pourrait offrir une importante leçon à la communauté mondiale sur la façon de gérer les crises économiques dans l'avenir.

Aperçu du commerce bilatéral

En 2012, les exportations du Japon ont subi le contrecoup du différend territorial qui l'oppose à la Chine. Les exportations nominales ont régressé de 3,1 p. 100 sur l'année, tandis que les importations nominales augmentaient de 3,5 p. 100. La politique du Japon devrait entraîner un affaiblissement du yen en 2013, ce qui devrait stimuler les exportations du pays. Le gouvernement japonais a aussi exprimé son intérêt à développer ses liens commerciaux en participant aux pourparlers entourant le Partenariat transpacifique.

En 2012, le Japon était le quatrième plus important partenaire commercial du Canada, tant du côté des exportations que du côté des importations. Les exportations canadiennes au Japon ont totalisé 10,4 milliards de dollars, une baisse de 3 p. 100 sur l'année qui est en grande partie liée à la diminution des exportations de charbon. Les importations canadiennes en provenance du Japon ont bondi de 15,1 p. 100 en 2012 pour atteindre 15 milliards de dollars. Le charbon, les graines de canola et le minerai de cuivre sont les principaux produits canadiens exportés au Japon, suivis du bois, de la viande et du blé. Les

exportations de blé et de graines de canola ont enregistré un taux de croissance dans les deux chiffres en 2012, tandis que les exportations de pâte de bois, d'aluminium et de produits chimiques inorganiques ont reculé.

Les principales importations canadiennes du Japon sont les véhicules automobiles, les pièces d'automobiles et les bulldozers, suivis des machines électriques et des instruments de précision. Les importations de produits de l'automobile japonais au Canada ont progressé de 25 p. 100 en 2012, les importations d'articles en fer et en acier ont crû de 29 p. 100, les importations d'aéronefs et de pièces ont progressé de 39 p. 100 et les importations d'outils et de coutellerie de métaux de base ont grimpé de 60 p. 100.

La base de données publiée récemment sur les échanges à valeur ajoutée de biens et services (TiVA) montre que le rôle du Japon en tant que partenaire commercial du Canada est beaucoup plus important que ne l'indiquent les données brutes sur le commerce. En utilisant les données sur les échanges à valeur ajoutée de TiVA, le contenu japonais élevé des exportations chinoises au Canada gonflerait le niveau déclaré des exportations japonaises au Canada de quelque 20 p. 100.

Le Royaume-Uni

Survol économique

Pendant la majeure partie de 2012, le Royaume-Uni s'est retrouvé en récession pour la seconde fois en une décennie. La crise financière de 2008-2009 a porté un dur coup à l'important secteur financier du Royaume-Uni, entraînant un recul de la production de ce secteur de 4,0 p. 100 en 2009. Il y a eu un modeste regain de 1,8 p. 100 en 2010, suivi d'une reprise encore plus anémique de 0,9 p. 100 en 2011. Quatre des six derniers trimestres (se terminant au premier trimestre de 2013) ont été marqués par une contraction de la production. La croissance de la production durant le premier trimestre de 2012 a affiché un taux négatif de 0,1 p. 100; celui-ci a diminué à 0,4 p. 100 au deuxième trimestre, puis il a remonté brièvement en inscrivant une

croissance positive de 0,9 p. 100 au troisième trimestre avant de replonger au quatrième trimestre pour inscrire un taux de croissance négatif de 0,3 p. 100; l'année s'est terminée avec un taux de croissance moyen de 0,9 p. 100. Même si les Jeux olympiques de 2012 ont eu un effet dynamisant sur l'économie du Royaume-Uni et ont aidé à soutenir la croissance au troisième trimestre, toute une série de problèmes sont venus assombrir le bilan économique au cours de l'année. La réduction des activités d'exploitation de mines et de carrières en raison de retards survenus dans l'entretien des installations en Mer du Nord s'est jumelée à une demande plus faible en provenance d'une Europe toujours aux prises avec une crise de l'endettement souverain et de rigoureuses mesures d'austérité sur le plan intérieur, ce qui a donné lieu à une activité économique léthargique. Néanmoins, le Royaume-Uni a évité de retomber une troisième fois en récession en enregistrant une croissance positive de 0,3 p. 100 au premier trimestre de 2013. Reste à savoir si cette croissance positive pourra se maintenir; le gouvernement du Royaume-Uni s'oppose fermement aux pressions politiques locales contre ces mesures d'austérité. Dans l'intervalle, les efforts de réduction de la dette n'ont pas réussi à faire baisser le ratio de la dette au PIB du Royaume-Uni, qui a continué à augmenter à cause de la faible croissance du PIB, pour atteindre le niveau record de 90,7 p. 100 en décembre 2012. Les exportations réelles ont fléchi de 0,2 p. 100, tandis que les importations réelles augmentaient de 2,7 p. 100. Enfin, la production industrielle a reculé de 2,6 p. 100 en 2012.

Le taux de chômage au Royaume-Uni a débuté l'année à 8,2 p. 100, pour ensuite baisser au printemps et atteindre 7,8 p. 100 en juillet 2012. Le taux avait baissé à 7,7 p. 100 en décembre 2012, mais il a augmenté de nouveau au début de 2013 pour toucher 7,8 p. 100, niveau où il est demeuré jusqu'en avril. Quelque 602 000 emplois se sont ajoutés en 2012. L'inflation mesurée par les prix à la consommation est tombée à 2,2 p. 100 en septembre 2012 – un creux triennal.

Les perspectives de croissance économique au Royaume-Uni demeurent peu reluisantes.

Le pays continuera à éprouver de la difficulté à atteindre un taux de croissance significatif compte tenu de sa politique d'austérité budgétaire, qui vient se superposer aux problèmes économiques dans la zone euro et à la faible croissance économique dans le monde. L'incertitude considérable au sujet de ces perspectives vient accentuer les problèmes de l'économie du Royaume-Uni, qui repose largement sur le secteur financier. Les salaires réels n'ont progressé que très lentement, ce qui limite la mesure dans laquelle la demande des consommateurs peut servir de moteur de croissance; l'expansion de l'emploi a ralenti en début de 2013. La croissance devrait donc atteindre seulement 0,7 p. 100 en 2013 et monter à 1,5 p. 100 en 2014.

Aperçu du commerce bilatéral

Le déclin de l'importance du Royaume-Uni comme partenaire commercial du Canada est perceptible depuis un certain temps et il s'est manifesté de façon plus particulière en 2012, alors que la Chine, deuxième plus important partenaire commercial du Canada, a devancé le Royaume-Uni pour devenir la deuxième destination des exportations canadiennes. Les exportations du Canada au Royaume-Uni sont demeurées constantes en 2012, à 18,8 milliards de dollars, et ont été dépassées par les exportations vers la Chine, en expansion rapide. La principale composante de ces exportations, les pierres et métaux précieux (principalement), a été stimulée par une augmentation des prix au cours des dernières années, mais l'interruption de cette tendance a ramené les exportations en 2012 à un taux de croissance de seulement 1,7 p. 100 (13,5 milliards de dollars). Les exportations dans cette catégorie comptaient pour 71,8 p. 100 des exportations totales du Canada vers le Royaume-Uni. Les exportations d'uranium, loin derrière au second rang, ont reculé de 9,9 p. 100 en valeur en 2012 alors que les prix de l'uranium fléchissaient; les exportations de nickel, la troisième catégorie en importance, ont dégringolé de 26,4 p. 100 en valeur sous l'effet d'une baisse des prix. À l'opposé, les exportations d'aéronefs et de pièces ont augmenté de 39,0 p. 100, et les exportations de combustibles et huiles minérales

ont plus que doublé, alors que l'on a enregistré une expédition inhabituelle de pétrole brut vers le Royaume-Uni.

Du côté des importations, le Royaume-Uni est le sixième plus grand fournisseur du Canada, même si les importations en provenance de ce pays ont perdu 17,3 p. 100 en valeur en 2012, tombant à 8,5 milliards de dollars. Cela est principalement attribuable à une diminution de moitié des importations de combustibles et huiles minéraux, une perte de 1,3 milliard de dollars sur l'année. Les importations de machines mécaniques ont diminué de 25,0 p. 100, les importations de produits pharmaceutiques – la troisième catégorie en importance – ont aussi diminué de 5,9 p. 100. En revanche, les importations de produits de l'automobile ont augmenté de 33,4 p. 100, tandis que les importations de pierres et métaux précieux accusaient un recul considérable de 34,8 p. 100.

L'époque où le Royaume-Uni était le plus important partenaire commercial du Canada est depuis longtemps révolue, et son importance en tant que destination des exportations canadiennes se concentre essentiellement dans les transactions techniques sur l'or; si une autre destination devait surgir, les exportations du Canada au Royaume-Uni chuteraient probablement de plus des deux tiers, c'est-à-dire qu'elles passeraient de 18,8 milliards de dollars à 5,3 milliards de dollars pour 2012, sous le niveau des exportations vers le Mexique.

Aperçu régional

Les pays émergents d'Asie

En 2012, les pays émergents d'Asie ont de nouveau été la région enregistrant l'expansion la plus rapide, avec un taux de croissance du PIB réel de 6,6 p. 100, qui représente toutefois une baisse par rapport au taux de 8,1 p. 100 observé en 2011. Cette tendance reflète la décélération de l'économie chinoise dans une proportion similaire au déclin général, le ralentissement plus marqué de la production indienne, dont la cadence est

passée de 7,7 p. 100 en 2011 à 4,0 p. 100 en 2012, et l'expansion étonnamment robuste des pays de l'ANASE-5¹, qui a progressé de 4,5 p. 100 en 2011 à 6,1 p. 100 en 2012.

L'Indonésie et les Philippines, les deux pays les plus peuplés de l'ANASE-5, ont affiché des taux de croissance du PIB parmi les plus élevés. L'économie des Philippines a crû de façon robuste et gagné 6,6 p. 100 en 2012, tandis que celle de l'Indonésie avançait de 6,2 p. 100. La Thaïlande est l'autre pays qui a inscrit une solide performance avec une augmentation du PIB réel de 6,4 p. 100. Des facteurs démographiques favorables sont parmi les éléments fondamentaux qui continueront de soutenir l'expansion de ces pays à court, moyen et long terme, souvent en dépit d'un contexte d'affaire hostile. À titre d'exemple, l'investissement a connu un véritable essor en Indonésie, atteignant un niveau record de 22,8 milliards de dollars É.-U., malgré une réglementation intérieure tortueuse, et l'on prévoit que l'investissement augmentera encore de 35,6 p. 100 en 2013. La demande intérieure a été robuste dans tous les pays de l'ANASE-5, sauf peut-être au Vietnam, qui a connu une croissance de 5,0 p. 100 selon les estimations du FMI.

La résilience de l'économie de la Malaisie, fortement tributaire du commerce, a surpris à la hausse en 2012. Malgré un affaiblissement de la demande de son principal produit d'exportation, les produits électroniques, de nouveaux projets d'investissement et la robustesse de la demande intérieure ont stimulé la croissance, qui a atteint 5,6 p. 100 sur l'année. Alors que les améliorations à la politique indonésienne semblent avoir été suspendues pour l'instant, la poursuite des réformes en Malaisie dépend essentiellement des résultats de l'élection générale.

Selon les estimations des analystes, les perspectives se sont améliorées aux Philippines à la faveur d'un contexte démographique favorable, de la stabilité des entrées de fonds de l'étranger (plus de 10 p. 100 du PIB en 2012) et d'une

1 L'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE) comprend l'Indonésie, la Malaisie, les Philippines, la Thaïlande et le Vietnam.

gestion technocratique compétente de l'économie. La Thaïlande s'est pleinement remise de la dévastation provoquée par les inondations de 2011, alors que des investisseurs clés se sont de nouveau engagés à réaliser leurs projets dans ce pays, qui est bien placé pour devenir un lien essentiel dans les chaînes de valeur de l'Asie du Sud-Est. La croissance inférieure à la tendance au Vietnam est le reflet de problèmes structurels dans cette économie et de la nécessité d'une réforme des entreprises de propriété publique et du secteur financier. La croissance a dégringolé à 1,3 p. 100 à Singapour, pays qui fait actuellement l'objet d'une politique de restructuration économique. Ce processus devrait se poursuivre en 2013, avec un retour à un taux de croissance supérieure à 5 p. 100 en 2014.

Les perspectives de la région demeurent favorables, mais moins qu'auparavant, la plupart des pays devant composer avec des problèmes de politique économique particuliers avant de pouvoir envisager une expansion plus robuste. Un taux de croissance notable de 5,9 p. 100 est prévu en 2013, ralentissant à 5,5 p. 100 en 2014. La nécessité d'apporter des réformes structurelles freinera la croissance, tandis que l'affaiblissement de la demande dans les pays avancés, qui se répercutera sur la demande en Chine, fera aussi sentir ses effets sur les chefs de file de la croissance au sein de l'ANASE-5.

Les engrais sont le principal produit d'exportation du Canada en Asie du Sud-Est, représentant 16 p. 100 des exportations totales de marchandises (plus de 1 milliard de dollars) vers la région en 2012. Les analystes prédisent que la transaction récente entre Canpotex Ltd. (qui vend de la potasse hors de l'Amérique du Nord pour le compte de PotashCorp et de la société américaine Mosaic) d'une part, et la société Sinofert de Chine, de l'autre, aidera à fixer un prix de référence pour les autres acheteurs qui se présenteront par la suite sur le marché. On peut donc prévoir que les achats de ce produit en Asie du Sud-Est et les exportations globales de marchandises du Canada vers cette région augmenteront en 2013. La baisse importante des exportations

de minerai de cuivre aux Philippines, en raison d'un incendie majeur dans la raffinerie à laquelle elles étaient destinées, devrait donner lieu à un rétablissement l'an prochain.

La zone euro

La crise européenne a perduré sans connaître de dénouement en 2012, mais des progrès ont été réalisés sur le front financier, alors que la Banque centrale européenne (BCE) a adopté des mesures décisives pour rassurer les investisseurs sur le fait qu'elle garantirait les dettes de l'Italie et de l'Espagne, ce qui a abaissé les rendements sur les obligations de ces pays et renforcé la confiance envers l'euro. Néanmoins, les problèmes sous-jacents ont continué de faire pression sur les soldes budgétaires des plus petites économies de l'UE, et la crise a connu une autre flambée au début de 2013 lorsque le système bancaire chypriote a fait face à la faillite. Les projets de renflouement subséquents ont dans une certaine mesure miné la confiance des Européens quant à la sécurité de leurs dépôts bancaires et ont accentué l'incertitude systémique.

Si l'on peut dire que la crise financière s'est atténuée, la crise économique est toujours aussi présente. La zone euro est retombée en récession en 2012, avec un taux de croissance négatif de 0,6 p. 100, sous l'effet des mesures de resserrement budgétaire, qui ont provoqué une insuffisance de la demande et un chômage élevé. Ironiquement, la priorité exprimée par les membres de la zone euro de s'attaquer aux déséquilibres budgétaires ne s'est pas matérialisée, et le recul du PIB et des recettes fiscales dans les économies en récession a contribué à tarir les ressources fiscales et à hausser – au lieu de réduire – le ratio de la dette au PIB de plusieurs pays. Les perspectives économiques pour 2013 dépendent essentiellement d'un virage fondamental vers des politiques expansionnistes qui, jusqu'à un certain point, sont peut-être déjà en voie de mise en œuvre en France et en Italie; c'est là que le succès ou l'échec de la stratégie d'expansion budgétaire et monétaire adoptée par le Japon pourrait avoir autant d'importance.

La croissance dans la zone euro devrait demeurer négative en 2013, avec un repli de 0,3 p. 100, mais s'améliorer par la suite pour enregistrer un taux de 1,1 p. 100 en 2014. La croissance du PIB réel de l'Allemagne a été de 0,9 p. 100 en 2012, et l'on prévoit qu'il glissera à 0,6 p. 100 en 2013 avant de remonter à 1,5 p. 100 en 2014. En France, la croissance du PIB a été stationnaire en 2012 et elle devrait fléchir de 0,1 p. 100 en 2013 avant de remonter à un niveau de 0,9 p. 100 en 2014. Le PIB de l'Italie a diminué de 2,4 p. 100 en 2012, et l'on s'attend à ce qu'il cède une autre tranche de 1,5 p. 100 en 2013, avant de retrouver le chemin de la croissance, avec un taux de 0,5 p. 100 en 2014. Dans une certaine mesure, ces chiffres reposent sur les politiques actuelles et ils pourraient montrer une amélioration plus rapide si ces politiques devaient changer; simultanément, il subsiste un risque à la baisse dans l'éventualité où une crise financière hors de contrôle survenait ou si la demande en provenance des marchés émergents s'affaiblissait.

Les échanges commerciaux parmi les pays membres de l'UE-27 se sont contractés en 2012, les exportations perdant 5,0 p. 100 et les importations, 6,0 p. 100, principalement parce que les pays membres ont réduit leur commerce mutuel à mesure que la récession a déprimé la demande à l'importation. Les exportations du Canada vers les principaux pays de la zone euro ont diminué pour la même raison, sauf pour les exportations vers la France qui ont progressé de 2,3 p. 100, stimulées par une forte augmentation des exportations de combustibles et huiles minérales, qui ont plus que doublé. Les exportations vers les Pays-Bas, la principale destination des exportations canadiennes dans la zone euro, ont fléchi de 5,5 p. 100; les exportations vers l'Allemagne ont chuté de 9,5 p. 100, celles à destination de la Belgique ont reculé de 3,3 p. 100 et les exportations en Italie ont régressé de 13,3 p. 100, tandis que les exportations vers l'Espagne perdaient 5,9 p. 100. Globalement, les importations canadiennes en provenance de la zone euro ont augmenté. Cependant, la France faisait ici aussi exception avec une baisse des importations de 9,7 p. 100. Les importations en provenance de l'Allemagne ont augmenté de 11,7 p. 100,

celles venant d'Italie ont progressé de 2,3 p. 100 et les importations en provenance des Pays-Bas ont bondi d'un impressionnant 38,4 p. 100. La demande pour les produits européens spécialisés demeure forte au Canada, tandis que la demande pour les produits canadiens est temporairement freinée par la situation économique actuelle en Europe, ponctuée d'occasions de marché intéressantes, comme cela est arrivé en France.

Les pays émergents d'Europe

Après une forte croissance de 5,2 p. 100 en 2011, les pays émergents d'Europe ont vu leur PIB réel décélérer à un taux de seulement 1,6 p. 100 en 2012. Les problèmes d'endettement souverain de la zone euro ont continué de peser sur cette région, principalement en raison de ses liens financiers étroits avec celle-ci. Étant donné que de nombreuses institutions financières présentes en Europe de l'Est sont des filiales de banques de la zone euro, les problèmes de solvabilité entrent en jeu dès que la crise financière réapparaît dans la zone euro. Les restrictions au chapitre du financement rendent également la croissance plus dépendante des sources de financement et de la demande intérieure. Les liens au niveau de la production comptent aussi énormément, alors que la région poursuit son intégration avec l'Europe occidentale. La région devrait globalement voir sa croissance s'accélérer à 2,2 p. 100 en 2013, puis à 2,8 p. 100 en 2014.

Les liens commerciaux entre le Canada et les pays émergents d'Europe ne sont pas très développés. La Turquie est le principal partenaire commercial du Canada parmi les pays émergents d'Europe. Les exportations canadiennes dans ce pays ont chuté d'un tiers en 2012, pour s'établir près de leur niveau de 2010, soit 850 millions de dollars. Les principaux articles exportés sont le charbon, les déchets et rebuts de fer, ainsi que les légumes à cosse; les reculs enregistrés dans ces trois catégories comptent pour la plus grande partie de la baisse des exportations. La Pologne est le deuxième marché d'exportation du Canada dans la région; les exportations vers la Pologne ont augmenté de 77 p. 100 en 2012 pour atteindre 445 millions de dollars; une importante commande d'avions explique ce gain.

Les importations canadiennes en provenance de la Turquie en 2012 sont évaluées à 1,5 milliard de dollars, soit plus du double de la valeur observée en 2010. Les ventes de barres de fer et d'acier, d'or et de camions – les principaux produits que le Canada importe de la Turquie – ont connu un véritable essor et dominé l'expansion des échanges commerciaux avec ce pays. En 2012, les importations en provenance de la Pologne ont reculé de 24 p. 100 par rapport à 2011, pour s'établir à 1,1 milliard de dollars; les machines mécaniques représentaient la moitié de ce montant, essentiellement des pièces de moteurs d'avions. La diminution globale est entièrement imputable à la quasi-disparition des importations d'argent, qui atteignaient un demi-milliard de dollars en 2011.

Dans l'ensemble, étant donné sa diversité et son stade de développement, cette région recèle des débouchés pour les exportateurs canadiens; parmi les difficultés qui se posent, notons une infrastructure sous-développée et la proximité physique et culturelle avec la zone euro qui facilite l'exploitation des occasions d'affaire dans la région. Cependant, comme la zone euro peine à sortir de la crise actuelle, son attention et sa capacité d'exploiter les occasions qui se présentent dans les pays émergents d'Europe pourraient être limitées, ce qui représente une opportunité pour le Canada d'explorer ces débouchés et de s'intégrer à certaines chaînes de valeur mondiales présentes dans la région.

L'Amérique latine et les Caraïbes (ALC)

La croissance de l'économie de la région de l'ALC a continué à ralentir en 2012, avec un taux de seulement 3,0 p. 100 sur l'année. Cette décélération a suivi la reprise de 6,1 p. 100 enregistrée en 2010 et le taux de croissance respectable de 4,6 p. 100 de 2011. Les prix des produits de base ont fléchi en 2012, limitant la croissance de nombreuses économies axées sur les ressources dans la région de l'ALC. Selon les prévisions, la croissance devrait retrouver un meilleur rythme en 2013 et 2014, avec des taux de 3,4 p. 100 et de 3,9 p. 100, respectivement.

Le tableau de la croissance dans la région est inégal. Ayant des liens étroits avec les États-Unis, le Mexique a profité de la vigueur renouvelée de l'économie américaine pour afficher une croissance stable de 3,9 p. 100 en 2011 et 2012. L'industrie mexicaine de l'automobile a continué à accroître sa part du marché des États-Unis, mais les entrées récentes de capitaux ont poussé à la hausse la valeur du peso. La production pétrolière du pays a continué à décliner, ce qui nuit à l'équilibre budgétaire. La croissance devrait décélérer à 3,4 p. 100 en 2013 et en 2014, tandis que certaines réformes économiques sont aussi attendues durant cette période.

Le Brésil a vacillé, passant d'un taux de croissance de 7,5 p. 100 en 2010, à 2,7 p. 100 en 2011 et à seulement 0,9 p. 100 en 2012; un recul de l'investissement fixe est essentiellement à blâmer pour cette tendance. Toutefois, à mesure que les programmes de stimulation budgétaire et la robustesse de la demande des consommateurs feront sentir leurs effets, l'économie devrait faire mieux à court terme, accélérant la cadence à 3,0 p. 100 en 2013 et à 4,0 p. 100 en 2014, l'année où se déroulera la Coupe du monde de la FIFA au Brésil – un événement qui devrait stimuler considérablement l'investissement et gonfler les revenus et les échanges commerciaux.

Les perspectives à long terme sont favorables pour les pays dont l'économie est bien gérée et bénéficie d'entrées substantielles d'investissement étranger – en l'occurrence le Chili, le Pérou et la Colombie. Par contre, la croissance devrait être plus lente en Argentine, au Venezuela et en Équateur en raison de l'intervention de l'État et des politiques économiques discutables de ces pays, quoi que leurs gouvernements se soient attaqués à l'inégalité des revenus, qui demeure l'un des défis à long terme dans la région de l'ALC. Parmi les autres problèmes qui pèsent sur l'ALC, il y a l'infrastructure déficiente et un contexte d'affaire restrictif. La région est largement à l'abri des effets directs des crises qui sévissent ailleurs dans le monde, les prix des produits de base étant le plus important facteur qui influe sur l'économie régionale, en dépit des

liens financiers qui existent avec les banques européennes et des liens commerciaux qui sont en voie de se créer avec l'Asie.

Les échanges commerciaux du Canada avec la région sont centrés sur le Mexique et le Brésil, qui sont les piliers de notre commerce dans la région de l'ALC. Grâce à l'ALENA, le Mexique s'intègre chaque année plus étroitement dans les chaînes de valeur nord-américaines; les exportations du Canada au Mexique ont atteint 5,4 milliards de dollars en 2012, ce qui en fait la cinquième plus importante destination des exportations canadiennes. Celles-ci sont demeurées essentiellement stables en 2012, révélant une très grande variété en raison de la proximité des deux pays; les principaux articles exportés sont les graines de canola, les produits de l'automobile, les machines électriques et mécaniques, le fer et l'acier, le blé et l'aluminium. Les importations en provenance du Mexique ont atteint un niveau beaucoup plus élevé, soit 25,5 milliards de dollars (en hausse de 3,8 p. 100 en 2012) et sont à l'origine du second plus important déficit commercial du Canada (après la Chine). Ces importations consistent principalement en camions (dont la fabrication fait partie de la chaîne de valeur nord-américaine de l'automobile, stratégiquement positionnée au Mexique), les pièces d'automobiles et de machines électriques (dispositifs de réception et appareils téléphoniques). Les principales importations canadiennes du Mexique englobent aussi les machines mécaniques et les combustibles et huiles minéraux. Les exportations au Brésil étaient en baisse de 9,2 p. 100 en 2012, à 2,6 milliards de dollars; elles consistaient principalement en produits de base tels que la potasse et le charbon, ainsi qu'en machines mécaniques. Les importations en provenance du Brésil ont augmenté de 3,5 p. 100 pour atteindre 4 milliards de dollars; le pétrole brut, les oxydes d'aluminium et le sucre de canne ont été les principaux produits importés. Pour ce qui est du commerce du Canada avec le reste de la région (Chili, Pérou), les métaux précieux (or et argent) ont été la plus importante catégorie

d'importation, tandis que le charbon, les graines de canola et le blé figurent parmi les principaux produits exportés.

Les occasions commerciales qui s'offrent au Canada dans la région de l'ALC reflètent la force traditionnelle du Canada dans le secteur des ressources, mais elles sont jusqu'à un certain point tempérées par le fait que plusieurs pays de la région ont des atouts similaires sur le marché d'exportation. Toutefois, comme il ressort du tableau des échanges commerciaux avec le Brésil, des débouchés existent dans des domaines spécialisés par le biais d'une consolidation des affaires menant à des liens commerciaux intra-sectoriels. Dans le cadre de la politique commerciale du Canada, un certain nombre d'accords sur le commerce et la protection de l'investissement ont récemment été conclus, démontrant l'intérêt de notre pays pour la région. Dans les années à venir, les entreprises canadiennes vont probablement explorer les nombreuses possibilités engendrées par ces accords, et les négociations entourant le Partenariat transpacifique pourraient les attirer davantage dans la région de l'ALC.

Le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord

La région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (MOAN) est la seule où la croissance s'est accélérée en 2012, en dépit d'une modération des prix de son principal produit d'exportation, le pétrole. La croissance s'est accélérée de 4,0 p. 100 en 2011 à 4,8 p. 100 en 2012, reflétant la reprise rapide en Libye et une solide performance économique en Arabie saoudite, en Iraq et au Koweït. L'instabilité politique et sociale s'est atténuée dans la plupart de la région, soit parce qu'elle s'est résolue au terme d'une révolution ou d'une guerre civile (comme en Libye) ou grâce à un consensus social et à des promesses de réforme (comme au Yémen). La Syrie est l'exception notable. On assiste à une escalade de la guerre civile dans ce pays, même si elle a été essentiellement contenue à l'intérieur des frontières et a eu un effet d'entraînement minimal

sur les pays voisins jusqu'à présent. La forte demande intérieure et la robustesse des exportations de produits de base continueront d'alimenter la croissance économique dans l'avenir immédiat, mais les effets de la récession en Europe et l'affaiblissement de la demande mondiale viendront en atténuer le rythme. La croissance devrait ralentir à 3,1 p. 100 en 2013, puis remonter à 3,7 p. 100 en 2014; le ralentissement touchera principalement les pays exportateurs de pétrole – l'Arabie saoudite, les Émirats Arabes Unis (EAU), l'Iraq et le Koweït – alors que les prix du pétrole brut fléchiront davantage en 2013-2014. L'Iran devrait enregistrer une croissance positive d'ici 2014.

Le Canada a des intérêts commerciaux considérables dans la région. Les EAU demeurent la principale destination des exportations canadiennes (1,5 milliard de dollars) dans cette région : le Canada y exporte principalement des graines de canola, des aéronefs et du blé. L'Arabie saoudite suivait au second rang l'an dernier et les exportations totales du Canada vers ce pays étaient en hausse de 61,1 p. 100, à 1,4 milliard de dollars, essentiellement en raison d'une expédition de véhicules blindés légers pour une valeur de 416 millions de dollars. Les céréales, les machines et les minerais et cendres ont historiquement été les principales catégories d'exportation du Canada en Arabie saoudite. Du côté des importations, la demande du Canada porte principalement sur le pétrole brut. Les importations canadiennes de pétrole brut de l'Algérie font de ce pays le huitième plus important partenaire commercial du Canada, avec des importations atteignant 6,0 milliards de dollars. En 2012, les importations de pétrole en provenance de l'Iraq ont totalisé 4 milliards de dollars, contre 2,8 milliards de dollars en provenance de l'Arabie saoudite. Les importations en provenance des EAU étaient plus variées et comprenant certains articles fait de métaux de base, des pièces de machines et des bijoux; les importations de pétrole provenant de ce pays sont constituées de pétrole raffiné et ses sous-produits. Les entreprises canadiennes de construction et de génie ont aussi été actives

dans la région, offrant notamment des services et des biens connexes; d'autres débouchés pourraient s'offrir dans cette région à l'avenir.

Classement du commerce mondial des marchandises selon la valeur

La Chine a été le plus important exportateur de marchandises dans le monde pour la quatrième année d'affilée avec 11,2 p. 100 des échanges mondiaux. Les exportations chinoises ont franchi le cap des 2 billions de dollars et totalisent 2 049 milliards de dollars – devançant les États-Unis par un peu plus de 500 milliards de dollars.

Les États-Unis occupaient le deuxième rang du classement des exportations, tout juste devant l'Allemagne, avec des exportations d'une valeur totale de 1 547 milliards de dollars; la part des exportations mondiales détenue par les États-Unis a augmenté à 8,4 p. 100 en 2012. Les exportations de l'Allemagne ont totalisé 1 407 milliards de dollars, soit 7,7 p. 100 des exportations mondiales.

Le Japon suivait loin derrière avec des exportations évaluées à 799 milliards de dollars, soit environ la moitié de la valeur des exportations américaines. La part du marché d'exportation mondial détenue par le Japon a fléchi, passant de 4,5 p. 100 en 2011 à 4,4 p. 100 en 2012.

La valeur des exportations des Pays-Bas est demeurée essentiellement inchangée (656 milliards de dollars), tandis que celle de la France a reculé à 569 milliards de dollars, ces deux pays conservant les cinquième et sixième places, respectivement. La part des exportations mondiales détenue par les Pays-Bas est demeurée à 3,6 p. 100, mais celle de la France a glissé de 3,3 p. 100 à 3,2 p. 100.

La Corée du Sud occupe le septième rang depuis 2010, maintenant sa part de 3,0 p. 100 du marché mondial avec des exportations de 548 milliards de dollars, un niveau essentiellement inchangé par rapport à 2011.

TABLEAU 2-1

Principaux exportateurs et importateurs dans le commerce mondial des marchandises, 2012

(milliards \$É.-U. et %)

2012	2011		2012 Valeur	2012 %	2012	2011		2012 Valeur	2012 %
Rang	Rang	Exportateurs	Milliards \$É.-U.	Part	Rang	Rang	Importateurs	Milliards \$É.-U.	Part
1	1	Chine	2 049	11,2	1	1	États-Unis	2 335	12,6
2	2	États-Unis	1 547	8,4	2	2	Chine	1 818	9,8
3	3	Allemagne	1 407	7,7	3	3	Allemagne	1 167	6,3
4	4	Japon	799	4,4	4	4	Japon	886	4,8
5	5	Pays-Bas	656	3,6	5	6	Royaume-Uni	680	3,7
6	6	France	569	6,1	6	5	France	674	3,6
7	7	Corée du Sud	548	3,0	7	7	Pays-Bas	591	3,2
8	9	Russie	529	2,9	8	10	Hong Kong	554	3,0
9	8	Italie	500	2,7	9	9	Corée du Sud	520	2,8
10	12	Hong Kong	493	2,7	10	13	Inde	489	2,6
12	13	Canada	455	2,5	12	11	Canada	475	2,6

Source : Secrétariat de l'OMC

La Russie a délogé l'Italie au huitième rang du classement des exportations mondiales, avec une valeur exportée de 529 milliards de dollars correspondant à une part de 2,9 p. 100 des exportations mondiales. L'Italie a reculé en neuvième place, détenant 2,7 p. 100 des exportations mondiales, la valeur de ses exportations ayant diminué de 523 milliards de dollars à 500 milliards de dollars.

Hong Kong s'est hissé au dixième rang en 2012, avec des exportations évaluées à 493 milliards de dollars, soit 2,7 p. 100 du marché mondial. Le Canada a devancé la Belgique, passant de la 13^e à la 12^e place (2,5 p. 100 des exportations mondiales), avec 455 milliards de dollars d'exportations.

Du côté des importations, le classement est aussi demeuré stable. Les États-Unis ont continué de dominer le palmarès mondial avec des importations de 2 335 milliards de dollars, leur part des importations mondiales avançant de 12,3 p. 100 en 2011 à 12,6 p. 100 en 2012. La Chine occupe toujours le second rang avec des importations de 1 818 milliards de dollars (9,8 p. 100 du total mondial), tandis que l'Allemagne arrive

en troisième place avec des importations évaluées à 1 167 milliards de dollars et une part de 6,3 p. 100.

En quatrième place, on retrouve le Japon, qui a importé pour 886 milliards de dollars de marchandises, haussant sa part des importations mondiales à 4,8 p. 100. Le Royaume-Uni a devancé la France pour rafler le cinquième rang, avec des importations de 680 milliards de dollars, soit 3,7 p. 100 du total mondial. La France a reculé au sixième rang, avec des importations de 674 milliards de dollars; sa part du marché mondial a diminué à 3,6 p. 100. Les Pays-Bas arrivaient au septième rang avec des importations de 591 milliards de dollars.

Hong Kong a renversé son déclin, passant de la dixième à la huitième place, alors que l'Italie, qui occupait le huitième rang en 2011, a glissé au-delà du dixième rang en 2012. Les importations de Hong Kong totalisaient 554 milliards de dollars, soit 3 p. 100 du total mondial. La Corée du Sud a conservé le neuvième rang, avec des importations de 520 milliards de dollars (et une part de 2,8 p. 100), tandis que

l'Inde a gravi trois échelons pour se retrouver en dixième place, avec des importations de 489 milliards de dollars. Le Canada a reculé d'un échelon au classement, avec des importations de 475 milliards de dollars (soit 2,6 p. 100 des importations mondiales).

Classement du commerce mondial des services selon la valeur

Les États-Unis arrivaient en tête du commerce des services en 2012 tant pour les exportations que pour les importations. Ce pays a exporté 614 milliards de dollars de services (14,1 p. 100 du total mondial), tandis qu'il n'a importé que 406 milliards de dollars de services (9,9 p. 100 du total mondial). La part des exportations de services détenue par les États-Unis a augmenté en 2012, tandis que sa part des importations reculait. Les États-Unis ont également enregistré le plus important excédent commercial pour les services, les exportations dépassant les importations par un écart de 208 milliards de dollars.

Le Royaume Uni a conservé le second rang au classement des exportations des services, qu'il avait ravi à l'Allemagne en 2011, avec des exportations d'une valeur de 278 milliards de dollars représentant 6,4 p. 100 du total mondial. L'Allemagne occupe le troisième rang, avec des exportations de 255 milliards de dollars, soit une part de 5,9 p. 100. Dans un revirement inattendu, la France a déclassé la Chine au quatrième rang en exportant pour 208 milliards de dollars de services (4,8 p. 100 du total mondial). La Chine a ainsi glissé en cinquième place au classement mondial, avec des exportations de services de 190 milliards de dollars (4,4 p. 100).

L'Inde occupe toujours le sixième rang et fournit 3,4 p. 100 des exportations mondiales de services, évaluées à 148 milliards de dollars, un niveau inchangé par rapport à l'an dernier. Le Japon et l'Espagne, qui ont exporté chacun 140 milliards de dollars de services, occupent respectivement les septième et huitième rangs. Singapour a repris la neuvième place, occupée par les Pays-Bas en 2011, avec des exportations

TABLEAU 2-2

Principaux exportateurs et importateurs de services dans le monde, 2012
(milliards \$É.-U. et %)

2012	2011		2012	2012	2012	2011		2012	2012
Rang	Rang	Exportateurs	Valeur Milliards \$É.-U.	% Part	Rang	Rang	Importateurs	Valeur Milliards \$É.-U.	% Part
1	1	États-Unis	614	14,1	1	1	États-Unis	406	9,9
2	2	Royaume-Uni	278	6,4	2	2	Allemagne	285	6,9
3	3	Allemagne	255	5,9	3	3	Chine	281	6,8
4	5	France	208	4,8	4	4	Royaume-Uni	176	4,3
5	4	Chine	190	4,4	5	5	Japon	174	4,2
6	6	Inde	148	3,4	6	6	France	171	4,2
7	7	Japon	140	3,2	7	7	Inde	125	3,0
8	8	Espagne	140	3,2	8	11	Singapour	117	2,8
9	10	Singapour	133	3,1	9	8	Pays-Bas	115	2,8
10	9	Pays-Bas	126	2,9	10	10	Irlande	110	2,7
17	18	Canada	78	1,8	11	12	Canada	105	2,6

Source : Secrétariat de l'OMC

de services de 133 milliards de dollars; les Pays-Bas sont retournés à la dixième case, avec des exportations de services de 126 milliards de dollars, représentant 2,9 p. 100 du total mondial. Le Canada a gravi un palier pour occuper le 17^e rang, haussant ses exportations de services de 74 milliards de dollars à 78 milliards de dollars (1,8 p. 100 du total mondial).

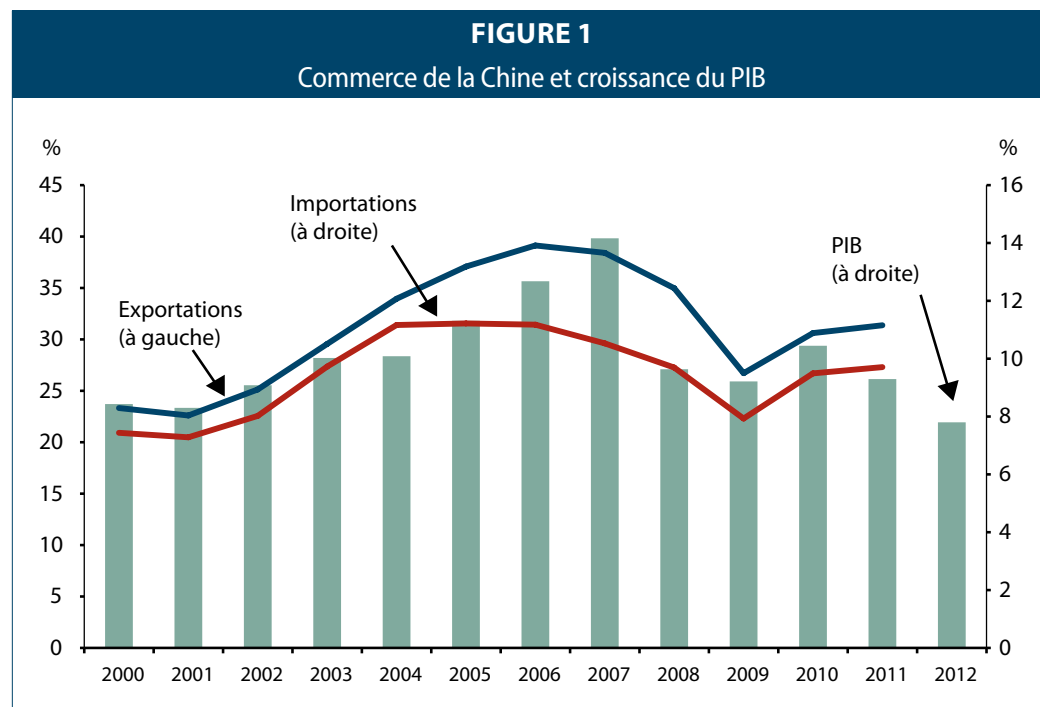
Du côté des importations, l'Allemagne a conservé le second rang, avec des importations de services de 285 milliards de dollars, soit 6,9 p. 100 du total mondial. La Chine suivait de près avec des importations de 281 milliards de dollars. Le Royaume-Uni (importations de services de 176 milliards de dollars), le Japon (174 milliards

de dollars) et la France (171 milliards de dollars) occupaient les quatrième, cinquième et sixième rangs, suivis de l'Inde, avec des importations de services évaluées à 125 milliards de dollars. Singapour a gagné trois échelons au classement pour occuper la huitième place, avec des importations de services de 117 milliards de dollars; les Pays-Bas ont reculé au neuvième rang, avec des importations de services de 115 milliards de dollars, tandis que l'Irlande demeure en dixième place avec des importations de 110 milliards de dollars. Le Canada a monté d'un autre cran, passant de la 13^e place en 2010 à la 12^e en 2011, puis à la 11^e en 2012, avec des importations de services totalisant 105 milliards de dollars (2,6 p. 100 du total mondial). ■

La part du commerce des marchandises du Canada détenue par la Chine : stable pour l'instant

Vue d'ensemble

La Chine, premier exportateur de marchandises dans le monde — comptant pour environ 11,2 p. 100 des exportations mondiales de marchandises en 2012 — traverse une période de transition économique qui aura des répercussions sur le commerce partout dans le monde. L'impact de cette transition sur les échanges du Canada avec la Chine se manifesterá de deux façons. Tout d'abord, puisque la Chine s'éloigne d'un modèle de croissance axé sur l'exportation pour réorienter ses efforts vers la stimulation de la demande intérieure, l'expansion des importations canadiennes et mondiales en provenance de la Chine va probablement ralentir. En effet, la croissance annuelle des exportations de marchandises de la Chine vers le monde au cours de la période postérieure à la récession a déjà diminué de cinq points de pourcentage par rapport à la période précédente¹. Puis, le panier de biens et services que la Chine demande à ses partenaires commerciaux, dont le Canada, va changer sous l'effet de l'augmentation de l'urbanisation et de la consommation intérieure en Chine et de l'évolution des préférences des consommateurs chinois vers des biens de plus haute gamme.

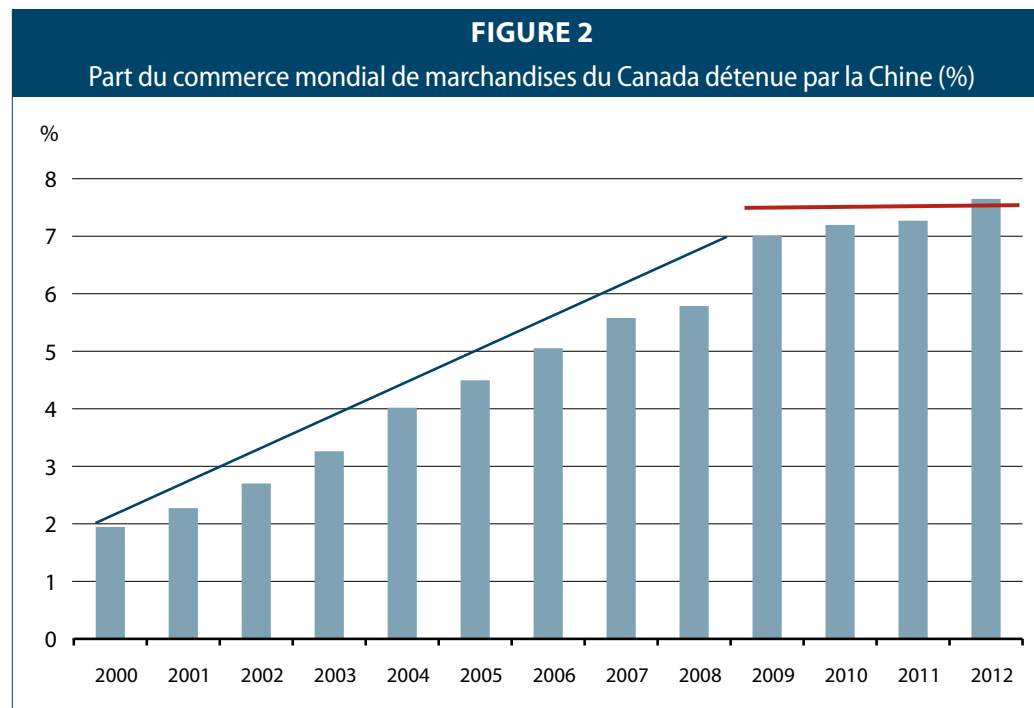


1 Au cours de la période qui a précédé la récession (2000-2008), le taux de croissance des exportations de marchandises de la Chine était en moyenne de 19,3 %; celui-ci-ci a diminué à 14,6 p. 100 au cours de la période postérieure à la récession.

L'objectif sur lequel se concentre la Chine est le rééquilibrage et la transition vers un marché plus développé. Ainsi, le ralentissement de la croissance du PIB de la Chine depuis la récession mondiale et la baisse de la proportion du commerce de la Chine par rapport à son PIB devraient se poursuivre^{2,3}. Cependant, même si la transition de la Chine vers une économie axée sur le marché intérieur changera sans aucun doute la structure de ses relations commerciales avec le Canada, l'importance relative de la Chine pour l'économie mondiale signifie que ce pays restera un partenaire commercial extrêmement important pour le Canada.

Le commerce total

Bien que les échanges commerciaux entre le Canada et la Chine soient passés de 15 milliards de dollars à 70 milliards de dollars entre 2000 et 2012, la croissance du commerce Canada-Chine a quelque peu diminué depuis la récession. Entre 2000 et 2008, la croissance annuelle moyenne du commerce de marchandises entre le Canada et la Chine a atteint 17 p. 100, mais entre 2009 et 2012, elle a ralenti à 11 p. 100; en 2012, elle n'a été que de 8 p. 100. À l'opposé, la croissance annuelle moyenne du commerce du Canada avec les autres pays a été plus rapide entre 2009 et 2012 (8 p. 100) qu'entre 2000 et 2009 (2 p. 100). Depuis 2009, la part du commerce du Canada détenue par la Chine a oscillé entre 7 et 8 p. 100. Même si la crise mondiale peut avoir contribué au ralentissement de la croissance des échanges Canada-Chine, la tendance à la baisse pourrait aussi indiquer que la Chine se dirige vers une économie plus équilibrée, axée de plus en plus sur la consommation intérieure plutôt que sur la croissance des exportations.



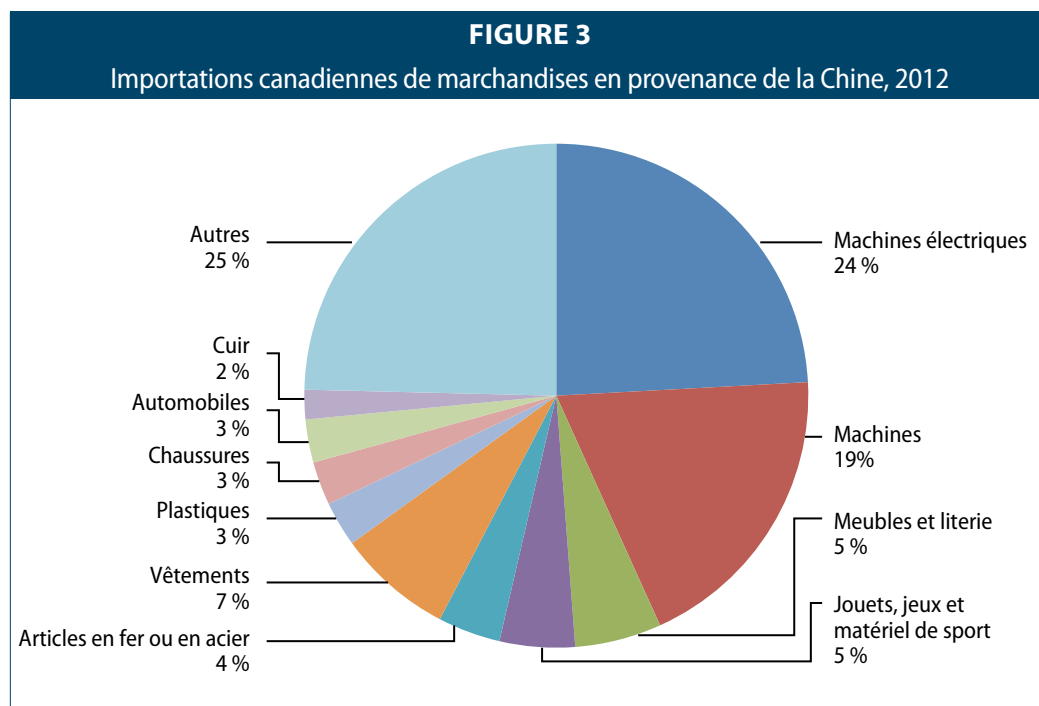
2 Congrès National du peuple de la République populaire de Chine, « Report on China's Economic, Social Development Plan », 19 mars 2013.

3 La croissance de la Chine a été largement stimulée par les exportations et elle subit actuellement les conséquences négatives de la faiblesse de l'économie mondiale.

Importations

Les importations canadiennes en provenance de la Chine ont accaparé la part du lion du commerce bilatéral Canada-Chine entre 2000 et 2012, représentant en moyenne 78 p. 100 des échanges totaux. Les importations canadiennes de la Chine reflètent la tendance à l'expansion des exportations de la Chine dans le monde, qui a été plus rapide entre 2000 et 2008 (taux de croissance annuel moyen de 18 p. 100) qu'au cours de la période qui a suivi la récession (taux de croissance annuel moyen de 9 p. 100). En 2012, les importations canadiennes en provenance de la Chine ont progressé de 5 p. 100 pour atteindre 51 milliards de dollars. Nonobstant la tendance à la baisse, la Chine demeure la deuxième source d'importations de marchandises du Canada, rang qu'elle occupe depuis 2002. Avec le récent ralentissement de la croissance des importations canadiennes venant de Chine, la part des importations de marchandises du Canada détenue par ce pays est demeurée stable autour de 11 p. 100 depuis 2009.

La composition des importations canadiennes en provenance de la Chine devient de plus en plus évoluée. À titre d'exemple, les importations de jouets et de vêtements ont diminué, dans chaque cas, d'au moins 5 p. 100 en 2012, tandis que les importations d'appareils électriques et de véhicules automobiles augmentaient de 8 p. 100 et de 20 p. 100, respectivement; les ordinateurs et les téléphones cellulaires sont demeurés les principaux produits chinois importés au Canada en 2012. En fait, la Chine était le premier fournisseur de produits de télécommunications du Canada en 2012, sa part du marché atteignant 57 p. 100 (il importe de noter que la Chine compte fortement sur des intrants importés dans la fabrication de ses exportations)⁴.



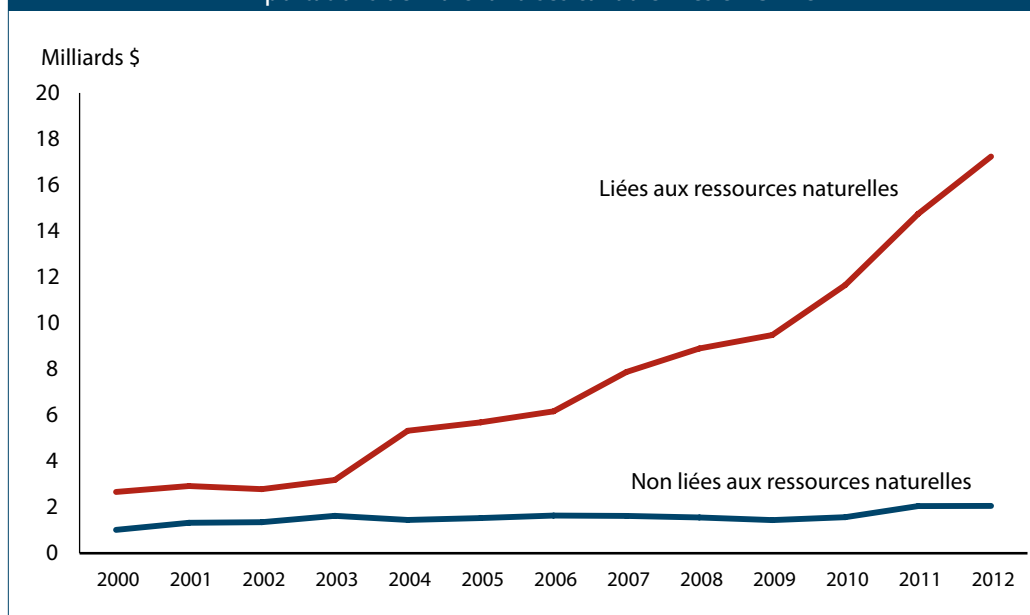
⁴ Ma, Alyson, et Ari Van Assche, « China's Role in Global Production Networks », *Global Value Chains: Impacts and Implications*, Trade Policy Research, 2011.

Exportations

Alors que la Chine demeure le deuxième partenaire commercial du Canada depuis plus d'une décennie, ce n'est qu'en 2012 que ce pays est devenu le second marché d'exportation du Canada en importance, lorsque les exportations du Canada en Chine ont atteint 19 milliards de dollars, une augmentation de 15 p. 100 par rapport à l'année précédente. Contrairement aux importations, les exportations du Canada vers la Chine ont enregistré une plus forte croissance au cours de la seconde moitié de la décennie : entre 2000 et 2008, les exportations canadiennes en Chine ont crû à un rythme annuel moyen de 14 p. 100, tandis qu'au cours de la période postérieure à la récession, elles ont progressé à un taux annuel moyen de 20 p. 100. Entre 2009 et 2012, les exportations du Canada vers la Chine ont aussi été responsables de la majeure partie de l'expansion des exportations canadiennes vers les destinations autres que les États-Unis; en d'autres termes, la part des exportations totales du Canada vers des destinations autres que les États-Unis est demeurée aux alentours de 25 p. 100 essentiellement en raison de l'importance croissante de la Chine comme destination des exportations canadiennes. Depuis 2008, la proportion des exportations totales du Canada représentée par les exportations de marchandises vers la Chine a presque doublé, passant de 2,2 p. 100 à 4,3 p. 100, et elle a augmenté de 10 p. 100 à 17 p. 100 entre 2008 et 2012 pour ce qui est des destinations autres que les États-Unis.

Entre 2006 et 2012, quatre grands groupes de produits « émergents » ont été à l'origine de 47 p. 100 de la croissance des exportations de marchandises du Canada en Chine : les minerais (SH 26), le bois (SH 44), les carburants (SH 27) et les huiles végétales et graines (SH 12, 15). Ces quatre groupes de produits sont liés aux ressources. En effet, lorsque les exportations du Canada en Chine sont classées selon leur lien avec les ressources, la part des exportations canadiennes liées aux ressources vers la Chine par rapport à celle des exportations non liées aux ressources a

FIGURE 4
Exportations de marchandises canadiennes en Chine



progressé constamment au cours de la dernière décennie, passant de 72 p. 100 en 2000 à 89 p. 100, ou 17 milliards de dollars, en 2012.

Balance du commerce

Le déficit commercial bilatéral de 31 milliards de dollars est demeuré essentiellement inchangé entre 2011 et 2012 et il s'est situé autour de 30 milliards de dollars au cours des six dernières années. À l'instar de l'ensemble des échanges commerciaux, la tendance au ralentissement de la croissance des importations canadiennes en provenance de la Chine pourrait être l'indice que la Chine est sur la voie de transition vers un modèle de croissance plus équilibré, moins tributaire des exportations.

Perspectives

Puisque la Chine délaisse le modèle de croissance soutenu par l'exportation et l'investissement au profit d'un modèle misant davantage sur la consommation intérieure, on peut s'attendre à un ralentissement de la croissance du PIB de ce pays. Déjà en 2012, le PIB de la Chine avait enregistré un taux de croissance de 7,8 p. 100 – c'était la première fois qu'il glissait sous le seuil des 8 p. 100 depuis 2000. Alors que la Chine amorçe le virage vers une croissance alimentée par la consommation, sa demande de marchandises étrangères changera vraisemblablement parce que ce modèle de croissance requiert des matériaux et des services différents de ceux qu'exige une croissance fondée sur l'investissement. On peut aussi s'attendre à un ralentissement de la croissance des exportations chinoises. Bien que la transition économique de la Chine puisse réduire son appétit pour certains biens liés aux ressources, la demande chinoise pour d'autres produits axés sur les ressources pourrait demeurer forte. Ainsi, les produits « émergents » du Canada pourraient être présents dans tous les secteurs de l'économie chinoise : les minerais dans la fabrication, le bois dans la construction résidentielle (investissement) et les huiles végétales et graines dans la consommation privée. En 2012, la Chine était le premier importateur mondial de minerais canadiens, accaparant 31 p. 100 des exportations canadiennes dans ce secteur. En outre, deux autres produits émergents ont connu une croissance phénoménale dans les exportations canadiennes en Chine ces dernières années : les exportations de bois ont bondi de 74 p. 100 en 2011, tandis que celles des graines oléagineuses ont grimpé de 167 p. 100 en 2012. La transition économique de la Chine pourrait également ouvrir des débouchés aux exportateurs de services du Canada en raison de la demande croissante de produits importés plus évolués en Chine. La taille économique de la Chine, couplée à son énorme appétit pour un large éventail de biens et services, malgré leur composition changeante, cimentera la position de la Chine en tant que partenaire commercial exceptionnellement important pour le Canada.

En ce qui concerne l'expansion continue de l'urbanisation, elle pourrait offrir un certain potentiel de demande accrue pour les exportations de minerais, de bois et de carburants. La population urbaine de la Chine devrait atteindre 1 milliard de personnes en 2030⁵, et elle comprendra une part importante de travailleurs migrants. En Chine, ces travailleurs migrants ne bénéficient pas du même niveau de vie, d'emploi et d'accès aux services sociaux que les autres citoyens et, de ce fait, leur demande de services et de produits de consommation est plus limitée⁶. Cependant,

5 Miller, Tom, *China's Urban Billion: The Story Behind the Biggest Migration in Human History*, Zed Books, 2012.

6 Borst, Nicholas et Ryan Rutkowski, « China's New Populist Urbanization », *Peterson Institute for International Economics: China Economic Watch*, 19 mars 2013.

les décideurs chinois ont compris la nécessité d'intégrer les travailleurs migrants dans les villes chinoises, et si les politiques en ce sens sont couronnées de succès, ces travailleurs nouvellement urbanisés pourraient hausser encore la demande à la consommation.

Les relations commerciales Canada-Chine sont susceptibles de changer, mais il est difficile de prédire précisément comment. Alors que la croissance du PIB chinois ralentit et que la Chine s'efforce d'atteindre les objectifs qu'elle s'est donnés dans son plus récent (12ème) plan quinquennal, les biens et services que le Canada échange avec la Chine deviendront de plus en plus sophistiqués et seront davantage tributaires de la demande des consommateurs plutôt que de l'investissement. Le gouvernement chinois a souligné dans un récent rapport que son « taux de croissance économique sera plus lent qu'au cours des années précédentes, et qu'il faudra aborder le problème de la surcapacité »⁷. En outre, la Chine a indiqué qu'elle cherchera à stimuler la demande intérieure en augmentant les salaires des travailleurs mais aussi en soutenant la structure des dépenses de consommation en offrant davantage de produits « verts ». Au moment où la Chine poursuit le rajustement de son économie, sa demande pour certaines exportations de ressources naturelles du Canada peut diminuer, mais elle pourrait augmenter pour d'autres. Ainsi, à mesure que la structure de la demande de la Chine continuera d'évoluer, le commerce canado-chinois ouvrira probablement de nouveaux débouchés aux exportateurs canadiens, en particulier dans le secteur des services. ■

7 The National People's Congress of the People's Republic of China, "Report on China's Economic, Social Development Plan," March 19, 2013.

La performance économique du Canada

Alors que la conjoncture économique mondiale a été marquée par un autre épisode d'attentes grandissantes, suivi d'une nouvelle flambée de la crise européenne et d'un climat d'incertitude persistant, la croissance économique au Canada s'est tout de même poursuivie en 2012. L'activité économique a progressé au cours des quatre trimestres, mais elle a ralenti durant la seconde moitié de l'année. La croissance canadienne a été alimentée à la fois par des forces à l'œuvre sur le marché intérieur et par la reprise naissante de l'économie américaine, notamment dans le secteur de l'automobile. La construction de nouveaux logements a enregistré un taux de croissance dans les deux chiffres, tandis que l'investissement des entreprises a continué d'augmenter de façon robuste. Plus de 300 000 nouveaux emplois sont venus s'ajouter durant l'année, portant le nombre d'emplois créés depuis le creux de la récession à près de 1 million. Dans un contexte où la hausse des prix des aliments et de l'énergie a fait une pause et où le secteur manufacturier a continué de fonctionner sous son potentiel, la Banque du Canada a maintenu une politique monétaire souple, limitée davantage par les inquiétudes au sujet de l'endettement des ménages que par les pressions inflationnistes. La longue progression de l'endettement des ménages au Canada a montré des signes de ralentissement, bien que le ratio endettement-revenu ait atteint le niveau record de 165 p. 100 en fin d'année.

La performance du Canada durant la phase de reprise a été très solide jusqu'à présent – la meilleure parmi les pays du G-7 pour la croissance de l'emploi (hausse de 6,0 p. 100) et celle du PIB réel (hausse de 8,9 p. 100). Le déficit budgétaire de l'exercice 2012-2013 devrait atteindre 25,9 milliards de dollars selon les prévisions. Le Canada continue d'afficher la meilleure situation budgétaire du G-7. Le Fonds

monétaire international (FMI) prévoit que le ratio de la dette totale nette au PIB du Canada représentera environ un tiers de la moyenne du G-7 en 2016.

Le produit intérieur brut

La reprise économique au Canada depuis la récession mondiale de 2009, année où le PIB réel a reculé de 2,8 p. 100, s'est poursuivie en 2012, l'économie progressant de 1,8 p. 100 sur l'année. Si la reprise s'est poursuivie à un rythme plus lent qu'en 2010 et 2011 – où les taux de croissance du PIB réel ont été de 3,2 p. 100 et de 2,6 p. 100, respectivement – elle a été plus stable et l'économie a avancé au cours de tous les trimestres (figure 3-1). Le ralentissement de l'activité, survenu dans la seconde moitié de l'année, est le fruit d'une conjoncture économique inquiétante et de l'incertitude pesant sur l'économie mondiale. Les programmes d'austérité adoptés en Europe et la récession concomitante ont déprimé la demande, alors que la production au Japon a encore régressé. Les marchés émergents ont encore une fois enregistré la croissance la plus rapide, mais pas aux taux de 2010-2011, plusieurs ayant connu un ralentissement de la production, un chômage élevé, des termes d'échange moins avantageux et la nécessité d'entreprendre des réformes pour soutenir la croissance. Ces facteurs ont contribué à faire fléchir les exportations canadiennes au cours de la seconde moitié de l'année et à freiner la croissance des investissements des entreprises. Simultanément, le niveau d'endettement record des ménages canadiens pourrait les avoir incités à réduire leur consommation. Par ailleurs, la solide performance du dollar canadien a continué d'avoir un effet stimulant sur les importations tout en freinant les exportations. Les prix à l'exportation ont aussi stagné, le pétrole brut canadien étant toujours grevé par d'importants

FIGURE 3-1

Croissance du PIB réel canadien, 2008-2012



escomptes qui s'expliquent en partie par des goulots d'étranglement et des contraintes de transport à l'intérieur du continent.

Contributions à la croissance du PIB réel

L'analyse des composantes des dépenses du PIB (figure 3-2) pour 2012 dégage un portrait très semblable à celui de 2011, mais avec une performance légèrement inférieure pour chacune des composantes. La plus grande partie de la croissance du PIB en 2012 provenait encore une fois de la hausse des dépenses des entreprises, qui a ajouté 1,28 point de pourcentage à la croissance réelle de la production (0,2 point de pourcentage de moins qu'en 2011). L'investissement total des entreprises a par ailleurs poursuivi sa croissance robuste, gagnant 6,5 p. 100 sur l'année.

La croissance de l'investissement des entreprises en 2012 a été assez diversifiée. L'investissement en machines et en matériel, qui avait dominé le tableau de la croissance l'année précédente, a ralenti à 3,7 p. 100 en 2012. La croissance de l'investissement en machinerie industrielle a été supérieure à la moyenne, à 5,4 p. 100, tandis que l'investissement dans les ordinateurs et autres appareils et matériels électriques et électroniques a ralenti à 1,6 p. 100 et 1,9 p. 100 respectivement.

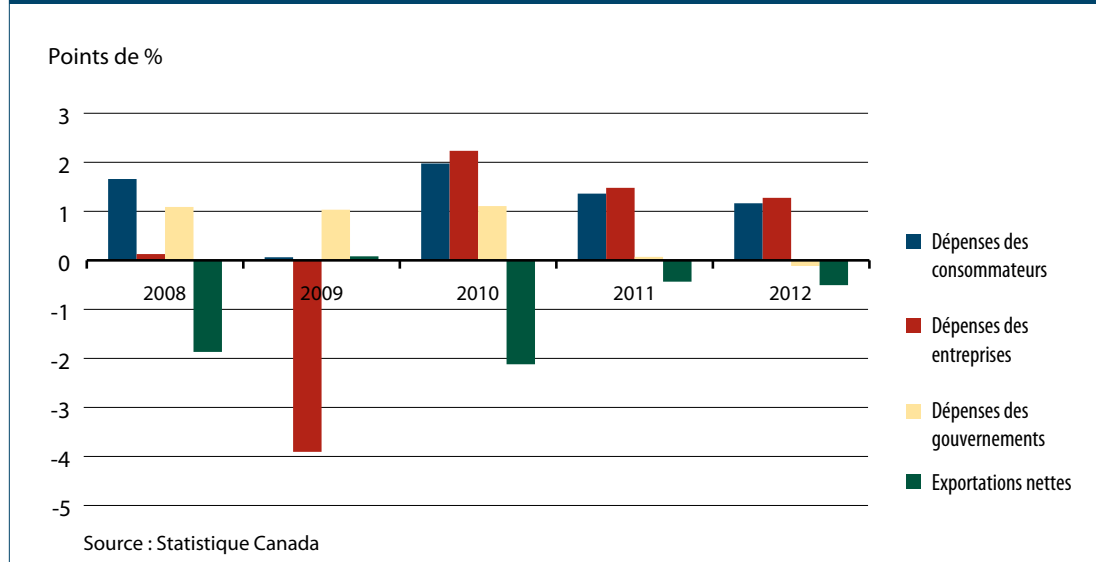
Après une augmentation de 11,1 p. 100 en 2011, l'investissement dans les camions, les autobus et les autres véhicules à moteur a diminué de 1,1 p. 100 en 2012. Pendant ce temps, l'investissement dans les voitures a progressé (hausse de 6,4 p. 100), comme l'investissement dans les avions et les autres matériels de transport (croissance de 5,0 p. 100).

L'investissement des entreprises dans les constructions non résidentielles (p. ex. les usines de fabrication) a affiché l'un des taux de croissance les plus élevés, gagnant 8,0 p. 100 en 2012. L'investissement dans les ouvrages de génie civil est à l'origine de cette progression, avec un gain de 9,0 p. 100, tandis que l'investissement dans les bâtiments avançait plus lentement, soit de 5,0 p. 100.

L'investissement dans les constructions résidentielles a grimpé de nouveau en 2012, ajoutant 5,8 p. 100, après une croissance léthargique de 1,9 p. 100 en 2011. L'augmentation de la valeur des constructions neuves a été particulièrement robuste (hausse de 12,8 p. 100); toutefois, les travaux de rénovation (gain de 1,3 p. 100) et les coûts de transfert de propriété (baisse de 0,9 p. 100) ont par ailleurs stagné.

FIGURE 3-2

Contribution à la croissance du PIB réel, 2008-2012



L'investissement dans le secteur de la propriété intellectuelle a fléchi de 0,7 p. 100 en 2012 (après une hausse de 9,0 p. 100 en 2011). Le rythme de croissance de l'exploration et de l'évaluation des ressources minières, porté par les prix élevés du pétrole, a atteint 21,2 p. 100 en 2011; l'année précédente, ce secteur avait régressé de 3,0 p. 100 sous l'effet d'un ralentissement des prix des ressources. L'investissement en recherche et développement était également en baisse, passant de 8,1 p. 100 en 2011 à 2,3 p. 100 en 2012. Les investissements en logiciels étaient en décroissance (baisse de 1,1 p. 100) en 2012, après une hausse de 2,8 p. 100 enregistrée en 2011.

La reconstitution des stocks s'est accélérée en 2012. L'investissement des entreprises dans les stocks a plus que triplé, passant de 1,6 milliard de dollars en 2011 à 5,5 milliards de dollars en 2012. Néanmoins, l'investissement dans les stocks agricoles a continué à régresser (baisse de 1,1 milliard de dollars sur l'année, principalement en raison de la diminution des stocks de grain). L'investissement des entreprises dans les stocks non agricoles est passé de 2,4 milliards de dollars en 2011 à 7,2 milliards de dollars en 2012. La plupart de l'augmentation s'est produite dans les stocks de biens non durables du secteur

du commerce de gros (gain de 2,3 milliards de dollars), tandis que les stocks de biens durables du commerce de gros sont demeurés constants. Le contraire s'est produit dans le commerce de détail : les stocks de biens durables ont augmenté de 2,0 milliards de dollars (principalement les véhicules automobiles), tandis que les stocks de biens non durables ont reculé de 0,04 milliard de dollars. Les stocks des fabricants de biens durables ont augmenté de 1,1 milliard de dollars, tandis que ceux des fabricants de biens non durables progressaient de 0,3 milliard de dollars.

Les dépenses personnelles réelles en biens et services ont ralenti en 2012, avec un gain de 1,9 p. 100 après une hausse de 2,4 p. 100 en 2011. Cela se traduit par une contribution de 1,2 point de pourcentage à la croissance du PIB réel en 2012, une diminution de 0,2 point de pourcentage par rapport à l'année précédente. La hausse des dépenses en biens durables a été plus forte, soit 2,8 p. 100. La croissance des dépenses en services et en biens semi-durables a été plus lente, soit 2,2 p. 100 et 2,1 p. 100, respectivement. Les dépenses en biens non durables ont progressé de seulement 0,9 p. 100. En conséquence, les dépenses en biens durables ont davantage contribué à la croissance du PIB en

2012 qu'en 2011, mais cet effet a été entièrement compensé par la contribution plus modeste des biens semi-durables et des biens non durables.

Parmi les principaux secteurs, les dépenses de consommation réelles liées à l'achat de voitures de tourisme neuves et de biens durables importants à des fins de loisirs et de culture sont celles qui ont augmenté le plus en 2012, avec une hausse de 4,5 p. 100 dans chaque cas. Des hausses des dépenses notables sont également observées pour les hôpitaux (3,2 p. 100), les frais de location de maisons (3,2 p. 100), le matériel de traitement de l'information (1,9 p. 100), les appareils électroménagers (1,8 p. 100) et le matériel de communication (0,9 p. 100). Les dépenses nettes à l'étranger ont augmenté de 10,7 p. 100. En revanche, au cours de 2012, des baisses ont été enregistrées dans les dépenses consacrées à l'exploitation du matériel de transport (0,3 p. 100), aux services financiers implicites (4,5 p. 100) et aux journaux et périodiques (4,0 p. 100).

Les dépenses de consommation des administrations publiques ont augmenté de 0,4 p. 100 sur l'année et elles ont fait une contribution positive à la croissance du PIB réel (hausse de 0,1 point de pourcentage); cependant, les investissements publics ont diminué de 5,6 p. 100 et soustrait 0,2 point de pourcentage à la croissance globale. Ainsi, la contribution de l'ensemble des administrations publiques à la croissance du PIB réel est devenue négative en 2012, retranchant 0,1 point de pourcentage à la production totale, la première contribution négative depuis 1997. Il s'agit d'un léger recul par rapport à 2011, alors que les gouvernements avaient fait une contribution positive de 0,1 point de pourcentage au PIB.

Les exportations et les importations réelles de biens et services ont augmenté de 1,6 p. 100 et de 2,9 p. 100, respectivement. Le ralentissement continu de la croissance des exportations a réduit la contribution de ce segment au PIB de 0,5 point de pourcentage en 2012, alors qu'elle avait été de 1,4 point de pourcentage en 2011.

Les importations ont ralenti presque autant et la contribution négative de la croissance des importations réelles a diminué parallèlement, passant de 1,8 point de pourcentage en 2011 à 1,0 point de pourcentage en 2012. En conséquence, la contribution des échanges commerciaux à la croissance du PIB a aussi diminué en 2012 par rapport à 2011, mais de 0,1 point de pourcentage seulement. Le commerce a eu un effet net négatif de 0,5 point de pourcentage sur la croissance l'an dernier.

En volume, les exportations de biens et services ont augmenté de 8,2 milliards de dollars en 2012. La hausse a été légèrement supérieure pour les exportations de marchandises, tandis que les exportations de services ont diminué. Les exportations de produits automobiles et de produits énergétiques ont été les principaux facteurs haussiers, tandis que des reculs ont été enregistrés pour les produits chimiques et les métaux et produits minéraux non métalliques. Les services aux entreprises sont à l'origine de la diminution globale de 1 milliard de dollars des exportations de services.

Les volumes d'importations de biens et services ont augmenté de 15,7 milliards de dollars en 2012 (gain de 2,9 p. 100), 84 p. 100 de la croissance provenant des importations de biens (en hausse de 13,2 milliards de dollars, soit 3,0 p. 100). Plus de la moitié du gain (7,3 milliards de dollars) est imputable à une augmentation des importations de produits automobiles. Les importations de services ont augmenté de 2,4 p. 100 en termes réels, gagnant 2,5 milliards de dollars. Comme l'année précédente, les services de voyage ont contribué le plus à cette hausse (1,9 milliard de dollars, ou 5,7 p. 100), suivis de près par les services aux entreprises (hausse de 1,5 milliard de dollars, soit 3,2 p. 100).

Le PIB par activité industrielle

En termes réels, l'activité industrielle a augmenté de 1,8 p. 100 en 2012. La croissance de la production de biens (hausse de 1,7 p. 100) a été presque égale à celle de la production de services (hausse de 1,8 p. 100).

La croissance a cependant été inégale dans les secteurs de production de biens en 2012. La production a augmenté dans la plupart des secteurs, mais elle a stagné ou fléchi dans plusieurs autres. Le secteur de la construction a dominé la croissance en 2012, gagnant 4,0 p. 100, ce qui est supérieur au taux de croissance de 3,0 p. 100 atteint en 2011. La reprise de l'activité dans la construction résidentielle – hausse de 7,1 p. 100 sur l'année – est principalement responsable de cette progression, tandis que de la construction non résidentielle se contractait de 1,0 p. 100.

Après avoir inscrit un taux de croissance de 3,9 p. 100 en 2011, le plus élevé de l'économie, les services publics ont considérablement ralenti en 2012 avec un gain de seulement 0,3 p. 100. La chute observée dans la distribution du gaz naturel (recul de 1,2 p. 100) a contribué le plus à cette baisse, tandis que la croissance de la production d'électricité et de systèmes d'aqueducs, d'égouts et autres a été marginale (0,4 p. 100 et 0,5 p. 100, respectivement).

L'activité dans le secteur de l'extraction minière, pétrolière et gazière s'est contractée légèrement (baisse de 0,1 p. 100), après avoir enregistré une expansion de 5,8 p. 100 en 2011. L'extraction du pétrole et du gaz, la principale composante de l'industrie, a progressé de 3,6 p. 100 au cours de l'année, tandis que des baisses importantes dans toutes les autres industries minières (4,4 p. 100) et les activités de soutien de l'extraction minière, pétrolière et gazière (baisse de 10,5 p. 100) sont venues annuler cette augmentation. Parmi les secteurs qui ont enregistré les baisses les plus importantes, on retrouvait l'extraction de la potasse (baisse de 12,8 p. 100), l'extraction des minerais de cuivre, de nickel, de plomb et de zinc (baisse de 5,1 p. 100) et l'exploitation des carrières de pierre (baisse de 3,7 p. 100).

La production des secteurs de l'agriculture, de la forêt, de la pêche et de la chasse s'est contractée de 0,4 p. 100 en 2012, la production forestière et l'abattage perdant 2,6 p. 100 et la production animale 1,1 p. 100. Les activités de soutien de l'agriculture et de l'exploitation forestière ont également régressé de 3,4 p. 100. La pêche, la

chasse et le piégeage étaient en croissance (3,2 p. 100), de même que les cultures agricoles (0,9 p. 100).

La crise européenne et l'incertitude qu'elle engendre ont continué à freiner la demande mondiale pour les produits canadiens en 2012, alors que la reprise aux États-Unis est demeurée lente mais en s'appuyant sur des bases plus solides. Ainsi, la croissance en volume de la production manufacturière, qui compte pour un peu moins de la moitié des industries productrices de biens, a été de 1,8 p. 100 pour l'année 2012, soit un léger recul par rapport au taux de croissance de 2,5 p. 100 enregistré l'année précédente.

Parmi les industries manufacturières, la croissance la plus élevée a été observée dans le secteur de la fabrication de matériel de transport (hausse de 9,4 p. 100), avec en tête les véhicules automobiles (hausse de 13,8 p. 100) et les pièces de véhicules automobiles, (gain de 19,1 p. 100). Le secteur de la fabrication de produits métalliques a aussi progressé fortement (hausse de 7,1 p. 100), l'industrie du forgeage et de l'estampage croissant de 12,9 p. 100 et la fabrication de chaudières, de réservoirs et de conteneurs maritimes gagnant 14,4 p. 100.

La production a également augmenté dans les secteurs de fabrication suivants : les machines (hausse de 5,3 p. 100), en particulier les machines de métallurgie (gain de 13,3 p. 100); les boissons et les produits du tabac (5,0 p. 100); les produits en bois (hausse généralisée de 3,9 p. 100); les produits minéraux non métalliques (2,9 p. 100), en particulier les produits de ciment et de béton (4,1 p. 100); les meubles et les produits connexes (2,8 p. 100); les produits chimiques (1,8 p. 100); les usines de textiles (1,8 p. 100); les produits du pétrole et du charbon (1,6 p. 100); les matières plastiques et les produits en caoutchouc (1,6 p. 100); l'imprimerie et les activités de soutien connexes (1,3 p. 100); et les métaux primaires (1,1 p. 100).

Au même moment, des baisses de production étaient observées dans plusieurs industries manufacturières. La fabrication d'ordinateurs

et de produits électroniques a été la plus touchée, régressant de 11,6 p. 100 (le sous-secteur de la fabrication de matériel de communication a subi un recul de 23,1 p. 100). Une autre baisse importante de 9,4 p. 100 a été enregistrée dans le vêtement et le cuir et la fabrication de produits connexes. Les autres secteurs baissiers sont ceux de la fabrication de produits divers (recul de 6,3 p. 100), du papier (4,7 p. 100); des aliments (2,7 p. 100) et du matériel, des appareils et des composantes électriques (0,4 p. 100). Au total, 13 des 19 secteurs principaux de fabrication ont progressé tandis que 6 ont reculé.

La production dans le secteur des services a progressé plus uniformément, la croissance moyenne se situant à 1,8 p. 100. Les services d'entreposage et de transport ont avancé de 1,9 p. 100, l'immobilier, la location et le crédit-bail, de 2,9 p. 100, et les services professionnels, scientifiques et techniques, de 2,0 p. 100. En volume, le commerce de gros et le commerce de détail ont crû de 2,2 p. 100 et de 1,5 p. 100, respectivement. Les finances et les assurances ont progressé de 2,1 p. 100, tandis que les soins

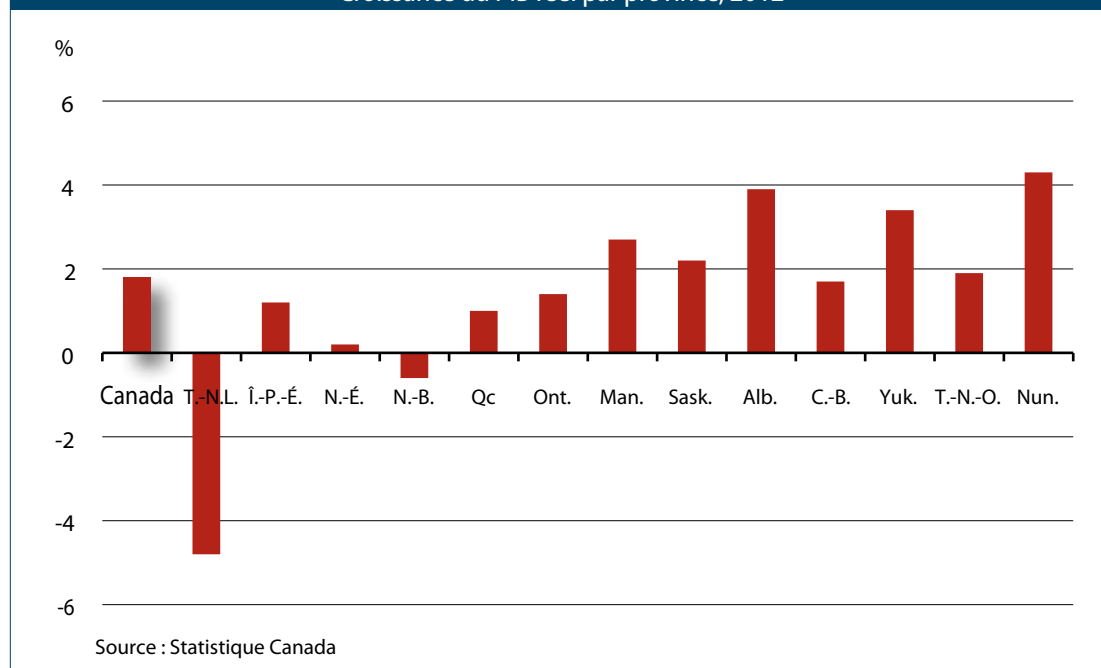
de santé et l'aide sociale augmentaient de 2,0 p. 100. La gestion de sociétés et d'entreprises a progressé de 2,9 p. 100, l'information et la culture ont avancé de 1,5 p. 100 et les services éducatifs, de 1,4 p. 100. Les arts, les spectacles et les loisirs sont le seul parmi les principaux secteurs à encaisser de nouveau un recul, soit de 1,6 p. 100 en 2012; le secteur de l'administration publique a aussi légèrement fléchi de 0,1 p. 100.

Le produit intérieur brut par province

La croissance de la production réelle au Canada en 2012 a ralenti par rapport à l'année précédente et l'impact a été ressenti dans la plupart des provinces et des territoires. Une province (le Manitoba) et un territoire (les Territoires du Nord-Ouest) ont fait mieux en 2012 qu'en 2011. Néanmoins, huit des dix provinces et tous les territoires ont inscrit une croissance positive. L'Alberta, le Manitoba, le Nunavut et le Yukon ont progressé le plus rapidement en 2012 à cause de l'expansion de la production pétrolière, de l'extraction minière et de la production

FIGURE 3-3

Croissance du PIB réel par province, 2012



agricole. Terre-Neuve-et-Labrador a subi une contraction et la croissance au Nouveau-Brunswick a également été négative l'an dernier. La production de l'administration publique fédérale a diminué dans la plupart des provinces et des territoires canadiens.

À **Terre-Neuve-et-Labrador**, la production réelle a chuté de 4,8 p. 100 en 2012. Une baisse de l'extraction de pétrole et de gaz en raison de travaux d'entretien, ainsi qu'un fléchissement dans l'extraction de minerais métalliques expliquent ce déclin, en dépit d'une augmentation de la production dans la plupart des grands secteurs industriels. Les activités de construction, en particulier, ont grimpé de 32 p. 100 et la fabrication, de 14 p. 100. Les industries de services ont avancé de 1,9 p. 100 sous l'impulsion des gains réalisés dans le commerce de détail, les finances et les assurances et les services d'architecture et d'ingénierie.

À **l'Île-du-Prince-Édouard**, le PIB réel a crû de 1,2 p. 100 en 2012, en baisse par rapport à la hausse de 1,7 p. 100 enregistrée en 2011. Le PIB de l'industrie de la pêche a progressé de 33 p. 100, tandis que l'extraction minière, pétrolière et gazière bondissait de 71 p. 100. La croissance a été freinée par un recul de 10 p. 100 dans la construction causée par une baisse des travaux d'ingénierie. La fabrication a avancé de 5 p. 100, marquée par une robuste croissance de 19 p. 100 dans la fabrication des machines et de 16 p. 100 dans l'industrie chimique. Le secteur tertiaire a progressé de 1,4 p. 100, l'éducation, la santé, le commerce de détail, les transports et les services bancaires arrivant en tête de file.

En **Nouvelle-Écosse**, la croissance du PIB réel a été marginale en 2012, à 0,2 p. 100, alors qu'elle avait atteint 0,6 p. 100 en 2011. La production réelle a diminué de 4,2 p. 100 dans les industries productrices de biens par suite de reculs dans l'extraction minière, l'exploitation des carrières, l'extraction de pétrole et de gaz, la fabrication, ainsi que la production, le transport et la distribution d'énergie électrique. La production du secteur des services a augmenté de

1,2 p. 100; le commerce de gros et le commerce de détail, les soins de santé et les services bancaires étaient en hausse, tandis que les services de l'administration publique fédérale et de la défense accusaient un repli.

Le **Nouveau-Brunswick** est la deuxième province où le PIB réel a diminué en 2012, soit de 0,6 p. 100, après une faible croissance de 0,2 p. 100 en 2011. La production des secteurs de production de biens a chuté de 3,6 p. 100, la construction, les mines, les carrières et l'énergie étant toutes en déclin. La production manufacturière a diminué de 1,6 p. 100 alors que la plupart des sous-secteurs ont reculé. La production agricole a renoué avec la croissance, de même que les industries de la pêche, de la chasse et du piégeage. La croissance marginale de 0,4 p. 100 des services est due aux gains réalisés dans le secteur des finances, des assurances et de l'immobilier, ainsi que dans les services d'éducation.

Au **Québec**, le PIB réel a crû de 1,0 p. 100 en 2012, ce qui représente un ralentissement par rapport à la hausse de 1,7 p. 100 observée en 2011. La croissance est principalement due à l'augmentation de la production des services, soit 1,3 p. 100, menée par le commerce de gros, les opérations bancaires, la location immobilière, les soins de santé et les services de génie et d'architecture et les services connexes. La production réelle des services de placement financier, des collèges communautaires et des cégeps et des services de l'administration publique fédérale a par ailleurs diminué.

Les gains réalisés dans les activités de construction ont atteint 4,4 p. 100 et proviennent de la construction de bâtiments non résidentiels et d'ouvrages de génie. L'extraction de minerais métalliques a également augmenté, tandis que les activités de soutien des opérations minières ont fléchi. La fabrication a reculé de 1,8 p. 100, avec des baisses dans les produits alimentaires, le vêtement, les produits pharmaceutiques, les produits métalliques primaires et le matériel informatique et électronique.

En **Ontario**, la production réelle a augmenté de 1,4 p. 100 en 2012, en baisse par rapport au taux de 1,8 p. 100 inscrit en 2011. La production manufacturière a progressé de 2,4 p. 100 en 2012, ce qui représente la troisième année consécutive d'expansion. La demande à l'exportation d'automobiles a suscité une augmentation significative de la production de véhicules et de pièces. La fabrication de machines et de produits métalliques et la fabrication de produits pharmaceutiques ont aussi fait des gains. La construction a progressé de 0,7 p. 100, l'activité accrue dans la construction résidentielle étant en partie compensée par des baisses dans la construction de bâtiments non résidentiels et d'ouvrages de génie. Les secteurs des services ont enregistré une croissance de 1,5 p. 100. Des hausses ont été observées dans les services bancaires, les transports, les services de santé, ainsi que les services professionnels, scientifiques et techniques. Les services de l'administration publique fédérale et de la défense ont par contre diminué.

La production réelle du **Manitoba** a augmenté de 2,7 p. 100 en 2012, après un gain de 1,8 p. 100 en 2011. En raison du temps plus clément, la production de cultures agricoles s'est redressée, gagnant 16,5 p. 100. La production de biens, en hausse de 5,2 p. 100, a dépassé la croissance de 1,7 p. 100 des industries de services. L'augmentation significative de l'extraction pétrolière et gazière a plus que compensé la baisse de l'extraction de minerais métalliques. La construction a progressé de 6,6 p. 100, marquée par une forte expansion dans la construction de bâtiments résidentiels et non résidentiels. Du côté des services, la vente en gros et le transport de produits pétroliers, de machines et de matériel et de fournitures et matériaux de construction, les services bancaires, le commerce de détail et les services professionnels, scientifiques et techniques ont tous avancé.

En **Saskatchewan**, le PIB réel a progressé de 2,2 p. 100 en 2012, ce qui est une décélération par rapport au taux de croissance de 5,0 p. 100 enregistré en 2011. Les pertes dans l'extraction

de minéraux non métalliques (surtout la potasse) ont été plus que compensées par l'expansion de la production pétrolière et gazière. La production manufacturière a bondi de 9,2 p. 100, grâce à l'augmentation de la production de machines, de produits du bois, de produits chimiques et de matériel de transport. La construction de bâtiments résidentiels et de structures non résidentielles a aussi avancé, mais les gains ont été compensés par un recul des travaux d'ingénierie. La production des services a augmenté de façon générale, avec des gains dans le commerce de détail, les services financiers, l'éducation, les services d'architecture et de génie et les services d'hébergement et de restauration.

En **Alberta**, la production réelle a augmenté de 3,9 p. 100 en 2012, ce qui est inférieur au taux de croissance de 5,3 p. 100 observé en 2011. Encore une fois, c'est la meilleure performance économique parmi les provinces canadiennes. En dépit d'un assouplissement des prix de l'énergie, la production du secteur de l'extraction pétrolière et gazière a progressé de 6,1 p. 100. Les services de soutien du secteur de l'extraction du pétrole et du gaz ont toutefois reculé de 17 p. 100. La production manufacturière a augmenté de 5,3 p. 100, stimulée par une expansion de la fabrication des produits métalliques, des machines, des produits du bois et des ordinateurs et produits électroniques. Le commerce de gros et les services de transport ont également progressé. Dans le secteur de la construction, la production a augmenté de 7,7 p. 100; les travaux de génie pour l'extraction du pétrole et du gaz et le secteur de l'énergie ont contribué de façon significative à cette progression. La forte demande de logements a fait bondir de 14 p. 100 la construction résidentielle. La production des services a avancé de 3,7 p. 100, le commerce de détail, les services professionnels, scientifiques et techniques et les services aux entreprises étant tous en expansion. Les soins de santé, l'éducation et les services des administrations publiques provinciales et locales ont aussi augmenté, tandis que la production réelle des services liés à la défense et à l'administration fédérale a diminué.

En **Colombie-Britannique**, le PIB réel a progressé de 1,7 p. 100, après un gain de 2,6 p. 100 en 2011. La production des industries de fabrication de biens a augmenté de 1,6 p. 100, l'extraction de minerais métalliques, la construction et la fabrication de produits en bois, de produits métalliques et de matériel de transport étant à l'origine de cette croissance. Des baisses significatives sont survenues dans l'extraction du pétrole et du gaz, la fabrication de produits en papier et les activités de soutien du secteur de l'extraction minière, pétrolière et gazière. Les activités de construction ont progressé de 4,5 p. 100 en 2012, avec des gains dans la construction résidentielle et les travaux de génie. Les industries de services ont avancé de 1,8 p. 100. La production réelle a augmenté dans le commerce de gros et le commerce de détail, les services de transport, la location de biens immobiliers, les services professionnels, scientifiques et techniques et les services de santé, mais elle a diminué dans les services de l'administration publique fédérale.

La production dans les territoires fluctue généralement davantage que dans les provinces en raison d'une population plus restreinte et d'une plus grande dépendance à l'égard d'activités telles que l'exploration et l'exploitation minière, où le PIB peut varier considérablement d'une année à l'autre. Dans les **Territoires du Nord-Ouest**, le PIB réel a augmenté de 1,9 p. 100 en 2012, après un recul de 4,9 p. 100 en 2011. Une augmentation significative de la production minière et de l'extraction de pétrole et de gaz est responsable de cette hausse, malgré le déclin continu des mines de diamant. Les travaux de génie ont augmenté de 33 p. 100, stimulés par l'activité accrue de la construction sur les sites miniers et d'un nouveau pont. La construction non résidentielle a régressé avec l'achèvement d'une grande école et de divers projets commerciaux. La production des services a par ailleurs augmenté de 0,5 p. 100, grâce à une hausse du commerce de gros et du commerce de détail et des services financiers et d'assurance.

Au **Nunavut**, la production réelle a augmenté de 4,3 p. 100 en 2012, après un gain de 4,8 p. 100 en 2011. L'extraction minière, pétrolière et gazière a avancé de 25 p. 100, tandis que le commerce de gros bénéficiait aussi d'un plus fort niveau d'activité. Cependant, les activités liées à la construction ont reculé de 19 p. 100. La production des services a progressé 1,5 p. 100, avec des hausses dans les transports, les finances et les assurances, l'éducation et les services de l'administration gouvernementale.

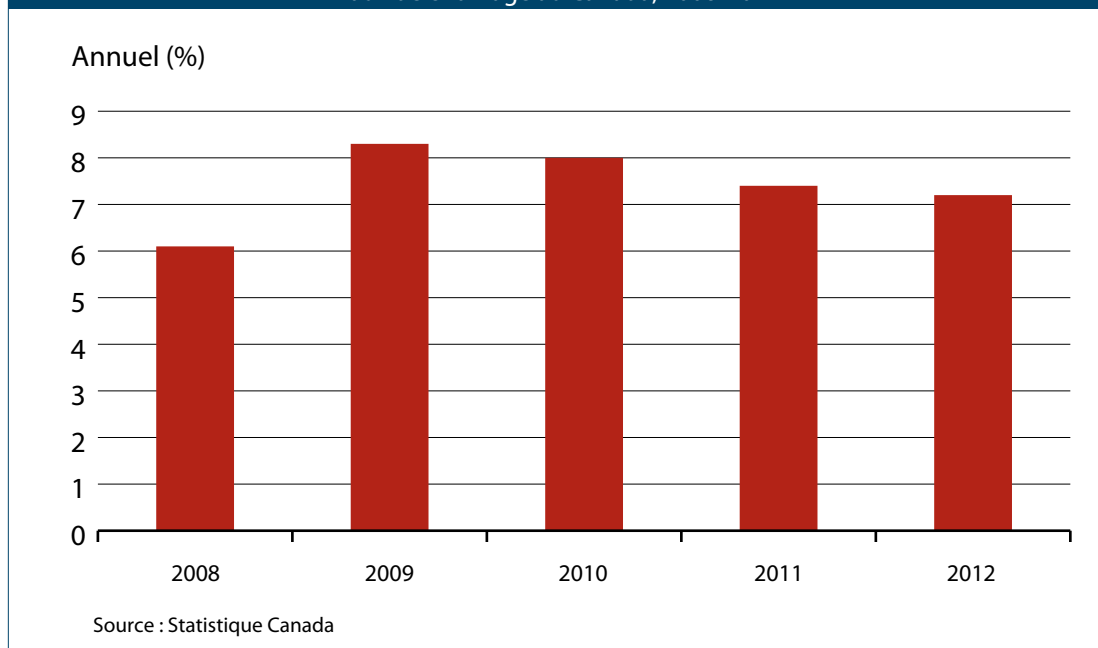
Au **Yukon**, le PIB réel a augmenté de 3,4 p. 100 en 2012 après un gain de 6,5 p. 100 en 2011. Les industries productrices de biens ont dominé la croissance, avec une hausse de 6,1 p. 100. La production minière a progressé de 21 p. 100, mais ce gain a été en partie annulé par la baisse de 24 p. 100 du secteur de la construction, suite à l'achèvement des travaux de génie pour un important projet d'énergie électrique. La production des industries de services a crû de 2,1 p. 100, les services de transport et d'hébergement et les services publics tels que l'éducation, les soins de santé et l'administration publique gouvernementale ayant tous contribué à l'augmentation.

L'emploi

L'emploi au Canada a connu une autre bonne année en 2012, surtout en comparaison de la situation mondiale. La reprise s'est accélérée par rapport à l'année précédente, l'emploi progressant de 1,8 p. 100. En 2012, 308 600 nouveaux emplois à temps plein ont été créés et 1 700 emplois à temps partiel ont disparu, avec un solde net de 310 300 nouveaux emplois. Du début à la fin de l'année, le taux de chômage a diminué de 0,4 point de pourcentage, passant de 7,5 p. 100 en décembre 2011 à 7,1 p. 100 en décembre 2012. Le taux de chômage moyen sur l'ensemble de l'année a baissé de 0,2 point de pourcentage par rapport à 2011, soit de 7,5 à 7,3 p. 100 (voir la figure 3-4).

FIGURE 3-4

Taux de chômage au Canada, 2008-2012



Les gains dans l'emploi se sont répartis inégalement à travers le pays. Alors que deux provinces de l'Atlantique ont perdu des emplois au cours de l'année – 10 000 emplois en Nouvelle-Écosse (baisse de 2,2 p. 100, annulant presque totalement les gains de 2011) et 7 200 emplois au Nouveau-Brunswick (baisse de 2,0 p. 100), d'autres ont mieux fait. Terre-Neuve-et-Labrador a pris la tête des provinces avec une progression de l'emploi de 3,9 p. 100 (8 900 nouveaux emplois, dont près des deux-tiers à temps plein), tandis que l'Île-du-Prince-Édouard gagnait 2,3 p. 100 (1 400 nouveaux emplois, tous à temps partiel). À la fin de décembre 2012, le taux de chômage était passé de 13,1 p. 100 (en décembre 2011) à 11,6 p. 100 à Terre-Neuve-et-Labrador et de 11,3 p. 100 à 11,0 p. 100 à l'Île-du-Prince-Édouard. Le chômage a par contre progressé en Nouvelle-Écosse (de 7,6 à 9,3 p. 100) et au Nouveau-Brunswick (de 9,9 p. 100 à 10,8 p. 100).

Parmi les provinces, le Québec est celle qui a affiché les gains les plus importants, créant 135 400 nouveaux emplois – la majorité à temps plein – soit plus de 40 p. 100 du total canadien.

Le taux de chômage s'établissait à 7,3 p. 100 en décembre 2012, bien en-dessous de la marque de 8,7 p. 100 enregistrée en décembre 2011.

L'Ontario a créé 102 800 nouveaux emplois, la plupart à temps plein, ce qui représente une augmentation de 1,5 p. 100 de l'emploi qui laisse néanmoins le taux de chômage à un niveau un peu plus élevé en décembre 2012 avec une augmentation de 0,2 point de pourcentage par rapport à l'année précédente. Le nombre d'emplois a progressé de 12 100 au Manitoba, un gain de 1,9 p. 100, faisant passer le taux de chômage à 5,2 p. 100 à la fin de 2012, contre 5,4 p. 100 à la fin de 2011. La Saskatchewan a ajouté 16 600 emplois, soit une augmentation de 3,1 p. 100 qui a ramené le taux de chômage de 5,2 p. 100 à la fin de 2011 à 4,6 p. 100 à la fin de 2012.

Plus à l'ouest, la croissance de l'emploi a ralenti en Alberta à 1,5 p. 100 pour l'année, résultant en une augmentation de 32 400 emplois. En fait, 53 300 emplois à temps plein ont été créés et 21 000 emplois à temps partiel ont été perdus au cours de 2012, et le taux de chômage a légèrement fléchi à 4,5 p. 100 en décembre 2012. La

Colombie-Britannique a aussi créé 17 700 nouveaux emplois, une croissance de seulement 0,8 p. 100, ce qui a néanmoins fait baisser son taux de chômage de 0,6 point de pourcentage à 6,4 p. 100 à la fin de 2012.

L'augmentation de l'emploi par secteur est répartie assez également entre les industries produisant des biens (74 200 nouveaux emplois, soit une augmentation de 1,9 p. 100) et les industries de services (236 100 nouveaux emplois, une hausse de 1,7 p. 100). Les services publics ont dominé les gains d'emplois dans les secteurs de production de biens en 2012 (hausse de 8,0 p. 100), ce qui ne représente cependant que 10 800 nouveaux emplois. Un plus grand nombre d'emplois a été créé globalement dans le secteur de la fabrication (47 300 emplois, ou 2,7 p. 100) et celui de la construction (8 800 emplois, soit 0,7 p. 100), tandis que l'emploi en agriculture a augmenté de 3,0 p. 100 (9 100 nouveaux emplois). Les industries de l'exploitation forestière, la pêche, les mines, les carrières et l'extraction du pétrole et du gaz ont perdu 1 900 emplois (baisse de 0,5 p. 100).

L'emploi a augmenté assez uniformément dans les industries de services, à quelques exceptions près. Il a augmenté de façon considérable dans le secteur des services éducatifs (99 100 nouveaux emplois, une expansion de 8,1 p. 100) et dans le secteur des finances, de l'assurance, de l'immobilier et de la location (64 500 nouveaux emplois, une croissance de 6,1 p. 100). Une croissance remarquable a également été observée dans l'emploi du secteur des soins de santé et de l'aide sociale, avec 69 600 nouveaux postes (hausse de 3,3 p. 100). En revanche, l'emploi dans les services professionnels, scientifiques et techniques a diminué (perte de 70 800 emplois, soit 5,2 p. 100). Des emplois ont également disparu dans l'administration publique, soit 17 800 postes ou 1,8 p. 100 du total.

À la fin de 2012, le nombre d'emplois s'établissait à 17,7 millions, ce qui est bien au-dessus des 17,2 millions emplois enregistrés au sommet ayant précédé la récession, en octobre 2008, alors que plus de 310 000 nouveaux emplois ont été créés durant l'année et plus de 1 million depuis le creux de la grande récession. Toutefois, la croissance de l'emploi a stagné durant quelques mois après décembre 2012 en raison d'une conjoncture économique plus difficile, mais l'emploi a rebondi à un niveau de 17,7 millions en mai.

Le taux de participation au Canada est demeuré à peu près au même niveau qu'en 2011, la moyenne pour 2012 se situant à 66,7 p. 100. Bien la baisse n'ait pas été aussi prononcée qu'aux États-Unis, le taux de participation a encaissé un sérieux revers au cours de la grande récession qui n'a pas encore été comblé. Sur une base annuelle, le taux de participation a constamment fléchi, passant de 67,6 p. 100 en 2008 à 66,7 p. 100 en 2012.

L'inflation

L'inflation a été très modérée au Canada en 2012. Les prix à la consommation ont augmenté de seulement 1,5 p. 100 sur l'année, après une hausse de 2,9 p. 100 en 2011, selon le panier de biens et services utilisé par Statistique Canada dans le calcul de son indice des prix à la consommation (IPC). L'inflation a ralenti de près de moitié en 2012, en grande partie à cause des prix modérés de l'essence et des aliments. Cette tendance ressort de l'IPC global excluant les aliments et l'énergie, qui n'a ralenti que de 0,3 point de pourcentage, passant de 1,6 p. 100 en 2011 à 1,3 p. 100 en 2012, alors que l'inflation de base (selon la définition de la Banque du Canada¹) a en fait augmenté – passant de 1,6 p. 100 en 2011 à 1,7 p. 100 en 2012.

1 L'indice de base de la Banque du Canada est un agrégat spécial de l'IPC qui exclut huit de ses composantes les plus instables (les fruits, les légumes, l'essence, le mazout, le gaz naturel, les intérêts hypothécaires, le transport interurbain et les produits du tabac) ainsi que l'effet des changements dans les impôts indirects sur les autres composantes. Il est utilisé par la Banque du Canada comme instrument de politique afin d'aider à dissiper la volatilité temporaire des prix en vue de maintenir l'inflation globale à l'intérieur d'une gamme cible de 1 à 3 p. 100.

L'augmentation en 2012 a été bien inférieure aux taux de croissance annuelle moyens de l'IPC observés au cours de la décennie précédente et représente la hausse la plus faible depuis 1996. Néanmoins, les prix ont augmenté dans les huit composantes principales de l'IPC durant l'année, les aliments et les transports continuant d'afficher les plus fortes hausses. Cependant, le taux d'inflation était plus faible que l'an dernier pour sept des huit composantes principales de l'IPC. Le taux d'inflation est resté le même pour les dépenses courantes, l'ameublement et l'équipement des ménages.

Les prix des aliments ont augmenté de 2,4 p. 100 en 2012, freinant un peu la croissance de 3,7 p. 100 enregistrée en 2011. Pour les aliments achetés en magasin, les prix ont ralenti davantage (hausse de 2,3 p. 100 en 2012 contre 4,2 p. 100 en 2011), malgré une hausse des prix de la viande au même rythme que l'année précédente, soit 5,3 p. 100, et des prix des poissons et des fruits de mer, qui ont augmenté de 2,6 p. 100 en 2012 alors qu'ils n'avaient progressé que de 0,3 p. 100 en 2011. Le principal facteur à l'origine du ralentissement est le fléchissement des prix des légumes de 3,2 p. 100 en 2012, en comparaison d'une hausse de 7,1 p. 100 en 2011. Les autres produits dont la progression des prix a ralenti sont les produits de boulangerie et les céréales (hausse de 3,0 p. 100 en 2012 contre 5,2 p. 100 en 2011), les produits laitiers et les œufs (hausse de 1,4 p. 100 en 2012 contre 2,9 p. 100 en 2011) et les autres produits alimentaires et les boissons non alcoolisées (hausse de 2,2 p. 100 en 2012 contre 3,3 p. 100 en 2011). L'augmentation des prix des aliments achetés dans un restaurant a ralenti légèrement, passant de 2,8 p. 100 en 2011 à 2,4 p. 100 en 2012, la plus forte baisse touchant les prix des aliments des établissements de restauration rapide et d'aliments à emporter.

Les prix du logement ont augmenté de 1,2 p. 100, ce qui est moindre que la hausse de 1,9 p. 100 enregistrée en 2011. La progression des coûts de l'eau, du carburant et de l'électricité a ralenti, avec une hausse de seulement 1,2 p. 100, qui est inférieure à la croissance de 4,0 p. 100 au cours de 2011. Cela est attribuable à la chute

de 10,3 p. 100 des coûts du gaz naturel, malgré l'augmentation continue des coûts de l'eau (hausse de 6,4 p. 100 en 2012 et de 5,8 p. 100 en 2011). Les coûts de logement des propriétaires ont augmenté plus lentement en 2012 (1,2 p. 100) qu'en 2011 (1,4 p. 100), en raison de taux hypothécaires plus bas et du prix modéré des assurances; les coûts de logement des locataires ont monté légèrement, passant de 1,1 p. 100 en 2011 à 1,4 p. 100 en 2012.

Les coûts associés aux dépenses courantes, à l'ameublement et à l'équipement des ménages ont augmenté de 1,9 p. 100 en 2012, soit au même rythme qu'en 2011. Cela est principalement imputable à la baisse continue des prix des articles d'ameublement et d'équipement, qui ont diminué de 0,6 p. 100, essentiellement en raison de la baisse des prix des meubles et des textiles. Ce fléchissement des prix a partiellement été compensé par la progression plus rapide des prix des communications et des produits d'entretien ménager. Dans la catégorie de l'habillement, des chaussures et des accessoires, les prix ont légèrement augmenté l'an dernier (0,1 p. 100), tandis que les prix des vêtements et des chaussures étant encore en déclin; cette baisse a été compensée par le coût croissant des accessoires de vêtements, des montres et des bijoux, qui a avancé de 4,7 p. 100, et les coûts du matériel et des services pour les vêtements, qui ont gagné 2,6 p. 100, ce qui s'est soldé par une augmentation globale.

Les frais de transport ont augmenté d'un modeste 2,0 p. 100, ce qui est toutefois suffisamment élevé pour placer cette catégorie en seconde place derrière l'alimentation au chapitre de l'inflation. La flambée des coûts de l'essence survenue en 2011 (augmentation de 20,0 p. 100) a presque cessé en 2012, où la hausse n'a été que de 2,5 p. 100. Cela a eu pour effet de réduire la croissance des coûts du transport privé, passée de 6,6 p. 100 en 2011 à 1,9 p. 100 en 2012. Les frais de transport public interurbain ont aussi décéléré de 7,7 p. 100 en 2011 à 2,3 p. 100 en 2012, alors que le coût du transport en commun local et vers la banlieue a augmenté au même rythme que l'année précédente, soit 2,4 p. 100.

Les prix pour l'ensemble des transports en commun étaient donc en hausse de 2,3 p. 100 en 2012, ce qui est tout de même inférieur au taux d'inflation de 5,6 p. 100 enregistré en 2011.

Dans le secteur de la santé et des soins personnels, les prix ont avancé de 1,4 p. 100 en 2012, soit moins que le taux de 1,7 p. 100 observé en 2011. Les prix des produits de soins de santé ont diminué de 1,0 p. 100, mais la hausse des prix des services liés aux soins de santé et aux soins personnels (2,4 p. 100 et 2,1 p. 100, respectivement) est venue compenser cette baisse.

Les prix du matériel de récréation, d'enseignement et de lecture ont augmenté de 0,6 p. 100 l'an dernier, en baisse par rapport à la hausse de 1,3 p. 100 de 2011. Les prix des marchandises associées à cette catégorie ont généralement chuté – le matériel de divertissement à la maison, de 8,2 p. 100, et l'équipement et les services de loisir, de 3,5 p. 100; toutefois, ces baisses de prix ont été plus que compensées par la hausse des prix de l'éducation (y compris les frais de scolarité), des services culturels et récréatifs divers et des services de voyage.

Enfin, les prix des produits du tabac et des boissons alcoolisées ont augmenté de 1,5 p. 100 en 2012, soit moins que la hausse de 1,9 p. 100 enregistrée en 2011. L'augmentation des prix des produits du tabac a ralenti sensiblement (1,3 p. 100 en 2012 par rapport à 3,7 p. 100 en 2011), mais les prix des boissons alcoolisées ont augmenté plus rapidement que l'année précédente (hausse de 1,5 p. 100 en 2012 contre 0,3 p. 100 en 2011).

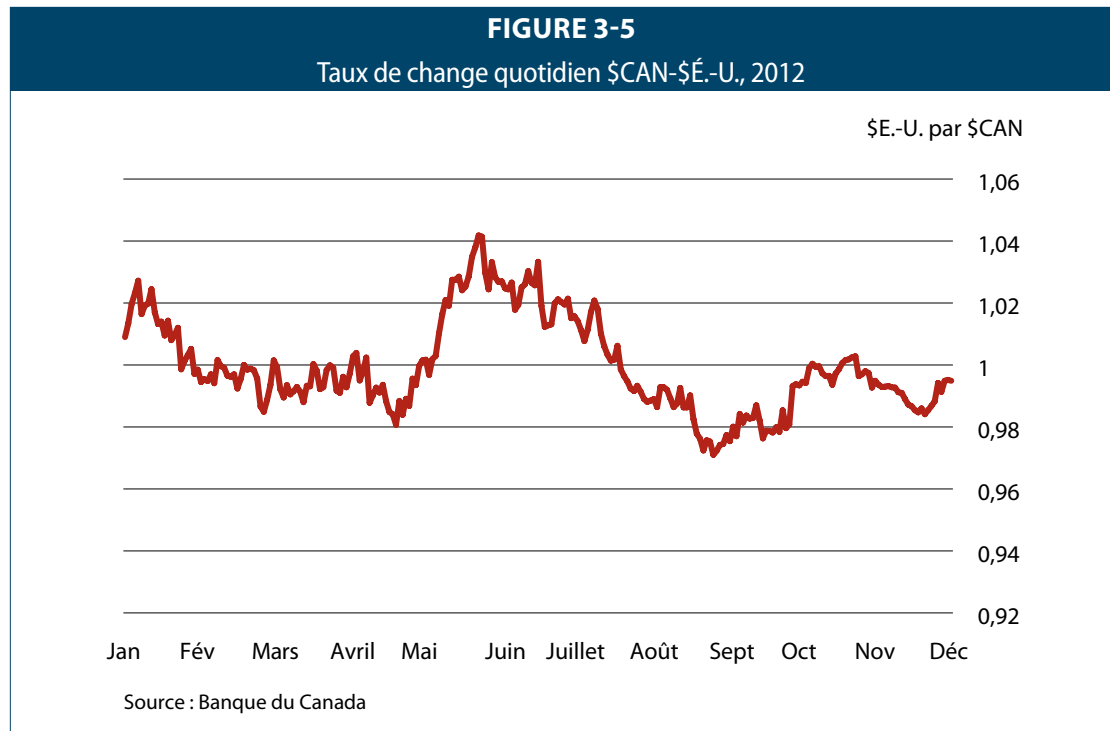
Au niveau des provinces, l'inflation a été à peu près égale à travers le pays. Whitehorse au Yukon et Yellowknife dans les Territoires du Nord-Ouest ont affiché les taux d'inflation les plus élevés, à 2,3 p. 100 et 2,2 p. 100, respectivement. Dans les provinces de l'Atlantique, Terre-Neuve-et-Labrador arrivait en tête avec un taux d'inflation de 2,1 p. 100, la Nouvelle-Écosse et l'Île-du-Prince-Édouard affichaient un taux d'inflation de 2,0 p. 100 et le Nouveau-Brunswick, un taux de 1,7 p. 100. Les

prix ont augmenté de 2,1 p. 100 durant l'année au Québec, mais de seulement 1,4 p. 100 en Ontario. Le Manitoba et la Saskatchewan ont enregistré une hausse des prix de 1,6 p. 100; enfin, l'Alberta et la Colombie-Britannique ont affiché le taux d'inflation le plus bas au pays, soit 1,1 p. 100.

Le dollar canadien

L'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain s'est interrompue en 2012. Après avoir gagné 10,9 p. 100 contre le dollar É.-U. en 2010 et 4,1 p. 100 en 2011, la valeur du dollar canadien a reculé de 1,1 p. 100 par rapport au billet vert en 2012. L'évaluation moyenne de 251 jours du dollar canadien était presque à parité avec le dollar américain en 2012 – à 1,00042 \$É.-U. – ayant cédé un cent É.-U. sur l'année. Pour ce qui est des autres principales monnaies, la valeur annuelle moyenne du dollar canadien a augmenté de 7,1 p. 100 par rapport à l'euro et de 0,1 p. 100 par rapport à la livre sterling, mais elle a diminué de 1,0 p. 100 par rapport au yen japonais.

Les fluctuations dynamiques annuelles du dollar canadien par rapport au dollar américain ont été comparativement modérées en 2012 (voir la figure 3-5). Les hauts et les bas survenus au cours de l'année ont été contenus dans une fourchette de 7 cents (allant de 0,97 \$É.-U. à 1,04 \$É.-U.), ce qui est un peu plus de la moitié de la bande de 12 cents observée en 2011. Le 3 janvier 2012, le dollar canadien était presque à parité avec le dollar américain (1,009 \$É.-U.) et il a rapidement atteint un sommet localisé de 1,027 \$É.-U. le 9 janvier suivant. Cette tendance s'est rapidement renversée avec un retour à la parité vers la fin de janvier, suivi d'une longue période de stabilité autour de la parité. Une nouvelle baisse modeste s'est produite durant la seconde moitié d'avril, le dollar canadien tombant à 0,981 \$É.-U. le 27 avril, suivie d'un bond rapide qui a propulsé le dollar canadien au sommet de sa valeur, soit 1,042 \$É.-U., au début de juin. À partir de là, le dollar canadien a décliné progressivement pour rejoindre la parité au début d'août et toucher le niveau le plus bas de l'année,



soit 0,971 \$É.-U., le 14 septembre. À la fin du mois d'octobre, le dollar canadien remontait à la parité, puis replongeait légèrement en décembre, pour clôturer l'année comme il l'avait

commencée, c'est-à-dire près de la parité (0,995 \$É.-U.) le 31 décembre, le dernier jour d'ouverture des marchés de l'année². ■

² Statistiques sur les taux de change quotidiens à midi de la Banque du Canada, disponibles sur le site <http://www.bankofcanada.ca/rates/exchange/10-year-lookup/>.

Les répercussions économiques de l'Accord commercial Canada-Chili

2012 a marqué le 15^e anniversaire de la mise en application de l'Accord de libre-échange Canada-Chili (ALECC). Cet anniversaire offre à la fois une occasion et une rétrospective pour évaluer les résultats de l'Accord et déterminer dans quelle mesure il a concrétisé son potentiel. Tel qu'il ressort d'une étude récente du Bureau de l'économiste en chef¹, l'Accord a été un grand succès. Le Canada et le Chili ont pu élargir leurs échanges commerciaux bilatéraux, récolter des avantages autres que ceux découlant des réductions tarifaires et engendrer d'importants gains de revenus. L'étude révèle que le commerce entre le Canada et le Chili a progressé annuellement à un rythme 12 p. 100 plus rapide qu'en l'absence de l'ALECC. En outre, l'Accord a fait une contribution annuelle d'un quart de milliard de dollars (soit 250 millions de dollars) aux revenus des Canadiens.

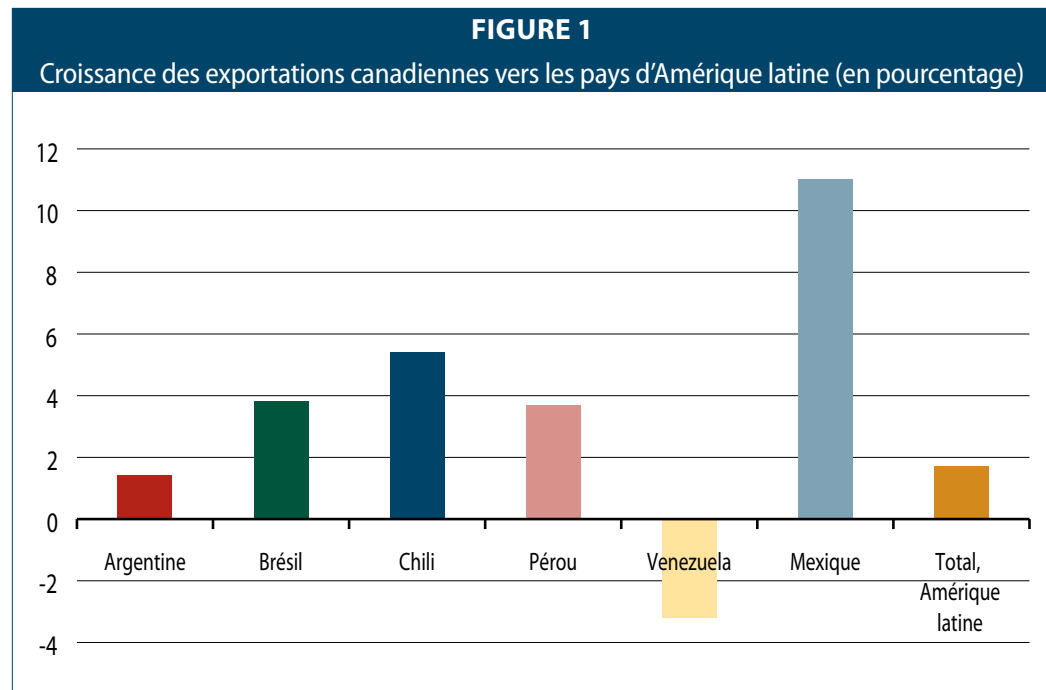
Expansion des échanges commerciaux

Les échanges bilatéraux de marchandises entre le Canada et le Chili ont augmenté de façon impressionnante au cours des 15 années qui ont suivi l'entrée en vigueur de l'ALECC. Les exportations canadiennes vers le Chili ont plus que doublé, passant de 392 millions de dollars en 1997 à 819 millions de dollars en 2011, soit un taux de croissance moyen annuel de 5,4 %. Les importations canadiennes en provenance du Chili se sont multipliées par six, passant de seulement 326 millions de dollars en 1997 à 1,9 milliard de dollars en 2011, un taux de croissance annuel moyen de 13,5 p. 100. Cependant, l'or – qui n'est pas visé par l'ALECC – a compté pour près de 50 p. 100 des importations canadiennes provenant du Chili en 2011. Même en excluant l'or, les importations canadiennes du Chili ont atteint 1 milliard de dollars, soit le triple du niveau enregistré en 1997.

Les répercussions de l'ALECC sont encore plus évidentes lorsqu'on compare la croissance du commerce Canada-Chili à celle du commerce du Canada avec d'autres pays sud-américains. Entre 1997 et 2011, les exportations canadiennes vers l'Amérique latine ont augmenté de seulement 1,7 % l'an en moyenne, tandis que les importations en provenance de cette région ont avancé de 3,1 %. À la faveur de la croissance beaucoup plus rapide du commerce Canada-Chili au cours de cette période, le Chili venait au troisième rang des plus importants partenaires commerciaux du Canada dans cette région en 2011, alors qu'il occupait la septième place en 1997.

Divers facteurs autres que les accords commerciaux peuvent influencer sur les échanges bilatéraux, dont la performance économique générale, les mouvements de devises et des développements propres à un secteur, entre autres. Ainsi, afin d'évaluer l'effet de l'ALECC sur le commerce, il faut faire abstraction de tout effet obscurcissant en ayant recours à l'analyse économétrique. Celle-ci révèle qu'en moyenne, les échanges entre le Canada et le Chili ont augmenté à un rythme annuel de 12 p. 100 supérieur à ce qu'il aurait été en l'absence de l'Accord. Il s'agit de l'effet global (*all-in*) de l'ALECC, qui capte les effets tarifaires et non tarifaires. Ce résultat concorde avec la notion voulant que les accords de libre-échange influent souvent sur les

1 http://international.gc.ca/wet30-8/Analysis-analyse/Studies-Etudes/canada_chile-canada_chili/econo_impact_toc-TDM.aspx?lang=fra



échanges commerciaux au-delà des mécanismes traditionnels tels que les réductions tarifaires. Il indique aussi que les mesures de libéralisation des investissements et des services que l'on retrouve habituellement dans la génération plus récente d'accords de libre-échange, auxquelles s'ajoute la certitude supplémentaire inhérente à un accord commercial, pourraient avoir un effet significatif sur le commerce bilatéral de marchandises au-delà de l'effet suscité par l'abaissement des droits tarifaires.

Les gains sous forme de nouveaux échanges commerciaux

L'ALECC a non seulement contribué à accroître le commerce entre le Canada et le Chili, mais il a permis d'élargir la variété des produits échangés. En 2011, on comptait plus de 900 variétés de produits nouveaux importées du Chili qui n'étaient pas importées en 1996, tandis que plus de 1 000 nouvelles variétés de produits étaient exportées au Chili par comparaison avec 1996. Cela est conforme à l'idée que les accords commerciaux préférentiels entraînent à la fois une augmentation des flux commerciaux et la création de nouveaux échanges. Il est à noter que dans le cas de l'ALECC, l'expansion du commerce a été dominée par son effet sur l'étendue des produits échangés plus que par son effet sur le volume du commerce. Les nouvelles variétés de produits représentaient près de 57 % des échanges bilatéraux entre le Canada et le Chili en 2011 et environ 79 % de l'augmentation nette du commerce provenait des nouvelles variétés de produits échangés.

Une approche similaire peut être employée pour analyser les effets de création de commerce de l'ALECC, en décomposant le commerce en deux volets : celui attribuable à l'augmentation du volume des échanges de chaque produit (marge intensive) ou à l'augmentation du nombre de produits (marge extensive). Pour les importations canadiennes en provenance du Chili, les marges intensives et extensives ont augmenté suite à la mise en œuvre de l'ALECC. En revanche,

TABLEAU 1					
Changements au niveau des produits échangés avec le Chili, 1996 et 2011					
		En 1996	En 2011		
			Produits existants	Nouveaux produits	Total
Importations du Chili	Nombre de produits	454	288	922	1 210
	Valeur (milliards \$)	0,34	0,72	1,19	1,91
Exportations au Chili	Nombre de produits	848	581	1 178	1 759
	Valeur (milliards \$)	0,42	0,46	0,36	0,82

pour les exportations du Canada au Chili, la marge extensive a eu beaucoup plus d'importance que la marge intensive. Cela indique que, comme on aurait pu s'y attendre, l'ALECC a réussi à abaisser le seuil d'entrée sur le marché chilien pour les exportateurs canadiens. Cependant, dans le cas des produits existants, il y a eu une baisse du volume des échanges. Cela peut être imputable à une plus grande concurrence suscitée par les nombreux accords commerciaux que le Chili a signés avec d'autres pays.

Une étude complémentaire, commandée pour voir comment les exportateurs se sont ajustés à l'ALECC, a utilisé un ensemble de données différent (des données au niveau de l'entreprise) et abouti à des résultats très similaires². Cette étude révèle que la marge intensive associée aux produits plus anciens a soutenu la croissance des exportations canadiennes au Chili au cours des premières années qui ont suivi l'Accord. Cependant, sur un horizon plus lointain après la mise en œuvre de l'ALECC, la contribution des nouvelles entreprises offrant de nouveaux produits a augmenté de façon presque exponentielle. En conséquence, les entreprises nouvelles et les nouveaux produits ont façonné l'effet à long terme de l'ALECC, tandis que les anciennes entreprises et les anciens produits ont dicté l'effet à court terme de l'ALECC.

Bien-être économique

Les accords de libre-échange sont importants non seulement en raison de leur impact sur le commerce, mais aussi de leurs effets positifs sur les revenus des Canadiens par le biais d'une diminution des prix et d'une meilleure affectation des ressources au Canada. C'est en fait ce que l'on a observé dans le cas de l'ALECC, dont la contribution annuelle aux revenus des Canadiens a été évaluée à 250 millions de dollars. ■

2 Voia, Marcel, et Youssef Budribila (2013), « Measuring the Impact of CCFTA on Canadian Exports to Chile through Product Diversification, New Entry, and Margin of Trade », mémo.

Un aperçu des révisions historiques au Système des comptes économiques nationaux du Canada

Statistique Canada apporte régulièrement des révisions au Système des comptes économiques nationaux du Canada (SCENC) afin d'intégrer les renseignements les plus récents sur l'économie provenant des recensements et des enquêtes annuelles et d'améliorer les méthodes d'estimation. Ces révisions se limitent à quelques années. Cependant, les comptes nationaux font périodiquement l'objet de révisions historiques dont la portée est beaucoup plus large, englobant une plus longue période et comportant des modifications au niveau de la conception, de la classification et de la présentation, ainsi que des changements statistiques importants. En octobre 2012, Statistique Canada a dévoilé des révisions historiques pour le SCENC. Ces révisions remontent jusqu'en 1981 et l'on prévoit reculer ultérieurement jusqu'en 1947 sur une base trimestrielle et jusqu'en 1926 sur une base annuelle. Cet encadré résume les principaux changements qui ont été apportés aux comptes nationaux.

Pourquoi une révision historique du SCENC?

Les données révisées sont le fruit d'un projet visant à aligner plus étroitement le système canadien aux nouvelles normes internationales établies en 2009 par les organismes internationaux, dont la Banque mondiale et le Fonds monétaire international. Ces révisions contribuent à maintenir l'exactitude et la pertinence des comptes économiques canadiens. Elles font en sorte que les données économiques canadiennes soient comparables au niveau international et compilées à l'aide des dernières avancées méthodologiques. D'autres pays s'affairent aussi à mettre à jour leurs comptes économiques selon la nouvelle norme internationale. À titre d'exemple, les États-Unis publieront en juillet 2013 les modifications fondées sur ces nouvelles normes.

Au Canada, le passage à la nouvelle norme a aussi été l'occasion d'intégrer des sources de données et des techniques statistiques à jour. Ces changements ont permis d'ajouter plus de détails à des estimations économiques existantes et reflètent la nature changeante de l'économie canadienne. Ainsi, la nouvelle approche mesure les flux de revenus de plusieurs secteurs de l'économie, ce qui permet de mieux comprendre comment le revenu sert à la consommation ou à l'épargne et comment il est redirigé vers d'autres secteurs par le processus de prêt et d'emprunt. À cette fin, le SCENC, qui couvrait auparavant trois secteurs (les particuliers, les entreprises non constituées en sociétés et les administrations publiques), englobe maintenant cinq secteurs résidents (les sociétés non financières, les sociétés financières, les gouvernements, les organismes sans but lucratif desservant les ménages et les ménages).

Révisions du produit intérieur brut

Un certain nombre de modifications apportées au nouveau SCENC ont une incidence sur la mesure du produit intérieur brut (PIB). Dans l'ensemble, ces modifications n'entraînent pas un changement substantiel dans le niveau, le taux de croissance nominal ou le taux de croissance réel du PIB.

Voici les principales modifications ayant une incidence sur la mesure du PIB :

- La reclassification des dépenses en recherche et développement (R-D) des entreprises et des gouvernements en tant qu'investissement (formation brute de capital fixe). Auparavant, les dépenses en R-D étaient traitées comme des dépenses intermédiaires pour les entreprises et des dépenses de consommation finale pour les gouvernements.
- La reclassification des systèmes d'armes militaires de dépenses de consommation finale en investissement des gouvernements.
- Remplacement de la méthode d'amortissement employée pour la consommation de capital fixe des gouvernements, d'une formule linéaire à une formule géométrique.

Le changement le plus important au PIB fondé sur le revenu a été un changement au niveau de la présentation. L'ancienne présentation du PIB selon le revenu représentait une combinaison de concepts des comptes nationaux (revenu du travail, impôts moins subventions) et de concepts de comptabilité des entreprises (bénéfices des entreprises, bénéfice net des entreprises non constituées en sociétés), avec des ajustements pour assurer une harmonisation avec les pratiques comptables nationales (corrections de la valeur des stocks, revenus de placement divers). Afin de mieux aligner la présentation canadienne sur la norme internationale, la mesure de PIB selon le revenu correspond maintenant à la somme de la rémunération des salariés (ou rendement de la main-d'œuvre utilisée dans la production de biens et de services), de l'excédent brut d'exploitation (ou rendement sur les capitaux utilisés dans la production de biens et de services), des revenus mixtes bruts (ou rendement du travail et du capital utilisés dans la production de biens et de services lorsqu'ils ne peuvent être identifiés séparément, comme pour les entreprises non constituées en sociétés) et des impôts moins les subventions.

Qu'est-ce que le Système des comptes économiques nationaux du Canada (SCENC)?

Le Système des comptes économiques nationaux du Canada (SCENC) est un ensemble d'énoncés statistiques, ou de comptes, qui fournissent chacun un portrait agrégé de l'activité économique au cours d'une période donnée. Chaque compte se différencie des autres du fait qu'il offre une perspective différente de l'économie. Étant donné que ces comptes utilisent tous un ensemble commun de définitions, de concepts et de classifications, et qu'ils comportent un lien explicite entre eux, ils constituent un système intégré. Pris globalement, le SCENC donne un aperçu détaillé des changements qui se produisent dans l'économie; il fournit également une importante base pour l'analyse économique. En outre, au-delà de l'économie nationale, la dimension provinciale et territoriale ressort également du SCENC.

Le système se compose d'un certain nombre de rapports statistiques différents, notamment : 1) **les comptes des revenus et dépenses**, qui montrent toutes les différentes sources de revenus (par exemple les traitements et salaires des particuliers, les bénéfices des sociétés, les transferts, les dividendes et les autres revenus de placements), ainsi que de toutes les formes de dépenses dans l'économie (comme les dépenses de consommation, les dépenses gouvernementales, les investissements dans des entreprises et les exportations

et les importations); 2) **la balance des paiements internationaux**, qui met l'accent sur les relations économiques de notre pays avec le reste du monde, en particulier notre commerce, nos investissements, les voyages et les autres transactions avec des non-résidents; 3) les **comptes d'entrées-sorties**, qui montrent la production d'une industrie ou de l'économie par bien (ce qui englobe les biens et services), en détaillant les matières premières, les pièces, les composants et les services que la production requiert d'autres industries. Ces comptes offrent un tableau détaillé structurel de l'économie qui couvre plus de 700 produits de base et 300 industries; 4) les **comptes financiers et du patrimoine**, qui regroupent les comptes des flux financiers et les comptes du bilan national. Les comptes des flux financiers montrent les prêts, les emprunts et les investissements de chaque secteur par type d'actif financier (actions, obligations, prêts, etc.), tandis que les comptes du bilan.

Pour la mesure du PIB fondée sur les dépenses, l'expansion des unités institutionnelles dans l'approche révisée permet une plus grande séparation des dépenses. En conséquence, les transactions des organismes sans but lucratif desservant les ménages et les dépenses des administrations publiques autochtones ont été retirées des dépenses des ménages et inscrites dans leur propre secteur. Il en résulte une révision importante à la baisse des dépenses de consommation finale des ménages de quelque 32,3 milliards de dollars en 2011. De plus, diverses améliorations méthodologiques ont été apportées à certains postes de dépenses des ménages, entraînant une hausse des dépenses estimatives, mais insuffisante pour compenser les baisses découlant du traitement distinct des transactions des organismes sans but lucratif desservant les ménages et des dépenses des administrations publiques autochtones.

L'effet net de ces modifications est un léger déplacement vers le haut du niveau du PIB sur la période de révision. En 2011, la dernière année complète pour comparer les estimations nouvelles et anciennes, la valeur nominale du PIB a été relevée de près de 41,7 milliards de dollars par suite des révisions. Ce n'est pas une somme très importante en comparaison de la taille de l'économie, qui est de 1,8 billion de dollars. Par conséquent, la révision à la hausse a eu peu d'impact sur la croissance du PIB nominal, soit un gain moyen de 0,15 point de pourcentage en chiffres absolus pour le taux de croissance du PIB nominal. De même, les révisions ont eu peu d'impact sur la croissance du PIB réel, avec un gain moyen de 0,14 point de pourcentage en termes absolus pour le taux annuel de croissance réelle.

Cependant, ce qui suscite un intérêt particulier, ce sont les taux réels de croissance durant les cycles économiques caractérisés par une récession et une période de reprise. La révision historique a peu altéré l'ampleur ou la durée des contractions économiques survenues en 1982 et 1991, mais a permis de montrer que la crise économique de 2008-2009 a été plus importante et plus sévère qu'on l'avait cru : les reculs au quatrième trimestre de 2008 et au premier trimestre de 2009 ont été plus prononcés que ce qu'on avait estimé auparavant.

À noter également les changements nets à la baisse de la consommation finale des ménages combinée (résultant du retrait des dépenses des ménages des transactions des organismes sans but lucratif desservant les ménages et des administrations publiques autochtones), tandis

que la révision à la hausse du PIB global a réduit la part des dépenses des ménages dans le PIB. Toutefois, ces changements ont laissé les taux de croissance sous-jacents des dépenses de consommation finale des ménages sensiblement inchangés par rapport aux estimations antérieures fondées sur l'ancienne version du SCENC.

Révisions au compte courant et au compte de capital

Le principal changement associé à cette révision concerne également l'ajout de nouveaux secteurs : les organismes sans but lucratif au service des ménages, les sociétés non financières, les sociétés financières et les administrations publiques autochtones. Dans la version précédente des comptes économiques canadiens, le secteur des ménages englobait les activités des organismes sans but lucratif au service des ménages, des administrations publiques autochtones et de certaines sociétés financières. Dans l'approche révisée, ce secteur ne comprend que les ménages et reflète donc plus fidèlement les revenus et les dépenses des ménages. En outre, la définition du revenu disponible des ménages est désormais alignée sur la norme internationale car les transactions telles que les intérêts sur le crédit à la consommation sont supprimées avant d'estimer le revenu disponible des ménages.

Par suite de ces changements, les dépenses des ménages ont diminué avec la redéfinition du secteur, passant de 56 p. 100 à 53 p. 100 du PIB en 2007 sous la nouvelle approche. Le niveau d'épargne des ménages a également diminué; toutefois, le taux d'épargne des ménages affiche la même tendance qu'auparavant — un déclin graduel de 1981 à 2005 et une légère tendance à la hausse depuis 2005. De même, le revenu disponible des ménages en 2007 a été abaissé d'environ 5 p. 100 par rapport à la valeur précédemment déclarée.

Révisions aux comptes internationaux

Un certain nombre de révisions aux composantes du compte courant ont eu tendance à infléchir à la hausse les déficits et à abaisser légèrement les excédents du compte courant pour la plupart des années depuis 1981. La restructuration du compte courant pour y inclure la rémunération transfrontalière des employés est l'une des révisions qui ont entraîné une hausse des paiements par rapport aux recettes. Aussi, les paiements au titre des placements de portefeuille ont été révisés pour un certain nombre d'années plus récentes, reflétant une révision à la hausse des avoirs étrangers de titres de participation canadiens.

Dans la balance des paiements internationaux, les révisions ont eu peu d'effets sur le solde du compte courant au fil du temps. Dans le cas du commerce des biens et services, il y a eu un certain nombre de révisions statistiques ainsi que des changements conceptuels des estimations. À titre d'exemple, les réparations ont été déplacées du commerce des marchandises vers le commerce des services, conformément aux normes internationales. En outre, le commerce international des brevets est maintenant inclus dans les services commerciaux, le commerce des services d'assurance est maintenant publié sur une base nette (alors qu'il était précédemment publié sur une base brute) et les services d'intermédiation financière mesurés indirectement ont été déplacés de leur propre groupe de produits vers les services commerciaux. Un certain nombre d'autres révisions statistiques ont aussi été apportées, la plupart concernant le retrait de plusieurs transactions sur des biens militaires qui ont été déplacées du Canada vers d'autres pays aux fins d'opérations militaires. Toutefois, le principal changement statistique a été la révision à la hausse des estimations du commerce des services suite aux améliorations apportées à la

méthodologie et à la taille de l'enquête et à de meilleurs liens avec les autres sources de données. En conséquence, les exportations et les importations de services ont été révisées à la hausse, les exportations généralement davantage que les importations. L'incidence globale de ces changements est que le Canada enregistre un excédent dans ses échanges de services commerciaux depuis plus longtemps qu'on ne le pensait, tandis que le déficit global du commerce des services a été moindre qu'on ne le croyait précédemment.

Dans le compte de capital et le compte financier de la balance des paiements, les révisions statistiques depuis 1981 ont eu un impact minime sur le solde global.

L'élimination des fonds des migrants des transactions, conformément à la norme internationale, a changé les totaux du compte de capital et du compte financier. Les opérations de portefeuille ont été révisées de 1999 à aujourd'hui, et il y a eu certains reclassements de transactions entre les catégories du compte financier qui ont abouti à un lien plus étroit avec l'actif et le passif du solde des investissements internationaux.

De façon similaire, dans le bilan des investissements internationaux, les révisions statistiques ont été modestes sur la période visée. À la valeur comptable, la dette extérieure nette du Canada est demeurée en bonne partie inchangée, sauf ces dernières années (principalement, 1999 et après). Pour ces années, l'actif des prêts internationaux des gouvernements a été révisé pour refléter une comptabilisation plus précise des allocations de prêts, et il y a eu une importante révision à la hausse des avoirs étrangers de titres de participation canadiens.

La valeur au marché des éléments d'actif et de passif internationaux pertinents a été adoptée à partir du premier trimestre de 1990 et est devenue l'évaluation officielle de la position globale du Canada au chapitre des investissements internationaux. Cette nouvelle mesure de la dette extérieure nette du Canada diffère de la mesure de la valeur comptable employée pour les périodes antérieures, la réévaluation des éléments d'actif ayant été relativement plus importante que celle des éléments de passif. Au cours des périodes plus récentes, les écarts entre les mesures de la valeur au marché et de la valeur comptable de la dette extérieure nette ont été relativement modestes. Cela signifie que les statistiques agrégées de l'investissement étranger direct (IED) entrant et sortant sont maintenant disponibles à l'évaluation du marché en fin de période, bien que les niveaux d'investissement direct par pays ne soient disponibles que pour la mesure de la valeur comptable. ■

Aperçu de la performance commerciale du Canada

Après deux années consécutives de forte reprise, le commerce des biens et services du Canada a ralenti en 2012. Les importations ont offert une meilleure performance, en s'appuyant sur une forte demande intérieure, tandis que les exportations ont progressé plus lentement, freinées par la faible croissance mondiale. Les exportations et les importations étaient en expansion dans une mince majorité de secteurs. La part des échanges avec les États-Unis s'est accrue pour la première fois en 14 ans.

La croissance des exportations a été dominée par les exportations vers les États-Unis, et la tendance à la baisse de la part détenue par ce pays comme destination des exportations canadiennes s'est renversée. Les secteurs de l'automobile et de l'agroalimentaire ont affiché les hausses les plus importantes, tandis que l'augmentation des exportations de produits énergétiques a porté principalement sur les volumes. Les gains à l'exportation des secteurs précédemment en déclin de l'automobile et des produits forestiers se succèdent maintenant depuis trois ans. Les prix des biens exportés ont fléchi de 0,9 p. 100 en 2012.

Les importations ont avancé plus vite que les exportations, l'économie canadienne demeurant relativement plus vigoureuse que celles de ses partenaires commerciaux, et cela en dépit des chocs provenant de l'extérieur. Les importations venant des États-Unis ont dominé le mouvement à la hausse, renversant la longue tendance baissière de la part de marché de ce pays comme fournisseur d'importations au Canada. Par secteur, les produits de l'automobile, les biens de consommation et les machines viennent en tête de liste de cette expansion. Les prix des biens importés ont avancé de 0,7 p. 100 en 2012.

Les exportations ayant progressé plus lentement que les importations l'an dernier, la balance commerciale s'est détériorée, ajoutant 14,4 milliards de dollars au déficit commercial du Canada. Un déficit a été enregistré pour les biens, qui avaient inscrit un léger excédent en 2011 après deux années de déficits; la plus grande partie de cette détérioration est imputable à la baisse ou à la stagnation des prix de l'énergie. Le déficit des exportations de services s'est creusé un peu plus. Le déficit du compte courant du Canada a donc augmenté, passant de 48,5 milliards de dollars à 62,2 milliards de dollars.

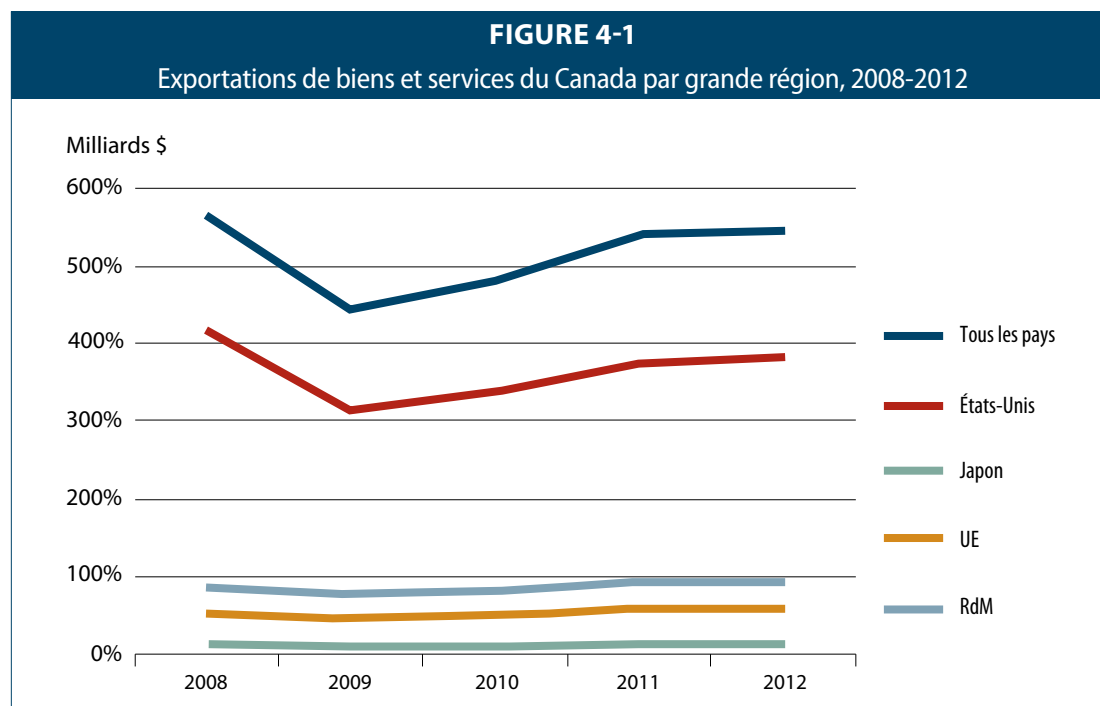
Les biens et services

Le commerce international du Canada a poursuivi sur la voie de la reprise en 2012, mais à un rythme plus lent de 2,4 p. 100. Néanmoins, cela a suffi pour dépasser le niveau de 2008 et établir un nouveau record : les biens et services échangés représentent une valeur de 1,13 billion de dollars. Les exportations canadiennes de biens et services ont augmenté en valeur de 1,1 p. 100 en 2012. Cela équivaut à une augmentation des exportations de 6,0 milliards de dollars, qui a porté le total à 546,6 milliards de dollars (tableau 4-1). Pendant ce temps, les importations de biens et services ont augmenté plus significativement, soit à un rythme de 3,6 p. 100, ou 20,3 milliards de dollars, pour atteindre 582,8 milliards de dollars – un nouveau sommet. Ces mouvements ont ajouté 14,4 milliards de dollars au déficit commercial (qui est passé de 21,9 milliards de dollars en 2011 à 36,2 milliards de dollars en 2012), qui trouve son origine en 2009, l'année de l'effondrement du commerce mondial.

TABLEAU 4-1 Commerce de biens et services du Canada par région, 2012 (millions de dollars et variation annuelle en pourcentage)							
	Exportations de biens et services			Importations de biens et services			Solde du commerce des biens et services
	2012	Part en 2012	Croissance par rapport à 2011	2012	Part en 2012	Croissance par rapport à 2011	2012
Monde	546 614	100,0%	1,1%	582 835	100,0%	3,6%	-36 221
É.-U.	384 028	70,3%	2,2%	358 444	61,5%	4,8%	25 584
UE	55 254	10,1%	-3,7%	61 935	10,6%	-3,1%	-6 679
Japon	12 080	2,2%	-4,2%	12 368	2,1%	13,9%	-289
RdM	95 252	17,4%	0,4%	150 088	25,8%	3,0%	-54 837
	Exportations de biens			Importations de biens			Solde du commerce des biens
	2012	Part en 2012	Croissance par rapport à 2011	2012	Part en 2012	Croissance par rapport à 2011	2012
Monde	462 528	100,0%	1,3%	474 544	100,0%	4,1%	-12 016
É.-U.	338,440	73,2%	2,6%	296 458	62,5%	5,3%	41 982
UE	40 972	8,9%	-3,4%	44 613	9,4%	-2,6%	-3 640
Japon	10 824	2,3%	-4,5%	10 792	2,3%	15,2%	32
RdM	72 292	15,6%	-1,1%	122 681	25,9%	2,7%	-50 390
	Exportations de services			Importations de services			Solde du commerce des services
	2012	Part en 2012	Croissance par rapport à 2011	2012	Part en 2012	Croissance par rapport à 2011	2012
Monde	84 086	100,0%	0,3%	108 291	100,0%	1,7%	-24 205
É.-U.	45 558	54,2%	-0,6%	61 986	57,2%	2,4%	-16 398
UE	14 282	17,0%	-4,6%	17 321	16,0%	-4,3%	-3 039
Japon	1 256	1,5%	-1,5%	1 577	1,5%	5,8%	-321
RdM	22 960	27,3%	5,6%	27 407	25,3%	4,1%	-4 447

RdM = Reste du monde

Source : Statistique Canada, CANSIM, tableau 376-0001

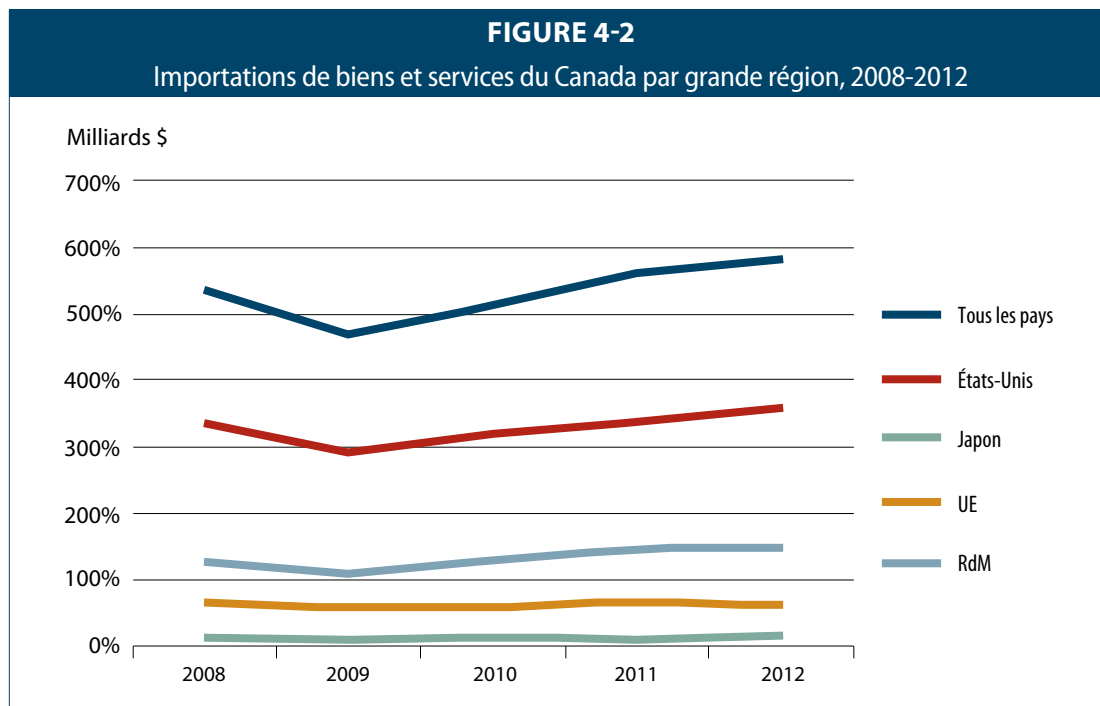


Parmi les principaux marchés en 2011, les échanges de biens et services avec les États-Unis ont connu l'amélioration la plus constante, la part de l'ensemble du commerce du Canada détenue par ce pays passant de 65,1 p. 100 en 2011 à 65,7 p. 100 en 2012. Cela a interrompu la tendance à la baisse qui avait débuté en 1999, lorsque la part des États-Unis atteignait 77,8 p. 100.

La croissance des exportations de biens et services aux États-Unis a dominé l'ensemble des principales destinations, à 2,2 p. 100 ou 8,2 milliards de dollars. La valeur de ces échanges avec les États-Unis a atteint 384,0 milliards de dollars, soit 70,3 p. 100 du total des exportations de biens et services du Canada. Cela est plus élevé que la part de 69,5 p. 100 détenue par les États-Unis en 2011 et constitue la première augmentation enregistrée par ce pays depuis 2005. Les exportations vers les autres principales destinations ont stagné ou reculé : baisse de 3,7 p. 100 pour l'UE et de 4,2 p. 100 pour le Japon, et légère hausse (0,4 p. 100) pour le reste du monde (RdM), qui regroupe les pays de l'OCDE (à l'exception des États-Unis, de l'UE et du Japon) et l'ensemble des pays non-membres de l'OCDE. En conséquence, les mouvements

observés pour toutes les autres destinations des exportations ont quelque peu fléchi par rapport aux États-Unis. Les exportations de biens et services vers l'UE ont reculé de 2,1 milliards de dollars et celles vers le Japon de 0,5 milliard de dollars. Les exportations vers le reste du monde ont crû de seulement 0,4 milliard de dollars pour atteindre 95,3 milliards de dollars l'an dernier.

Les importations de biens et services en provenance des principales régions ont connu une plus forte croissance, sauf pour l'Union européenne. En 2012, le Canada a importé 4,8 p. 100, ou 16,4 milliards de dollars, de plus en biens et services des États-Unis que l'année précédente. Quoique plus lente qu'en 2011, cette croissance a été suffisante pour inverser la tendance baissière de la part du marché détenue par les États-Unis comme source d'importations du Canada, laquelle s'était amorcée en 1998 lorsque la part de ce pays atteignait 74,8 p. 100. En 2012, les États-Unis ont été à l'origine de 61,5 p. 100 des importations canadiennes de biens et services, en hausse par rapport au taux de 60,8 p. 100 enregistré en 2011; cela représente un niveau record de 358,4 milliards de dollars. Les importations provenant du Japon ont augmenté



fortement, soit de 13,9 p. 100, ou 1,5 milliard de dollars, à la faveur du redressement de l'économie de ce pays au lendemain des catastrophes de 2011. Tandis que la part du Japon est remontée à 2,1 p. 100, la place du Japon en tant que source d'importations a diminué sensiblement par rapport au niveau de 6,1 p. 100 enregistré en 1986. Globalement, les importations de l'UE ont diminué de 3,1 p. 100, soit 2,0 milliards de dollars, à 61,9 milliards de dollars. Cela est imputable à la baisse des importations en provenance du Royaume-Uni (recul de 2,3 milliards de dollars). La valeur des importations de biens et services du RdM au Canada a augmenté de 4,3 milliards de dollars l'an dernier, une hausse de 3,0 p. 100, pour atteindre 150,1 milliards de dollars. Néanmoins, la part de l'ensemble des importations du Canada détenue par le RdM a reculé à 25,8 p. 100, la première baisse observée depuis 1998.

L'augmentation de 14,4 milliards de dollars du déficit commercial était largement répartie, les exportations ayant diminué ou augmenté plus lentement que les importations. L'excédent commercial avec les États-Unis a régressé de 33,8

milliards de dollars en 2011 à 25,6 milliards de dollars en 2012, ajoutant 8,2 milliards de dollars au déficit global. L'amélioration de la balance commerciale avec le Royaume-Uni a été compensée par la détérioration du solde des échanges avec le reste de l'UE, pour un gain combiné de 0,2 milliard de dollars du déficit commercial avec cette région. Le déficit avec le Japon s'est creusé de 2,0 milliards de dollars, alors qu'il a augmenté de 4,0 milliards de dollars avec le RdM en 2012, à 54,8 milliards de dollars, un nouveau record.

Le commerce des biens

Les biens demeurent le principal volet du commerce total du Canada, même si les services accaparent une part beaucoup plus grande de l'économie nationale. La part détenue par les biens dans les exportations totales atteignait 84,5 p. 100 en 2012, le même niveau qu'en 2011. Bien que cette part ait fléchi légèrement par rapport au sommet de 89,7 p. 100 atteint en 1984, la baisse a été lente et irrégulière, freinée en cours de route par des gains occasionnels. Les biens resteront le poste dominant des échanges extérieurs dans un avenir prévisible.

La valeur totale des exportations de biens a augmenté de 1,3 p. 100 l'an dernier, ce qui équivaut à 5,7 milliards de dollars, pour s'établir à 462,5 milliards de dollars. Cette hausse représente 96,1 p. 100 de la croissance totale des exportations. Dans l'ensemble, le commerce a progressé de 26,2 milliards de dollars, les biens étant responsables de 92,2 p. 100 de cette augmentation. Le commerce total des biens a atteint un nouveau record, soit 937,1 milliards de dollars, dépassant le niveau de 930,9 milliards de dollars atteint en 2008. Les importations de biens ont augmenté de 4,1 p. 100 en 2012, soit 18,5 milliards de dollars. Cette augmentation des importations a renversé le surplus éphémère de 0,7 milliard de dollars du commerce des biens réalisé en 2011 : un déficit record de 12,0 milliards de dollars a été enregistré en 2012.

L'augmentation des exportations de biens aux **États-Unis** s'élevait à 8,5 milliards de dollars, ce qui est plus que la croissance totale des exportations vers toutes les destinations sur l'année. Les importations de biens en provenance des États-Unis ont représenté 81,1 p. 100, soit 15,0 milliards de dollars, de la croissance totale des importations de biens en 2012. Comme la croissance des importations des États-Unis a été plus rapide que la croissance des exportations vers ce pays, l'excédent des échanges de biens du Canada avec son principal partenaire commercial a fondu de 6,5 milliards de dollars (un peu plus de la moitié de la détérioration de 12,8 milliards de dollars du solde du commerce des biens) pour s'établir à 42,0 milliards l'an dernier.

Les exportations de biens du Canada vers l'**UE** ont diminué de 1,4 milliard de dollar en 2012, soit 3,4 p. 100. Les importations ont également diminué en raison de la baisse des importations en provenance du Royaume-Uni. Les importations de biens de l'EU ont totalisé 44,6 milliards de dollars, en baisse de 2,6 p. 100 sur l'année, et représentent moins de 10 p. 100 des importations

totales de biens du Canada. Ces replis ont peu touché le déficit global du commerce des biens avec l'UE, évalué à 3,6 milliards de dollars, soit une augmentation de 0,3 milliard de dollars, alors que l'amélioration significative de l'excédent du commerce des biens avec le Royaume-Uni a presque entièrement annulé l'aggravation du déficit avec le reste de l'Union européenne.

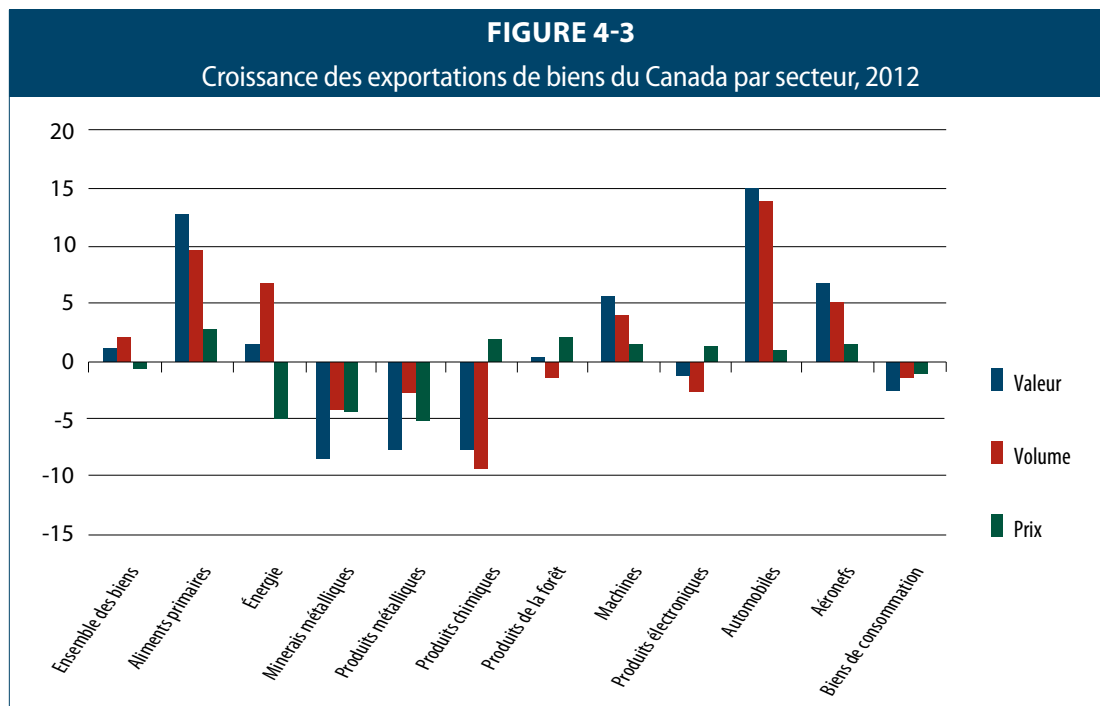
Les exportations de biens au **Japon** ont diminué de 4,5 p. 100 en 2012, cédant 0,5 milliard de dollars, pour terminer l'année à 10,8 milliards de dollars. Toutefois, une augmentation substantielle de 15,2 p. 100 a ajouté 1,4 milliard de dollars à la valeur des importations de biens en provenance du Japon, portant celle-ci à 10,8 milliards de dollars en 2012. Ces mouvements ont eu pour effet de réduire de 2,0 milliards de dollars l'excédent du commerce des biens enregistré avec le Japon en 2011; en 2012, le solde du commerce des biens avec le Japon s'établissait à 0,03 milliard de dollars.

Les exportations de biens vers le **reste du monde (RdM)** ont reculé de 1,1 p. 100 (0,8 milliard de dollars) en 2012. En revanche, les importations de biens ont augmenté de 2,7 p. 100, gagnant 3,2 milliards de dollars pour atteindre 122,7 milliards de dollars. En conséquence, le déficit du commerce des biens du Canada avec le RdM a continué de se creuser, augmentant de 4,0 milliards de dollars pour atteindre 50,4 milliards de dollars.

Performance sectorielle du commerce des biens

Plusieurs développements au niveau sectoriel ont contribué à une lente croissance du commerce des biens en 2012. Les hausses et les baisses ont été assez uniformément réparties parmi les principaux secteurs, les exportations augmentant dans six secteurs et diminuant dans cinq autres¹. En valeur, la croissance de 1,3 p. 100 des exportations en 2012 ne représente qu'un dixième du taux de 13,1 p. 100 enregistré en

1 En 2012, Statistique Canada a inauguré le Système de classification des produits de l'Amérique du Nord, une nouvelle structure de classification pour la déclaration des importations et des exportations. Selon le nouveau système, le niveau supérieur d'agrégation du commerce des biens comprend maintenant 11 sections, appelées secteurs dans le texte. Les divisions, qui constituent le niveau suivant d'agrégation, sont maintenant appelées sous-secteurs. En utilisant cette nouvelle terminologie, il devient difficile de comparer directement la performance des secteurs au cours de la dernière année avec celle des années précédentes.



2011, mais l'expansion des volumes a été beaucoup plus comparable. En dollars constants, les exportations de biens ont crû de 2,1 p. 100 en 2012 contre 5,0 p. 100 en 2011. Pour une bonne part, le ralentissement perçu des exportations de biens est dû à un recul des prix, qui ont perdu 0,9 p. 100 en 2012.

Les **produits énergétiques**, dont les exportations ont totalisé 105,1 milliards de dollars, ont été le plus important secteur exportateur en 2012. Il s'agit d'une augmentation de seulement 1,6 milliard de dollars, ou 1,5 p. 100, par rapport à 2011; en dollars constants, la croissance a toutefois été beaucoup plus forte (hausse de 6,9 p. 100) et a compensé le déclin de 5,0 p. 100 des prix. Par sous-secteur, les exportations nominales de pétrole brut ont augmenté (de 6,9 p. 100, soit 4,7 milliards de dollars), notamment les produits pétroliers raffinés (gain de 35,1 p. 100, soit 3,7 milliards de dollars). Cette hausse a été en partie compensée par une baisse des exportations de gaz naturel (31,9 p. 100, ou 4,7 milliards de dollars). Les exportations d'autres produits énergétiques (dont le charbon) ont également chuté (baisse de 24,2 p. 100, ou 1,7

milliard de dollars), tandis que les exportations d'électricité reculaient de 5,1 p. 100, soit 0,1 milliard de dollars.

Le secteur des **véhicules et pièces d'automobiles** est arrivé au deuxième rang en 2012, avec des exportations de 68,5 milliards de dollars, enregistrant la croissance la plus élevée. Le secteur de l'automobile a poursuivi sa reprise pour la troisième année d'affilée, les exportations avançant de 14,9 p. 100 (gain de 8,9 milliards de dollars), ce qui témoigne de la reconstitution de la chaîne de valeur du secteur de l'automobile en Amérique du Nord. La majorité de cette reprise est survenue en volume réel – les exportations ont augmenté de 13,9 p. 100 en dollars constants – alors que les prix n'ont avancé que de 0,9 p. 100. Au niveau sous-sectoriel, les voitures et camionnettes ont été les principales responsables de cette augmentation, gagnant 19,4 p. 100, soit 7,6 milliards de dollars, pour atteindre 46,9 milliards de dollars. Les exportations de moteurs, de pneus et de pièces ont augmenté de 6,5 p. 100, ajoutant 1,2 milliard de dollars à la croissance totale.

Les **produits métalliques et les produits minéraux non métalliques** ont été le troisième secteur exportateur du Canada en importance, avec des exportations totalisant 54,4 milliards de dollars en 2012. L'an dernier, la valeur des exportations a reculé de 4,6 milliards de dollars, soit 7,8 p. 100. Il s'agit de la première baisse depuis la grande récession, la chute de 5,1 p. 100 des prix expliquant la plus grande partie du recul de ce secteur. En dollars constants, toutefois, la perte n'a été que de 1,6 milliard de dollars, soit 2,8 p. 100. Au niveau sous-sectoriel, la plus grande partie de la baisse est imputable aux produits métalliques intermédiaires, qui représentent 80 p. 100 des exportations du secteur et englobent les exportations de métaux et d'alliages bruts. Ces exportations ont reculé de 9,4 p. 100, soit 4,5 milliards de dollars, tandis que les exportations de nickel chutaient de 21,9 p. 100, les exportations de cuivre, de 19,9 p. 100 et les exportations d'aluminium, de 14,3 p. 100. Les exportations de métaux et d'alliages précieux, la composante la plus importante de ce sous-secteur, étaient aussi en baisse (de 7,4 p. 100). Parmi les autres sous-secteurs, les exportations de produits fabriqués en métal ont gagné 4,6 p. 100 et les exportations de produits minéraux non métalliques, 5,9 p. 100, tandis que les exportations de déchets recyclables et de ferraille ont reculé de 6,4 p. 100, passant de 6,0 milliards de dollars à 5,6 milliards de dollars.

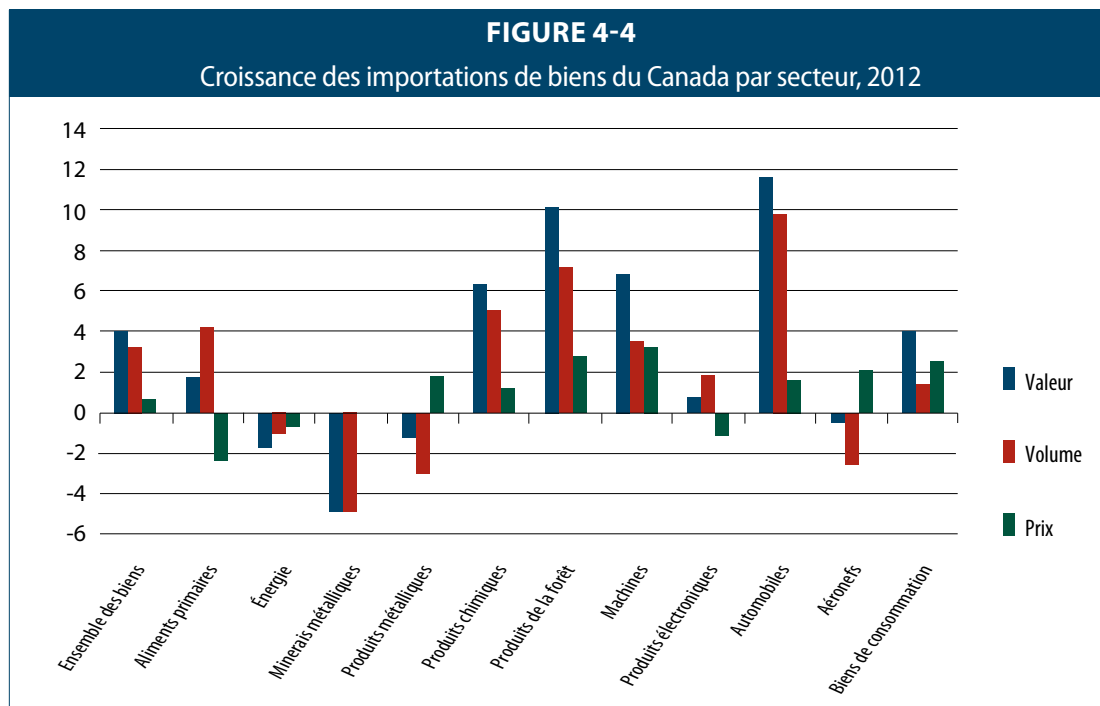
Dans le secteur redéfini **des biens de consommation**, les exportations ont atteint 48,5 milliards de dollars, une baisse de 2,6 p. 100, soit 1,3 milliard de dollars, par rapport à 2011. Le déclin a été causé en partie par un recul des prix (de 1,2 p. 100) et en partie par une baisse des volumes (de 1,5 p. 100). Dans le sous-secteur le plus important de cette catégorie – les aliments, les boissons et les produits du tabac –, les exportations sont demeurées à peu près constantes (gain de 0,4 p. 100, à 20,9 milliards de dollars). Les exportations de vêtements, de chaussures et de textiles ont avancé de 3,1 p. 100, à 4,2 milliards de dollars, tandis que les exportations de meubles gagnaient 4,3 p. 100, à 4,2 milliards de dollars. En revanche, les exportations de

papier et de produits d'édition ont fléchi (de 6,6 p. 100, à 4,0 milliards de dollars), de même que les exportations de produits pharmaceutiques et de médicaments (baisse de 5,1 p. 100, à 5,9 milliards de dollars) et de produits divers (baisse de 10,4 p. 100, à 9,3 milliards de dollars).

Les exportations de **produits chimiques de base et industriels et de produits en plastique et en caoutchouc** ont diminué de 7,7 p. 100, soit 2,8 milliards de dollars, s'établissant à 33,0 milliards de dollars en 2012. En dollars constants, la baisse a été plus prononcée – 9,5 p. 100 –, tandis que les prix à l'exportation dans ce secteur augmentaient de 1,9 p. 100. Les exportations de produits en plastique et en caoutchouc sont demeurées inchangées par rapport à 2011, le recul du secteur étant entièrement imputable aux sous-secteurs des produits chimiques de base et des produits chimiques industriels; les produits pétroliers raffinés ont été particulièrement touchés, perdant 18,2 p. 100 en valeur, soit 1,3 milliard de dollars.

Les exportations de **produits forestiers** ont inscrit un gain de 0,5 p. 100, soit 0,2 milliard de dollars, pour atteindre 30,6 milliards de dollars l'an dernier. La hausse de 2,1 p. 100 des prix est à l'origine de cette amélioration car les volumes réels en dollars constants ont diminué de 1,6 p. 100. Alors que les exportations de grumes et autres produits forestiers sont restées stables, les exportations des stocks de pâtes et papiers, ont chuté fortement (de 11,2 p. 100, ou 1,5 milliard de dollars). Ce recul a été compensé par une hausse des exportations de matériaux de construction et d'emballage (gain de 10,1 p. 100 ou 1,7 milliard de dollars).

Les exportations de **produits agricoles, de produits de la pêche et de produits alimentaires intermédiaires** ont connu la deuxième plus forte expansion, gagnant 12,8 p. 100 (3,1 milliards de dollars) pour atteindre 27,2 milliards de dollars en 2012. Les prix ont augmenté de 2,9 p. 100, mais la plupart de l'expansion est survenue dans les volumes exportés, en hausse de 9,6 p. 100 sur l'année. L'augmentation avait une large assise :



les exportations de blé, de canola et d'autres cultures ont toutes augmenté, tout comme les exportations de produits intermédiaires.

Les exportations de **machines, de matériel et de pièces industriels** ont progressé de 5,6 p. 100 en 2012, gagnant 1,4 milliard de dollars pour atteindre 26,8 milliards de dollars. En dollars constants, les exportations ont gagné 4,0 p. 100, alors que les prix ont augmenté de 1,6 p. 100. Les exportations de machines agricoles (hausse de 23,4 p. 100, soit de 0,2 milliard de dollars), de machines à usage général (hausse de 6,5 p. 100 ou 0,5 milliard de dollars) et de pièces de machines et de matériel divers (gain de 5,0 p. 100, ou 0,4 milliard de dollars) étaient en forte expansion.

Les exportations de **matériel et de pièces électriques et électroniques** se sont contractées légèrement, perdant 1,3 p. 100 en valeur pour s'établir à 22,9 milliards de dollars (baisse de 0,3 milliard de dollars). Les volumes ont subi une contraction plus marquée, cédant 2,6 p. 100, alors que les prix augmentaient de 1,4 p. 100. Les exportations d'ordinateurs et de matériel périphérique ont connu la plus forte baisse,

reculant de 5,8 p. 100 en valeur (0,1 milliard de dollars). Les exportations dans les principaux sous-secteurs – matériel de communication, matériel audio et vidéo et autres – sont demeurées à peu près stables.

Les exportations de **minerais et minéraux non métalliques** ont chuté de 8,5 p. 100 l'an dernier, perdant 1,7 milliard de dollars en valeur. Les exportations totales de ce secteur sont passées de 20,2 milliards en 2011 à 18,5 milliards de dollars en 2012. Ce déclin est le premier depuis la grande récession. Les pertes ont été assez uniformément réparties au cours de l'année entre les prix et les volumes, les premiers reculant de 4,2 p. 100 et les seconds, de 4,5 p. 100. Au niveau sous-sectoriel, les minerais et concentrés métalliques ont accusé une perte de 5,8 p. 100 (0,6 milliard de dollars) causée par la baisse des exportations de cuivre, de nickel et de minerais et concentrés radioactifs. Les exportations de minéraux non métalliques ont reculé, soit de 11,2 p. 100 (1,1 milliard de dollars), les pertes étant réparties également entre la potasse, d'une part, et les diamants et autres minerais non métalliques, de l'autre.

Les exportations d'**aéronefs, de pièces et d'autres matériels de transport** ont progressé de 6,7 p. 100 l'an dernier, augmentant de 1,1 milliard de dollars pour atteindre 17,3 milliards de dollars. La plus grande partie de l'augmentation s'est manifestée en volume : en dollars constants, les exportations ont augmenté de 5,2 p. 100, alors que les prix ne progressaient que de 1,5 p. 100. Les exportations d'aéronefs ont gagné 7,4 p. 100, soit 1,0 milliard de dollars, à 14,3 milliards de dollars, tandis que les exportations de locomotives, de matériel ferroviaire et de navires ont chuté de 25,4 p. 100 (0,3 milliard de dollars). Les exportations d'embarcations et autre de transport personnel ont avancé de 18,0 p. 100 (gain de 0,3 milliard de dollars).

Les importations totales de biens ont augmenté de 4,1 p. 100 l'an dernier, ce qui indique que l'économie canadienne est demeurée robuste par rapport au reste du monde. La hausse est due à une expansion de 3,3 p. 100 des volumes, tandis que les prix à l'importation n'augmentaient que de 0,7 p. 100. Dans l'ensemble, les importations de biens ont progressé de 18,5 milliards de dollars pour atteindre 474,5 milliards de dollars en 2012, établissant un nouveau record. Sept des onze principaux secteurs ont connu une hausse de leurs importations l'an dernier, tandis que quatre ont accusé un recul.

Les importations de **biens de consommation** ont progressé de 4,0 p. 100, soit de 3,6 milliards de dollars, atteignant 93,0 milliards de dollars. En dollars constants, les importations ont avancé légèrement, soit de 1,4 p. 100, tandis que les prix (hausse de 2,6 p. 100) expliquent la majeure partie de l'expansion. La plupart de la croissance est survenue dans les deux plus grands sous-secteurs : les aliments, boissons et produits du tabac, qui ont fait un gain de 8,1 p. 100 ajoutant 1,7 milliard de dollars aux importations, et les produits d'entretien, appareils et produits divers, où les importations ont progressé de 5,8 p. 100, soit 1,4 milliard de dollars. Les importations de meubles étaient en hausse de 8,2 p. 100, accroissant le total de 0,4 milliard de dollars. Les importations de produits textiles, de chaussures et de vêtements ont augmenté de

2,5 p. 100. Elles ont été stables dans le cas du papier et des produits d'édition, tandis que les importations de produits pharmaceutiques et de médicaments ont diminué de 2,4 p. 100 (0,3 milliard de dollars).

Les importations de **véhicules et de pièces d'automobiles** ont connu la plus forte augmentation en termes absolus et relatifs. Elles ont grimpé de 11,7 p. 100, ou 8,7 milliards de dollars, pour toucher les 82,8 milliards de dollars, reflétant l'augmentation de la chaîne de valeur du secteur de l'automobile du côté des exportations. Les volumes ont progressé de 9,8 p. 100, tandis que les prix n'augmentaient que de 1,7 p. 100. Le sous-secteur des pneus, des moteurs et des pièces a été à l'origine de la majeure partie de l'expansion (gain de 11,7 p. 100), soit un ajout de 4,1 milliards de dollars, à 38,7 milliards de dollars pour l'année. Les importations de voitures ont augmenté de 3,0 milliards de dollars (9,8 p. 100) et celles des camions, de 1,6 milliard de dollars, ce qui constitue la plus forte croissance en termes relatifs (gain de 18,5 p. 100).

Les importations de **matériel et de pièces électriques et électroniques** ont peu varié en 2012, inscrivant une modeste hausse de 0,7 p. 100. Cela a fait progresser la valeur totale du secteur de 0,4 milliard de dollars, à 55,5 milliards de dollars, plaçant ce secteur au troisième rang de l'ensemble des secteurs. En dollars constants, les importations ont augmenté de 1,9 p. 100 mais les prix ont reculé de 1,1 p. 100, annulant la majeure partie de l'expansion. Au niveau des sous-secteurs, la baisse des importations d'ordinateurs et de matériel périphérique (0,1 milliard de dollars) a été compensée par l'augmentation des importations de matériel de communication et de matériel audio et vidéo (0,2 milliard de dollars). Dans l'autre sous-secteur, celui des machines, du matériel et des pièces électroniques et électriques, les importations de pièces électroniques et électriques ont chuté (de 1,5 milliard de dollars, soit 15,8 p. 100), mais ce recul a été compensé par une augmentation des importations de composantes électriques et d'autres machines et matériels électroniques et

électriques, ce qui s'est soldé par une augmentation globale de 0,3 milliard de dollars, ou 1,1 p. 100, pour ce sous-secteur.

Les importations de **produits énergétiques** ont diminué de 1,8 p. 100 ou 0,8 milliard de dollars, à 45,7 milliards de dollars, l'an dernier. Les volumes ont fléchi de 1,1 p. 100 et les prix, de 0,7 p. 100. Les importations de pétrole brut ont continué à augmenter (gain de 9,7 p. 100, ou 2,0 milliards de dollars), mais la plupart des autres catégories étaient en repli. Les importations de gaz naturel ont chuté de 25,1 p. 100, passant de 5,1 milliards de dollars à 3,8 milliards de dollars, les importations de pétrole raffiné ont reculé de 18,6 p. 100, ou 2,2 milliards de dollars, et les modestes importations d'électricité se sont contractées de 37,4 p. 100, passant de 370 millions de dollars à 232 millions de dollars.

Les importations de **machines, de matériel et de pièces industriels** ont augmenté de 2,9 milliards de dollars pour atteindre 45,2 milliards de dollars, une hausse de 6,9 p. 100. Celle-ci était presque également répartie entre une hausse des volumes (3,5 p. 100) et des prix (3,2 p. 100). L'augmentation était généralisée; les importations de pièces de machines et de matériel ont connu la plus forte hausse, suivie des machines et du matériel d'abattage, d'extraction minière et de construction, puis des machines et du matériel servant à l'agriculture et à l'entretien des pelouses et jardins.

Les importations de **produits métalliques et de produits minéraux non métalliques** ont diminué de 0,6 milliard de dollars, ou 1,3 p. 100, à 43,5 milliards de dollars. Les volumes étaient en baisse de 3,0 p. 100, tandis que les prix augmentaient de 1,8 p. 100. La baisse provient principalement des replis observés dans le sous-secteur des produits métalliques intermédiaires et celui des déchets recyclables et de la ferraille. Ces replis s'expliquent principalement par la réduction des importations de métaux et alliages précieux. La hausse des importations de produits minéraux non métalliques et de produits fabriqués en métal a partiellement compensé ces pertes.

Les importations de **produits chimiques de base et industriels et de produits en plastique et en caoutchouc** ont augmenté en valeur de 2,3 milliards de dollars, soit 6,3 p. 100, pour atteindre 38,1 milliards de dollars en 2012. Cela représente une augmentation de 5,1 p. 100 en volume, doublée d'une progression des prix de 1,2 p. 100. Le sous-secteur des produits chimiques de base et des produits chimiques industriels a compté pour plus de la moitié de la valeur des importations et il a enregistré la hausse la plus importante : 1,9 milliard de dollars, soit 9,3 p. 100. Les lubrifiants et les autres produits pétroliers raffinés ont mené la marche avec une progression de 18,4 p. 100, soit 1,0 milliard de dollars.

Les importations de **produits forestiers et de matériaux de construction et d'emballage** ont progressé rapidement, soit de 10,2 p. 100, ajoutant 1,9 milliard de dollars en valeur pour atteindre 20,5 milliards de dollars en 2012. En dollars constants, les importations ont avancé de 7,2 p. 100, tandis que les prix augmentaient de 2,8 p. 100. Le sous-secteur des matériaux de construction et d'emballage est entièrement responsable de cette augmentation, tandis que les importations de grumes et de pâte sont demeurées stables.

Les importations d'**aéronefs, d'autres matériels de transport et de pièces** ont très peu changé pendant l'année, reculant de 0,5 p. 100, ou 69 millions de dollars, à 12,7 milliards de dollars. Les volumes régressaient de 2,6 p. 100, tandis que les prix montaient de 2,1 p. 100. L'accroissement des importations de moteurs et de pièces d'aéronefs a compensé la baisse des importations d'aéronefs, contribuant à une expansion globale du sous-secteur; les importations de navires, de locomotives et de matériel ferroviaire ont diminué au cours de la même période.

Les **produits agricoles, les produits de la pêche et les produits alimentaires intermédiaires** occupaient le second rang parmi les secteurs ayant importé le moins, affichant un taux de croissance de 1,7 p. 100 en 2012 (gain de 0,2

milliard de dollars), à 12,3 milliards de dollars. Les volumes ont gagné 4,2 p. 100, mais les prix, en recul de 2,4 p. 100, ont atténué l'augmentation en valeur. L'augmentation des importations a été générale, englobant le blé, le canola et les noix, fruits et légumes, mais il y a eu une diminution des importations d'autres cultures. Les importations d'aliments et de produits intermédiaires du tabac ont aussi augmenté.

Le secteur des **minerais métalliques et des minéraux non métalliques** était le plus petit secteur d'importation en 2012, à 10,0 milliards de dollars. Cela représente une baisse de 0,5 milliard de dollars, ou 4,9 p. 100, par rapport au niveau de 10,6 milliards de dollars enregistré en 2011. Le recul est dû à la baisse de 4,9 p. 100 des volumes importés, tandis que les prix demeuraient constants. La diminution des importations de nickel, de métaux et de minerais et concentrés radioactifs et autres a contribué au repli.

Le commerce des services

En 2012, la reprise du commerce des services s'est poursuivie, bien qu'à un rythme moindre. Après avoir connu une croissance de 5,8 p. 100 en 2011, les exportations canadiennes de services n'ont augmenté que de 0,3 p. 100, ajoutant de 0,2 milliard de dollars au total pour clôturer l'année à 84,1 milliards de dollars. Toutefois, étant donné que le commerce des services n'a pas subi une contraction aussi sévère que le commerce des biens au cours de la grande récession, ce niveau dépasse de 5,0 p. 100 celui de 2008. Comme dans le cas des exportations, les importations de services ont touché un sommet, totalisant 108,3 milliards de dollars après une hausse de 1,7 p. 100 (1,8 milliard de dollars). En conséquence, le déficit du commerce des services du Canada s'est creusé en 2012, augmentant de 1,6 milliard de dollars, à 24,2 milliards de dollars. L'essentiel de l'augmentation du déficit est attribuable au déficit croissant des services de voyage (16,3 milliards de dollars l'an dernier, principalement dans la sous-catégorie des voyages personnels). Les services techniques, commerciaux et autres services aux entreprises constituent l'autre source importante de

l'augmentation du déficit. Le commerce des services a représenté 17,0 p. 100 de l'ensemble des échanges commerciaux du Canada en 2012, ce qui est en légère baisse par rapport à 2011.

Depuis des années, le commerce des services du Canada avec ses principaux partenaires commerciaux est déficitaire et 2012 ne fait pas exception. Le plus important déficit provient du commerce avec les États-Unis (16,4 milliards de dollars, ou 67,7 p. 100 du total); vient ensuite le déficit avec l'UE (3,0 milliards de dollars) et celui avec le Japon (0,3 milliard de dollars). Le déficit du commerce des services avec les autres pays membres de l'OCDE atteint 1,2 milliard de dollars, tandis que le reste du déficit (3,3 milliards de dollars) est attribuable aux échanges avec les pays non membres de l'OCDE. L'essentiel de l'augmentation du déficit des services l'an dernier provenait du déficit croissant des échanges de services de voyage et de services commerciaux avec les États-Unis.

Les **services de voyages et de tourisme** ont continué à dominer le déficit commercial du Canada au poste des services. Les importations de services de voyage (les Canadiens voyageant à l'étranger) sont habituellement supérieures aux exportations (les étrangers voyageant au Canada) et cela, par une marge substantielle. Les importations de services de voyage, c'est-à-dire les dépenses de voyages des Canadiens à l'étranger, ont augmenté de 6,2 p. 100, soit de 2,1 milliards de dollars, la plus grande partie étant attribuable aux voyages personnels. Les dépenses des étrangers voyageant au Canada ont augmenté de seulement 4,6 p. 100, ou 0,8 milliard de dollars. Les importations de services de voyage ont ainsi établi un nouveau record, à 35,0 milliards de dollars. Ces mouvements sont entièrement responsables de la détérioration du solde des échanges de services.

Les échanges de **services de transport** ont été stables en 2012; les exportations ont fléchi de 0,6 p. 100, tandis que les importations augmentaient de 0,1 p. 100. L'effet combiné de ces mouvements sur le solde commercial n'a été que de 102 millions de dollars. Les exportations et

TABLEAU 4-2

Commerce des services du Canada par secteur, 2011 et 2012
(millions de dollars et variation annuelle en pourcentage)

	Exportations			Importations			Solde		
	2011	2012	Croissance (%)	2011	2012	Croissance (%)	2011	2012	Variation (\$)
Total, ensemble des services	83 850	84 086	0,3%	106 469	108 290	1,7%	-22 619	-24 204	-1 585
Voyages	16 624	17 387	4,6%	32 974	35 030	6,2%	-16 350	-17 643	-1 293
Voyages d'affaires	2 865	2 899	1,2%	4 120	4 273	3,7%	-1 255	-1 374	-119
Voyages personnels	13 760	14 490	5,3%	28 855	30 757	6,6%	-15 095	-16 267	-1 172
Transport	13 587	13 508	-0,6%	23 673	23 696	0,1%	-10 086	-10 188	-102
Transport par eau	2 733	2 654	-2,9%	10 128	9 928	-2,0%	-7 395	-7 274	121
Transport aérien	6 283	6 359	1,2%	10 156	10 279	1,2%	-3 873	-3 920	-47
Transport terrestre et autres	4 571	4 496	-1,6%	3 391	3 489	2,9%	1 180	1 007	-173
Services commerciaux	52 072	51 597	-0,9%	48 516	48 247	-0,6%	3 556	3 350	-206
Services d'entretien et de réparation	1 371	1 489	8,6%	299	613	105,0%	1 072	876	-196
Services de construction	482	353	-26,8%	406	336	-17,2%	76	17	-59
Services d'assurance	2 174	2 133	-1,9%	5 857	5 405	-7,7%	-3 683	-3 272	411
Services financiers	6 883	6 917	0,5%	5 160	5 379	4,2%	1 723	1 538	-185
Services de communication	9 520	9 800	2,9%	4 919	5 090	3,5%	4 601	4 710	109
Redevances d'utilisation de la propriété intellectuelle	3 311	3 742	13,0%	10 300	10 855	5,4%	-6 989	-7 113	-124
Services professionnels et de gestion	11 402	11 753	3,1%	10 133	9 736	-3,9%	1 269	2 017	748
Recherche et développement	4 320	3 981	-7,8%	1 127	805	-28,6%	3 193	3 176	-17
Services techniques, métiers et autres services aux entreprises	10 120	9 070	-10,4%	8 303	7 980	-3,9%	1 817	1 090	-727
Services personnels, culturels et récréatifs	2 488	2 361	-5,1%	2 012	2 047	1,7%	476	314	-162
Services gouvernementaux	1 567	1 593	1,7%	1 302	1 317	1,2%	265	276	11

Source : Statistique Canada, CANSIM, tableau 376-0108

les importations des services de transport par eau ont diminué (de 2,9 p. 100 et 2,0 p. 100, respectivement), alors que les exportations et les importations de services de transport terrestre et d'autres modes de transport ont augmenté (de 1,6 p. 100 et de 2,9 p. 100, respectivement). Les exportations et les importations de services de transport aérien ont avancé au même rythme, soit 1,2 p. 100.

Les échanges de **services commerciaux** ont produit un surplus atypique au Canada pour la troisième année d'affilée. La révision des données de 2011 a révélé que l'excédent commercial dans cette catégorie était de 3,6 milliards de dollars plutôt que de 0,9 milliard de dollars, tel que publié précédemment; cet excédent a légèrement reculé à 3,4 milliards de dollars en 2012.

Les exportations de services commerciaux ont fléchi de 0,5 milliard de dollars (0,9 p. 100), tandis que les importations reculaient de 0,3 milliard de dollars (0,6 p. 100). La révision de 2011 a porté la valeur des exportations de services commerciaux à 52,1 milliards de dollars; en 2012, elle était de 51,6 milliards de dollars. Une seule catégorie – les frais d'utilisation de la propriété intellectuelle (autrefois les redevances et droits de licence) – a augmenté rapidement durant l'année, ajoutant 0,4 milliard, soit 13,0 p. 100, à la valeur des exportations. Les services financiers, les services de communication, les services professionnels et de gestion et les services d'entretien et de réparation ont crû plus lentement. Les exportations de services techniques, commerciaux et autres services aux entreprises ont diminué (1,1 milliard de dollars, soit 10,4 p. 100), alors que les services de construction reculaient fortement (129 millions de dollars, ou 26,8 p. 100). Les autres catégories en baisse sont les services de recherche-développement, les services personnels, culturels et récréatifs et les services d'assurance. Les importations de services d'entretien et de réparation, les frais d'utilisation de la propriété intellectuelle et les services personnels, culturels et récréatifs ont respectivement avancé de 0,3 milliard, 0,6 milliard et 0,04 milliard de dollars; une repli est survenu dans les importations de services de recherche-développement (0,3 milliard de dollars), de services professionnels et de gestion (0,4 milliard de dollars) et de services d'assurance (0,5 milliard de dollars).

Le compte courant

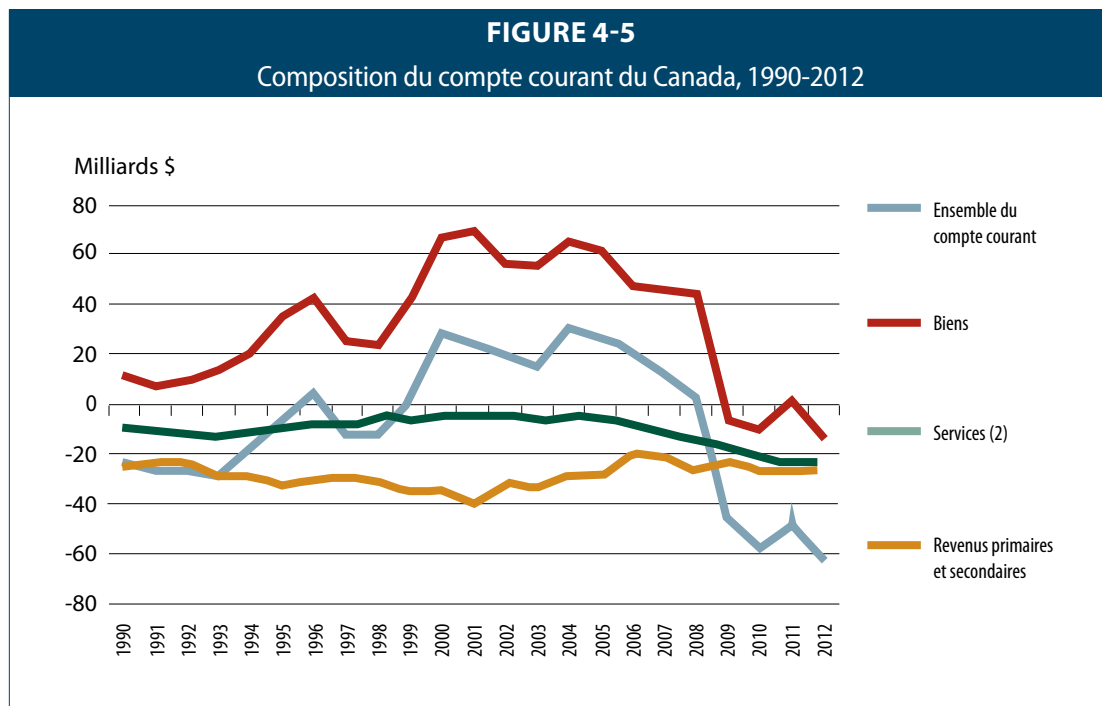
Le compte courant enregistre tous les flux de transactions entre le Canada et ses partenaires commerciaux au cours d'une année. Le commerce des biens est le principal volet de ces transactions, les échanges de services arrivant loin derrière au second rang. Ces deux volets ont été examinés en détail précédemment dans ce chapitre. Les deux autres volets du compte courant étaient auparavant appelés *revenus de placements et transferts courants*, mais un changement de classification cette année a créé de nouveaux postes : les *revenus primaires* et les

revenus secondaires. Les rentrées à ces deux postes peuvent être considérées comme des exportations, tandis que les paiements peuvent être vus comme des importations.

Les flux de **revenus primaires** se composent des recettes et paiements sur les investissements directs, les placements de portefeuille et les autres placements, et la rémunération des salariés. Au Canada, ce poste accuse habituellement un déficit; en 2012, ce déficit a reculé de 0,7 milliard de dollars, à 22,4 milliards de dollars. Les recettes des investisseurs canadiens ont augmenté de 3,3 milliards de dollars, les rentrées sur les placements de portefeuille et les investissements directs enregistrant une hausse. Les paiements aux investisseurs étrangers ont aussi augmenté de 2,5 milliards de dollars, les paiements sur les investissements directs ayant été relativement stables et les paiements sur les placements de portefeuille ayant augmenté. Globalement, les flux d'investissements direct comptent pour la plus grande partie des flux financiers à court terme dans cette catégorie et les recettes et les paiements sont assez largement équilibrés. Le déficit enregistré dans les placements de portefeuille est responsable de la plus grande partie du déficit du Canada au poste des revenus de placements en 2012.

Les **revenus secondaires** sont la plus petite composante du compte courant et représentent les transferts courants. Le déficit à ce poste a augmenté de 0,06 milliard de dollars, à 3,5 milliards de dollars en 2012. Les recettes ont progressé de 0,3 milliard de dollars en raison des transferts gouvernementaux; les paiements de transfert aux étrangers ont crû de 0,3 milliard de dollars, surtout en raison de l'augmentation des impôts payés à l'étranger.

Les mouvements décrits précédemment et les révisions majeures apportées à la méthodologie et aux calculs de Statistique Canada cette année ont entraîné un déficit du **compte courant** du Canada (la somme de toutes ses composantes) de 62,2 milliards de dollars en 2012. Il s'agit d'une hausse significative de 13,7 milliards de



dollars par rapport à 2011, imputable à une détérioration de 12,8 milliards de dollars du solde du commerce des biens et à une hausse de 1,6 milliard de dollars du déficit du commerce des services. Le déficit des revenus primaires s'est

contracté de 0,7 milliard de dollars, tandis que le déficit des revenus secondaires s'est creusé de 0,06 milliard de dollars; ces mouvements ont produit le quatrième déficit consécutif du compte courant du Canada. ■

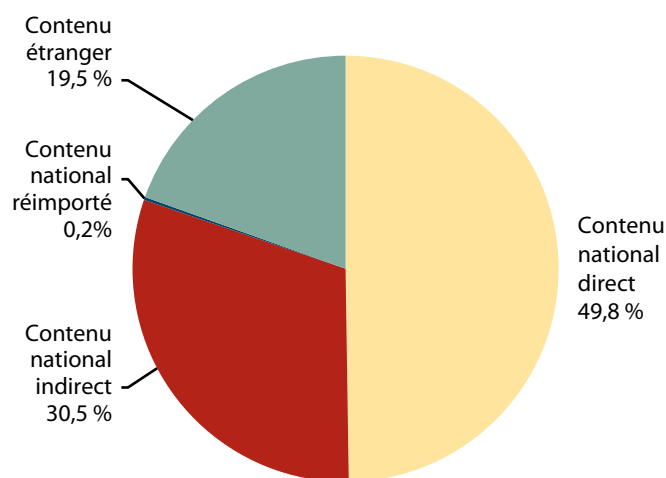
Les échanges à valeur ajoutée – leur signification pour le Canada

Les chaînes de valeur mondiales (CVM) sont devenues un volet important du commerce international. Le processus de production d'un bien ou d'un service est de plus en plus réparti entre de nombreux pays, ce qui se traduit par l'achat d'intrants intermédiaires en provenance de pays qui sont en mesure de les fournir plus efficacement. La valeur créée par les CVM dans chaque pays peut être difficile à mesurer en raison du fait que les mesures brutes habituelles ont tendance à compter en double les importations de biens intermédiaires employés comme intrants dans les exportations. Les bases de données sur les échanges à valeur ajoutée (EVA) récemment publiées par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et l'Organisation mondiale du commerce (OMC) constituent une nouvelle façon de mesurer le commerce international. Dérivée des tableaux d'entrées-sorties de l'OCDE, la base de données EVA fournit des estimations de la source de la valeur ajoutée, par industrie et par pays, dans la production des biens et services échangés. Bien que les statistiques brutes sur le commerce restent essentielles, les échanges à valeur ajoutée apportent une perspective complémentaire qui tient compte de la circulation des biens et services intermédiaires parmi de nombreux pays, permettant ainsi une mesure plus précise des CVM.

Les échanges à valeur ajoutée font la distinction entre le contenu étranger et le contenu national dans les exportations et les importations. Le contenu national mesure combien de valeur ajoutée est engendrée au sein de l'économie nationale, tandis que le contenu étranger représente la

FIGURE 1

Exportations brutes canadiennes par contenu à valeur ajoutée



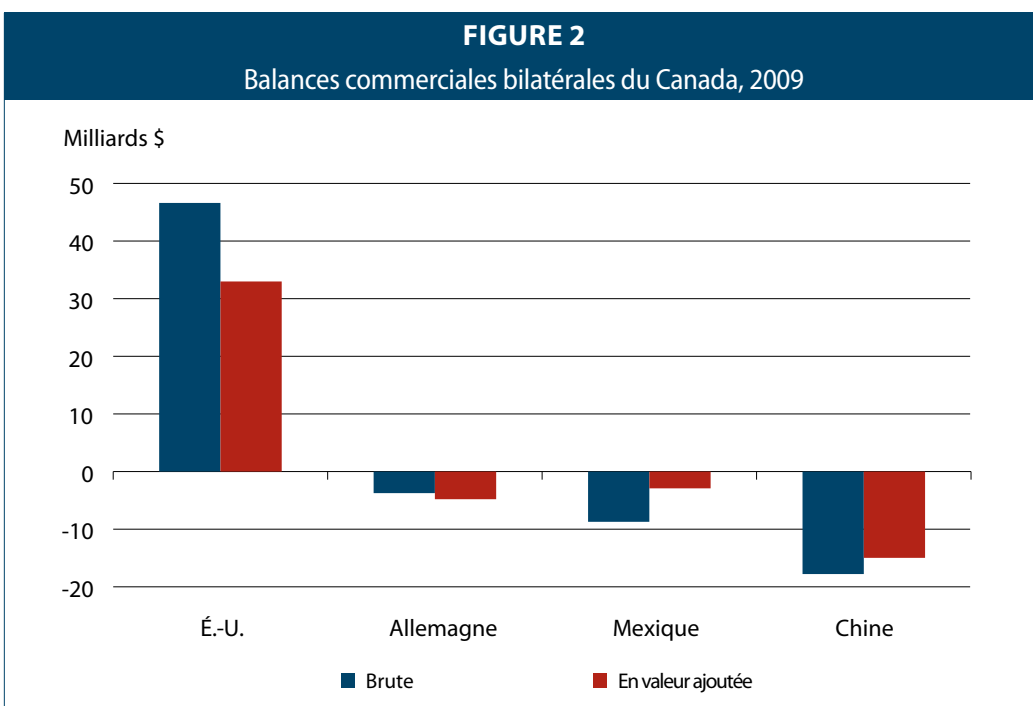
Données : Base de données du commerce en valeur ajoutée de l'OCDE et de l'OMC
Source : Bureau de l'économiste en chef, MAECI

valeur ajoutée engendrée ailleurs dans le monde. À titre d'exemple, le Canada peut exporter une voiture. Le châssis, les roues et l'intérieur peuvent être produits en Ontario alors que le moteur est fabriqué à Detroit. Le moteur est ensuite importé au Canada, d'où la voiture montée est ensuite exportée à l'étranger. Dans ce cas, le contenu national comprend le châssis, les roues et l'intérieur, tandis que le contenu étranger comprend la valeur du moteur. Dans une économie où le contenu étranger des exportations est élevé, l'importance des importations pour les exportations est plus grande.

Les exportations du Canada renferment, en moyenne, 19,5 p. 100 de contenu étranger et 80,5 p. 100 de contenu national. Les exportations canadiennes ont un contenu national plus élevé que celles des autres pays de l'OCDE, dont les exportations renferment, en moyenne, 29,0 p. 100 de contenu étranger et 71,0 p. 100 de contenu national. Le contenu local des exportations du Canada peut être divisé en contenu national direct (49,8 p. 100), contenu national indirect (30,5 p. 100) et contenu national réimporté (0,2 p. 100). Le **contenu direct** est la valeur provenant directement de l'industrie canadienne qui exporte le produit; le **contenu indirect** est la valeur provenant des biens intermédiaires canadiens produits par d'autres industries que celle qui déclare l'exportation. Le **contenu national réimporté** est la valeur provenant des produits et services exportés par le Canada et réimportés par la suite.

Le contenu national élevé des exportations du Canada peut s'expliquer en partie par ses ressources. À titre d'exemple, l'exploitation minière compte pour 23,0 p. 100 des exportations canadiennes et constitue le plus important secteur d'exportation du Canada. Parce qu'elle se situe au début de la chaîne de valeur, l'exploitation minière détient la plus grande part de contenu canadien direct de toutes les industries canadiennes, et la plus faible part de contenu étranger, soit 73,5 p. 100 et 6,5 p. 100, respectivement. Les exportations canadiennes provenant des autres secteurs ont des niveaux plus élevés de contenu étranger. Ainsi, les exportations de l'industrie canadienne du matériel de transport renferment la plus grande proportion de contenu étranger et de contenu national réimporté parmi l'ensemble des industries canadiennes, soit 36,0 p. 100 et 0,5 p. 100, respectivement. Cela s'explique par le degré élevé d'intégration de cette industrie entre le Canada et les États-Unis.

Les soldes commerciaux bilatéraux du Canada mesurés selon la valeur ajoutée diffèrent de ceux mesurés sur une base brute. La figure 2 montre que l'excédent commercial du Canada avec les États-Unis est moins élevé lorsqu'il est mesuré en termes de valeur ajoutée qu'en termes bruts. Cela est attribuable au niveau élevé des biens et services intermédiaires américains entrant dans les exportations canadiennes. Cet excédent moindre est compensé par une hausse des excédents ou une baisse des déficits avec les autres pays puisque le solde net du Canada avec le monde doit rester le même. Ainsi, sur la base de la valeur ajoutée, les déficits commerciaux du Canada avec la Chine et le Mexique paraissent plus petits que sur la base des exportations brutes parce que les exportations directes de ces pays au Canada intègrent plus de contenu étranger que leur contribution indirecte aux exportations des autres pays au Canada. Les mesures fondées sur la valeur ajoutée modifient aussi le tableau du commerce en changeant la répartition de la valeur qui est exportée. À titre d'exemple, sur la base de la valeur ajoutée, les États-Unis sont la destination de 61 p. 100 des exportations du Canada et l'origine de 48 p. 100 de ses importations,

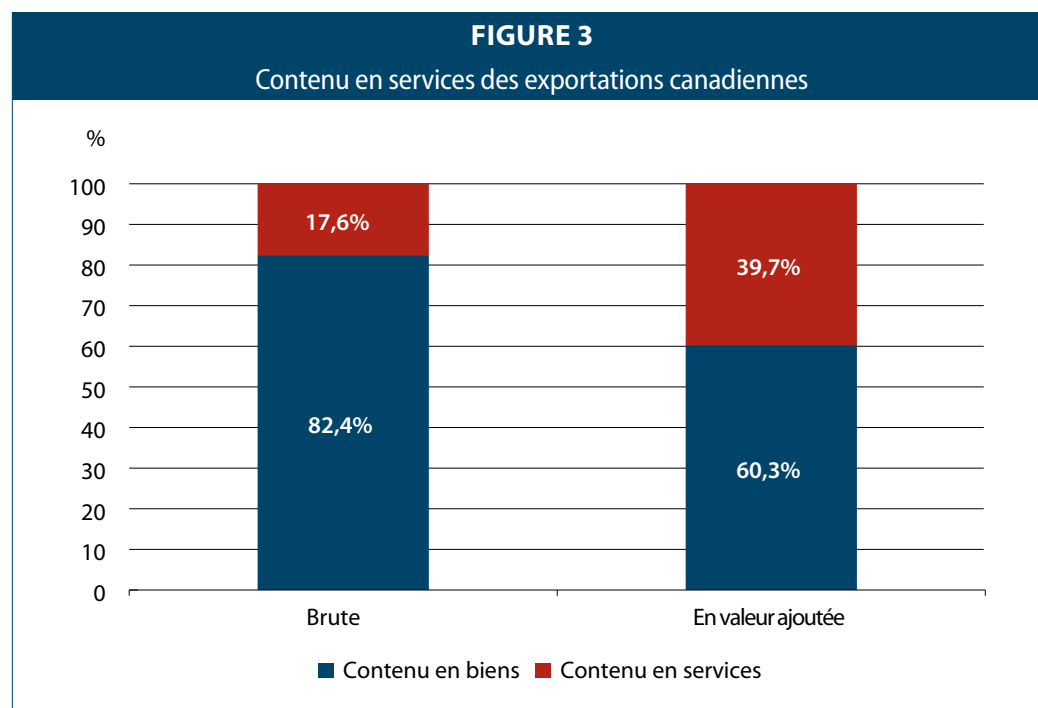


tandis que sur la base des données brutes, ce pays compte pour 70 p. 100 des exportations et 62 p. 100 des importations du Canada¹. L'écart entre les deux mesures reflète l'importance des échanges d'intrants intermédiaires entre le Canada et les États-Unis.

La mesure des échanges commerciaux en fonction de la valeur ajoutée fait également ressortir l'importance des services, notamment comme intrants dans les exportations canadiennes. Le contenu en services englobe des activités telles que la distribution, les réparations, le transport et l'entreposage, qui constituent d'importants liens dans les chaînes d'approvisionnement, ainsi que les services financiers et les services aux entreprises, qui améliorent l'efficacité de la production des biens². La figure 3 compare le contenu en services des exportations sur une base brute avec le contenu en services sur la base de la valeur ajoutée. Avec une proportion de 36,8 p. 100 des exportations en valeur ajoutée, la composante des services dans les exportations est plus du double de la composante des services calculée sur une base brute. Cela s'explique principalement par le niveau élevé de contenu national indirect en services, qui représente 20,0 p. 100 des exportations. Le commerce à valeur ajoutée montre que même les industries autres que les services incorporent une quantité importante de services, soit 21,6 p. 100 en moyenne pour l'ensemble des industries.

1 L'utilisation des mesures de la valeur ajoutée plutôt que des mesures brutes influe moins sur la part des importations canadiennes provenant des États-Unis que sur la part des exportations canadiennes vers ce pays en raison d'un contenu national plus élevé. Plus la part du contenu national est élevée, plus restreint est l'écart entre les mesures fondées sur les valeurs brutes et celles fondées sur la valeur ajoutée.

2 Jusqu'à maintenant, la part de ces activités dans le contenu en services des exportations canadiennes est inconnue puisque l'OCDE et l'OMC n'ont pas encore publié de données pour des pays particuliers. Au niveau mondial, la distribution et les réparations et les services aux entreprises comptent pour la plus grande part du contenu en services dans les industries manufacturières.



Le commerce à valeur ajoutée dévoile une nouvelle perspective sur le commerce international et jette un éclairage utile sur les chaînes de valeur mondiales. À la différence des statistiques commerciales officielles, il ne mesure pas directement les flux commerciaux; en s'appuyant sur d'importantes hypothèses, il estime plutôt des agrégats de haut niveau à l'échelle de l'industrie. Les données sur le commerce à valeur ajoutée sont également moins à jour que les statistiques officielles du commerce. Le commerce à valeur ajoutée fournit un nouvel outil analytique pour évaluer le rôle des échanges commerciaux, mais il doit être vu comme un complément plutôt qu'un substitut des statistiques commerciales classiques. ■

Points saillants de l'évolution du commerce des marchandises du Canada en 2012

Les chapitres précédents ont traité de la difficile conjoncture économique mondiale et de la reprise continue de l'économie et du commerce au Canada en 2012. Bien que moins robuste qu'au cours des deux années précédentes, la reprise au Canada a été plus stable et plus soutenue que dans la plupart des autres pays. La robustesse soutenue de la demande intérieure et la solidité des assises financières et budgétaires ont permis une croissance continue des importations de marchandises, tandis que la croissance des exportations de marchandises a modéré. Le ralentissement de l'activité économique dans le monde – plusieurs des principales destinations des exportations du Canada sont retombées en récession – et l'affaiblissement des prix à l'exportation des produits liés aux ressources – récemment, l'un des principaux secteurs d'exportation du Canada – ont contribué à cette morosité. En 2012, la bonne nouvelle a été l'amélioration du commerce du Canada avec les États-Unis, l'économie américaine commençant à émerger de la récession durant la seconde moitié de l'année. La reprise au sud de la frontière s'est accélérée, et la hausse de l'emploi et les meilleures perspectives dans le secteur du logement ont alimenté la demande pour certaines exportations canadiennes. Pour la première fois en plus d'une décennie, la part détenue par les États-Unis à la fois comme destination des exportations et comme fournisseur d'importations du Canada a progressé, inversant la tendance baissière à long terme. Le commerce de marchandises du Canada a également résisté à la tendance à la diversification en 2012 et la

dépendance à l'égard de ses principaux partenaires commerciaux, du côté tant des importations que des exportations, a augmenté légèrement.

Le présent chapitre renferme un examen plus approfondi de l'évolution du commerce de marchandises du Canada en 2012. L'utilisation des données douanières sur le commerce des marchandises permet d'analyser les statistiques commerciales plus en détail – par pays de destination, par produit et par province d'origine. Ces données diffèrent de celles de la balance des paiements utilisées au chapitre 4¹.

Les exportations totales de marchandises du Canada ont augmenté à 454,4 milliards de dollars en 2012, mais elles ont été dépassées par les importations totales de marchandises qui ont atteint 462,1 milliards de dollars, poussant à nouveau le Canada en position déficitaire dans son commerce de marchandises, à hauteur de 7,7 milliards de dollars. En raison de la faiblesse de l'économie mondiale, les exportations canadiennes ont diminué vers 7 des 10 principales destinations et 13 des 20 principales destinations des exportations canadiennes. Les trois seules destinations parmi les 10 premières où les exportations étaient en hausse sont les États-Unis (1^{er}), la Chine (2^{ème}) et la France (9^{ème}), mais ces gains ont suffi à faire croître les exportations totales. Ainsi la reprise des exportations canadiennes de marchandises au lendemain de la récession s'est poursuivie à un rythme moindre étant donné que les autres partenaires commerciaux du Canada (l'UE, le Japon, etc.) étaient à nouveau

1 Les statistiques sur le commerce canadien se présentent essentiellement sous deux formes : les statistiques compilées sur une base douanière et celles compilées sur la base de la balance des paiements. Au chapitre 4, l'analyse du commerce avec les « principaux partenaires » repose sur les données du commerce de la balance des paiements. Les statistiques sur les échanges commerciaux désagrégés au niveau des produits de base et des pays sont produites uniquement sur une base douanière. Comme le chapitre 5 examine l'évolution du commerce au niveau détaillé, les chiffres présentés reposent sur les statistiques compilées sur une base douanière. Voir la note en fin de texte qui renferme des détails sur les données douanières par rapport à celles de la balance des paiements.

aux prises avec une récession. Pendant ce temps, les importations de marchandises ont atteint un nouveau sommet, la croissance étant la règle plutôt que l'exception de ce côté. En effet, 7 des 10 principales sources d'importations et 13 des 20 principales sources d'importations ont accru leurs expéditions vers le Canada avec, en tête, les États-Unis et la Chine, les deux principaux partenaires commerciaux du Canada, suivis du Japon et de l'Allemagne.

Le Canada effectue la majeure partie de ses échanges commerciaux avec un petit nombre de partenaires, et ses exportations de marchandises sont particulièrement concentrées. En 2012, 74,5 p. 100 des exportations canadiennes ont pris la destination des États-Unis. Les trois principales destinations (les États-Unis, la Chine et le Royaume-Uni) ont accaparé 82,9 p. 100 de l'ensemble des exportations, tandis que les 10 principales destinations ont représenté 90,3 p. 100 des exportations (contre 89,7 p. 100 en 2011). La part des 20 principales destinations des exportations a aussi augmenté légèrement, passant de 94,3 p. 100 en 2011 à 94,5 p. 100 en 2012.

Les États-Unis, qui sont le premier fournisseur du Canada, comptaient pour un peu plus de la moitié des importations canadiennes, tandis que les trois principales sources d'importations représentaient un peu plus des deux tiers. Les 10 principaux fournisseurs ont été à l'origine de 80,2 p. 100 des importations totales de marchandises au Canada (un gain sur le niveau de 79,1 p. 100 observé en 2011), tandis que les 20 principaux fournisseurs ont représenté, ensemble, 88,1 p. 100 (aussi une hausse significative sur le niveau de 86,9 p. 100 de 2011). La concentration moindre des importations s'explique par la moins grande dépendance à l'égard des importations provenant des États-Unis, comme en témoigne l'excédent commercial de 104,9 milliards de dollars enregistré avec ce pays en 2012. Il y a peu d'autres pays avec lesquels le Canada a réalisé un excédent commercial notable en 2012 : 10,2 milliards de dollars avec le Royaume-Uni, 2,2 milliards de dollars avec Hong Kong et 1 milliard de dollars avec les

Pays-Bas. L'important excédent commercial du Canada avec les États-Unis lui permet de faire des déficits commerciaux avec la plupart des autres pays, notamment la Chine (31,4 milliards de dollars), le Mexique (20,1 milliards de dollars), l'Allemagne (10,7 milliards de dollars) et l'Algérie (5,6 milliards de dollars)ⁱ.

L'année 2012 a été marquée par des changements considérables parmi les 10 principales destinations des exportations du Canada. Le changement le plus important concerne la Chine, qui a dépassé le Royaume-Uni pour devenir la deuxième destination des exportations canadiennes. La Corée du Sud a cédé le sixième rang aux Pays-Bas après une baisse des exportations du Canada vers ce pays, tandis que le Brésil a devancé Hong Kong en 10^e place (voir la figure 5-1). En revanche, du côté des importations, les 10 premières places demeurent essentiellement inchangées; seule la France a perdu deux rangs pour terminer l'année derrière l'Algérie et l'Italie (voir la figure 5-2).

Les produits énergétiques ont continué d'exercer une incidence majeure sur la performance commerciale du Canada en 2012, le pétrole brut étant le produit qui a engendré le plus important excédent commercial (44,5 milliards de dollars). Toutefois, le changement le plus important au niveau de la balance commerciale du Canada l'an dernier est imputable à la catégorie des voitures de tourisme (gain de 4,9 milliards de dollars), cette catégorie ayant engendré un excédent commercial de 21 milliards de dollars, le second plus important du Canada. Fait à noter, les voitures de tourisme sont la seule catégorie non liée aux ressources parmi les 10 plus importants produits excédentaires, qui comprennent les gaz de pétrole, le blé, la potasse, l'or, le bois, le charbon, l'aluminium et le canola. Par ailleurs, les produits manufacturés, y compris les camions, les pièces d'automobiles, les ordinateurs, le matériel de télécommunication et les médicaments, ont été responsables de la plupart des déficits commerciaux; de façon générale, ces produits ont augmenté leur déficit l'an dernier. En revanche, la plupart des biens excédentaires ont vu leur excédent augmenter, avec quelques

exceptions notables : les gaz de pétrole, la potasse, l'or, le charbon et l'aluminium ont tous engendré des excédents en 2012 inférieurs à ceux de 2011.

Dans le secteur des ressources, la tendance des prix à l'exportation était généralement à la baisse en 2012, ce qui a eu un impact défavorable sur les termes de l'échange du Canada. Les prix de l'énergie ont diminué de près de 10 p. 100 dans l'ensemble, dominé par des reculs importants des prix du gaz naturel et de l'électricité. Les prix du pétrole brut ont légèrement fléchi, tandis que les prix des produits pétroliers raffinés sont demeurés à peu près au niveau de l'année précédente. Les prix des minerais et concentrés métalliques ont reculé de façon générale, entraînant à la baisse les prix des produits métalliques intermédiaires, mais en gardant constants les prix des métaux ouvrés. Des prix plus faibles ont aussi été la norme pour les exportations de produits chimiques. Par contre, les prix des aliments ont augmenté et la plupart des industries manufacturières ont enregistré de faibles hausses de prix, dont les machines, le matériel électrique et électronique, les aéronefs et les biens de consommation.

Les tendances des prix ont été similaires du côté des importations, à quelques exceptions près. Les prix des produits pétroliers raffinés ont légèrement diminué, mais la baisse des prix du gaz et de l'électricité a été moins abrupte que du côté des exportations. Les prix des minerais et concentrés métalliques n'ont fléchi que marginalement, tandis que les prix des produits chimiques importés ont augmenté. Les prix du matériel électrique et électronique importé sont demeurés stables.

Les volumes exportés ont augmenté sensiblement pour le blé et les autres cultures, le pétrole brut et raffiné, l'électricité, les produits métalliques non ferreux de base, les machines et le matériel agricoles, les voitures de tourisme, les moteurs et pièces d'aéronefs et les produits textiles. Les volumes d'exportations ont par contre diminué pour le charbon, les minerais de nickel, la potasse, les métaux précieux sous forme brute,

les produits chimiques industriels et de base, les machines servant à travailler le métal, les produits d'édition et les supports enregistrés, ainsi que les produits du tabac. Les volumes importés ont augmenté considérablement dans le cas du blé, du canola, des poissons et fruits de mer, de la potasse, des produits chimiques industriels, des produits forestiers, des matériaux de construction et d'emballage, des voitures de tourisme, des camions, des produits de la viande et des boissons. Les volumes importés ont diminué dans le cas des produits suivants : liquides du gaz naturel, pétrole raffiné, électricité, minerais de fer, diamants, métaux précieux et leurs déchets et rebuts sous forme brute, pièces électriques et électroniques, aéronefs, navires et matériel ferroviaire (et pièces connexes).

La relance du secteur nord-américain de l'automobile a été le point saillant du commerce sectoriel en 2012, les exportations canadiennes de voitures de tourisme bondissant de 19,1 p. 100, tandis que les exportations de pièces de véhicules automobiles avançaient de 9 p. 100. L'augmentation des importations a aussi contribué à cette progression, avec une hausse de 11,1 p. 100 pour les voitures de tourisme, de 11,9 p. 100 pour les pièces de véhicules automobiles et de 7,5 p. 100 pour les camions. La reprise économique continue aux États-Unis a stimulé les exportations du secteur du bois au Canada, qui ont inscrit un gain de 10,2 p. 100.

Les exportations de gaz de pétrole ont poursuivi leur déclin avec une baisse de près d'un tiers en 2012, alors que le gaz bon marché disponible aux États-Unis a déprimé encore plus les prix à l'exportation et les volumes expédiés du Canada. Les exportations de charbon ont aussi été durement touchées, avec un recul de plus de 20 p. 100. La hausse des exportations de potasse – lesquelles ont triplé au cours des cinq dernières années – s'est interrompue en 2012, ce produit enregistrant une baisse de près de 10 p. 100. En revanche, les exportations de graines et d'huile de canola ont continué de croître, soit de 13,4 p. 100 et de 9,0 p. 100, respectivement, tandis que les exportations de blé augmentaient de 8,2 p. 100. Les exportations de métaux ont

diminué dans la plupart de cas, l'or retraitant de 8,9 p. 100, l'aluminium, de 14,9 p. 100, le cuivre, de 6,5 p. 100, le nickel, de 20,3 p. 100, et l'argent, de 36,7 p. 100.

Parmi les produits manufacturés, les exportations de pièces d'aéronefs ont progressé de 19,1 p. 100, tandis que les exportations d'aéronefs finis demeuraient stables; les exportations de turbines étaient en hausse de 4,3 p. 100. Les exportations de matériel de télécommunication ont régressé de 6,6 p. 100, et les exportations de moteurs et de pièces de machines ont augmenté de 6,0 p. 100 et de 8,1 p. 100, respectivement. Les exportations de papier journal ont plongé de 16,4 p. 100 en valeur, alors que les exportations de papier reculaient de 8,5 p. 100.

Du côté des importations, les importations canadiennes de pétrole non brut, principalement des États-Unis, ont ralenti la cadence (baisse de 6,4 p. 100), tandis que la plupart des autres grandes catégories (à l'exception du secteur de l'automobile, examiné ci-dessus) ont peu varié. Parmi les catégories de moindre envergure, les importations de moteurs ont augmenté de 15,3 p. 100, celles de tracteurs, de 18,4 p. 100, et celles de bulldozers, de 13,1 p. 100.

Le commerce avec les dix principaux partenaires commerciaux

Les exportations de marchandises

Après deux années de reprise rapide, à des taux dépassant 10 p. 100 l'an, les exportations canadiennes de marchandises vers le monde n'ont progressé que marginalement en 2012, affichant un gain de 1,5 p. 100 (6,9 milliards de dollars), pour atteindre 454,4 milliards de dollars. Cette faible croissance est principalement attribuable à une modération et, dans certains cas, à une baisse des prix des ressources ainsi qu'à la faiblesse persistante de la demande étrangère, particulièrement en Europe. Au total, les exportations sont demeurées bien en-deçà de leur sommet de 483,5 milliards de dollars

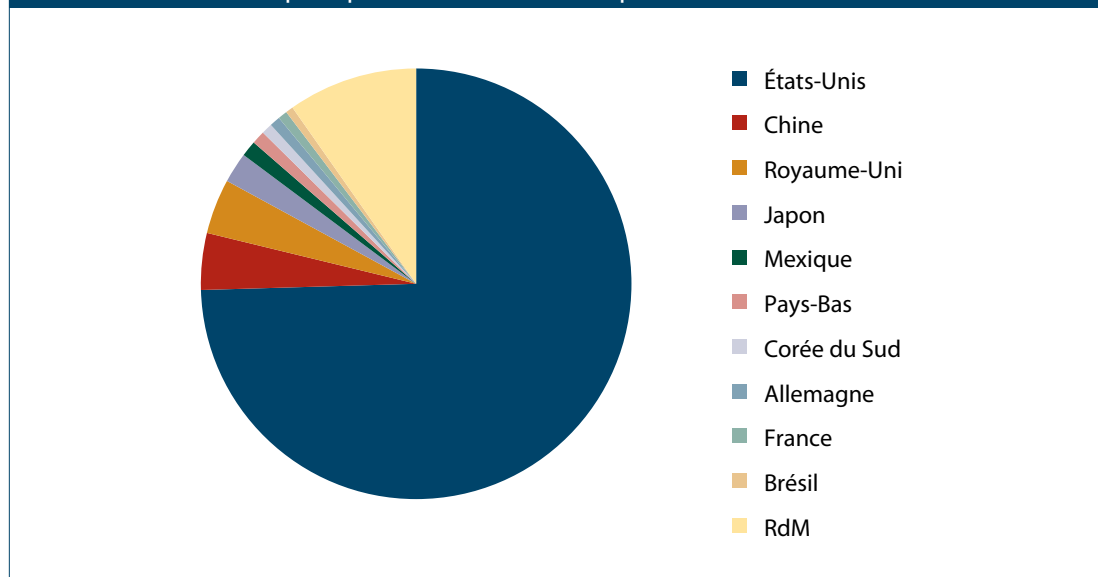
enregistré en 2008. Les principaux partenaires commerciaux du Canada, soit l'Europe, le Japon et l'Amérique du Nord, fonctionnaient toujours sous leur potentiel et, dans certains cas, ils sont retombés en récession. En conséquence, les exportations vers les États-Unis, le Japon, le Mexique, l'Allemagne, la Belgique, la France et l'Italie n'ont pas encore rattrapé leur niveau d'avant la crise. Une reprise soutenue de ces économies permet d'entrevoir un regain des échanges de marchandises du Canada.

Globalement, les 10 principaux marchés extérieurs du Canada ont reçu 90,3 p. 100 des exportations canadiennes de marchandises en 2012, une augmentation par rapport au niveau de 89,7 p. 100 observé en 2011. En outre, la concentration des exportations de marchandises parmi les 20 principales destinations a progressé depuis trois ans, passant de 93,3 p. 100 en 2009 à 94,5 p. 100 en 2012. En 2011, Hong Kong figurait parmi les 10 principales destinations des exportations canadiennes, ayant reçu 3 milliards de dollars d'exportations du Canada, mais les expéditions vers cette destination ont reculé à 2,5 milliards de dollars en 2012 et Hong Kong a perdu le 10^e rang aux mains du Brésil.

Les **États-Unis** demeurent la première destination des exportations de marchandises du Canada et la part de ce pays a augmenté à 74,5 p. 100 en 2012, contre 73,7 p. 100 en 2011, la première hausse depuis 2002. Avec le raffermissement progressif de la reprise économique aux États-Unis, les exportations vers ce pays ont crû plus rapidement que la moyenne, soit de 2,7 p. 100, soit 8,9 milliards de dollars, pour s'établir à 338,7 milliards de dollars en 2012. La hausse de l'emploi et le redressement du marché du logement ont amélioré les perspectives économiques au sud de la frontière. Cependant, des problèmes politiques continuent de faire obstacle à la conclusion d'un accord sur la politique économique, tandis que l'incertitude engendrée par le processus de séquestration plane sur la reprise, ce qui limite les chances du Canada de voir ses exportations retrouver leur niveau d'avant la récession. Par contre, de nouveaux débouchés sont apparus dans le sillage de la révolution

FIGURE 5-1

Dix principales destinations des exportations canadiennes



énergétique qui se déroule en Amérique du Nord et à la faveur des perspectives de regain de l'activité manufacturière aux États-Unis.

La principale catégorie d'exportations du Canada aux États-Unis, celle des combustibles et huiles minéraux, n'a progressé que marginalement, passant de 104,1 milliards de dollars en 2011 à 105,8 milliards de dollars en 2012; par conséquent, sa part des exportations totales a reculé de 31,6 p. 100 à 31,2 p. 100. À l'exception du gaz naturel, les volumes exportés ont augmenté fortement dans toutes les catégories, notamment celle des produits pétroliers raffinés. Toutefois, les prix des produits énergétiques ont généralement diminué – abruptement pour le gaz et l'électricité mais modérément pour le pétrole brut, et il y a eu une légère hausse dans le cas des produits pétroliers raffinés. Ces mouvements se sont essentiellement compensés mutuellement, laissant à peu près stable la valeur des exportations de produits énergétiques du Canada aux États-Unis.

Les exportations de produits automobiles ont été le moteur de l'expansion des exportations vers les États-Unis, croissant de 16,2 p. 100, alors que la reprise dans le secteur de l'automobile

s'est confirmée – un gain de 8,1 milliards de dollars, principalement dans les voitures de tourisme. Par ailleurs, les exportations de pierres et métaux précieux ont plongé (de 2,8 milliards de dollars, soit 28,5 p. 100). Des baisses sont également survenues dans les exportations de papier (0,9 milliard de dollars) et d'aluminium (0,8 milliard de dollars). En revanche, il y a eu des gains importants dans les exportations de produits du bois (1,1 milliard de dollars), de machines mécaniques (0,9 milliard de dollars) et d'aéronefs et de pièces (0,7 milliard de dollars).

La Chine a pris le second rang des destinations les plus importantes pour les exportations canadiennes de marchandises, délogeant le Royaume-Uni. Les exportations vers la Chine ont augmenté de 2,5 milliards de dollars, soit 15,1 p. 100, à 19,3 milliards de dollars, portant la part de ce pays dans les exportations totales du Canada à 4,3 p. 100 en 2012. Plus de la moitié de cette augmentation est attribuable aux exportations de graines de canola, qui ont plus que doublé, passant de 0,9 milliard de dollars en 2011 à 2,5 milliards de dollars en 2012. Les exportations de minerais, scories et cendres ont été le principal produit exporté par le Canada vers la Chine en 2012, gagnant 0,2 milliard de

dollars; la pâte de bois est demeurée au second rang avec un gain marginal. Les autres hausses importantes sont observées dans les exportations de combustibles et huiles minéraux (0,8 milliard de dollars, soit près de 60 p. 100) et d'huile de canola (0,5 milliard de dollars, soit plus de 75,0 p. 100). Les exportations de blé ont plus que doublé, avançant de 0,2 milliard de dollars. Enfin, les exportations de nickel ont perdu un tiers de leur valeur par rapport à 2011 (baisse de 0,3 milliard de dollars).

Les exportations au **Royaume-Uni** ont reculé légèrement en 2012 (perte de 0,2 p. 100) faisant glisser ce pays au troisième rang du classement, avec des exportations canadiennes totalisant 18,8 milliards de dollars sur l'année. La part du Royaume-Uni dans l'ensemble des exportations canadiennes a baissé à 4,1 p. 100. La catégorie des pierres et métaux précieux a fait un gain de 0,2 milliard de dollars, ou 1,7 p. 100, et compte pour plus des deux tiers des exportations du Canada vers le Royaume-Uni. Les exportations d'uranium ont fléchi de 0,1 milliard de dollars, soit 9,9 p. 100, et les exportations de nickel se sont contractées de 0,3 milliard de dollars, soit 26,4 p. 100. Pendant ce temps, les exportations d'avions et de pièces ont augmenté de 0,2 milliard de dollars et les exportations de combustibles et huiles minéraux ont plus que doublé, passant de 0,2 milliard de dollars en 2011 à 0,5 milliard de dollars en 2012. Les exportations d'aluminium, qui s'élevaient à 159 millions de dollars en 2011, ont perdu plus de 80 p. 100 de leur valeur en 2012.

Le **Japon** est demeuré au quatrième rang en 2012, accueillant 10,4 milliards de dollars d'exportations de marchandises du Canada, une baisse de 0,3 milliard de dollars, ou 3,0 p. 100, par rapport à 2011 – imputable entièrement aux combustibles et huiles minéraux (surtout le charbon), la principale catégorie de produits exportés vers ce pays. En dépit d'une progression continue des exportations de graines de canola au Japon, qui étaient en hausse de 0,2 milliard de dollars sur l'année pour atteindre 1,9 milliard de dollars, la Chine a supplanté le Japon au premier rang des destinations des expéditions

canadiennes de graines de canola. La plupart des autres articles d'exportation sont demeurés stables, avec un gain de 0,1 milliard de dollars des exportations de céréales qui a compensé le déclin de 0,1 milliard de dollars des exportations de pâte de bois.

Le **Mexique** est demeuré au cinquième rang des destinations des exportations canadiennes de marchandises, qui ont reculé de 1,6 p. 100, soit 89 millions de dollars, à 5,4 milliards de dollars en 2012 – un peu plus de la moitié du niveau du Japon qui occupe le quatrième rang. La baisse des exportations vers le Mexique a été causée par une chute abrupte des exportations de machines et de matériel électriques – la plus importante catégorie d'exportations en 2010 – en baisse de 322 millions de dollars, soit 40,0 p. 100, qui a glissé au troisième rang en 2012. Pour la troisième année d'affilée, les exportations de graines de canola ont augmenté de façon significative (de 120 millions de dollars) et demeurent la principale marchandise exportée par le Canada au Mexique. Les exportations de véhicules ont progressé de 135 millions de dollars, tandis que les exportations de machines et celles de fer et d'acier ont gagné 58 millions de dollars et 65 millions de dollars, respectivement.

Les **Pays-Bas** ont progressé au classement pour la deuxième année consécutive, passant devant la Corée du Sud pour occuper le sixième rang des destinations des exportations de marchandises du Canada, malgré une baisse des exportations vers ce pays de 5,5 p. 100 (265 millions de dollars) à 4,5 milliards de dollars – exactement 1,0 p. 100 des exportations totales du Canada en 2012. Des reculs sont survenus dans les exportations de combustibles et huiles minéraux, en baisse de 115 millions de dollars (principalement en raison de la diminution des exportations de charbon), les exportations d'aluminium, qui ont régressé de 99 millions de dollars, les exportations d'huile de canola, qui ont perdu 75 millions de dollars, et les exportations de bois, qui ont chuté de 53 millions de dollars. Pendant ce temps, les exportations de métaux et de minerais ont progressé de 146 millions de dollars (pour la plupart, des minerais de fer et

cendres), les exportations de produits chimiques inorganiques (principalement l'uranium) ont augmenté de 83 millions de dollars et les exportations de graines de canola ont gagné 70 millions de dollars.

La **Corée du Sud** est le pays ayant enregistré la plus forte baisse des exportations canadiennes, reculant de la sixième à la septième place parmi les principales destinations des exportations du Canada. Les exportations ont chuté de 1,4 milliard de dollars en 2012, soit 27,2 p. 100, à 3,7 milliards de dollars – le niveau de 2010 – ce qui signifie que l'augmentation de 2011 n'était que transitoire. Les exportations de combustibles et huiles minérales sont retombées à leurs niveaux de 2010, perdant 40,6 p. 100 en valeur (776 millions de dollars, en totalité pour le charbon). Une chute de plus de 70 p. 100 (344 millions de dollars) est aussi survenue dans les exportations de céréales, tandis que les exportations de viande reculaient de 93 millions de dollars. Les exportations de nickel ont régressé de moitié par rapport à 2011, cédant 69 millions de dollars. Les exportations de machines électriques sont l'une des rares catégories où il y a eu une augmentation, avec un gain de 85,1 p. 100, soit 120 millions de dollars.

L'**Allemagne** est demeurée huitième au classement, même si les exportations canadiennes vers ce pays ont reculé de 9,5 p. 100, soit 377 millions de dollars, à 3,6 milliards de dollars en 2012. Plus de la moitié de la baisse est attribuable à une diminution de 40,8 p. 100 des exportations d'aéronefs, à 212 millions de dollars, ce qui correspond au niveau de 2010 et signifie que l'augmentation de 2011 avait un caractère transitoire (contrat de livraison). Le reste de la baisse s'explique par une diminution de moitié des exportations de combustibles et huiles minérales, qui ont perdu 124 millions de dollars (charbon et pétrole raffiné). Les exportations de graines de canola ont triplé, gagnant 98 millions de dollars en valeur; toutefois, les exportations d'huile de canola ont perdu 53 millions de dollars – près de 90 p. 100 de leur valeur totale de 2011. Certains

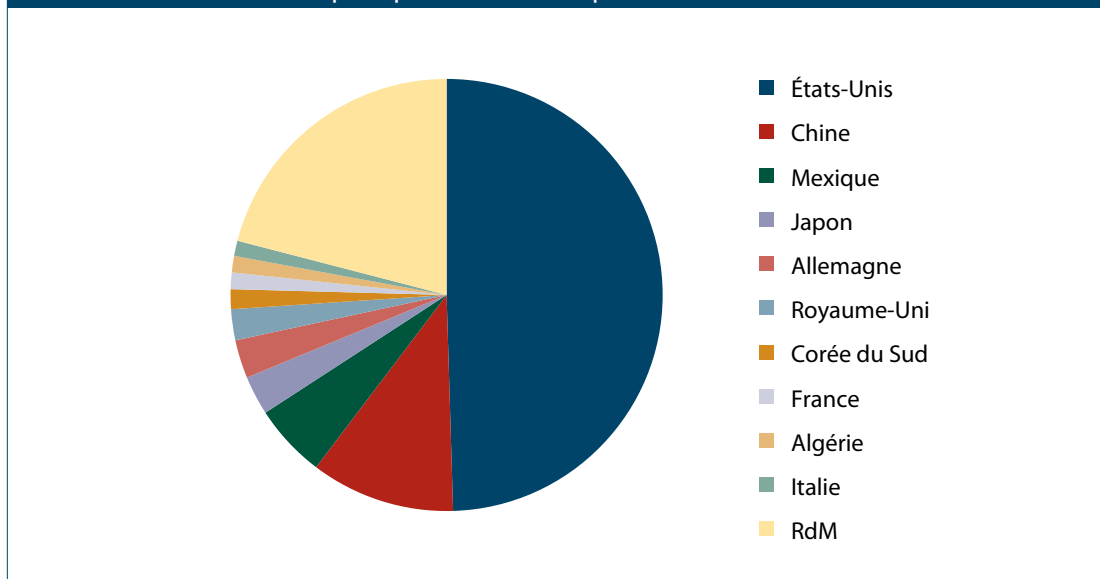
gains ont aussi été observés dans les exportations de machines mécaniques, de pâte de bois et de machines électriques.

La **France** a conservé la neuvième position en 2012 et est le seul pays du groupe des 10 principales destinations, avec les États-Unis et la Chine, à avoir enregistré une croissance. Dans la foulée de l'expansion impressionnante de 732 millions de dollars survenue en 2011, les exportations canadiennes vers la France ont augmenté encore de 71 millions de dollars (2,3 p. 100) pour atteindre 3,2 milliards de dollars. Une forte hausse des exportations de combustibles et huiles minérales (318 millions de dollars, soit 133,4 p. 100, en totalité des huiles raffinées) est à l'origine de cette croissance. Les exportations de machines mécaniques, le principal produit exporté, ont aussi progressé de 13,9 p. 100 (83 millions de dollars), tout comme les exportations de machines électriques (gain de 53 millions de dollars). Les exportations de la plupart des autres produits ont diminué, en particulier les aéronefs et les pièces (de 165 millions de dollars), les produits chimiques inorganiques (de 47 millions de dollars, principalement l'uranium), les produits pharmaceutiques (de 41 millions de dollars), les minerais, scories et cendres (de 35 millions de dollars) et l'huile de canola (de 35 millions de dollars).

Le **Brésil** a fait un retour parmi les 10 principaux partenaires commerciaux en 2012, même si les exportations vers ce pays ont reculé de 9,2 p. 100, soit 262 millions de dollars. Recevant pour 2,6 milliards de dollars d'exportations canadiennes, le Brésil se classe juste devant Hong Kong, l'Inde, la Norvège et la Belgique. La plus grande partie du déclin est survenue dans les exportations de combustibles et huiles minérales, qui ont chuté de 287 millions de dollars, soit 41,9 p. 100 (la totalité de la baisse est imputable aux exportations de charbon). Les gains et les pertes enregistrés dans les autres catégories d'exportation se sont équilibrés pour l'essentiel. Il y a eu augmentation des exportations de potasse (90 millions de dollars), de machines mécaniques (37 millions de dollars) et de minerais, scories et cendres (30 millions de dollars), tandis que des

FIGURE 5-2

Dix principales sources d'importations au Canada



baisses étaient observées dans les exportations de machines électriques (60 millions de dollars), de produits chimiques organiques (53 millions de dollars) et de papier (18 millions de dollars).

Les importations de marchandises

Le rythme de croissance des importations de marchandises au Canada a ralenti depuis les années 2010 et 2011, quand il dépassait 10 p. 100. En 2012, les importations ont augmenté de seulement 3,5 p. 100 – ce qui est tout de même deux fois plus élevé que les exportations. Deux facteurs sont principalement à l'origine de cette tendance : une situation économique relativement meilleure au Canada et, partant, une demande intérieure accrue, et une évolution défavorable de termes de l'échange du Canada, les prix des exportations canadiennes ayant pour la plupart diminué par rapport aux prix des importations au Canada. L'an dernier, les importations ont progressé de 15,6 milliards de dollars, portant le total à 462,1 milliards de dollars pour 2012, un nouveau sommet.

Les sources d'importations au Canada se sont concentrées davantage en 2012, les 10 premières, représentant 80,2 p. 100 des importations canadiennes, contre 79,1 p. 100 en 2011. Les 20

plus importants fournisseurs montrent aussi une plus grande concentration, soit 88,0 p. 100 des importations canadiennes, contre 87,0 p. 100 en 2011. La composition des 10 premières sources d'importations de marchandises au Canada est demeurée stable, le seul changement touchant la France, qui est passée de la huitième à la dixième place, derrière l'Algérie et l'Italie. La plupart des sources d'importations canadiennes ont enregistré une croissance, sauf trois pays : le Royaume-Uni, la Corée du Sud et la France.

Les **États-Unis** sont demeurés le plus important fournisseur d'importations du Canada : leur part du marché des importations canadiennes a en fait augmenté pour la première fois depuis 1998, atteignant 50,6 p. 100. Les importations totales de marchandises en provenance des États-Unis ont progressé de 5,7 p. 100, soit 12,5 milliards de dollars, pour atteindre 233,8 milliards de dollars. La moitié de cette augmentation est imputable à deux catégories d'importations : les produits automobiles (gain de 3,6 milliards de dollars ou 8,7 p. 100) et les machines mécaniques (hausse de 3,1 milliards de dollars, soit 9,6 p. 100). La croissance des importations de produits automobiles avait une large assise : les importations de camions, de voitures de tourisme et de pièces ont

toutes augmenté alors que la production dans le secteur automobile nord-américain est passée à une vitesse supérieure.

La croissance a été plus modérée, mais assez répandue, dans d'autres catégories : les importations d'articles en fer et en acier ont augmenté de 12,3 p. 100, soit 721 millions de dollars; les importations d'instruments médicaux et scientifiques ont progressé de 10,7 p. 100, soit 673 millions de dollars; les importations de machines électriques ont avancé de 4,0 p. 100, soit 566 millions de dollars; et les importations de plastiques et d'articles en plastique ont gagné 4,0 p. 100, soit 442 millions de dollars. Il y a aussi eu une augmentation des importations dans les catégories suivantes : meubles (324 millions de dollars); viande (319 millions de dollars); combustibles et huiles minéraux (299 millions de dollars); aliments divers (265 millions de dollars); et produits chimiques (244 millions de dollars). En revanche, il y a eu une baisse des importations de papier et carton (348 millions de dollars, soit 7,1 p. 100); de minerais, scories et cendres (295 millions de dollars, ou 14,2 p. 100, principalement les minerais de plomb); de produits pharmaceutiques (241 millions de dollars, ou 5,4 p. 100); et de fer et acier (193 millions de dollars, ou 3,2 p. 100).

La **Chine** s'est classée au second rang des sources d'importations de marchandises au Canada avec une augmentation de 5,3 p. 100, soit 2,5 milliards de dollars, pour atteindre le niveau historique de 50,7 milliards de dollars – le double du Mexique, qui vient au troisième rang. La part de marché de la Chine a aussi augmenté à 11,0 p. 100. Alors que la Chine continue à progresser vers le sommet de la chaîne de valeur, plus des deux tiers de l'expansion des importations l'an dernier (1,7 milliard de dollars) provenaient de la catégorie des machines électriques (surtout des téléphones portables, en hausse de 995 millions de dollars, soit 8,4 p. 100) et de celle des machines mécaniques (principalement des ordinateurs portables, avec un gain de 741 millions de dollars, soit 7,9 p. 100). Ensemble, ces deux catégories ont représenté 45,0 p. 100 des importations totales au Canada en provenance

de la Chine, loin devant toute autre catégorie. Les importations de meubles, la troisième principale catégorie d'importations au Canada, ont aussi progressé sensiblement l'année dernière, gagnant 9,1 p. 100, soit 246 millions de dollars, pour atteindre 3 milliards de dollars. L'autre hausse importante est survenue dans les importations de produits automobiles (243 millions de dollars, soit 19,8 p. 100), à 1,5 milliard de dollars en 2012. Tandis que les importations d'articles en fer et en acier, de produits en plastique et de produits en caoutchouc enregistraient des gains supérieurs à 100 millions de dollars dans chaque cas, les importations dans les autres catégories ont sensiblement diminué. Ainsi, les importations de vêtements et accessoires non tricotés ont reculé de 172 millions de dollars (8,1 p. 100), comme celles des vêtements et accessoires en tricot (153 millions de dollars, soit 7,2 p. 100) et celles de jouets, jeux et matériel de sport (131 millions de dollars, soit 4,9 p. 100).

Le **Mexique** occupait le troisième rang parmi les 10 premières sources d'importations, avec une part de marché stable de 5,5 p. 100 et des importations totales de 25,5 milliards de dollars. Les importations ont augmenté de 3,9 p. 100 en 2012 (946 millions de dollars), ce qui est légèrement supérieur au taux global de croissance des importations au Canada. Les importations de produits automobiles ont augmenté de 9,1 p. 100, soit 599 millions de dollars, et comptent pour plus de la moitié de l'augmentation. Les importations de meubles ont progressé de 216 millions de dollars, celles de machines mécaniques, de 189 millions de dollars, et celles d'instruments médicaux et scientifiques, de 177 millions de dollars. Les importations de machines électriques ont subi une forte baisse de 500 millions de dollars (7,5 p. 100), tandis que des baisses plus modestes ont été observées dans les importations de combustibles et huiles minéraux (238 millions de dollars) et de métaux précieux (137 millions de dollars).

Le **Japon** est le pays dont les importations au Canada ont augmenté le plus rapidement, ce qui lui a permis de conserver la quatrième place au classement. Le rétablissement et la

reconstruction des chaînes d'approvisionnement établies au Japon ont gonflé les importations canadiennes en provenance de ce pays de 2 milliards de dollars, ou 15,0 p. 100, pour atteindre 15 milliards de dollars en 2012. Les importations de produits automobiles, la principale catégorie d'importations au Canada en provenance du Japon, a connu une forte reprise, gagnant 24,7 p. 100 ou 1,2 milliard de dollars, sur l'année. La croissance était généralisée dans l'ensemble des domaines, avec des gains notables dans les importations de machines mécaniques (307 millions de dollars), de machines électriques (151 millions de dollars) et d'aéronefs et pièces (115 millions de dollars). Le seul déclin notable s'est produit dans les importations de combustibles et huiles minéraux (baisse de 79 millions de dollars, en totalité pour le pétrole raffiné).

L'**Allemagne** est demeurée au cinquième rang des 10 principales sources d'importations de marchandises au Canada, et, à l'instar du Japon, elle a bénéficié d'une forte croissance. Les importations canadiennes provenant d'Allemagne ont augmenté de 11,7 p. 100, soit 1,5 milliard de dollars, pour atteindre 14,3 milliards de dollars. Plus du tiers de cette augmentation est attribuable aux importations de machines mécaniques (647 millions de dollars, soit 24,2 p. 100) et un autre tiers aux produits automobiles (gain de 539 millions de dollars, soit 14,8 p. 100). Il y a eu aussi une augmentation des importations canadiennes de machines électriques (202 millions de dollars), de matériel ferroviaire (81 millions de dollars) et de produits pharmaceutiques (75 millions de dollars).

Les importations en provenance du **Royaume-Uni** ont chuté fortement, mais ce pays conserve la sixième place au classement. Les importations ont reculé de 17,3 p. 100 en 2012, soit 1,8 milliard de dollars, à 8,5 milliards de dollars – la plus forte baisse enregistrée parmi les partenaires commerciaux en 2012. Le déclin global peut être attribué à la baisse de 1,3 milliard de dollars des importations de combustibles et huiles minéraux (47,7 p. 100) qui est venue s'ajouter à la perte de 0,8 milliard de dollars subie en 2011. Ainsi, en seulement deux ans, l'importance du

Royaume-Uni comme source de pétrole brut pour le Canada s'est pratiquement évaporée, les importations provenant de ce pays ayant dégringolé de près de 3 milliards de dollars à moins de 1 milliard de dollars. Un recul important a aussi eu lieu dans les importations de machines mécaniques (439 millions de dollars, soit 25,0 p. 100) et de pierres et métaux précieux (372 millions de dollars, soit 34,8 p. 100). Le Canada a augmenté ses importations dans quelques catégories : les produits automobiles (208 millions de dollars, soit 33,4 p. 100) et les produits chimiques divers (90 millions de dollars, soit 73,4 p. 100), principalement des réactifs de laboratoire et des herbicides.

La **Corée du Sud** se classait au septième rang des 10 principales sources d'importations de marchandises au Canada, avec un total de 6,4 milliards de dollars pour l'année. Les importations en provenance de la Corée du Sud ont diminué en 2012, la baisse atteignant 242 millions de dollars (3,7 p. 100). La chute des importations de machines électriques (553 millions de dollars), de combustibles et huiles minéraux (170 millions de dollars) et de machines mécaniques (112 millions de dollars) a presque été compensée par l'augmentation des importations de produits automobiles (605 millions de dollars, soit 30,9 p. 100) – en totalité des voitures de tourisme. Les importations de fer et d'acier, de plastiques et d'articles en fer et en acier ont également progressé.

L'**Algérie** a devancé la France au huitième rang, fournissant des importations d'une valeur de 6 milliards de dollars, une hausse de 9,1 p. 100, soit 0,5 milliard de dollars. Comme en 2011, le pétrole brut a représenté 99,9 p. 100 des importations canadiennes de l'Algérie, le sucre et les fruits venant loin derrière en deuxième et troisième position (4 millions de dollars et 1 million de dollars, respectivement).

L'**Italie** a grimpé au neuvième rang des 10 principaux pays fournisseurs en 2012, avec des importations totales évaluées à 5,2 milliards de dollars, un gain de 118 millions de dollars, soit 2,3 p. 100. Les produits pharmaceutiques

TABLEAU 5-1 Le commerce des marchandises du Canada par principaux produits (millions \$ et %)						
Produit	Exportations en 2012	Croissance des exportations	Importations en 2012	Croissance des importations	Solde en 2012	Variation du solde de 2011 à 2012
	\$	%	\$	%	\$	\$
PRODUITS MONTRANT UN EXCÉDENT COMMERCIAL						
Exportations élevées et importations élevées						
Voitures	46 889,7	19,1	25 908,5	11,1	20 981,3	4 915,2
Pétrole brut	74 362,0	8,1	29 890,1	3,4	44 471,9	4 577,9
Pétrole (non brut)	19 672,3	13,7	15 346,4	-6,5	4 322,5	3 425,4
Éléments chimiques radioactifs et isotopes	1 757,6	-35,0	926,4	-9,8	831,1	-847,3
Or	15 321,0	-8,9	9 800,6	-2,9	5 520,4	-1 205,9
Gaz de pétrole	11 214,1	-32,0	3 579,6	-28,0	7 634,6	-3 873,5
<i>Total partiel</i>	169 216,7	4,8	85 451,6	0,9	83 765,1	6 991,8
Exportations élevées et importations limitées						
Soja	2 168,6	51,7	157,8	7,5	2 010,7	727,7
Graines de canola	5 210,6	13,4	141,0	30,3	5 069,6	583,9
Bois de sciage et copeaux de bois	5 921,8	10,2	478,6	9,9	5 443,2	506,0
Nickel, brut	2 373,7	-20,3	13,2	-36,8	2 360,5	-598,5
Potasse	6 073,3	-9,7	35,7	33,4	6 037,6	-659,2
Produits intermédiaires du nickel	2 449,0	-23,3	97,1	53,5	2 351,9	-776,2
Pâtes chimiques de bois, soda ou sulfate	4 358,5	-16,4	168,4	6,9	4 190,2	-863,8
Aluminium, brut	5 446,4	-14,9	322,6	-5,5	5 123,8	-932,4
Charbon	6 325,8	-21,0	1 006,1	4,6	5 319,7	-1 729,0
<i>Total partiel</i>	40 327,8	-8,2	2 420,5	7,0	37 907,3	-3 741,6
PRODUITS MONTRANT UN DÉFICIT COMMERCIAL						
Exportations élevées et importations élevées						
Machines industrielles diverses	1 418,5	19,4	1 558,7	-29,4	-140,2	878,7
Déchets et rebuts de métaux précieux	1 154,9	2,9	1 868,0	-22,2	-713,1	564,6
Pièces de véhicules automobiles	10 110,1	9,0	21 498,0	11,9	-11 387,9	-1 447,2
<i>Total partiel</i>	12 683,5	9,5	24 924,7	4,6	-12 241,2	-3,7
Exportations limitées et importations élevées						
Tracteurs	437,3	7,8	4 109,0	18,4	-3 671,7	-606,6
Véhicules de transport	1 118,8	16,6	13 087,2	7,5	-11 968,5	-752,9
<i>Total partiel</i>	1 556,1	14,0	17 196,2	9,9	-15 640,2	-1 359,5
Total, 20 produits	223 784,1	2,5	129 993,0	2,8	93 791,1	1 887,1
Total, ensemble des produits	454 377,0	1,5	462 058,7	3,5	-7 681,7	-8 741,3

venaient en tête avec une progression de 41 millions de dollars, tandis que les importations de machines mécaniques avançaient de 24 millions de dollars, celles d'articles en fer et en acier, de 23 millions de dollars, et les importations de boissons, de 21 millions de dollars.

La **France** a reculé de la huitième à la dixième position en raison d'une baisse de 541 millions de dollars des importations canadiennes en provenance de ce pays. Les importations de France ont reculé de 9,7 p. 100 en 2012, à 5 milliards de dollars. Les importations d'aéronefs et de pièces venaient en tête avec une baisse de 212 millions de dollars; les importations de produits pharmaceutiques ont aussi diminué (de 148 millions de dollars); comme les importations de produits chimiques organiques (de 74 millions de dollars), d'instruments médicaux et scientifiques (de 65 millions de dollars) et de machines mécaniques (de 62 millions de dollars).

Les principaux déterminants du commerce des marchandises

La performance commerciale du Canada peut être examinée à un niveau plus détaillé à l'aide d'une ventilation par produit renfermant plus de 1 200 articles². Cependant, parmi ces articles, seul quelques-uns ont une valeur commerciale suffisante pour avoir une influence décisive sur le solde commercial du Canada. Le tableau 5-1 énumère les 20 principaux déterminants de la performance du Canada à l'exportation et à l'importation en 2012 au niveau de la classification à quatre chiffres du SH.

Il est plus facile de comprendre l'influence des principaux déterminants du commerce du Canada en examinant d'abord les soldes commerciaux au niveau de la classification à 2 chiffres du SH. En 2012, 33 des 98 produits de la classification à 2 chiffres du SH ont affiché un solde commercial positif, tandis que 65 produits inscrivaient un solde négatif, ce qui est près du

double du nombre de produits ayant un solde positif. Le déficit commercial global n'étant que de 7,7 milliards de dollars, cela signifie qu'en moyenne, les produits ayant un solde commercial positif montraient des excédents beaucoup plus élevés que les déficits enregistrés par les produits ayant un solde commercial négatif. Par conséquent, la balance commerciale du Canada est déterminée par quelques produits fortement excédentaires, pour la plupart des ressources ou des produits liés aux ressources. L'excédent dégagé dans ces catégories compense les déficits individuels plus modestes des autres produits échangés (à l'exception des machines mécaniques et des machines électriques, dont les déficits sont élevés), qui sont constitués principalement de produits manufacturés. En se concentrant sur les produits de la classification à 4 chiffres du SH, on agrandit en quelque sorte cet instantané tout en facilitant une meilleure compréhension de la nature des produits échangés.

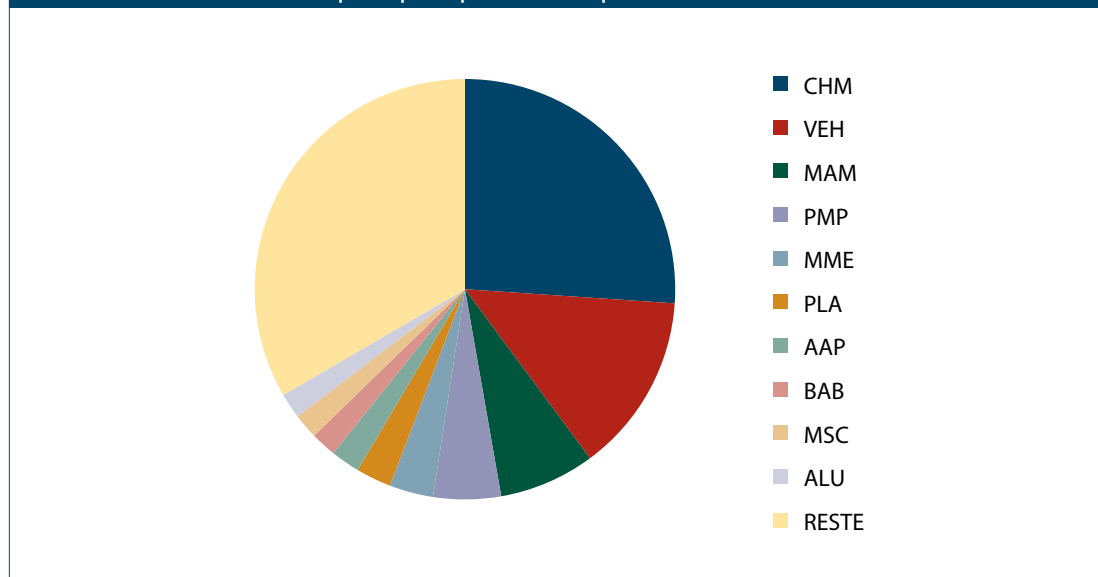
Les 20 déterminants énumérés au tableau 5-1 représentaient ensemble 49,3 p. 100 des exportations et 28,1 p. 100 des importations en 2012. La contribution combinée de ces 20 produits à la balance du commerce des marchandises du Canada s'élevait à 1,9 milliard de dollars l'an dernier, tandis que la balance commerciale globale chutait de 8,7 milliards de dollars. En 2012, huit des produits sélectionnés ont vu leur solde commercial s'améliorer, pour un gain total de 16,2 milliards de dollars, tandis que le solde commercial des douze autres produits s'est détérioré de 14,3 milliards de dollars. La croissance des exportations de ces produits a été légèrement au-dessus de la moyenne (2,5 p. 100), tandis que la croissance des importations de ces mêmes produits a été légèrement inférieure à la moyenne (2,8 p. 100).

Le tableau 5-1 répartit ces déterminants en deux grands groupes : quinze produits échangés excédentaires et cinq produits échangés déficitaires. Ils sont ensuite subdivisés en produits ayant des

2 Le commerce des marchandises du Canada est habituellement présenté selon le Système harmonisé (SH), un système international de classification des produits échangés. Dans le SH, le commerce est réparti en 99 chapitres, correspondant à la classification à deux chiffres du SH. Dans chaque chapitre, les produits sont ensuite ventilés aux niveaux de classification à quatre, à six et à huit chiffres, permettant des comparaisons internationales jusqu'au niveau de la classification à six chiffres. Dans cette section, nous examinons les produits au niveau de la classification à quatre chiffres qui ont été à l'origine des changements observés dans le solde commercial du Canada durant l'année écoulée.

FIGURE 5-3

Dix principaux produits d'exportation au Canada



CHM : combustibles et huiles minéraux; VEH : véhicules et pièces; MAM : machines et appareils mécaniques; PMP : pierres et métaux précieux; MME : machines et appareils électriques; PLA : plastiques et articles connexes; AAP : avions, aéronefs et pièces; BAB : bois et articles en bois; MSC : minerais, scories et cendres; ALU : aluminium et articles connexes; AP : autres produits

flux commerciaux importants dans les deux sens et en produits dont les flux commerciaux se font essentiellement à sens unique.

Les produits excédentaires dont le commerce est largement bidirectionnel étaient représentés par les voitures de tourisme, le pétrole brut, le pétrole non brut, les éléments chimiques radioactifs et isotopes, l'or et les gaz de pétrole. Les voitures sont l'un des piliers du commerce canado-américain : les importants flux bidirectionnels de produits finis sont dictés par des économies d'échelle et les préférences pour la variété. Ce produit a fait la plus grande contribution positive à la balance commerciale du Canada, gonflant de 4,9 milliards de dollars l'excédent commercial, portant celui-ci à 21 milliards de dollars, alors que l'expansion des exportations (19,1 p. 100) a dépassé celle des importations (11,1 p. 100). Les échanges de pétrole brut ont fait la deuxième plus grande contribution, soit 4,6 milliards de dollars, à la balance commerciale; l'excédent du commerce de ce produit a atteint 44,5 milliards de dollars l'an dernier. Le pétrole non brut a aussi apporté une contribution positive notable

de 3,4 milliards de dollars, alors que les exportations augmentaient et que les importations chutaient. L'effet global de ces trois produits excédentaires a été une contribution positive de 12,9 milliards de dollars au solde du commerce. Toutefois, les trois autres produits de ce groupe ont fait des contributions négatives. Les exportations de gaz de pétrole ont continué leur dégringolade (recul de 32,0 p. 100 en valeur), et même si les importations ont aussi diminué (de 28,0 p. 100), ces dernières étaient beaucoup plus modestes. L'effet net a été une détérioration de 3,9 milliards de dollars du solde du commerce des gaz de pétrole, qui a réduit l'excédent des échanges de ce produit à 7,6 milliards de dollars en 2012. La diminution des exportations d'or a réduit l'excédent commercial de cette catégorie de 1,2 milliard de dollars, tandis que la perte d'un tiers des exportations d'éléments chimiques radioactifs et isotopes a entraîné une réduction correspondante de 0,8 milliard de dollars de l'excédent de ce groupe. Ces six éléments ont fait une contribution positive de 7 milliards de dollars à la balance commerciale.

L'impact de l'énergie sur les exportations canadiennes et mexicaines aux États-Unis

Terry Cowl et Marybeth Mitchell, GGA

Introduction – la montée de l'énergie

Malgré la tendance récente du Canada et du Mexique à diversifier leurs marchés d'exportation outre-mer, les économies des deux pays restent fortement tributaires du marché américain, qui est la principale destination de leurs exportations. Bien que le pourcentage des exportations du Canada vers les États-Unis ait diminué au cours des 15 dernières années – de près de 85 p. 100 des exportations de marchandises en 1998 –, les expéditions vers le marché américain comptaient toujours pour près des trois quarts (74,5 p. 100) des exportations canadiennes de marchandises en 2012¹. Le Mexique affiche une tendance similaire, le pourcentage de ses exportations de marchandises aux États-Unis ayant diminué progressivement de 87,6 p. 100 en 1998 à 77,6 p. 100 en 2012.

Mais le Canada et le Mexique ont vu leurs modèles d'exportation aux États-Unis changer radicalement durant cette période de 15 ans : la hausse notable de l'énergie comme exportation dominante vers le marché américain. La tendance a été plus marquée dans le cas du Canada puisque l'énergie (27 HS), qui comptait pour un peu moins de 9 p. 100 des exportations canadiennes aux États-Unis en 1998, a grimpé de façon constante jusqu'à représenter le tiers des exportations canadiennes dans l'année qui a précédé la récession de 2008; il y a eu un bref repli par la suite, suivi d'un retour à plus de 31 p. 100 en 2011 et 2012. L'énergie a déclassé l'automobile en 2005 pour occuper le premier rang des marchandises canadiennes exportées aux États-Unis. Le pétrole brut était le volet dominant de ces exportations d'énergie et comptait pour près de 70 p. 100 des expéditions de produits énergétiques aux États-Unis l'an dernier (contre un peu moins de 37 p. 100 en 1998).

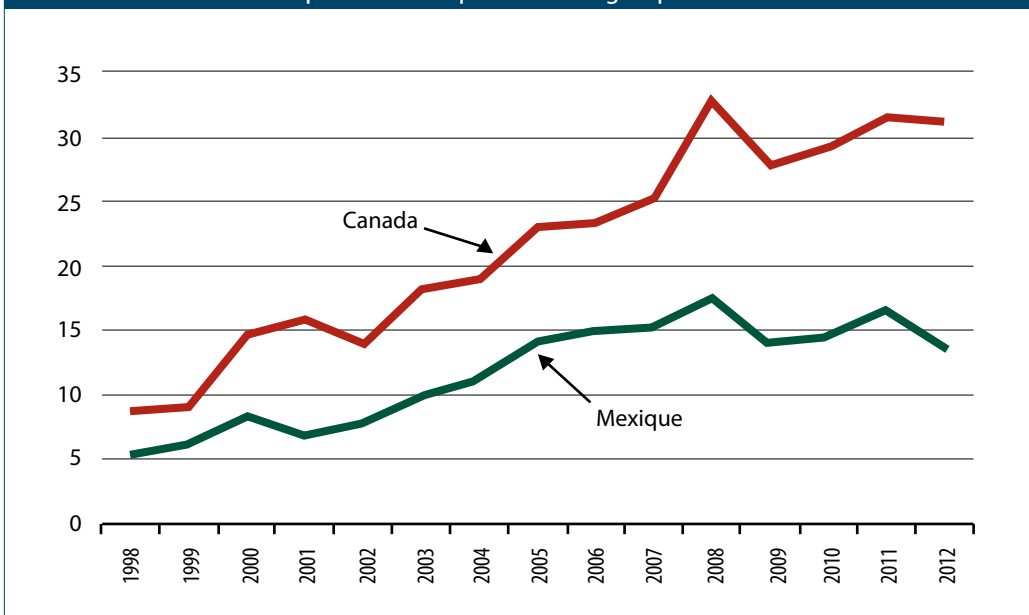
Dans le cas du Mexique, la tendance est assez semblable, mais nettement moins prononcée. Les expéditions de produits énergétiques représentaient 5,4 p. 100 des exportations aux États-Unis en 1998 et ont grimpé régulièrement pour atteindre un sommet de 17,7 p. 100 en 2008; toutefois, elles ont diminué par la suite et se situaient à 13,7 p. 100 en 2012². Le pétrole brut venait en tête des expéditions mexicaines de produits énergétiques au cours de cette période, fournissant entre 84 p. 100 et 92 p. 100 des exportations d'énergie vers les États-Unis de 1998 à 2012. Mais, contrairement au Canada, l'énergie n'est pas devenue le principal produit d'exportation durant cette période. Elle s'est hissée au second rang (derrière les machines électriques) en 2007 et 2008, mais n'occupait que la quatrième place en 2012.

1 Cette part change lorsqu'on examine les données sur le commerce des marchandises et des services (provenant de la balance des paiements), les exportations vers les États-Unis comptant pour 85,5 p. 100 de toutes les expéditions canadiennes en 1998, comparativement à 65,8 p. 100 en 2012. Bien sûr, à l'heure actuelle, les données de la balance des paiements ne fournissent pas une ventilation sectorielle détaillée comme celles sur le commerce des marchandises.

2 Ce déclin récent est le résultat de la baisse de la production de pétrole mexicain : selon la U.S. Energy Information Administration, la production pétrolière du Mexique a constamment diminué depuis le milieu des années 2000.

FIGURE 1

Part des exportations de produits énergétiques aux États-Unis



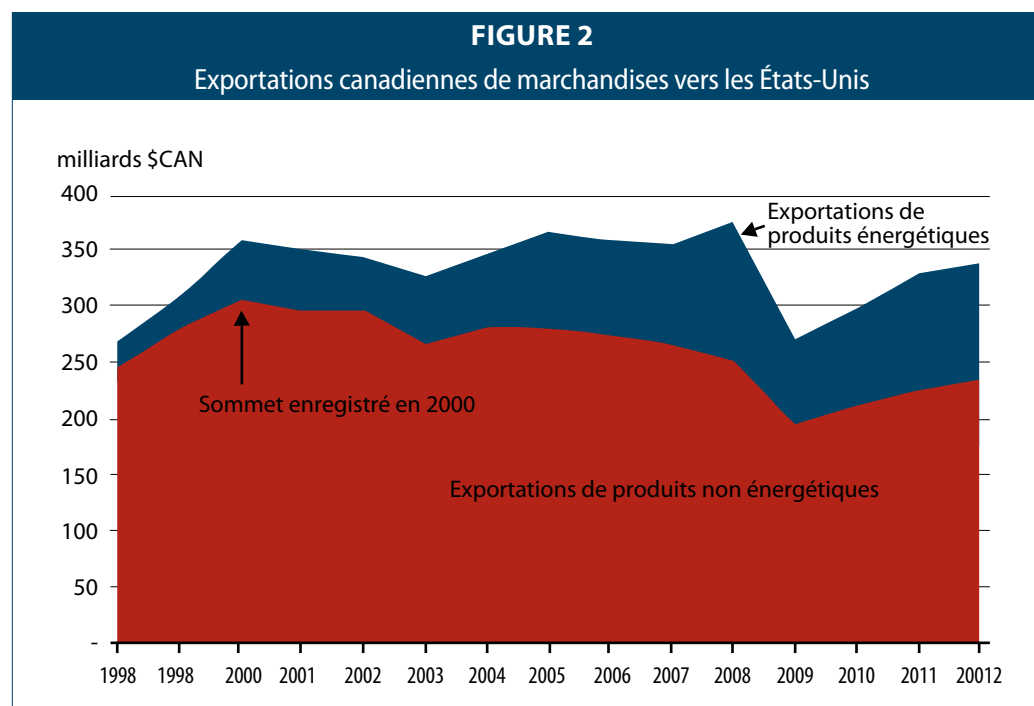
Qu'est-il advenu du reste?

Parallèlement à la montée de l'énergie comme première marchandise d'exportation du Canada au cours des quinze dernières années, on a assisté au déclin relatif, et absolu, des expéditions canadiennes de produits non énergétiques vers les États-Unis. Les exportations de produits non énergétiques du Canada vers le marché américain étaient évaluées à 246,2 milliards de dollars en 1998, grimpant à un sommet de 306,5 milliards de dollars seulement deux ans plus tard, en 2000. La valeur des exportations d'énergie a constamment diminué depuis, atteignant 232,9 milliards de dollars l'an dernier, ce qui représente un taux de croissance annuel composé (TCAC) de -0,4 p. 100 sur la période 1998-2012.

Sur une base sectorielle, les autres catégories figurant sur la liste des dix plus importantes exportations de marchandises aux États-Unis en 2012 (l'énergie venant en tête), six affichent un déclin absolu de leurs exportations entre 1998 et 2012. Les catégories suivantes sont représentatives de cette tendance à la baisse des exportations au cours de la période :

- Automobiles – les exportations sont passées de 68,2 milliards de dollars en 1998 à 58,4 milliards de dollars en 2012 (TCAC de -1,1 p. 100)³;
- Machines – les exportations sont passées de 26,5 milliards de dollars à 23,1 milliards de dollars (TCAC de -1,0 p. 100);
- Machines électriques – les exportations sont passées de 15,8 milliards de dollars à 10,6 milliards de dollars (TCAC de -2,8 p. 100);

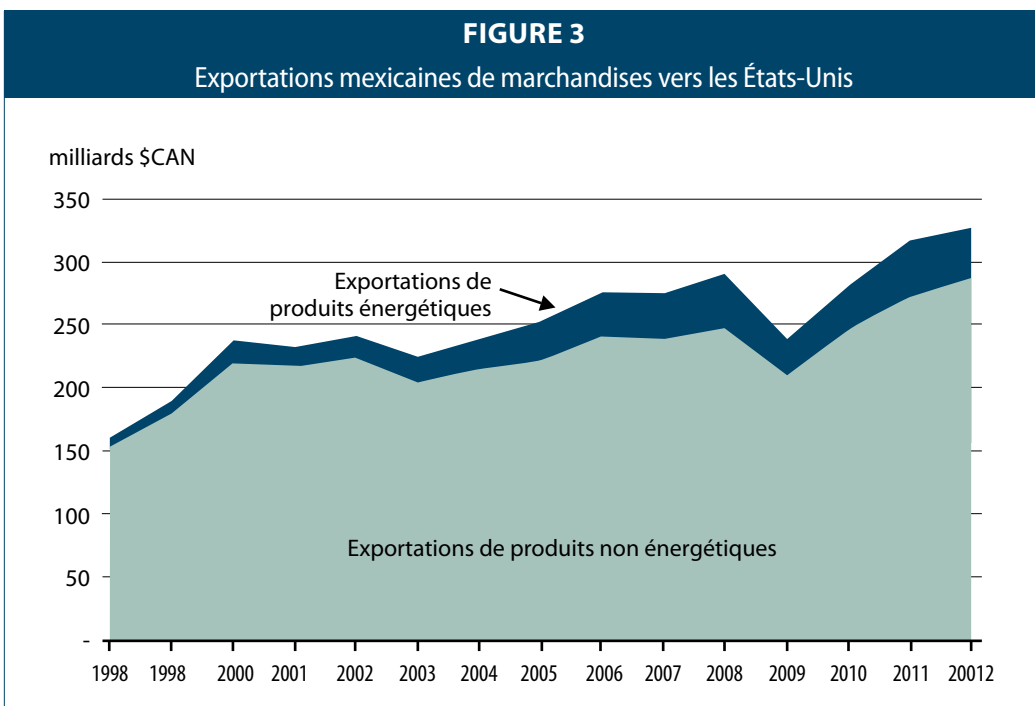
3 Le secteur durement éprouvé de l'automobile pourrait toutefois prendre une tangente favorable, les exportations d'automobiles canadiennes vers les États-Unis ayant rebondi fortement en 2012, avec une hausse de 16,2 p. 100 par rapport à l'année précédente. Toutefois, il serait prématuré de prédire que cette tendance se poursuivra.



- Bois – les exportations sont passées de 14,9 milliards de dollars à 6,6 milliards de dollars (TCAC de -5,6 p. 100).

Évidemment, le tableau des exportations n'est pas entièrement négatif. D'autres produits d'exportation parmi les 10 premiers (en excluant l'énergie), dont les plastiques, l'aluminium et les pierres et métaux précieux, ont enregistré des gains importants dans leurs exportations ces 15 dernières années. Les exportations sur le marché américain des marchandises qui suivent les 10 premières, dont l'aérospatiale, les engrais (surtout la potasse), les meubles, les produits pharmaceutiques et les produits chimiques organiques, ont aussi augmenté pendant cette période. Le défi est que, globalement, les gains réalisés dans les exportations de ces produits n'ont pas suffi jusqu'à maintenant à compenser les pertes décrites ci-dessus.

Cependant, en examinant des données semblables pour le Mexique, un tableau différent émerge. Comme dans le cas des exportations de produits énergétiques canadiens, les exportations énergétiques du Mexique vers les États-Unis ont fortement augmenté en termes relatifs et absolus depuis 1998, atteignant 45,2 milliards de dollars en 2011, pour ensuite reculer à 39,4 milliards de dollars en 2012. Mais, contrairement au Canada, les exportations non énergétiques du Mexique ont progressé régulièrement tout au long de la dernière décennie. Tandis que les exportations canadiennes de produits non énergétiques ont touché un sommet en 2000, les expéditions mexicaines de produits non énergétiques ont atteint le niveau record de 248,2 milliards de dollars l'an dernier. Parmi ces produits non énergétiques dont les exportations vont en augmentant, les machines électriques, les véhicules, les machines, les instruments de précision, les pierres et métaux précieux et les meubles arrivent en tête. En conséquence, les exportateurs mexicains ont accru leur part du marché américain : la part des importations de



marchandises aux États-Unis qu'ils détiennent est passée de 10,4 p. 100 en 1998 à 12,2 p. 100 l'an dernier, tandis que la part du Canada a diminué de 19,1 p. 100 à 14,2 p. 100 au cours de la même période.

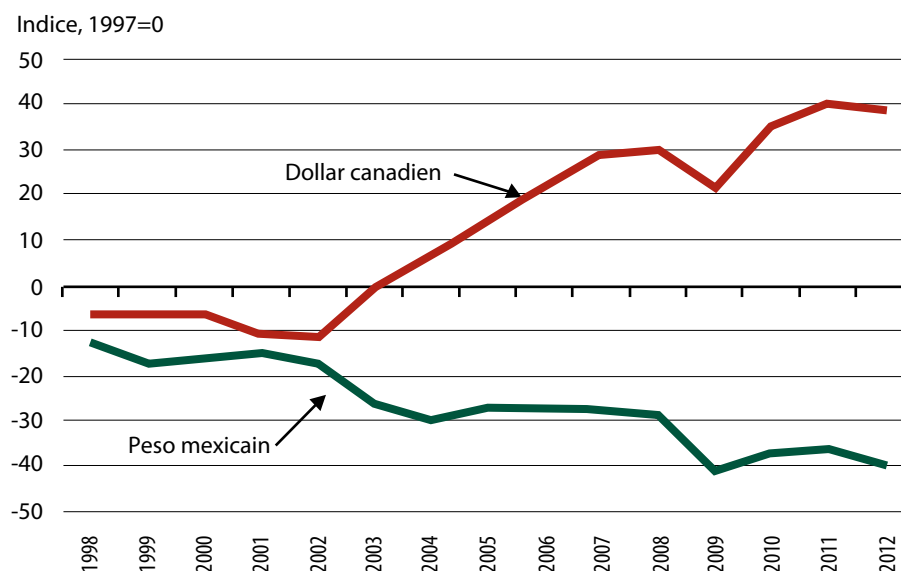
Ces tendances divergentes s'expliquent de diverses façons. Tout d'abord, tel que mentionné précédemment, les exportations de pétrole du Mexique aux États-Unis n'ont pas augmenté dans la même mesure ces dernières années que les exportations de pétrole du Canada, lesquelles ont progressé de 121 p. 100 entre 2005 et 2012, contre 57 p. 100 pour le Mexique⁴; bien que les exportations de pétrole mexicain aient atteint un niveau record en 2011, la production pétrolière du Mexique stagne en réalité depuis 2009 et l'on s'attend à ce qu'elle diminue à moyen terme⁵. Même si les réformes récentes dans le secteur énergétique mexicain peuvent susciter une hausse des investissements et des mises à niveau technologiques, le secteur pétrolier – en raison des interdictions inscrites dans la constitution mexicaine visant l'investissement étranger dans ce secteur – ne reçoit pas des flux d'investissement étranger aussi importants qu'au Canada. Le secteur de l'énergie occupe donc une place moins importante dans le panier des exportations du Mexique que dans celui du Canada.

Du côté des produits non énergétiques, comme le Mexique est une économie émergente, les exportateurs de ce pays ont pu profiter des mesures de libéralisation et de modernisation en cours, ce qui a entraîné une croissance plus rapide des exportations que dans des pays plus développés comme le Canada. L'économie mexicaine a aussi bénéficié d'une tendance récente à

4 Les exportations de pétrole sont classées sous les matricules HS 2709 et 2710.

5 *Mexico Overview*, U.S. Energy Information Administration.

FIGURE 4
Dollar canadien et peso mexicain en comparaison du dollar américain, 1998 à 2012



Sources : Banque mondiale et Banque du Canada

un « changement de fournisseurs », alors que certaines entreprises nord-américaines ramènent sur le continent leurs plates-formes de fabrication situées en Asie en raison de la hausse des coûts de main-d'œuvre dans cette région. Le Mexique, voisin du marché américain, est particulièrement bien placé pour tirer parti de cette tendance, les coûts de main-d'œuvre dans ce pays étant beaucoup plus bas qu'au Canada et aux États-Unis – parfois même inférieurs à ceux de l'Asie⁶. Parallèlement, sous l'impulsion de l'IED en provenance des États-Unis, du Japon et de l'Allemagne, la capacité de production dans le secteur de l'automobile a connu une forte expansion au Mexique, ce qui a entraîné une augmentation des exportations d'automobiles vers les États-Unis. Les exportations d'automobiles représentent un quart des exportations totales de produits manufacturés mexicains aux États-Unis⁷.

Un autre facteur clé derrière ces tendances divergentes est le changement observé dans la compétitivité à l'exportation aux États-Unis des produits mexicains et canadiens, en fonction de l'évaluation de leur monnaie. Comme le montre la figure 4, le peso mexicain s'est déprécié de près de 40 p. 100 par rapport au dollar entre 1997 et 2012, tandis que le huard s'est apprécié de plus de 38 p. 100 par rapport au dollar américain sur la même période⁸. Les différentes

6 Une étude réalisée en avril 2013 par Bank of America Merrill Lynch révèle que le salaire horaire au Mexique est inférieur à celui de la Chine dans une proportion d'environ un cinquième, ce qui constitue un revirement spectaculaire puisqu'il était trois fois plus élevé il y a seulement 10 ans.

7 Herman Kamil et Jeremy Zook « The Comeback », *Finances and Development*, mars 2013.

8 En règle générale, les économies ayant systématiquement des taux d'inflation moins élevés (p. ex., le Canada) voient la valeur de leur monnaie augmenter et leur pouvoir d'achat augmenter par rapport à celui des autres monnaies. Au cours de cette période, c'est la situation inverse qui a prévalu au Mexique.

trajectoires des deux devises sont liées en partie à la plus forte expansion de la production (et des exportations) de pétrole au Canada. Ainsi, au cours de cette période, les exportations canadiennes sont devenues plus coûteuses (et moins concurrentielles) par rapport aux biens et services produits sur le marché américain ou importés du Mexique.

Conclusion

Le mouvement de libéralisation, de modernisation et d'expansion économique continue au Mexique devrait favoriser les exportations de produits manufacturés de ce pays vers les États-Unis au moment où ses exportations d'énergie diminuent en importance. Au Canada, par contre, l'énergie conservera probablement sa position de tête parmi les produits exportés aux États-Unis, alors que l'investissement dans ce secteur demeurera robuste. Cependant, l'énergie n'a pas à déplacer d'autres exportations. Tout comme le Mexique, le Canada pourrait être bien placé pour profiter d'un « rapatriement » des activités manufacturières en Amérique du Nord, en mettant l'accent sur les avantages d'une main-d'œuvre bien formée et hautement qualifiée et d'un degré élevé d'intégration économique avec son voisin du Sud. Au bout du compte, les courants d'échanges bilatéraux sur le continent continueront d'évoluer, parfois dans des directions opposées, mais ce qui ne changera pas c'est que, pour une part importante, les échanges commerciaux du Canada et du Mexique dépendront des États-Unis. ■

Les produits d'exportation dont les flux d'importations correspondants sont limités étaient principalement des ressources : fèves soja, graines de canola, bois, nickel, potasse, charbon et aluminium. La plupart des prix à l'exportation de ces ressources ont fait du sur place ou ont reculé en 2012, menant à une détérioration générale de la balance commerciale du Canada pour ce groupe. Le solde du commerce du charbon a été le plus durement touché avec une baisse de 1,7 milliard de dollars. Dans l'ensemble, la contribution de ces neuf produits de base a été négative, retranchant 3,7 milliards de dollars à la balance commerciale du Canada.

De l'autre côté du bilan, les trois produits dont les importants flux commerciaux bilatéraux ont entraîné des déficits en 2012 sont les pièces d'automobiles, les déchets et rebuts de métaux précieux et les machines industrielles diverses. Deux de ces produits ont fait une contribution positive au solde commercial du Canada en 2012. Les importations de machines industrielles diverses ont chuté de près de 30,0 p. 100, tandis que les exportations augmentaient de près de 20,0 p. 100, ce qui a amélioré la balance commerciale de 0,9 milliard de dollars et, du même coup, presque effacé le déficit pour ce produit. Les importations de déchets et rebuts de métaux précieux ont également diminué et le solde pour cette catégorie s'est amélioré de 0,6 milliard de dollars. Cependant, la détérioration de 1,4 milliard de dollars du solde du commerce des pièces d'automobiles a fait contrepoids à ces gains, les importations ayant augmenté plus rapidement que les exportations. Ainsi, l'effet combiné de ces trois produits sur la balance commerciale n'a pas été significatif.

Les tracteurs et les véhicules de transport (principalement des camions) sont les deux seuls produits pour lesquels le Canada enregistre des importations élevées et des exportations limitées. Ces produits ont fait des contributions négatives de 0,6 milliard de dollars et de 0,8 milliard de dollars, respectivement, à l'excédent commercial du Canada, alors qu'une robuste croissance des importations a éclipsé l'expansion

des exportations. Ensemble, le déficit de ces deux produits s'est creusé de 1,4 milliard de dollars pour atteindre 15,6 milliards de dollars.

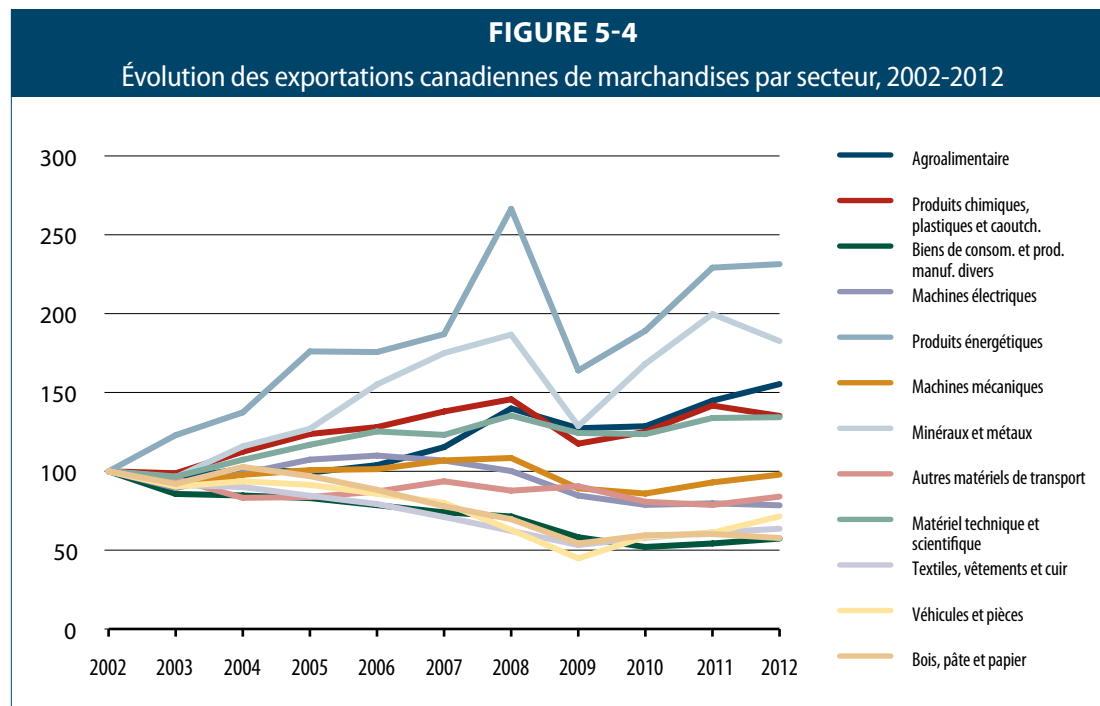
Le commerce des marchandises par grands groupes de produits

Cette section traite de la performance commerciale du Canada en 2012 par groupes de produits qui représentent une version agrégée des chapitres de la classification à 2 chiffres du SH. Ces grands groupes, 12 au total, sont définis comme suit : énergie; véhicules et pièces; machines et appareils mécaniques; machines électriques et électroniques; matériel technique et scientifique; produits agricoles et agroalimentaires; métaux et minéraux; produits chimiques, plastiques et produits en caoutchouc; bois, pâte et papier; textiles, vêtement et cuir; biens de consommation et produits manufacturés divers; autres matériels de transport. Les cinq premiers groupes correspondent à des chapitres uniques de la classification à 2 chiffres du SH, alors que les sept autres réunissent plusieurs chapitres. Ensemble, ils englobent tout le commerce des marchandises du Canada consigné dans les 98 chapitres du SH.

Produits énergétiques³

Les exportations canadiennes de produits énergétiques ont augmenté de 1,0 p. 100, soit 1,1 milliard de dollars, pour atteindre 115,8 milliards de dollars en 2012. Les exportations de produits énergétiques, l'un des éléments clés du commerce du Canada, représentaient un peu plus du quart de toutes les exportations de marchandises canadiennes. La croissance modérée de ces exportations résulte de plusieurs facteurs : les prix du pétrole brut sont demeurés stables durant toute l'année et il y a eu une légère augmentation des volumes exportés; les prix du pétrole non brut ont augmenté de 5,0 p. 100, tandis que les volumes exportés progressaient de 8,0 p. 100; toutefois, cette croissance a été assombrie par la baisse des prix des gaz de pétrole (plus de 30,0 p. 100) et du charbon (plus de 20,0 p. 100). Les importations de produits énergétiques ont diminué de 3,1 p. 100, soit 1,6

3 Chapitre 27 du SH.



milliard de dollars, à 51,4 milliards de dollars en 2012. En conséquence, l'excédent global du commerce des produits énergétiques s'est élargi encore une fois l'an dernier, soit de 2,8 milliards de dollars, pour atteindre 64,4 milliards de dollars. En fait, l'excédent des exportations d'énergie couvre le déficit du Canada dans plusieurs autres catégories d'importation; ainsi, il compense à peu près le déficit combiné des catégories des machines mécaniques et des machines électriques, les deux plus gros postes déficitaires.

Les États-Unis sont demeurés la principale destination des exportations de produits énergétiques du Canada et, en 2012, ils ont accaparé 91,4 p. 100 de ces exportations; la valeur des produits énergétiques exportés par le Canada aux États-Unis a atteint 105,8 milliards de dollars l'an dernier, en hausse de seulement 1,6 p. 100. La part du pétrole brut dans les exportations d'énergie aux États-Unis a augmenté au fil des ans pour représenter près de 70,0 p. 100 en 2012. La part du pétrole non brut est demeurée à peu près stable, à 15,7 p. 100, tandis que la part des gaz de pétrole (principalement le gaz naturel) a périclité de plus de 20,0 p. 100 en 2010 à

un peu plus de 10,0 p. 100 en 2012. Les importations de produits énergétiques des États-Unis ont augmenté à un rythme similaire l'an dernier (1,8 p. 100), mais leur valeur a été sensiblement moindre (17,4 milliards de dollars) – le pétrole non brut compte actuellement pour plus de la moitié de ces importations – entraînant un excédent commercial de 88,4 milliards de dollars, soit un gain de 1,4 milliard de dollars sur 2011. La part des gaz de pétrole a reculé à 19,4 p. 100 en 2012 et celle du pétrole brut a augmenté à 13,4 p. 100.

Les exportations de produits énergétiques canadiens vers des destinations autres que les États-Unis ne totalisaient que 10 milliards de dollars en 2012, mais des changements importants sont survenus dans ces mouvements. Les exportations vers la Chine, la deuxième destination en importance, ont augmenté de 59,2 p. 100, les exportations de charbon ayant presque doublé. En revanche, les exportations vers les trois destinations suivantes ont diminué en valeur : au Japon, de 15,2 p. 100, aux Pays-Bas, de 7,7 p. 100, et en Corée du Sud, de 40,6 p. 100. Ces pertes sont largement ou entièrement dues à

une baisse des exportations de charbon. Les expéditions de pétrole raffiné en France et au Royaume-Uni ont contribué à plus que doubler les exportations de produits énergétiques vers ces pays; les expéditions accrues de pétrole raffiné expliquent également la progression des exportations aux Bahamas, de 100 millions de dollars à 459 millions de dollars.

Il est à noter que le Canada n'exporte habituellement du pétrole brut que vers deux destinations – les États-Unis et la Chine – mais la situation a changé en 2012, alors que le Royaume-Uni est apparu sur la liste au troisième rang des destinations les plus importantes, avec des exportations de pétrole brut canadien d'une valeur de 200 millions de dollars. Le Canada a continué d'exporter des gaz de pétrole uniquement aux États-Unis.

Les sources d'importations de produits énergétiques au Canada ont été géographiquement plus variées que les destinations à l'exportation. En 2012, douze pays ont expédié plus de 1 milliard de dollars de produits énergétiques au Canada. Un peu plus du tiers provenait des États-Unis (17,4 milliards de dollars), l'Algérie venant en deuxième place (6 milliards de dollars), suivie de l'Irak (4 milliards de dollars). Les autres principaux fournisseurs sont notamment la Norvège, le Kazakhstan, l'Arabie saoudite, les Pays-Bas, le Nigéria, l'Angola, le Royaume-Uni et, pour la première fois, l'Azerbaïdjan. Les importations de produits énergétiques de Russie et du Venezuela ont continué à se contracter l'année dernière, tombant à 410 millions de dollars et à 205 millions de dollars, respectivement.

La composition des exportations de produits énergétiques du Canada est de plus en plus dominée par le pétrole brut⁴ (64,2 p. 100 en 2012, comparativement à 54,9 p. 100 en 2010), suivi du pétrole non brut (17,0 p. 100) et des gaz de pétrole, dont la part a dégringolé de 19,4 p. 100 en 2010 à 9,7 p. 100 en 2012. Le charbon est le seul autre produit d'exportation notable dans cette catégorie, détenant une part de 5,5

p. 100. Du côté des importations, le pétrole brut représentait 58,1 p. 100 du total, le pétrole non-brut, 29,9 p. 100, et les gaz de pétrole, 7,0 p. 100. Tel qu'indiqué ci-dessus, en 2012 le Canada n'a exporté du pétrole brut qu'aux États-Unis (73,7 milliards de dollars, soit 99,2 p. 100 du total), en Chine (435 millions de dollars) et au Royaume-Uni (200 millions de dollars), mais ses fournisseurs étaient beaucoup plus variés : toutes les sources de produits énergétiques énumérées ci-dessus ont fourni du pétrole brut (à l'exception des Pays-Bas, qui a expédié du pétrole non-brut). Les exportations de pétrole brut ont globalement augmenté de 8,1 p. 100, à 74,4 milliards de dollars, tandis que les importations progressaient de 3,4 p. 100 à 29,9 milliards de dollars, haussant la balance des échanges de pétrole brut de 11,5 p. 100 par rapport à 2011, à 44,5 milliards de dollars. Le prix moyen à l'exportation du pétrole brut du Canada est demeuré le même qu'en 2011; les prix à l'importation ont généralement augmenté, causant une détérioration supplémentaire des termes de l'échange pour le pétrole brut importé au Canada (voir l'encadré intitulé « La divergence des prix du pétrole brut en Amérique du Nord », paru dans *Le commerce international du Canada*, 2012).

Les exportations de pétrole non brut⁵ étaient en hausse de 13,7 p. 100 en 2012, soit 2,4 milliards de dollars, à 19,7 milliards de dollars. Plus des deux tiers des gains sont attribuables aux exportations accrues aux États-Unis, en hausse de 11,2 p. 100, soit 1,7 milliard de dollars, à 16,6 milliards de dollars; les expéditions accrues vers la France et les Bahamas comptent pour l'essentiel du reste. Simultanément, les importations canadiennes de pétrole non brut ont retraité par rapport à leur sommet de 2011, passant de 16,4 milliards de dollars à 15,3 milliards de dollars, une baisse de 6,5 p. 100. Les importations provenant des États-Unis ont encore augmenté (de 10,3 p. 100, à 9,4 milliards de dollars), tandis que les importations des Pays-Bas doubleraient à 2,1 milliards de dollars; cependant, les expéditions de la plupart des autres fournisseurs du Canada (comme le Royaume-Uni, le Mexique,

4 SH 2709.

5 SH 2710.

l'Espagne, la Finlande, la Norvège et Singapour) ont diminué. Ces changements ont nettement amélioré la balance du commerce du pétrole non brut : de 900 millions de dollars en 2011 à 4,3 milliards de dollars en 2012.

Les exportations de gaz de pétrole⁶, exclusivement à destination des États-Unis, ont vu leur prix chuter de plus de 30 p. 100 et perdu 32,0 p. 100 en valeur pour s'établir à 11,2 milliards de dollars. Les importations ont connu une contraction similaire, reculant de 28,0 p. 100, à 3,6 milliards de dollars, en 2012. Ces importations provenaient des États-Unis dans une proportion de 94,4 p. 100, et pour 3,8 p. 100 du Qatar. L'effet négatif sur le solde commercial a été de 3,9 milliards de dollars, la plus forte détérioration enregistrée en 2012 parmi les produits de la classification à 4 chiffres du SH.

Le déclin des prix du charbon signifie que les exportations de ce produit⁷ ont aussi reculé par rapport à leur sommet de 2011, perdant 21,0 p. 100, pour s'établir à 6,3 milliards de dollars. Les baisses enregistrées à destination du Japon, de la Corée du Sud et du Brésil sont responsables de ce recul, en dépit d'une augmentation des exportations de charbon en Chine. Les importations de charbon, principalement en provenance des États-Unis, ont totalisé 1 milliard de dollars. Le résultat net est un solde commercial de 5,3 milliards de dollars, en baisse de 1,7 milliard de dollars en 2012, la deuxième diminution la plus importante après les gaz de pétrole.

Véhicules et pièces⁸

L'essor du commerce bilatéral entre le Canada et les États-Unis témoigne de la forte reprise du secteur nord-américain de l'automobile. La croissance des exportations de véhicules et de pièces a atteint 17,0 p. 100 en 2012, soit 8,9 milliards de dollars. Les exportations ont totalisé 61,2 milliards de dollars, tandis que les importations atteignaient 70,7 milliards de dollars grâce à un gain de 11,2 p. 100 (7,1 milliards de

dollars). Le déficit des échanges de véhicules et pièces a fondu de 1,8 milliard de dollars, à 9,5 milliards de dollars.

Les États-Unis ont été la destination de la plus grande partie (95,4 p. 100) des exportations du Canada et la source de près des deux tiers des importations canadiennes dans ce secteur. Les exportations vers le marché américain ont augmenté de 16,2 p. 100, tandis que les importations progressaient de 8,7 p. 100. Le Mexique, le Japon, l'Allemagne, la Corée du Sud et la Chine ont été les autres principaux fournisseurs de véhicules et de pièces du Canada, la valeur importée dépassant dans chaque cas 1 milliard de dollars et les importations de ces pays augmentant plus rapidement que celles provenant des États-Unis. Le Canada a importé principalement des véhicules de tourisme, quoi que les importations du Mexique aient été réparties également entre les camions et les voitures, et que les importations de Chine aient consisté principalement en pièces de véhicules automobiles. Les importations du Japon ont renversé la tendance à la baisse et gagné 24,7 p. 100 en valeur l'an dernier; les importations d'Allemagne, de Corée du Sud, de Chine et du Royaume-Uni ont toutes augmenté à un taux dans les deux chiffres.

Parmi les trois principales catégories de produits – les voitures de tourisme, les véhicules de transport (c.-à-d. les camions) et les pièces de véhicules automobiles –, les voitures de tourisme et les pièces comptent pour plus de 90 p. 100 des exportations du secteur canadien de l'automobile, les camions représentant le reste (seulement 1,1 milliard de dollars en 2012). Les exportations de voitures de tourisme ont bondi à 46,9 milliards de dollars l'an dernier (76,6 p. 100 des exportations de produits automobiles), une hausse de 19,1 p. 100, soit 7,5 milliards de dollars, les États-Unis étant responsables de cette augmentation. Les exportations de voitures en Libye ont aussi grimpé de 9 millions de dollars, à 92 millions de dollars (faisant de ce pays la

6 SH 2711.

7 SH 2701.

8 Chapitre 87 du SH.

troisième destination en importance des exportations canadiennes de voitures de tourisme).

Les exportations de pièces et accessoires de véhicules automobiles ont progressé de 9,0 p. 100 l'an dernier, gagnant 0,8 milliard de dollars pour terminer l'année à 10,1 milliards de dollars (16,5 p. 100 de toutes les exportations de produits automobiles). La plupart de ces exportations sont allées aux États-Unis.

Du côté des importations, les trois principales catégories étaient réparties plus uniformément. Les voitures de tourisme représentaient 36,7 p. 100 des importations, les pièces et accessoires 30,2 p. 100 et les camions 18,5 p. 100. Les importations de voitures de tourisme ont augmenté de 11,1 p. 100, soit 2,6 milliards de dollars, pour atteindre 25,9 milliards de dollars. Les importations ont augmenté le plus rapidement en provenance de la Corée du Sud (35,5 p. 100), suivie du Japon (18,6 p. 100), tandis que les États-Unis apportaient aussi une contribution significative (7,4 p. 100). Les importations de pièces et d'accessoires ont augmenté de 11,9 p. 100 (2,3 milliards de dollars), à 21,5 milliards de dollars. Les importations accrues en provenance du Japon (gain de 39,5 p. 100) et des États-Unis (gain de 8,1 p. 100) ont contribué le plus à cette augmentation. Les importations de camions ont progressé de 7,5 p. 100 en 2012 pour atteindre 13,1 milliards de dollars, réparties également entre les deux sources principales, les États-Unis et le Mexique.

L'amélioration de la balance commerciale des voitures de tourisme (4,9 milliards de dollars) a été la plus importante parmi l'ensemble des produits en 2012; elle a été en partie compensée par la détérioration de 1,4 milliard de dollars du solde commercial de la catégorie des pièces et la détérioration de 0,8 milliard de dollars du solde commercial de la catégorie des camions.

Machines et appareils mécaniques⁹

Les machines et appareils mécaniques (ci-après, les machines) forment l'un des chapitres les plus importants du système de classification SH – l'un des « trois grands chapitres » qui, collectivement, représentent plus du tiers du commerce international. Ce groupe occupe le troisième rang dans les échanges commerciaux du Canada (après les combustibles minéraux et les véhicules); il est extrêmement varié et englobe toutes les pièces d'équipement mécanique allant des réacteurs nucléaires aux moteurs, jusqu'aux pompes et aux valves.

Les exportations canadiennes de machines ont poursuivi leur remontée en 2012, gagnant 1,7 milliard de dollars, ou 5,3 p. 100, pour un total de 32,8 milliards de dollars. Les exportations aux États-Unis ont progressé de 0,9 milliard de dollars, soit un peu plus de la moitié de la croissance totale. Les exportations de machines en France, en Australie, au Mexique, au Brésil, à Singapour et en Corée du Sud affichent un taux de croissance à deux chiffres, bien que la valeur de chacune de ces augmentations ne dépasse pas 0,1 milliard de dollars. Les turboréacteurs, les turbopropulseurs et les autres turbines à gaz¹⁰ (principalement des moteurs d'avions) sont demeurés la principale sous-catégorie d'exportations, avec un gain de 4,3 p. 100 (0,2 milliard de dollars), à 4,5 milliards de dollars. Les exportations de moteurs à allumage par étincelles, de pièces de machines, de machines à fonction unique et de châssis de moules pour les fonderies de métaux ont progressé de 0,2 milliard de dollars, tandis que les exportations de machines de traitement automatisé (ordinateurs) ont reculé de 0,2 milliard de dollars.

En 2012, les importations de machines au Canada ont cédé la première place aux importations de véhicules, dont l'augmentation de 6,0 p. 100 a ajouté 3,8 milliards de dollars au

⁹ Chapitre 84 du SH.

¹⁰ Chapitre 85 du SH.

total de 67,5 milliards de dollars de cette catégorie. La croissance des importations venant des deux principaux fournisseurs – les États-Unis et la Chine – était supérieure à la moyenne, alors que l'augmentation des importations du Mexique était légèrement inférieure à moyenne. Les importations de machines d'Allemagne ont gagné 24,2 p. 100, tandis que celles du Royaume-Uni et de Taïwan perdaient, respectivement, 25,0 p. 100 et 27,6 p. 100. Ces pertes ont été amorties par la croissance des importations en provenance des principaux fournisseurs. Les sous-catégories qui ont connu des hausses importantes sont les robinets, les chaudières, les vannes pour tuyaux et les réservoirs (15,7 p. 100), les moteurs à allumage par étincelles (15,3 p. 100) et les bulldozers et décapeuses (13,1 p. 100).

L'augmentation des importations a été proportionnelle à celle des exportations, mais comme elle était, en valeur absolue, largement supérieure à l'augmentation des exportations, les échanges canadiens de machines ont continué à générer le plus gros déficit commercial de toutes les catégories – 34,7 milliards de dollars l'an dernier – en hausse de 6,7 p. 100, soit 2,2 milliards de dollars. Les déficits se sont aggravés avec tous les fournisseurs du Canada, en particulier les États-Unis (de 21,4 p. 100) et l'Allemagne (de 30,4 p. 100).

Machines et matériel électriques et électroniques¹¹

Les exportations de produits électriques et électroniques ont légèrement diminué en 2012, perdant 0,2 milliard de dollars (1,6 p. 100) pour terminer à 15 milliards de dollars, le niveau atteint en 2010. Après une croissance timide de 1,3 p. 100, les exportations aux États-Unis ont atteint 10,6 milliards de dollars soit 70,4 p. 100 du total. Les autres destinations importantes des exportations du Canada – le Mexique, le Royaume-Uni et la Chine – ont toutes affiché un repli, le Mexique notamment, avec une perte de 40,0 p. 100 (0,3 milliard de dollars).

L'augmentation des exportations vers la France et l'Allemagne a atténué ces pertes, sans toutefois les annuler. Les exportations canadiennes en Hongrie, qui avaient presque triplé en 2011, ont reculé de 45,2 p. 100 en 2012. Parmi les sous-catégories, les appareils de transmission et les caméras sont les seuls produits affichant une hausse (5,4 p. 100, soit 60 millions de dollars); les exportations de matériel téléphonique se sont contractées de 6,6 p. 100, tandis que les exportations de circuits électroniques intégrés ont diminué de 10,7 p. 100.

L'augmentation des importations de produits électriques et électroniques a été encore plus limitée, à 0,7 p. 100, soit 0,3 milliard de dollars pour atteindre 45,4 milliards de dollars en 2012. La baisse des importations en provenance du Mexique (0,5 milliard de dollars), de Taïwan (0,2 milliard de dollars) et de la Corée du Sud (0,6 milliard de dollars) a partiellement neutralisé l'expansion plus forte des importations en provenance des États-Unis (0,6 milliard de dollars) et de la Chine (1 milliard de dollars). Les importations en provenance d'Allemagne et du Japon ont aussi connu une croissance robuste. Le gain le plus important parmi ces sous-catégories se situe dans les importations de câbles et de fils, qui ont bondi à 0,3 milliard de dollars, et celles des tableaux et panneaux électriques qui ont aussi progressé de 0,3 milliard de dollars en valeur. On a enregistré une baisse des importations de circuits électroniques intégrés (de 0,6 milliard de dollars), et de téléviseurs, moniteurs et projecteurs (de 0,3 million de dollars).

Ces mouvements signifient que le solde du commerce des produits électriques et électroniques s'est détérioré quelque peu, le déficit augmentant de 0,6 milliard de dollars l'an dernier, pour atteindre 30,4 milliards de dollars.

Matériel technique et scientifique¹²

Aussi appelée instruments de précision, la catégorie du matériel technique et scientifique englobe les appareils de précision de haute

¹¹ Chapitre 85 du SH.

¹² Chapitre 90 du SH.

technologie utilisés en sciences, en recherche, en médecine, en photographie et en géologie. Les exportations de ces appareils sont demeurées inchangées à 5,9 milliards de dollars en 2012. Les exportations vers les États-Unis et la Chine ont augmenté de 2,3 p. 100 et de 12,4 p. 100, respectivement, mais elles ont été contrebalancées par une baisse des exportations vers le Royaume-Uni, l'Allemagne et l'Italie. Par sous-catégorie, ce sont les instruments de mesure et de vérification divers (hausse de 68 millions de dollars), les dispositifs à cristaux liquides et les lasers (baisse de 73 millions de dollars) et les instruments et appareils d'analyse physique ou chimique (recul de 53 millions de dollars) qui ont connu les changements les plus notables.

Les importations de matériel technique et scientifique ont augmenté de 7,8 p. 100, soit le même rythme que l'an dernier, gagnant 1 milliard de dollars pour atteindre 13,5 milliards de dollars en 2012. Les États-Unis ont été à l'origine de la moitié de ces importations et de la majeure partie de la croissance, les importations augmentant de 10,7 p. 100 (0,7 milliard de dollars). Les importations en provenance du Mexique ont également affiché une solide croissance de 25,5 p. 100 (0,2 milliard de dollars). Les importations de la Chine ont reculé légèrement (2,7 p. 100), tandis que les importations en provenance de la France chutaient de 17,5 p. 100. Les importations de matériel médical, chirurgical et dentaire ont gagné 0,2 milliard de dollars, tout comme les importations d'instruments de régulation ou de contrôle automatique; les importations d'appareils orthopédiques et prothèses artificielles et d'instruments et appareils d'analyse physique ou chimique ont enregistré des gains plus modestes.

Comme les exportations sont restées stables et que les importations ont augmenté, le déficit commercial de la catégorie du matériel technique et scientifique s'est creusé de 1 milliard de dollars en 2012 pour atteindre 7,6 milliards de dollars.

Produits agricoles et agroalimentaires¹³

Cette catégorie est l'un des piliers des exportations du Canada et de sa balance commerciale. Les exportations de produits agricoles et agroalimentaires ont progressé de 7,3 p. 100 (3,2 milliards de dollars) en 2012, pour atteindre un nouveau sommet, soit 47,4 milliards de dollars. Les prix ont joué un rôle beaucoup moins important dans cette expansion qu'en 2011, le prix de la plupart des aliments s'étant stabilisé – en particulier, le prix du blé qui est demeuré au niveau de 2011. Les graines oléagineuses et les céréales diverses (graines de canola) ont dépassé le blé comme principal produit d'exportation du Canada dans cette catégorie, avec des exportations évaluées à 8,4 milliards de dollars. La hausse de 1,6 milliard de dollars des exportations de cette sous-catégorie (23,7 p. 100, principalement vers la Chine) a représenté près de la moitié de l'augmentation totale de la catégorie. Les exportations de blé ont avancé de 7,7 p. 100, ajoutant 0,5 milliard de dollars aux exportations totales; les aliments pour animaux sont l'autre sous-catégorie ayant enregistré un gain important (0,5 milliard de dollars, soit 30,5 p. 100). Les exportations de légumes comestibles se sont contractées de 12,8 p. 100 (0,5 milliard de dollars), tandis que les exportations de viande reculaient de 3,1 p. 100 (0,1 milliard de dollars). L'expansion des huiles animales et végétales (huile de canola principalement) a ralenti, avec un modeste gain de 0,2 milliard de dollars sur l'année (7,7 p. 100). Par pays, l'augmentation est en grande partie attribuable à une expansion de 81,2 p. 100 des exportations vers la Chine (2,3 milliards de dollars), ce pays ayant augmenté ses achats de graines de canola, d'huile de canola et de poissons. Les États-Unis sont responsables d'une augmentation de 1,5 milliard de dollars des exportations canadiennes, alors que les autres destinations montrent généralement un recul, notamment la Corée du Sud (de 465 millions de dollars) et le Pakistan (de 351 millions de dollars). Les exportations vers l'Irak ont fait un certain rattrapage depuis le creux de

13 HS Chapters 1-24.

55 millions de dollars atteint en 2011, avec des exportations de 304 millions de dollars en 2012.

Les importations de produits agroalimentaires ont augmenté à un rythme légèrement inférieur, soit 5,9 p. 100 (2 milliards de dollars), pour atteindre 35,1 milliards de dollars l'an dernier. Les importations de viande ont augmenté de 354 millions de dollars, celles de fruits et de noix, de 338 millions de dollars, tandis que les importations de boissons et spiritueux – la principale catégorie – progressait de 283 millions de dollars. Les États-Unis demeurent le premier fournisseur de produits alimentaires du Canada, avec 59,4 p. 100 des importations, lesquelles ont augmenté de 1,8 milliard de dollars l'an dernier pour atteindre 20,8 milliards de dollars. Les autres gains notables touchent les importations en provenance de l'Inde (83 millions de dollars) et du Mexique (55 millions de dollars), tandis que les importations du Brésil diminuaient de 138 millions de dollars.

L'excédent commercial du Canada dans cette catégorie continue d'augmenter, avec un gain de 1,3 milliard de dollars, à 12,2 milliards de dollars, en 2012. Le Japon et la Chine ont été les plus importants partenaires excédentaires, à 4,1 milliards de dollars et 4 milliards de dollars, respectivement; le Brésil a été le principal partenaire avec lequel le Canada a enregistré un déficit, à 838 millions de dollars.

Métaux et minéraux¹⁴

Comme les prix des ressources et des produits liés aux ressources ont stagné ou décliné en 2012 (à l'exception temporaire de l'or), les exportations canadiennes de métaux et minéraux ont baissé. La valeur des exportations dans cette catégorie a diminué de 8,6 p. 100 (6,4 milliards de dollars), à 68,8 milliards de dollars, l'an dernier. Après un doublement des exportations entre 2009 et 2011, la principale sous-catégorie, celle des pierres et métaux précieux¹⁵ a encaissé un recul de 3,3 milliards de dollars, soit plus de la moitié de la baisse totale. La plus grande partie

de ce recul est attribuable à une régression des exportations d'or et d'argent. Alors que les prix des diamants, de l'argent, du platine et de la ferraille suivaient une tendance à la baisse, l'or a poursuivi son ascension – toutefois, les dernières tendances laissent prévoir que d'autres baisses de la valeur de ce produit devraient se répercuter sur la valeur des exportations de la catégorie en 2013. Alors que les exportations dominantes de métaux précieux au Royaume-Uni ont tenu bon, les exportations vers les États-Unis reculaient de 28,5 p. 100 (2,8 milliards de dollars). Les autres produits dont les exportations ont régressé sensiblement sont le nickel, en baisse de 1,4 milliard de dollars, et l'aluminium, avec une perte de 1,3 milliard de dollars sur l'année. Chacun de ces produits a connu des chutes de prix importantes : plus de 10,0 p. 100 pour l'aluminium et plus de 20,0 p. 100 pour le nickel. La seule sous-catégorie importante à avoir enregistré une augmentation de ses exportations en 2012 est celle des articles en fer et en acier, qui ont progressé de 0,6 milliard de dollars.

Géographiquement, les exportations vers la plupart des destinations ont reculé, mais les baisses ont été plus importantes aux États-Unis (9,7 p. 100, soit 3,7 milliards de dollars), en Norvège (18,4 p. 100, soit 0,5 milliard de dollars) et à Hong Kong (30,6 p. 100, soit 0,4 milliard de dollars).

Les importations de métaux et de minéraux sont demeurées inchangées en 2012, à 57,2 milliards de dollars. La baisse de 2,1 milliards de dollars des importations de métaux précieux et de minéraux a été compensée par l'augmentation des importations d'articles en fer et en acier (1,2 milliard de dollars), d'articles divers en métaux de base (0,3 milliard de dollars) et d'articles en pierre, plâtre et ciment (0,2 milliard de dollars). Les exportations aux États-Unis et en Chine ont progressé (de 0,3 milliard de dollars et 0,4 milliard de dollars, respectivement), mais ces gains ont été contrebalancés par la baisse des importations en provenance du Pérou, du Royaume-Uni, de l'Allemagne et du Chili.

¹⁴ Chapitres 25, 26 et 68 à 83 du SH.

¹⁵ Chapitre 71 du SH.

Bien qu'ils aient enregistré des baisses en 2012, deux pays fournissent encore près de la moitié des 9,8 milliards de dollars d'importations d'or au Canada : le Pérou (2,8 milliards de dollars, en baisse de 12,5 p. 100) et l'Argentine (1,7 milliard de dollars, en baisse de 7,5 p. 100). Les États-Unis sont devenus le troisième fournisseur d'or du Canada l'an dernier, avec des expéditions de 732 millions de dollars.

Le solde des échanges du Canada dans la catégorie des métaux et des minéraux a considérablement diminué l'an dernier. Le recul de 6,5 milliards de dollars a fait passer l'excédent commercial de 18,1 milliards de dollars en 2011 à 11,6 milliards de dollars en 2012.

Produits chimiques, plastiques et caoutchouc¹⁶

En 2012, les exportations canadiennes de produits chimiques, plastiques et caoutchouc ont reculé de 4,6 p. 100, soit 2,2 milliards de dollars, à 44,7 milliards de dollars. Le déclin était généralisé, les cinq principaux produits d'exportation ayant perdu du terrain. Les exportations de plastiques, la principale sous-catégorie, ont fléchi de seulement 0,7 p. 100, à 12,1 milliards de dollars, les engrais (surtout la potasse) ont reculé de 7,7 p. 100, à 7,4 milliards de dollars, les produits pharmaceutiques ont régressé de 7,4 p. 100, à 5,1 milliards de dollars, les produits chimiques inorganiques (essentiellement l'uranium) ont chuté de 16,8 p. 100, à 4,8 milliards de dollars et, enfin, les produits chimiques organiques ont subi une perte de 11,1 p. 100, à 4,6 milliards de dollars. À l'opposé, les exportations de caoutchouc ont augmenté de 5,5 p. 100, à 4,2 milliards de dollars, et les exportations de produits chimiques divers ont pris 9,2 p. 100, à 2,5 milliards de dollars, mais ces gains n'ont compensé qu'une petite partie du déclin.

Les États-Unis ont accaparé 76,6 p. 100 des exportations et expliquent en grande partie le recul observé, alors que les exportations vers ce pays ont chuté de 1,7 milliard de dollars,

principalement les produits chimiques organiques et inorganiques et les produits pharmaceutiques. Des pertes ont également été enregistrées dans les exportations vers la Chine (13,5 p. 100, soit 0,2 milliard de dollars) et le Royaume-Uni (7,5 p. 100, soit 0,1 milliard de dollars). Il n'y a eu aucune augmentation significative du côté des exportations en 2012.

Les importations de produits chimiques, de plastiques et de caoutchouc ont augmenté de 2,9 p. 100, soit 1,7 milliard de dollars, pour atteindre 60,5 milliards de dollars en 2012. Près de 60 p. 100 de ces importations provenaient des États-Unis, qui sont à l'origine de la plus grande augmentation, soit 1,1 milliard de dollars. Les importations en provenance de la Suisse ont augmenté de 21,7 p. 100 (0,4 milliard de dollars), tandis que les importations en provenance de la Chine, de l'Allemagne et du Royaume-Uni enregistraient également des augmentations. Les importations d'Irlande sont demeurées stables à 0,8 milliard de dollars, tandis que les importations en provenance de la France chutaient de 12,7 p. 100, à 1,4 milliard de dollars.

Les augmentations des importations ont été dominées par les plastiques et les produits chimiques divers, qui ont augmenté de 0,7 milliard de dollars et de 0,6 milliard de dollars, respectivement. Les importations de caoutchouc ont progressé de 0,3 milliard de dollars, tandis que les importations de produits chimiques inorganiques reculaient de 0,3 milliard de dollars.

La baisse des exportations et l'augmentation des importations ont renversé le mouvement de réduction du déficit dans le secteur des produits chimiques, des plastiques et du caoutchouc pour le porter à 15,8 milliards de dollars en 2012, une hausse de 3,9 milliards de dollars sur le niveau de 11,9 milliards de dollars enregistré en 2011.

Bois, pâte et papier¹⁷

Les gains à l'exportation en 2010-2011 dans cet important groupe d'industries canadiennes se

¹⁶ Chapitres 28 à 40 du SH.

¹⁷ Chapitres 44 et 49 du SH.

sont renversés en 2012. Une perte de valeur de 4,3 p. 100 a entraîné un recul des exportations de 1,2 milliard de dollars, à 26,2 milliards de dollars. Les reculs les plus importants ont touché les exportations de papier et de carton (1,3 milliard de dollars) et les exportations de pâte de bois (0,8 milliard de dollars). Ces pertes ont été en partie atténuées par une augmentation de 0,9 milliard de dollars des exportations de bois et d'articles en bois.

Par destination, près de deux tiers des exportations ont pris la direction des États-Unis. Si la plupart des baisses ont touché les exportations vers ce pays, elles ont été proportionnellement inférieures à la part détenue par celui-ci. Les exportations vers le marché américain n'ont reculé que de 1,9 p. 100, soit 320 millions de dollars. Du même coup, les reculs enregistrés vers plusieurs autres destinations, notamment l'Indonésie (101 millions de dollars), l'Italie (86 millions de dollars), le Japon (70 millions de dollars), le Royaume-Uni (66 millions de dollars), les Pays-Bas (66 millions de dollars) et l'Inde (65 millions de dollars) ont été responsables de la plus grande partie de la baisse des exportations. Les exportations vers la Chine se sont maintenues à 4,1 milliards de dollars.

Les importations de bois, pâte et papier ont reculé de 3,1 p. 100 l'an dernier, soit 383 millions de dollars, à 12 milliards de dollars. Ce déclin est entièrement imputable aux États-Unis, qui affichent une baisse des importations de 437 millions de dollars (4,6 p. 100), principalement pour le papier et le carton. Les importations en provenance de Chine ont augmenté (5,4 p. 100, soit 63 millions de dollars), tout comme les importations du Mexique (26,7 p. 100, soit 28 millions de dollars). Par sous-catégorie, les importations de bois et d'articles en bois ont avancé de 5,2 p. 100, tandis que les importations de papier et de carton, de matériel imprimé et, plus particulièrement, de pâte de bois diminuaient.

La baisse globale ayant été beaucoup plus importante pour les exportations que pour les importations, il y a eu une réduction de 0,8 milliard de dollars de l'excédent commercial du Canada dans la catégorie du bois, de la pâte et du papier (5,3 p. 100), à 14,2 milliards de dollars, en 2012.

Textiles, vêtements et cuir¹⁸

Les exportations de textiles, de vêtements et de cuir, la plus petite catégorie d'exportation, ont augmenté à nouveau en 2012, gagnant 3,8 p. 100, soit 178 millions de dollars, pour atteindre 4,8 milliards de dollars. L'augmentation des exportations aux États-Unis (79 millions de dollars), à Hong Kong (72 millions de dollars) et en Chine (67 millions de dollars) explique la totalité des gains, en dépit d'une baisse de 55,8 p. 100 (55 millions de dollars) des exportations vers la Corée du Sud. Parmi les principales sous-catégories, les exportations de pelleteries et de fourrures synthétiques ont enregistré une forte augmentation (33,9 p. 100, soit 179 millions de dollars), Hong Kong, la Chine et les États-Unis comptant pour la plus grande partie de l'augmentation. Les exportations dans la plupart des autres principales sous-catégories sont demeurées stables.

Les importations de textiles, de vêtements et de cuir au Canada ont progressé de 1,8 p. 100 en 2012, soit 305 millions de dollars, pour atteindre 17,6 milliards de dollars. La Chine, qui est le plus important fournisseur du Canada, a réduit ses livraisons de 2,7 p. 100 (209 millions de dollars). Les importations en provenance de la plupart des autres fournisseurs du Canada ont augmenté : les États-Unis ont fait un gain de 158 millions de dollars, le Vietnam, de 90 millions de dollars, le Bangladesh, de 66 millions de dollars, et le Cambodge, de 65 millions de dollars. Les importations de vêtements et accessoires tricotés et crochetés, la plus importante sous-catégorie, ont reculé de 90 millions de dollars, ce qui a été compensé par l'augmentation des importations d'articles en textiles divers (114

18 Chapitres 41 à 43 et 50 à 65 du SH.

millions de dollars), d'articles en cuir (101 millions de dollars) et de chaussures (81 millions de dollars).

Les exportations ont augmenté plus rapidement que les importations, mais puisque les gains à l'importation étaient beaucoup plus importants et que la progression des importations a été supérieure en termes absolus, le déficit commercial du Canada dans cette catégorie s'est creusé de 0,1 milliard de dollars (1,0 p. 100) pour atteindre 12,8 milliards de dollars en 2012.

Biens de consommation et produits manufacturés divers¹⁹

Les exportations de biens de consommation et de produits manufacturés divers ont progressé de 5,7 p. 100 en 2012, gagnant 1,1 milliard de dollars pour atteindre 20,7 milliards de dollars. Cette augmentation est due à une hausse des exportations aux États-Unis (1,3 milliard de dollars). Il y a eu diminution des exportations vers l'Allemagne (de 135 millions de dollars) et la Suisse (de 97 millions de dollars). Par sous-catégorie, les exportations de produits manufacturés divers arrivent en tête (gain de 443,8 p. 100, soit 591 millions de dollars, principalement les serviettes, les tampons et les couches à destination des États-Unis), ainsi que les meubles (hausse de 4,0 p. 100, soit 179 millions de dollars). Les exportations de jouets, de jeux et de matériel sportif ont reculé de 187 millions de dollars, tandis que les exportations d'œuvres d'art chutaient de 133 millions de dollars.

Les importations de biens de consommation et de produits manufacturés divers ont augmenté de 8,4 p. 100 en 2012 (1,8 milliard de dollars), pour atteindre un niveau record de 23,4 milliards de dollars. Il y a eu progression des importations en provenance des États-Unis (1,4 milliard de dollars), du Mexique (291 millions de dollars) et de la Chine (168 millions de dollars). Par contre, les importations en provenance de Cuba ont chuté de 163 millions de dollars. Les meubles sont demeurés le principal article

d'importation dans cette catégorie, gagnant 0,9 milliard de dollars grâce à une augmentation généralisée chez plusieurs des principaux fournisseurs du Canada (États-Unis, Chine, Mexique et Vietnam).

Le solde commercial des échanges de biens de consommation et de produits manufacturés divers s'est détérioré de 0,7 milliard de dollars en 2012 et le déficit commercial du Canada dans cette catégorie a atteint 2,7 milliards de dollars.

Autres matériels de transport²⁰

Le matériel de transport autre que les véhicules automobiles, ce qui comprend les aéronefs, le matériel ferroviaire, les navires et les bateaux, est l'une des plus importantes catégories dans les échanges commerciaux du Canada. En 2012, les exportations d'autres matériels de transport, qui affichaient une piètre performance depuis six ans, ont gagné 701 millions de dollars (6,7 p. 100). Les exportations aux États-Unis ont augmenté de 839 millions de dollars, et celles à destination des Émirats Arabes Unis ont fait un gain de 278 millions de dollars, dans les deux cas en raison d'une progression des exportations d'aéronefs. Les exportations vers la Pologne, le Royaume-Uni et l'Indonésie ont également connu une croissance non négligeable pour la même raison. En revanche, les exportations d'aéronefs vers l'Allemagne ont diminué de 212 millions de dollars, et vers la France, de 161 millions de dollars. Dans l'ensemble, les exportations d'aéronefs ont augmenté de 567 millions de dollars et les exportations de matériel ferroviaire, de 95 millions de dollars.

Les importations d'autres matériels de transport ont diminué de 5,2 p. 100 (422 millions de dollars) en 2012, à 7,7 milliards de dollars. Pour l'essentiel cette baisse a été causée par des importations moindres en provenance de la France (de 205 millions de dollars, soit environ 30 p. 100) et des États-Unis (de 95 millions de dollars). Une baisse des importations d'aéronefs explique le recul des importations de la France,

19 Chapitres 66, 67 et 91 à 99 du SH.

20 Chapitres 86, 88 et 89 du SH.

tandis que le recul des importations de matériel ferroviaire est responsable de la baisse des importations en provenance des États-Unis. Les importations de pièces d'aéronefs du Japon ont avancé de 113 millions de dollars. Dans l'ensemble, les importations d'aéronefs et de pièces ont diminué de 1,1 p. 100, tandis que les importations de navires et bateaux régresaient de 34,5 p. 100 (408 millions de dollars), ce qui est principalement imputable à la baisse des importations de navires de Norvège et de Chine.

Étant donné que les exportations ont augmenté et que les importations ont diminué, l'excédent commercial du Canada pour la catégorie des autres matériels de transport a gagné 1,1 milliard de dollars, pour atteindre 3,4 milliards de dollars, en 2012.

Le commerce au niveau des provinces et des territoires

En 2012, l'évolution du commerce international a touché les provinces et les territoires de façons différentes et souvent opposées. La moitié des provinces et des territoires du Canada ont connu une hausse de leurs échanges commerciaux, tandis que l'autre moitié a accusé une baisse, à la fois du côté des importations et du côté des exportations. L'**Ontario** a accaparé la plupart des gains à l'exportation, en raison du fait que cette province a participé au regain d'activité dans le secteur de l'automobile. Les exportations ont augmenté de 5,8 milliards de dollars (3,2 p. 100) pour atteindre 187,2 milliards de dollars. Cela représente 84,1 p. 100 de la croissance des exportations canadiennes. Les exportations ontariennes de produits automobiles ont augmenté encore plus, soit de 8,6 milliards de dollars (17,6 p. 100). Les autres hausses importantes ont été observées dans les exportations de machines, en progression de 0,8 milliard de dollars (4,5 p. 100) et d'aéronefs, qui ont avancé de 0,6 milliard de dollars (21,8 p. 100). Ces gains ont été partiellement annulés par la baisse des exportations de métaux et pierres précieuses, qui ont reculé de 2,7 milliards de dollars (12,0 p. 100) – principalement l'or, l'argent et les pièces

de monnaie. Les trois autres produits importants dont les exportations ont diminué sont le nickel et les articles en nickel (baisse de 1,2 milliard de dollars, soit 24,2 p. 100), les produits chimiques inorganiques (essentiellement l'uranium, avec une perte de 0,9 milliard de dollars, soit 30,7 p. 100) et les machines électriques (recul de 0,5 milliard de dollars, soit 5,2 p. 100).

Les importations ont augmenté de 6,8 milliards de dollars (2,7 p. 100) en 2012, atteignant 261,8 milliards de dollars, ce qui représente 56,7 p. 100 des importations totales du Canada. Cette augmentation est survenue en dépit d'une baisse significative des importations de combustibles et huiles minérales, qui ont régressé de 42,3 p. 100, soit 4,2 milliards de dollars, touchant l'ensemble de ce secteur. Celle-ci a été compensée par une augmentation des importations dans le secteur de l'automobile (5,7 milliards de dollars, soit 11,4 p. 100), le secteur des machines mécaniques (1,7 milliard de dollars, soit 4,7 p. 100) et plusieurs autres, dont les instruments de précision, les plastiques et les meubles. Des baisses ont aussi eu lieu dans les importations de métaux et pierres précieuses (619 millions de dollars), de papier et carton (315 millions de dollars) et de machines électriques (206 millions de dollars).

L'**Alberta** a été la deuxième province exportatrice, avec des expéditions atteignant environ la moitié de celles de l'Ontario et 21,0 p. 100 des exportations canadiennes. En 2012, la croissance des exportations albertaines a été lente (1,8 p. 100), celles-ci gagnant 1,7 milliard de dollars pour atteindre 95,4 milliards de dollars. La plupart de la croissance s'est produite dans les combustibles et huiles minérales, dont les exportations ont progressé de 1,4 milliard de dollars, principalement en raison d'une hausse des exportations de pétrole brut, alors que les exportations de gaz de pétrole reculaient. Des gains ont aussi été enregistrés dans les exportations de céréales (497 millions de dollars) et les graines de canola (306 millions de dollars). Il y a eu recul des exportations de plastiques (420 millions de dollars), de soufre (361 millions de dollars) et de produits chimiques organiques

TABLEAU 5-2						
Commerce des marchandises par province et territoire, 2012						
(millions \$ et %)						
	Exportations en 2012	Croissance des exportations	Part des exportations	Importations en 2012	Croissance des importations	Part des importations
	\$	%	%	\$	%	%
Ontario	186 984	3,2	41,2	261 824	2,7	56,7
Alberta	95 406	1,8	21,0	27 252	9,6	5,9
Québec	63 570	-0,1	14,0	74 796	0,3	16,2
Saskatchewan	32 570	10,1	7,2	11 068	17,7	2,4
Colombie-Britannique	31 745	-4,3	7,0	42 737	5,8	9,2
Nouveau-Brunswick	14 774	-0,3	3,3	13 135	-3,8	2,8
Terre-Neuve	11 309	-6,8	2,5	5 333	46,2	1,2
Manitoba	11 266	-4,5	2,5	19 129	18,1	4,1
Nouvelle-Écosse	3 822	-14,3	0,8	6 629	-20,6	1,4
Territoires du Nord-Ouest	1 832	-12,1	0,4	0	-57,9	0,0
Île-du-Prince-Édouard	871	15,4	0,2	38	-38,3	0,0
Territoire du Yukon	216	42,7	0,0	86	-18,1	0,0
Nunavut	15	82,8	0,0	31	-81,4	0,0
TOTAL	454 377	1,5	100,0	462 059	3,5	100,0

Source : Bureau de l'économiste en chef, MAECI; avec des données de Statistique Canada

(291 millions de dollars). Les importations en Alberta ont continué de croître plus rapidement que les exportations, gagnant 9,6 p. 100, soit 2,4 milliards de dollars, à 27,3 milliards de dollars. L'accroissement des importations de pétrole raffiné comptait pour environ les deux tiers de l'augmentation. Les importations de machines mécaniques, d'articles en fer et en acier et d'instruments de précision étaient aussi en hausse, tandis que les importations de machines électriques ont diminué. Dans l'ensemble, l'Alberta a affiché un excédent commercial de 68,2 milliards de dollars en 2012, et en retranchant cet excédent du déficit de 74,8 milliards de dollars de l'Ontario, on obtient approximativement le déficit commercial global du Canada.

La **Saskatchewan** venait au second rang pour la croissance des exportations l'an dernier, affichant un gain de 3 milliards de dollars (10,1 p. 100), pour devenir la quatrième province exportatrice avec des expéditions totalisant

32,6 milliards de dollars. Les exportations de combustibles et huiles minérales ont augmenté (de 2,4 milliards de dollars, attribuable au pétrole brut), tout comme celles de graines de canola (0,6 milliard de dollars) et de blé (0,5 milliard de dollars). En revanche, les exportations d'engrais (potasse) ont reculé de 0,6 milliard de dollars et les exportations de légumes, de 0,5 milliard de dollars. Les importations ont augmenté de 17,7 p. 100, soit 1,7 milliard de dollars, pour atteindre 11,1 milliards de dollars, dominées par les importations de machines mécaniques et de produits automobiles.

Les exportations du **Québec** sont restées stables à 63,6 milliards de dollars. La baisse des exportations de certains grands produits – l'aluminium (perte de 1,2 milliard de dollars), le papier et le carton (recul de 0,6 milliard de dollars), les aéronefs (baisse de 0,3 milliard de dollars) et le cuivre (repli de 0,3 milliard de dollars) – a annulé la croissance des exportations de minerais et de cendres (0,4

milliard de dollars), de combustibles et huiles minéraux (0,4 milliard de dollars, surtout le pétrole raffiné) et de machines mécaniques (0,4 milliard de dollars, surtout des moteurs d'avions). Les importations ont enregistré une légère augmentation de 0,3 p. 100 (0,2 milliard de dollars) pour s'établir à 74,8 milliards de dollars. Les importations de combustibles et huiles minéraux ont augmenté (1,5 milliard de dollars, surtout du pétrole brut), les importations de machines mécaniques et de machines électriques ont gagné 0,2 milliard de dollars chacune, tandis que les importations de métaux et pierres précieuses chutaient de près de moitié (1,4 milliard de dollars) et que les importations de produits chimiques inorganiques reculaient (0,2 milliard de dollars).

En **Colombie-Britannique**, les exportations se sont contractées de 4,3 p. 100 (1,4 milliard de dollars), avec le recul des exportations de charbon et de gaz pétrole. Les exportations de pâte et papier ainsi que de pierres et métaux précieux ont également diminué, tandis que les exportations de bois et d'articles en bois, de machines, de sel et de soufre augmentaient. Les importations ont affiché une saine croissance de 2,3 milliards de dollars (5,8 p. 100), stimulées par l'augmentation de 1 milliard de dollars des importations de machines mécaniques. Les importations de produits automobiles et de machines électriques étaient aussi en hausse, tandis que les importations de combustibles et huiles minérales reculaient sensiblement, surtout le pétrole non brut.

Les exportations de **Terre-Neuve-et-Labrador** ont diminué de 6,8 p. 100 en 2012, une perte de 0,8 milliard de dollars, pour s'établir à 11,3 milliards de dollars. La baisse des exportations de pétrole brut a été partiellement compensée par une augmentation des exportations de pétrole raffiné. Les exportations de minerais de fer ont aussi régressé, tandis que les exportations de nickel n'ont pas été déclarées; en outre, il y a eu une baisse des exportations de poissons et fruits de mer. La seule augmentation significative a touché les exportations d'avions, en hausse de 250 millions de dollars. Pendant ce

temps, les importations de la province étaient en plein essor, grimpant de 46,2 p. 100, le taux le plus élevé au pays. Les importations de combustibles et huiles minérales (principalement du pétrole brut), avec un gain de plus de 50 p. 100 (1,7 milliard de dollars) étaient à l'origine de cette hausse.

Les exportations de combustibles et huiles minérales du **Nouveau-Brunswick** se sont maintenues, et l'ensemble des exportations a emboîté le pas, demeurant à 14,8 milliards de dollars. Les exportations de poissons et fruits de mer ont augmenté de 18,9 p. 100 (122 millions de dollars). Les importations ont diminué de 0,5 milliard de dollars, ce qui est principalement attribuable au pétrole brut et aux gaz de pétrole. Le **Manitoba** a enregistré une baisse de 4,5 p. 100 de ses exportations (531 millions de dollars), alors que les exportations de semences de blé et de canola ont diminué. Les importations ont augmenté au taux robuste de 18,1 p. 100 (2,9 milliards de dollars), en raison d'expéditions accrues de machines mécaniques diverses et de produits automobiles. Les pneus sont demeurés le principal produit d'exportation de la **Nouvelle-Écosse**, mais les exportations totales ont diminué de 14,3 p. 100, soit 639 millions de dollars, ce qui est imputable, à parts égales, à la baisse des exportations de papier et de carton et des exportations de combustibles et huiles minérales (surtout des gaz de pétrole). Les importations ont également diminué de façon marquée, soit de 20,6 p. 100 (1,7 milliard de dollars), les importations de pétrole brut et de machines mécaniques ayant régressé presque de moitié. À l'**Île-du-Prince-Édouard**, les exportations ont augmenté de 116 millions de dollars et environ la moitié de cette expansion étant attribuable à un doublement des exportations de moteurs d'avions. Les exportations de pommes de terre et de poissons ont aussi fortement progressé. Par ailleurs, les importations ont diminué de 38,3 p. 100. Dans les **Territoires du Nord-Ouest**, les exportations de diamants ont quelque peu diminué, abaissant les exportations totales de 12,2 p. 100, alors que le **Nunavut** a commencé à exporter des diamants – les nouvelles

expéditions de 4 millions de dollars ont contribué à la croissance de 7 millions de dollars des exportations. L'augmentation des expéditions de minerais de cuivre, de zinc et de plomb

ont permis au **Yukon** d'enregistrer un gain de 65 millions de dollars dans ses exportations l'an dernier (42,7 p. 100). ■

ⁱ Les données recueillies et présentées sur une base douanière mesurent la variation dans le stock de ressources matérielles découlant du mouvement physique des marchandises, dans le cas présent à destination ou au départ du Canada. Lorsque des biens sont importés au Canada ou exportés du Canada, des déclarations doivent être produites auprès de l'Agence des services frontaliers du Canada (ASFC), présentant des renseignements détaillés tel que la description et la valeur des biens, leur origine, ainsi que le port de dédouanement des produits de base et le mode de transport.

Afin d'obtenir des données sur la base de la balance des paiements (BP), les données douanières sont corrigées pour les rendre conformes aux concepts et définitions du Système des comptes nationaux du Canada, de manière à couvrir l'ensemble des transactions économiques entre des résidents et des non-résidents qui comportent un commerce de marchandises.

Les principales différences sont les suivantes : sur la base de la BP, les transactions sont définies en termes de changement de propriété (aux fins de la BP, des échanges commerciaux peuvent parfois survenir entièrement à l'intérieur ou à l'extérieur du Canada). Sur une base douanière, une transaction a lieu lorsqu'un bien franchit la frontière. Les autres différences importantes concernent le pays d'attribution des importations (aux fins de la BP, il s'agit du pays d'expédition; aux fins douanières, c'est le pays d'origine) et l'évaluation (notamment, aux fins de la BP, les frais de transports sont soustraits du commerce des marchandises et sont ajoutés aux services de transport). Les modifications apportées aux données douanières aux fins de la BP se font souvent à un niveau agrégé (tant pour les groupes de produits que pour les groupes de pays), ce qui permet difficilement de faire un lien direct entre les données douanières et celles de la balance des paiements, si cela est même possible.

Vue d'ensemble de la performance canadienne et mondiale sur le plan de l'investissement

Après une période d'activité accrue au chapitre de l'investissement étranger direct (IED) en 2011, l'investissement mondial a de nouveau reculé en 2012. En 2011, l'IED a été largement alimenté par des restructurations d'entreprises, l'intérêt accru des investisseurs à accéder à des ressources partout dans le monde et la croissance des investissements en installations nouvelles; cependant, en 2012, toutes les composantes de l'IED ont fléchi, les investissements en installations nouvelles ayant été les plus durement touchés. L'incertitude politique et la fragilité macroéconomique mondiale ont miné la confiance des investisseurs et limité les possibilités d'investissement.

Pour la première fois, les pays en développement ont attiré l'intérêt des investisseurs davantage que les pays développés – même si seulement une fraction des entrées dans ces pays a été investie dans de nouveaux projets. Les tendances mondiales s'expliquent surtout par la forte baisse des investissements dans les pays de l'Union européenne et aux États-Unis, à la fois comme sources et bénéficiaires des flux d'investissement, bien que l'activité ait diminué partout dans le monde.

Le Canada est l'un des rares pays à ne pas avoir suivi la tendance mondiale, les entrées et les sorties d'IED ayant augmenté de façon robuste au cours de 2012, tant au niveau des stocks que

des flux¹. Encore une fois, les flux entrant ont affiché une croissance plus forte, l'UE étant la principale source d'augmentation. Le boom de l'investissement dans les projets d'énergie verte en Ontario, qui a propulsé la province parmi les trois principales régions en Amérique du Nord pour les investissements en installations nouvelles en 2011, s'est poursuivi en 2012.

L'investissement direct du Canada à l'étranger (IDCE) a aussi augmenté fortement, principalement dans les secteurs traditionnels d'investissement du Canada à l'étranger : les finances et assurances, l'extraction minière, pétrolière et gazière, et la gestion de sociétés et d'entreprises. En plus de la forte croissance de l'investissement dans les destinations les plus populaires du Canada (c.-à-d. les États-Unis et l'UE), l>IDCE a aussi considérablement augmenté en Norvège, au Chili et en Australie. Dans l'ensemble, le bilan net des investissements du Canada s'est légèrement amélioré en 2012.

Flux mondiaux d'investissement étranger direct

Les entrées mondiales d'investissement étranger direct (IED) ont diminué de 18 p. 100 en 2012, en raison de l'incertitude et de la fragilité politique et macroéconomique de l'économie mondiale. Les flux mondiaux d'IED sont passés de 1 604 milliards de dollars² en 2011

1 Les flux d'investissement étranger direct (IED) représentent les mouvements annuels de capitaux qui franchissent les frontières nationales pour être investis dans des structures, du matériel et des organisations sur le marché intérieur d'un pays, ou dans du capital-actions s'il en résulte qu'une entité résidente d'un pays acquiert un intérêt durable dans une entreprise résidant dans un autre pays. En pratique, l'investissement direct est réputé se produire lorsqu'une société détient au moins 10 % des actions avec droit de vote d'une entreprise étrangère. Le stock d'IED est la valeur cumulative de tous les investissements de ce genre détenus à l'étranger par les ressortissants d'un pays. En raison de l'évolution constante des valeurs et des différences dans les méthodes de collecte des données, la somme des flux d'IED ne donne pas une indication précise du stock d'IED.

2 Toutes les données sur les flux mondiaux d'IED présentées dans ce chapitre sont exprimées en \$ É.-U.; les entrées d'IED proviennent de Global Investment Trends Monitor, no 11, de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED). Les données sur les sorties d'IED mondiales n'étaient pas disponibles auprès de la CNUCED cette année; des données partielles ont été extraites de la base de données sur l'investissement direct international de l'OCDE, mais ces sources ne sont pas nécessairement tout à fait compatibles entre elles.

à 1 311 milliards de dollars en 2012, le niveau le plus bas depuis la crise économique et légèrement au-dessus du creux de 1 200 milliards de dollars enregistré en 2009. Cette baisse des entrées contraste avec les niveaux généralement croissants d'autres variables macroéconomiques, comme l'emploi, le PIB et le commerce. Dans l'ensemble, les entrées d'IED dans **les économies en développement** ont bien tenu le coup en 2012, passant de 703 milliards de dollars en 2011 à 680 milliards de dollars en 2012, soit une baisse de seulement 3,2 p. 100. En fait, les entrées d'IED dans les pays en développement ont dépassé les entrées d'IED dans les économies développées par une marge de 130 milliards de dollars – pour la première fois, les économies en développement ont reçu plus d'IED que les économies développées (tableau 6-1).

Les **pays en développement d'Asie** venaient en tête pour les entrées d'IED en 2010, mais la croissance a ralenti en 2011 et la tendance s'est inversée en 2012, les entrées d'IED perdant 9,5 p. 100 pour s'établir à 399 milliards de dollars. Les investissements en Chine ont reculé de 3,5 p. 100, alors que les coûts de production augmentaient et que la demande à l'exportation était en baisse. Néanmoins, la Chine est demeurée le second bénéficiaire de l'IED dans le monde. Ailleurs en Asie, les reculs ont été plus sévères, le boom de l'investissement de 2011 ayant perdu de la vitesse. Les entrées d'IED à Hong Kong, le troisième destinataire de l'IED dans le monde, ont chuté de près de 25 p. 100; l'IED entrant en Inde a diminué de 13,6 p. 100, tandis que l'IED reculait de 16,7 p. 100 en Malaisie et de 15,0 p. 100 à Singapour. Toutefois, certains pays d'Asie du Sud-Est, comme les Philippines, la Thaïlande, le Cambodge, le Myanmar et le Vietnam, ont attiré plus d'investissements en 2012 qu'auparavant. L'IED en Asie de l'Ouest a poursuivi son déclin pour la quatrième année; l'IED en Turquie, qui avait connu une croissance rapide l'année précédente, n'a pas résisté à la tendance baissière en 2012. Elles ont régressé de 22,0 p. 100 en raison d'un affaiblissement des activités de fusion et acquisition (F et A) transfrontières.

Les entrées d'IED en **Amérique latine et dans les Caraïbes** ont de nouveau dominé la progression parmi les économies en développement, passant de 217 milliards de dollars à 232,6 milliards de dollars – bien que le taux élevé de croissance de 2011 ait ralenti à 7,2 p. 100 en 2012. Les richesses naturelles de la région et son économie relativement robuste ont continué à stimuler l'investissement dans les industries extractives, ce qui a suscité un certain nombre d'investissements en Colombie, au Chili et au Pérou. La croissance de l'IED au Chili a été particulièrement forte (gain de plus de 50 p. 100), soit 2,0 p. 100 de l'investissement mondial en 2012 (26,4 milliards de dollars). Les entrées au Brésil ont ralenti légèrement après avoir connu une performance spectaculaire en 2011, ce qui s'explique en partie par le rapatriement de capitaux; les flux d'IED au Mexique ont diminué encore une fois, soit de 16,3 p. 100, pour s'établir à 17,4 milliards de dollars.

Les flux d'IED en **Afrique** ont augmenté de 5,5 p. 100 en 2012, à 45,8 milliards de dollars. Les perspectives se sont améliorées en Afrique du Nord, où la tendance à la baisse des entrées d'IED s'est renversée; en Égypte, l'IED est passé d'un solde négatif de 0,5 milliard de dollars à un gain de 3,5 milliards de dollars principalement attribuable aux investisseurs européens. L'IED en Angola a progressé par rapport à 2010 et 2011, tandis qu'en Afrique du Sud, l'IED est passé de 5,8 milliards de dollars à 6,4 milliards de dollars.

Les entrées d'IED dans les pays en transition (**pays émergents d'Europe** et de la **CEI**) ont diminué de 13,1 p. 100, passant de 93,7 milliards de dollars en 2011 à 81,4 milliards de dollars en 2012. L'Europe du Sud-Est, dont les principaux donateurs sont d'origine européenne, a été particulièrement touchée, accusant une dégringolade de 52 p. 100. L'investissement en Russie, qui représentait plus de la moitié des entrées d'IED de la région, a aussi diminué en 2012, reculant de 16,6 p. 100; cette baisse a été partiellement compensée par un accroissement des entrées d'investissement au Kazakhstan et en Ukraine.

TABLEAU 6-1
Flux mondiaux d'IED par région et pour certains pays
(milliards \$ É.-U. et %)

	Entrées d'IED				Sorties d'IED			
	2011	2012 ⁱ	Variation (%)	Part (%)	2011	2012 ⁱ	Variation (%)	Part (%)
Monde	1 604,2	1 310,7	-18,3	100,0	1 619,0	1 422,7	-12,1	100,0
Économies développées	807,8	548,9	-32,1	41,9	-	-	-	-
Canada	41,4	47,2	14,0	3,6	49,9	53,9	8,0	3,8
Europe	459,3	293,5	-36,1	22,4	-	-	-	-
Union européenne	440,0	287,0	-34,8	21,9	558,3	418,0	-25,1	29,4
Autriche	14,7	5,0	-66,0	0,4	24,8	16,6	-33,1	1,2
Belgique	103,3	19,3	-81,3	1,5	82,6	85,3	3,3	6,0
France	40,9	58,9	44,0	4,5	90,2	62,2	-31,0	4,4
Allemagne	40,4	1,3	-96,8	0,1	52,2	66,8	28,0	4,7
Irlande	11,5	39,6	244,3	3,0	-4,3	18,9	..	1,3
Italie	34,3	5,3	-84,5	0,4	47,3	30,6	-35,3	2,2
Luxembourg	14,4	22,6	56,9	1,7	9,0	17,0	88,9	1,2
Pays-Bas	13,6	-2,1	..	..	40,9	-3,5	..	..
Espagne	29,5	17,5	-40,7	1,3	36,6	-4,9	..	..
Suède	14,7	10,1	-31,3	0,8	28,2	33,5	18,8	2,4
Royaume-Uni	51,1	62,5	22,3	4,8	106,7	71,8	-32,7	5,0
États-Unis	226,9	146,7	-35,3	11,2	419,3	351,4	-16,2	24,7
Japon	-1,8	-0,4	..	..	114,3	122,5	7,2	8,6
Économies en développement	702,7	680,4	-3,2	51,9	-	-	-	-
Afrique	43,4	45,8	5,5	3,5	-	-	-	-
Égypte	-0,5	3,5	..	0,3	-	-	-	-
Afrique du Sud	5,8	6,4	10,3	0,5	2,8	4,4	57,1	0,3
Amérique du Sud et Caraïbes	217,0	232,6	7,2	17,7	-	-	-	-
Brésil	66,7	65,3	-2,1	5,0	-1,0	-2,8	..	..
Colombie	13,6	15,8	16,2	1,2	-	-	-	-
Chili	17,3	26,4	52,6	2,0	19,5	20,1	3,1	1,4
Mexique	20,8	17,4	-16,3	1,3	12,1	25,6	111,6	1,8
Asie et Océanie	440,7	399,0	-9,5	30,4	-	-	-	-
Chine	124,0	119,7	-3,5	9,1	43,0	62,4	45,1	4,4
Hong Kong	96,1	72,5	-24,6	5,5	-	-	-	-
Inde	31,6	27,3	-13,6	2,1	12,6	8,6	-31,7	0,6
Indonésie	19,2	19,2	0,0	1,5	7,7	5,4	-29,9	0,4
Malaisie	12,0	10,0	-16,7	0,8	-	-	-	-
Singapour	64,0	54,4	-15,0	4,2	-	-	-	-
Thaïlande	7,8	8,1	3,8	0,6	-	-	-	-
Turquie	15,9	12,4	-22,0	0,9	2,5	4,1	64,0	0,3
Pays émergents d'Europe et CEI	93,7	81,4	-13,1	6,2	-	-	-	-
Russie	52,9	44,1	-16,6	3,4	48,6	31,0	-36,2	2,2

Source : CNUCED, Base de données sur l'investissement direct international de l'OCDE, FMI, Statistique Canada. Les données ne comprennent pas les entités ad hoc (EAH).

ⁱ Estimations préliminaires

- : Données non disponibles

Les entrées d'IED dans le groupe des **pays développés** ont subi un important recul, perdant presque le tiers de leur valeur en 2012. Reculant de 807,8 milliards de dollars à 548,9 milliards de dollars, l'investissement a pour la première fois enregistré une baisse supérieure à celle des pays en développement – ce qui est de mauvais augure. Le déclin a été aussi prononcé en Union européenne et aux États-Unis, tandis que les entrées globales au Japon sont demeurées presque nulles, avec un léger bilan négatif pour la troisième année consécutive. En Europe, la Belgique vient en tête des déclins, avec une baisse de 84 milliards de dollars des entrées d'IED, alors que celles-ci sont passées de plus de 40 milliards de dollars à près de zéro en Allemagne par suite des cessions d'actifs survenues dans ce pays. Les entrées d'IED aux États-Unis sont tombées à 80,2 milliards de dollars, principalement en raison d'une baisse des transactions de fusion et acquisition transfrontières. La situation dans les pays du Sud de l'Europe a également été mauvaise – ensemble, les entrées d'IED en Grèce, en Italie, au Portugal et en Espagne représentaient moins de la moitié ce qu'elles étaient en 2011.

Les entrées d'IED ont augmenté au Canada et dans quelques autres pays – le Royaume-Uni, la France et l'Irlande – cette dernière, en particulier, montrant un regain d'activités des sociétés transnationales, après l'effondrement du secteur financier en 2008 : les entrées d'IED y sont passées de 11,5 milliards de dollars en 2011 à 39,6 milliards de dollars en 2012.

La valeur des F et A internationales a diminué de façon significative en 2012, notamment en Europe, alors que l'incertitude macroéconomique à l'échelle mondiale a affaibli la confiance des entreprises. Les sociétés transnationales (STN) de plusieurs pays développés ont fortement cédé des avoirs à l'étranger : par exemple, la cession d'actifs de 12 milliards de dollars du groupe ING aux États-Unis et au Canada et la

vente par British Petroleum de sa participation dans un groupe de gisements pétroliers dans le golfe du Mexique pour 5,6 milliards de dollars. En revanche, les achats des sociétés transnationales des pays en développement ont atteint 115 milliards de dollars – un niveau record représentant 37 p. 100 des acquisitions totales dans le monde³. Les achats au titres des F et A des sociétés transnationales latino-américaines ont enregistré la hausse la plus rapide (28 milliards de dollars), mais les investisseurs asiatiques continuent d'accaparer la part du lion (75 p. 100) des acquisitions faites par des pays en développement.

L'investissement mondial en installations nouvelles a régressé de 34 p. 100, touchant un creux record. Le nombre de projets d'investissement étranger direct a reculé de 16,4 p. 100, à 11 789, tandis que le nombre estimatif d'emplois créés par l'IED en installations nouvelles a régressé de 28,8 p. 100. Toutes les régions du monde ont enregistré une baisse de l'investissement en installations nouvelles, mais la perte en Afrique a été inférieure à la moyenne mondiale. La région de l'Asie-Pacifique demeure la première destination de l'investissement en installations nouvelles, mais les États-Unis ont été le premier pays de destination. Le secteur des services commerciaux et financiers venait au premier rang de l'IED en installations nouvelles en 2012.

Les données sur les fournisseurs d'IED fondées sur les estimations préliminaires de l'OCDE ne se comparent pas directement aux données de la CNUCED sur les bénéficiaires de l'IED; néanmoins, les deux sources montrent clairement un déclin des sorties mondiales d'IED. Selon l'OCDE, les sorties globales d'IED ont diminué de 12,1 p. 100 en 2012, passant de 1 619 milliards de dollars à 1 422,7 milliards de dollars. Ce recul a ramené les sorties d'IED à peu près au niveau de 2010. Il y a eu croissance des sorties d'IED au premier trimestre, mais celles-ci ont régressé au milieu de l'année, puis ont

3 Les transactions importantes comprennent l'acquisition de Progress Energy Canada Limited par Petronas (Malaisie) pour 5,4 milliards \$ É.-U., l'achat de Petrogal Brasil Ltda. (Brésil) par le groupe Sinopec (Chine) pour 4,8 milliards \$ É. U. et l'achat de EDP Energias de Portugal SA (Portugal) par la China Three Gorges Corp. (Chine) pour 3,5 milliards \$ É.-U.

repris quelque peu durant le dernier trimestre de l'année⁴. Parmi les pays membres de l'OCDE, les investissements à l'étranger ont diminué de 15 p. 100 en 2012, à 1 100 milliards de dollars, soit 77 p. 100 de l'IED mondial (contre 80 p. 100 en 2011).

Aux États-Unis, le premier pays investisseur dans le monde, l'IED a atteint 351,4 milliards de dollars, une baisse de 16,2 p. 100 par rapport au niveau de 2011, représentant près de 25 p. 100 des sorties mondiales d'IED. Le Japon était le deuxième pays source d'IED en 2012, avec des sorties d'investissement en hausse de 7,2 p. 100, à 122,5 milliards de dollars. Les sorties d'IED de l'UE ont chuté de plus de 25 p. 100, à 418 milliards de dollars. Les principaux investisseurs dans cette région étaient la Belgique avec 85,3 milliards de dollars, le Royaume-Uni avec 71,8 milliards de dollars, l'Allemagne avec 66,8 milliards de dollars et la France avec 62,2 milliards de dollars.

La progression des sorties d'IED de la Chine a été la plus importante parmi les pays en développement; les sorties d'IED y ont augmenté de 19,4 milliards de dollars pour atteindre

62,4 milliards de dollars en 2012 – la moitié du niveau du Japon et un niveau égal à celui de la France. Les sorties d'IED du Brésil ont continué d'afficher un léger désinvestissement, avec une baisse de 2,8 milliards de dollars sur l'année. Les sorties d'IED du Mexique ont plus que doublé, atteignant 25,6 milliards de dollars. En revanche, les sorties d'IED de la Russie ont diminué de 36,2 p. 100, alors que les sorties d'IED de l'Indonésie et de l'Inde ont reculé d'environ 30 p. 100.

Selon les prévisions de la CNUCED, l'IED mondial augmentera modestement à 1,4 billion de dollars en 2013 et à 1,6 billion de dollars en 2014. Le commerce extérieur, le PIB et la formation brute de capital fixe devraient augmenter progressivement, notamment dans les pays en développement, faisant pression sur les sociétés transnationales afin qu'elles investissent leurs liquidités, qui ont atteint un niveau sans précédent, dans de nouveaux projets. Par contre, toute aggravation de la situation macroéconomique ou l'incertitude politique continue pourraient assombrir les perspectives de reprise soutenue de l'investissement étranger direct.

TABLEAU 6-2
Flux d'IED entrant au Canada par région
(millions \$ et %)

Source	2011 (\$)	2012 (\$)	Variation (\$)	Croissance (%)
Monde	39 254	42 990	3 736	9,5
États-Unis	15 349	16 484	1 135	7,4
UE	13 162	19 045	5 883	44,7
Japon	391	3 792	3 401	869,8
Autres pays de l'OCDE	1 723	1 396	-327	-19,0
RdM	8 629	2 273	-6 356	-73,7

Source : Statistique Canada

4 Selon la CNUCED, les entrées globales peuvent diverger des sorties globales pour diverses raisons, y compris l'utilisation de méthodes différentes de collecte des données dans les pays hôtes et les pays d'origine, des différences dans la couverture des données sur les flux d'IED (p. ex. le traitement des bénéfices réinvestis) et l'utilisation de périodes différentes pour la saisie des transactions d'IED. En outre, le fait que les sorties dépassent les entrées incite à penser qu'une partie des flux enregistrés comme sorties dans les pays d'origine pourraient ne pas être nécessairement enregistrée comme des entrées d'IED dans les pays hôtes.

La performance du Canada au chapitre de l'investissement direct

L'investissement entrant

Entrées

Les entrées d'IED au Canada se sont fortement contractées durant la crise financière et économique mondiale, et un rétablissement significatif ne s'est amorcé qu'en 2011, lorsque l'IED a rebondi de plus d'un tiers. Il s'en est suivi une autre année de croissance de l'IED au Canada en 2012, soit une augmentation de 3,7 milliards de dollars, à 43 milliards de dollars (tableau 6-2). Les entrées ont ralenti au cours du second trimestre de l'année, mais elles ont ensuite rebondi avec vigueur au troisième trimestre, qui a compté pour plus de la moitié de l'investissement total sur l'année. La plus grande partie de la croissance en 2012 est attribuable à une augmentation nette de 5,2 milliards de dollars des intérêts canadiens au titre des F et A; les bénéfices réinvestis par les filiales d'entreprises étrangères au Canada ont également augmenté, gagnant 1 milliard de dollars en valeur, tandis que les autres flux ont diminué.

Comme en 2011, l'UE a été la principale source d'augmentation des flux d'IED au Canada en 2012. Les flux en provenance de l'Union européenne ont augmenté de 5,9 milliards de dollars, passant de 13,2 milliards de dollars à 19 milliards de dollars. Plus des deux tiers de cette hausse proviennent d'investisseurs du Royaume-Uni, qui ont accru leurs flux d'investissement de 4,1 milliards de dollars à 9,9 milliards de dollars en 2012; cela est supérieur aux entrées d'IED de tous les autres pays de l'UE combinés. Le reste de l'augmentation (1,8 milliard de dollars) provenait des autres pays de l'UE. Contrairement à 2011, l'UE a été le premier investisseur au Canada en 2012 (sur la base des flux annuels entrant).

Les flux d'investissement provenant des États-Unis ont augmenté de 7,4 p. 100 au cours de l'année (1,1 milliard de dollars), ne représentant que 38 p. 100 du total des flux entrant.

Les activités de F et A ont fortement régressé, passant de 12,1 milliards de dollars en 2011 à 3,6 milliards de dollars; cette baisse a été compensée par une augmentation des transferts des bénéfices réinvestis et autres flux financiers. L'investissement en provenance du Japon a enregistré une forte augmentation, à 3,8 milliards de dollars en 2012, comparativement à seulement 0,4 milliard de dollars en 2011. Les autres pays de l'OCDE ont quelque peu ralenti le rythme de leurs investissements au Canada, leurs entrées d'IED reculant de 1,7 milliard de dollars à 1,4 milliard de dollars. L'investissement du reste du monde (RdM) a chuté de près de 75 p. 100, soit de 6,4 milliards de dollars, pour s'établir à 2,3 milliards de dollars.

Le commerce et les transports a constitué le principal secteur d'intérêt des investisseurs étrangers, avec plus de 30 p. 100 des entrées d'IED, suivi de près par le secteur manufacturier, qui a reçu 26,6 p. 100 des entrées d'IED. Venaient ensuite les secteurs de la gestion de sociétés et d'entreprises (gain de 20,0 p. 100) et celui de l'énergie et des mines (hausse de 16,0 p. 100). Le secteur des finances et des assurances a accusé un désinvestissement des avoirs étrangers pour la deuxième année consécutive (de 1,5 milliard de dollars), tandis que la part restante de 10,7 p. 100 des entrées d'IED est allée à d'autres industries.

Accueillant 7,4 p. 100 de tous les projets de nouvelles installations en Amérique du Nord, l'Ontario demeure le troisième bénéficiaire de l'IED en nouvelles installations dans cette région pour la deuxième année d'affilée. En termes de potentiel de croissance, la Colombie-Britannique s'est classée parmi les trois premières destinations des projets d'installations nouvelles, recevant 26,9 p. 100 plus d'IED en nouvelles installations en 2012.

Stock d'IED entrant

Le stock d'investissement étranger au Canada a augmenté de 5,8 p. 100 en 2012, pour atteindre 633,9 milliards de dollars. Cela représente une hausse de 34,6 milliards de dollars sur le niveau de 2011, ce qui est beaucoup plus élevé

TABLEAU 6-3 Stock d'investissement étranger direct au Canada par pays et par région (millions \$ et %)				
	2011	2012	Variation	Croissance
	(\$)	(\$)	(\$)	(%)
Ensemble des pays	599 326	633 915	34 589	5,8
Amérique du Nord	315 841	331 575	15 734	5,0
Bahamas	76	76	0	0,0
Barbade	454	842	388	85,5
Bermudes	2 353	2 157	-196	-8,3
Mexique	121	x	..	..
États-Unis	310 883	326 527	15 644	5,0
Amérique du Sud et Amérique centrale	14 603	15 707	1 104	7,6
Brésil	14 527	15 810	1 283	8,8
Europe	195 094	212 101	17 007	8,7
Belgique	4 605	4 683	78	1,7
Finlande	1 756	1 753	-3	-0,2
France	13 221	14 843	1 622	12,3
Allemagne	11 014	11 735	721	6,5
Irlande	2 615	2 508	-107	-4,1
Italie	1 134	1 213	79	7,0
Luxembourg	22 192	24 642	2 450	11,0
Pays-Bas	59 882	61 448	1 566	2,6
Suède	1 925	1 938	13	0,7
Suisse	20 288	21 398	1 110	5,5
Royaume-Uni	47 253	54 558	7 305	15,5
Afrique	2 941	3 666	725	24,7
Afrique du Sud	x	x	..	..
Asie et Océanie	70 847	70 865	18	0,0
Australie	5 528	5 634	106	1,9
Inde	3 730	3 728	-2	-0,1
Japon	15 424	17 486	2 062	13,4
Chine	11 511	12 037	526	4,6
Corée du Sud	5 633	5 826	193	3,4

Données : Statistique Canada

que l'augmentation de 6,9 milliards de dollars observée en 2011. Près de la moitié de cette augmentation est attribuable à une progression du portefeuille d'IED des investisseurs européens, qui a augmenté de 8,7 p. 100 (17 milliards de dollars) pour s'établir à 212,1 milliards de dollars. Comme en 2011, les États-Unis ont

représenté la presque totalité du reste de l'augmentation, ses stocks d'IED augmentant de 5,0 p. 100, soit 15,6 milliards de dollars, pour s'établir à 326,5 milliards de dollars; les États-Unis comptaient pour 51,5 p. 100 du stock total d'IDE au Canada.

TABLEAU 6-4 Stock d'investissement étranger direct au Canada par grand secteur (millions \$ et %)				
	2011	2012	Variation	Croissance
	(\$)	(\$)	(\$)	(%)
Total, ensemble des industries	599 326	633 915	34 589	5,8
Agriculture, forêt, pêche et chasse	1 570	1 540	-30	-1,9
Extraction minière, pétrolière et gazière	113 267	120 248	6 981	6,2
Services publics	3 621	3 675	54	1,5
Construction	2 300	3 383	1 083	47,1
Fabrication	171 166	181 643	10 477	6,1
Commerce de gros	43 897	48 060	4 163	9,5
Commerce de détail	27 940	30 048	2 108	7,5
Transport et entreposage	4 696	8 829	4 133	88,0
Information et industries culturelles	1 351	2 322	971	71,9
Finances et assurances	86 900	85 096	-1 804	-2,1
Immobilier, location et crédit-bail	5 691	6 917	1 226	21,5
Services professionnels, scientifiques et techniques	9 037	10 407	1 370	15,2
Gestion de sociétés et d'entreprises	117 624	121 556	3 932	3,3
Services d'hébergement et d'alimentation	3 567	3 630	63	1,8
Autres industries	6 701	6 560	-141	-2,1
Technologies de l'information et des communications	14 857	13 826	-1 031	-6,9

Données : Statistique Canada

Dans l'ensemble, le stock d'IED de l'**Amérique du Nord** au Canada a augmenté de 15,7 milliards de dollars, les États-Unis accaparant la part dominante. Le stock d'investissement de la Barbade a doublé à 0,8 milliard de dollars, tandis que celui des Bermudes a reculé de 8 p. 100, à 2,2 milliards de dollars.

Le Royaume-Uni a dominé la progression de l'IED de l'**Europe** au Canada; le stock total d'IDE du Royaume-Uni a ainsi augmenté de 15,5 p. 100, soit 7,3 milliards de dollars, à 54,6 milliards de dollars. Le Luxembourg a encore une fois accru de façon significative ses avoirs au Canada (11 p. 100, soit 2,5 milliards de dollars), propulsant son stock d'IED à 24,6 milliards de dollars. Les Pays-Bas sont demeurés le plus important investisseur européen du Canada, avec un stock d'IED total de 61,4 milliards de dollars, après avoir ajouté 1,6 milliard de dollars d'avoirs en 2012. La France a augmenté son

stock d'IED de 12,3 p. 100, soit 1,6 milliard de dollars, portant le total à 14,8 milliards de dollars. La Suisse, quatrième investisseur européen au Canada, a ajouté 1,1 milliard de dollars à son stock d'IED qui a atteint une valeur totale de 21,4 milliards de dollars. Il n'y a pas eu de désinvestissement important du stock d'IED des pays européens au Canada.

En **Amérique du Sud** et en **Amérique centrale**, le Brésil détenait plus de 100 p. 100 de l'ensemble de l'IED de la région au Canada en 2012. L'investissement total du Brésil a augmenté de 8,8 p. 100 (1,3 milliard de dollars) pour atteindre 15,8 milliards de dollars. Cumulativement, le reste de la région affiche un stock d'IED net négatif au Canada.

Le stock d'investissement de l'**Asie** et de l'**Océanie** au Canada a augmenté très légèrement, passant de 70,8 milliards de dollars en

TABLEAU 6-5
Sorties d'IED du Canada par région
(millions \$ et %)

	2011	2012	Variation	Croissance
Destination	(\$)	(\$)	(\$)	(%)
Monde	51 602	55 401	3 799	7,4
États-Unis	28 759	29 785	1 026	3,6
UE	8 597	5 594	-3 003	-34,9
Japon	-892	140	1 032	-115,7
Autres pays de l'OCDE	1 937	3 614	1 677	86,6
RdM	13 201	16 268	3 067	23,2

Source : Statistique Canada

2011 à 70,9 milliards de dollars en 2012. Le fait qu'il n'y ait pas eu de diminution est principalement attribuable à l'augmentation du stock d'IED japonais au Canada, qui a gagné 2,1 milliards de dollars (13,4 p. 100) pour atteindre 17,5 milliards de dollars – confirmant le fait que le Japon est le plus important investisseur de la région au Canada. La Chine suivait de loin au second rang, haussant son stock d'IED de 4,6 p. 100, soit 0,5 milliard de dollars, à 12 milliards de dollars en 2012. De modestes augmentations ont été enregistrées dans les avoirs détenus au Canada par l'Australie et la Corée du Sud, tandis que le stock d'IED de l'Inde diminuait légèrement. Enfin, le stock d'investissement de l'**Afrique** au Canada s'est élevé de 24,7 p. 100 (0,7 milliard de dollars), à 3,7 milliards de dollars en 2012.

Un peu moins du tiers (10,5 milliards de dollars) de l'augmentation de 34,6 milliards de dollars du stock d'IED au Canada en 2012 est allé dans le secteur manufacturier – un gain de 6,1 p. 100. Le stock d'IED dans ce secteur a atteint 181,6 milliards de dollars en 2012, ce qui correspond à 28,7 p. 100 du stock total d'IED au Canada. L'autre secteur où les avoirs étrangers ont augmenté de manière substantielle est celui de l'extraction minière, pétrolière et gazière, où le stock d'IED a progressé de 7 milliards de dollars (6,2 p. 100) pour se situer à 120,2 milliards de dollars. L'investissement détenu dans les autres secteurs de biens est demeuré stable en 2012. Une augmentation de 47 p. 100 des

avoirs a porté l'IED étranger dans le secteur de la construction à 3,4 milliards de dollars, tandis que les intérêts étrangers doubleraient dans le secteur du transport et de l'entreposage, à 8,8 milliards de dollars. Il y a eu aussi une progression significative dans des secteurs tels que la gestion de sociétés et d'entreprises (hausse de 3,9 milliards de dollars, à 121,6 milliards de dollars), le commerce de gros (gain de 4,2 milliards de dollars, à 48,1 milliards de dollars) et le commerce de détail (augmentation de 2,1 milliards, à 30 milliards de dollars). Par contre, il y a eu un désinvestissement dans les stocks d'IED du secteur des finances et des assurances (baisse de 1,8 milliard, à 85,1 milliards de dollars) et celui des technologies de l'information et des communications (recul de 1 milliard de dollars, à 13,8 milliards de dollars).

L'investissement sortant

Sorties

L'investissement direct du Canada à l'étranger (IDCE) a progressé de 3,8 milliards de dollars en 2012 (7,4 p. 100), dans le sillage de la reprise amorcée en 2011 suite au repli provoqué par la crise économique. Les flux d'investissements ont augmenté vers toutes les destinations sauf l'UE, où l'IDCE a reculé de 3 milliards de dollars, un montant équivalant à plus du tiers de sa valeur de 2011. L'IDCE aux États-Unis a augmenté de 3,6 p. 100 (1 milliard de dollars), à 29,8 milliards de dollars.

L'IDCE dans les autres économies de l'OCDE a presque doublé en 2012, augmentant de 1,7 milliard de dollars, à 3,6 milliards de dollars. L'IDCE au Japon a gagné 1 milliard de dollars, passant d'un solde négatif à 0,1 milliard de dollars en 2012. Les flux d'investissement du Canada dans les pays du RdM sont ceux qui ont le plus progressé (23,2 p. 100), renversant la tendance à la baisse de 2011 pour gagner 3,1 milliards de dollars et atteindre 16,3 milliards de dollars.

Un examen plus détaillé des sorties d'investissement du Canada révèle que l'investissement direct à l'étranger dans le cadre de fusions et acquisitions a augmenté de 6,9 milliards de dollars; les bénéfices réinvestis étaient aussi en hausse (1,9 milliard de dollars), tandis que les autres flux accusaient une forte baisse (4,9 milliards de dollars). Par secteur, la plus forte augmentation de l'IDCE est survenue dans la gestion de sociétés et d'entreprises (4,2 milliards de dollars), à 13,9 milliards de dollars (soit 25,1 p. 100 de l'IDCE total pour l'année). L'IDCE a aussi augmenté de manière significative dans le secteur du commerce et du transport, avec un gain de 3,6 milliards de dollars, à 8,7 milliards de dollars (15,7 p. 100 de l'IDCE total). Dans le secteur manufacturier, l'IDCE a chuté de plus de moitié (3,2 milliards de dollars) pour ne représenter que 4,1 p. 100 du total. L'IDCE a reculé de 0,5 milliard de dollars dans le secteur dominant des finances et des assurances, dont la part s'est établie à 33,6 p. 100 en 2012.

L'Ontario et le Québec ont été à l'origine de la plupart des projets canadiens d'investissement en installations nouvelles à l'étranger. L'Ontario a entrepris 182 projets d'investissement direct à l'étranger, prenant la troisième place parmi les administrations nord-américaines (l'ensemble des États et des provinces), soit 5,8 p. 100 du total, tandis que le Québec enregistrait la plus forte croissance quant au nombre de projets entrepris (24,7 p. 100, à 91).

Stock d'IED sortant

Le stock d'investissement direct du Canada à l'étranger a progressé de 5,5 p. 100 (37 milliards

de dollars) pour passer de 674,6 milliards de dollars en 2011 à 711,6 milliards de dollars en 2012, à la faveur d'une augmentation du stock net d'investissement aux États-Unis. Combiné au changement dans le stock d'IED entrant, le bilan net de l'investissement direct du Canada s'est amélioré légèrement pour atteindre 77,7 milliards de dollars en 2012.

Alors que les variations dans les stocks d'IDE sont influencées par les ajouts et les retraits nets provenant des flux, la fluctuation de la valeur de la monnaie joue aussi un rôle important – et parfois décisif. L'IDCE est généralement libellé dans la monnaie du pays étranger où se trouve l'investissement. Cela signifie que lorsque le dollar canadien s'apprécie par rapport à la monnaie locale, la valeur de l'investissement détenu par les Canadiens à l'étranger diminue en dollars canadiens, et vice versa. En revanche, puisque l'investissement étranger direct au Canada est directement enregistré en dollars canadiens, les fluctuations du dollar canadien n'ont aucune incidence sur la valeur exprimée.

Pour ce qui est de l'évolution de la valeur du dollar canadien en 2012, celui-ci s'est apprécié de 2,2 p. 100 par rapport au dollar américain, de 0,6 p. 100 par rapport à l'euro et de 15,1 p. 100 par rapport au yen japonais. Il s'est par contre déprécié de 2,3 p. 100 par rapport à la livre sterling. Dans la plupart des cas, cela a eu un effet négatif sur les valeurs exprimées en dollars canadiens en réduisant la valeur de la plupart de l'investissement du Canada à l'étranger.

Le stock d'investissement direct du Canada en **Amérique du Nord** a augmenté de 18,3 milliards de dollars, ou 4,6 p. 100, pour atteindre 417,9 milliards de dollars en 2012. Les États-Unis ont représenté la majeure partie de cette hausse, les flux vers cette destination ayant augmenté de 15,3 milliards de dollars pour s'établir à 289,4 milliards de dollars. La hausse du stock d'investissement direct du Canada ailleurs dans la région a été moins importante : un gain de 1 milliard de dollars aux Bermudes, un gain de 1 milliard de dollars aux Îles Caïmans et un gain de 0,6 milliard de dollars à la Barbade.

TABLEAU 6-6 Stock d'investissement direct du Canada à l'étranger par pays et par région (millions \$ et %)				
	2011	2012	Variation	Croissance
	(\$)	(\$)	(\$)	(%)
Ensemble des pays	674 622	711 621	36 999	5,5
Amérique du Nord	399 624	417 947	18 323	4,6
Barbade	58 729	59 305	576	1,0
Bermudes	10 784	11 774	990	9,2
Îles Vierges britanniques	2 225	2 059	-166	-7,5
Îles Caïmans	29 218	30 170	952	3,3
Mexique	5 015	5 569	554	11,0
États-Unis	274 128	289 426	15 298	5,6
Amérique du Sud et Amérique centrale	34 517	40 381	5 864	17,0
Argentine	2 676	4 553	1 877	70,1
Brésil	9 923	9 844	-79	-0,8
Chili	11 361	13 726	2 365	20,8
Colombie	1 196	1 762	566	47,3
Pérou	5 909	6 908	999	16,9
Venezuela	912	898	-14	-1,5
Europe	179 425	186 131	6 706	3,7
Belgique	1 450	1 250	-200	-13,8
Chypre	3 246	3 649	403	12,4
France	5 441	4 684	-757	-13,9
Allemagne	7 296	7 415	119	1,6
Hongrie	11 852	13 692	1 840	15,5
Irlande	18 973	15 832	-3 141	-16,6
Italie	291	292	1	0,3
Luxembourg	17 830	19 733	1 903	10,7
Pays-Bas	13 485	11 646	-1 839	-13,6
Fédération de Russie	4 494	4 816	322	7,2
Suisse	4 755	3 802	-953	-20,0
Royaume-Uni	80 097	86 813	6 716	8,4
Afrique	3 104	3 600	496	16,0
Afrique du Sud	3 204	3 042	-162	-5,1
Asie et Océanie	57 952	63 562	5 610	9,7
Australie	24 784	26 895	2 111	8,5
République populaire de Chine	3 136	4 239	1 103	35,2
Hong Kong	7 117	7 130	13	0,2
Inde	655	644	-11	-1,7
Indonésie	3 168	3 218	50	1,6
Japon	7 169	6 362	-807	-11,3
Kazakhstan	2 017	x	..	..
Mongolie	1 586	1 936	350	22,1
Singapour	1 384	2 323	939	67,8
Corée du Sud	491	569	78	15,9

Données : Statistique Canada

TABLEAU 6-7 Stock d'investissement direct du Canada à l'étranger par principaux secteurs (millions \$ et %)				
	2011	2012	Variation	Croissance
	(\$)	(\$)	(\$)	(%)
Total, ensemble des industries	674 622	711 621	36 999	5,5
Agriculture, forêt, pêche et chasse	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Extraction minière, pétrolière et gazière	126 451	133 724	7 273	5,8
Services publics	14 069	14 418	349	2,5
Construction	536	576	40	7,5
Fabrication	69 515	69 305	-210	-0,3
Commerce de gros	12 012	13 048	1 036	8,6
Commerce de détail	6 604	8 201	1 597	24,2
Transport et entreposage	22 000	24 774	2 774	12,6
Information et industries culturelles	28 205	28 715	510	1,8
Finances et assurances	271 153	284 079	12 926	4,8
Immobilier, location et crédit-bail	17 306	18 754	1 448	8,4
Services professionnels, scientifiques et techniques	7 871	10 523	2 652	33,7
Gestion de sociétés et d'entreprises	85 467	92 126	6 659	7,8
Services d'hébergement et d'alimentation	2 834	2 858	24	0,8
Autres industries	4 502	4 556	54	1,2

Données : Statistique Canada

Ensemble, ces trois destinations détiennent au total 101,2 milliards de dollars d'investissement canadien en 2012. Enfin, l'investissement direct du Canada au Mexique a augmenté de 0,6 milliard de dollars pour atteindre 5,6 milliards de dollars.

L'investissement direct du Canada en **Asie** et en **Océanie** a augmenté de 9,7 p. 100 en 2012 (5,6 milliards de dollars) pour se situer à 63,6 milliards de dollars. Le gain le plus important a eu lieu en Australie, où le portefeuille canadien a progressé de 2,1 milliards de dollars (8,5 p. 100), à 26,9 milliards de dollars. Les autres augmentations notables de l'investissement canadien en Asie sont survenues en Chine (1,1 milliard de dollars, soit 35,2 p. 100) et à Singapour (0,9 milliard de dollars, soit 67,8 p. 100). Le stock d'investissement du Canada au Japon a diminué de 0,8 milliard de dollars (11,3 p. 100), en dépit de sorties d'IED positives vers ce pays, qui pourrait indiquer un effet lié à la fluctuation des valeurs.

L'**Europe** est demeurée une destination importante pour les investisseurs canadiens, comptant pour 26,2 p. 100 de l'ensemble du stock d'IDCE. Les stocks d'IDCE en Europe ont progressé de 3,7 p. 100 (6,7 milliards de dollars) pour terminer l'année à 186,1 milliards de dollars. Le Royaume-Uni est la destination qui a enregistré la plus forte hausse, le stock d'IDCE dans ce pays avançant de 6,7 milliards de dollars (8,4 p. 100) pour se situer à 86,8 milliards de dollars, ce qui représente près de la moitié du stock total d'IDCE en Europe. Le Canada a fait un investissement substantiel en Norvège, et il a aussi accru ses investissements au Luxembourg et en Hongrie (hausse de 1,9 milliard de dollars et de 1,8 milliard de dollars, respectivement). Toutefois, on constate une diminution de l'IDCE dans certains pays européens : le Canada a réduit son stock d'IED de 3,1 milliards de dollars (16,6 p. 100) en Irlande, de 1,8 milliard de dollars (13,6 p. 100) aux Pays-Bas et de 1 milliard de dollars (20,0 p. 100) en Suisse.

Le stock d'investissement du Canada en **Amérique centrale** et en **Amérique du Sud** a connu la plus forte croissance annuelle parmi l'ensemble des régions en 2012, augmentant de 17 p. 100 (5,9 milliards de dollars) pour atteindre 40,4 milliards de dollars. La forte progression des investissements au Chili (2,4 milliards de dollars, soit 20,8 p. 100) et en Argentine (1,9 milliard de dollars, soit 70,1 p. 100) a nourri cette expansion. Une augmentation du stock d'IDCE a aussi été observée au Pérou (1 milliard de dollars, soit 16,9 p. 100) et en Colombie (0,6 milliard de dollars, soit 47,3 p. 100). Les stocks d'IED canadien au Brésil et au Venezuela sont demeurés essentiellement inchangés.

Le stock d'investissement du Canada en **Afrique** a aussi augmenté au taux robuste de 16,0 p. 100, passant de 3,1 milliards de dollars en 2011 à 3,6 milliards de dollars en 2012, compensant ainsi les pertes de 2011 et gagnant 0,5 milliard de dollars. Néanmoins, il y a eu recul du stock d'IED du Canada en Afrique du Sud, la plus importante destination de l'investissement sur le continent, soit de 3,2 milliards de dollars à 3,0 milliards de dollars (5,1 p. 100).

L'investissement dans les industries de production de biens est responsable de près de 20 p. 100 de l'augmentation totale du stock d'IDE à l'étranger en 2012, alors que la croissance du stock d'investissement des industries de services a dépassé 80 p. 100. Après une robuste expansion

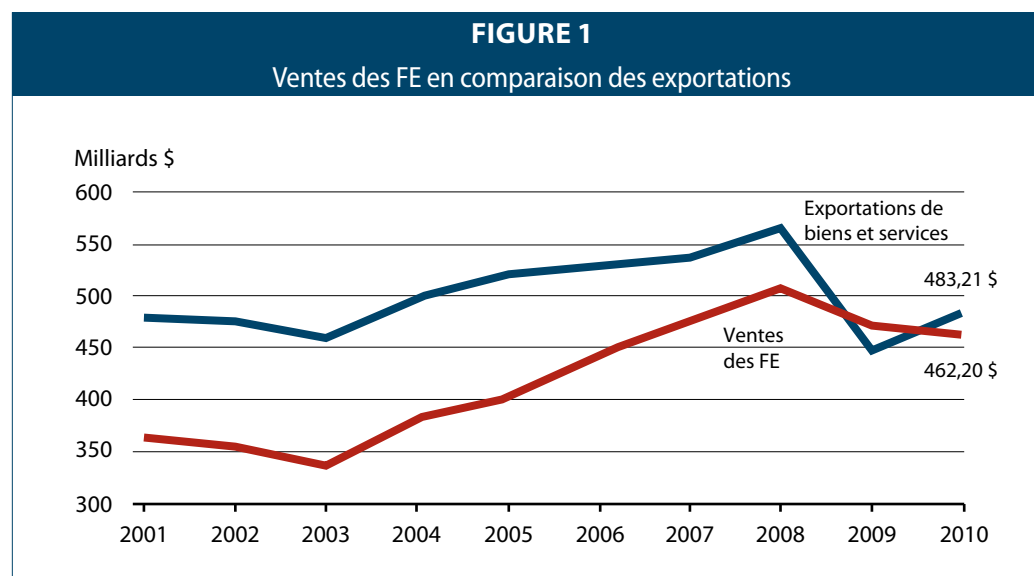
en 2011, l'IDCE dans le secteur manufacturier a fait du sur place en 2012; les seuls gains notables ont été observés dans le secteur de l'extraction minière, pétrolière et gazière – le premier en importance pour l'investissement canadien dans la production de biens. L'investissement dans ce secteur a gagné 7,3 milliards de dollars, ou 5,8 p. 100, pour atteindre 133,7 milliards de dollars. Les industries de services ont ajouté 29,7 milliards de dollars en 2011, le gain le plus important (12,9 milliards de dollars) étant survenu dans le secteur des finances et des assurances (4,8 p. 100). Le stock d'investissement détenu par des Canadiens à l'étranger dans le secteur des finances et des assurances a atteint 284,1 milliards de dollars, soit près de 40 p. 100 de l'ensemble de l'investissement direct du Canada à l'étranger. Une solide croissance a également été enregistrée dans le secteur de la gestion de sociétés et d'entreprises, qui a rattrapé le recul de 2011 en affichant une hausse de 6,7 milliards de dollars en 2012 (7,8 p. 100). L'IDCE a également progressé dans les secteurs du transport et de l'entreposage (gain de 2,8 milliards de dollars, ou 12,6 p. 100), des services professionnels, scientifiques et techniques (2,7 milliards de dollars, soit 33,7 p. 100), du commerce de détail (1,6 milliard de dollars, soit 24,2 p. 100) et de l'immobilier, de la location et du crédit-bail (1,4 milliard de dollars, ou 8,4 p. 100). Dans les autres secteurs de services, l'IDCE a avancé plus modestement. ■

Performance des filiales canadiennes à l'étranger

Les ventes des filiales sous contrôle canadien à l'étranger (FE)¹ représentent, en plus des exportations, une autre avenue permettant aux biens et services canadiens d'accéder aux marchés internationaux. Par conséquent, les FE augmentent le potentiel de croissance des entreprises canadiennes. En fait, les ventes des FE ont pris une importance grandissante au cours des dix dernières années. En 2001, les ventes des FE correspondaient à environ 76 p. 100 des exportations canadiennes de biens et services; en 2010, les ventes des FE équivalaient à 96 p. 100 de ces exportations. Cependant, depuis la crise de 2008, les ventes des FE ont régressé. À l'exception des marchés émergents², elles ont diminué dans toutes les régions en 2010. De même, les FE ont enregistré une baisse de leurs ventes de biens et de services, les secondes chutant trois fois plus vite que celles des biens. Bien que les ventes des FE aient diminué en 2010, l'emploi y a progressé de 3,8 p. 100.

Ventes des FE en comparaison des exportations

Comme le montre la figure 1, dans le sillage de la crise de 2008, les exportations ont chuté plus fortement (21,4 p. 100) que les ventes des FE (6,8 p. 100), de sorte qu'en 2009, les ventes des FE dépassaient les exportations de 27 milliards de dollars. Cependant, entre 2009 et 2010, les exportations ont fait un bond de 8,4 p. 100 alors que les ventes des FE ont continué à reculer (baisse de 2,2 p. 100). Par conséquent, en 2010, les ventes des FE étaient inférieures de 21 milliards de dollars aux exportations. Cependant, les ventes des FE dans l'Union européenne (UE) ont dépassé les exportations canadiennes vers cette région par un facteur de 1,4 en 2010, tandis



1 Conformément aux pratiques statistiques internationales, les données ne portent que sur les filiales étrangères de propriété majoritaire tandis que les établissements de dépôt et les succursales étrangères d'entreprises canadiennes sont exclus. Même si la propriété canadienne d'une FE est inférieure à 100 p. 100, les données représentent 100 p. 100 des ventes et de l'emploi.

2 Les marchés émergents comprennent tous les pays qui ne font pas partie de l'OCDE.

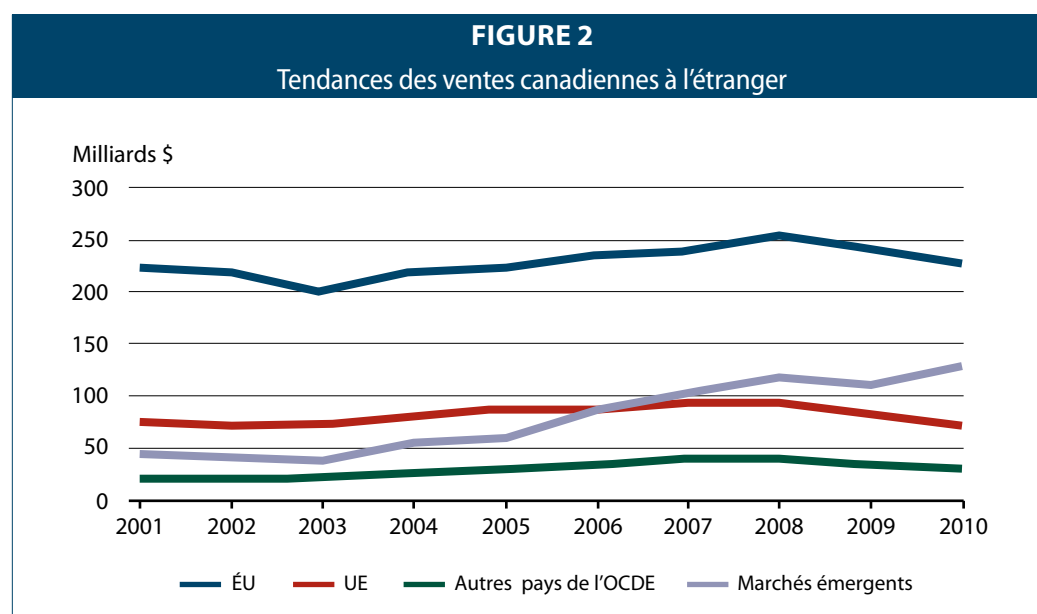
que les ventes des FE dans les pays émergents ont dépassé les exportations canadiennes vers ces régions par un facteur de 2,2 la même année. En revanche, les exportations canadiennes aux États-Unis et vers les pays de l'OCDE³ ont dépassé les ventes des FE dans ces régions en 2010.

Ventes des FE par région

En 2010, les marchés émergents ont été la seule région à enregistrer une augmentation des ventes des FE, soit de 16,5 milliards de dollars. La croissance des ventes des FE dans les marchés émergents a dépassé celle observée de 2001 à 2010 dans toutes les autres régions. Ainsi, la part des ventes canadiennes des FE détenue par les marchés émergents a plus que doublé durant cette période, passant de 12 p. 100 à 28 p. 100. Cependant, en termes absolus, les États-Unis demeurent le plus grand marché pour les FE canadiennes, comme c'est le cas pour les exportations. En d'autres termes, bien que les ventes des FE sur le marché américain aient diminué de 11,6 milliards de dollars en 2010, les États-Unis accaparaient encore près de la moitié (49 p. 100) des ventes totales de biens et services des FE canadiennes. Les ventes des FE dans l'Union européenne et dans les autres pays de l'OCDE ont également diminué, soit de 11,3 milliards de dollars et de 4 milliards de dollars, respectivement. Le creux de la récession de 2008 n'étant pas loin derrière nous, les ventes des FE en 2010 sont demeurées sous les niveaux enregistrés avant la crise, sauf dans les marchés émergents où elles ont dépassé les seuils de 2008 (figure 2).

Ventes des FE par secteur

La baisse des ventes de biens et de services a entraîné un recul de 10,4 milliards de dollars des ventes des FE en 2010. Les ventes de services des FE ont régressé de 6,6 milliards de dollars (3,9 p. 100), les pertes touchant la plupart des secteurs de services – sauf les services de transport et d'entreposage, qui ont avancé de 4,3 milliards de dollars. Pendant ce temps, les ventes de biens des FE, qui représentaient 65 p. 100 des ventes totales des FE en 2010, ont reculé de



3 Les autres pays de l'OCDE comprennent l'Australie, le Chili, l'Islande, Israël, le Japon, le Mexique, la Nouvelle-Zélande, la Norvège, la Corée du Sud, la Suisse et la Turquie.

3,9 milliards de dollars (1,3 p. 100), à 300 milliards de dollars. La chute des ventes du secteur manufacturier, le premier secteur de biens en importance, a dominé cette tendance (baisse de 11,8 milliards de dollars). L'augmentation de 7,3 milliards de dollars dans le secteur de l'extraction minière, pétrolière et gazière a compensé en partie ces pertes.

Tout au long de la décennie 2001-2010, la part des ventes des FE détenue par le secteur manufacturier a graduellement reculé de 48 p. 100 à 38 p. 100, tandis que la part de l'extraction minière, pétrolière et gazière passait de 11 p. 100 à 23 p. 100 sur la même période. En pourcentage, les ventes du secteur de l'agriculture, de l'exploitation forestière, de la pêche et de la chasse (le plus petit secteur) ont connu la progression la plus rapide, grimpant de plus de 588 p. 100 durant cette période – la plus grande partie en 2010 lorsqu'elles sont passées de 3,5 milliards de dollars à 6,1 milliards de dollars. La fabrication, l'extraction minière, pétrolière et gazière, ainsi que les finances (non bancaires) et les assurances demeurent les trois plus importants secteurs de ventes des FE.

L'emploi dans les filiales étrangères

En 2010, les FE de propriété canadienne ont ajouté 41 000 employés à leur masse salariale. L'emploi a augmenté dans toutes les régions, à l'exception des pays non membres de l'OCDE où l'emploi a diminué de 4,3 p. 100 (baisse de 3 000 emplois). Dans les marchés émergents, la croissance des ventes des FE s'est accompagnée de la plus importante hausse du nombre d'emplois en 2010, soit 30 000 nouveaux emplois. Les FE ont aussi créé de nouveaux emplois aux États-Unis et dans l'UE, soit 6 000 et 8 000, respectivement.

Dans tous les secteurs – biens et services réunis –, les FE ont vu leur emploi augmenter, la part du lion revenant aux secteurs de biens, qui ont ajouté 34 000 postes à leur effectif en 2010. Malgré la baisse des ventes survenue en 2010, les FE manufacturières représentaient 41 p. 100 de l'emploi total des FE, ajoutant 25 000 nouveaux emplois. ■

